

**UNIVERSITÉ PARIS NANTERRE
UFR DE LANGUES. MASTER ERPS
ANNÉE 2024-2025**



**À l'ombre de la Russie, face à l'Azerbaïdjan, la
diversification de la politique stratégique de
l'Arménie (2020-2024)**

**Mémoire de deuxième année de master
Vincent SAUVE**

Sous la direction de Jean-Robert RAVIOT

Remerciements

Je remercie **Monsieur Jean-Robert Raviot** pour avoir accepté la direction de ce mémoire, et pour la confiance accordée à l'égard de cette nouvelle étape de ma vie universitaire.

Je remercie très chaleureusement toute l'équipe de APRI Armenia, et particulièrement **Madame Anahide Pilibossian**, pour m'avoir accueilli, et avoir partagé avec moi son expérience professionnelle dans le domaine des *think tanks* et, plus généralement, dans le domaine des relations internationales à Erevan.

Je remercie également **Monsieur Léonid Nersisyan** pour avoir encadré mon stage à APRI, m'avoir initié au monde de l'analyse dans le domaine de la sécurité-défense, et m'avoir permis de co-publier mon premier article.

Abréviations et sigles

APRI : Applied Policy research Institute of Armenia

ATAGS : Automatic Gun Alignment and Positioning System

BRI : Belt and Road initiative

BRICS : Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud

BTC : Bakou-Tbilissi-Ceyhan

CEI : Communauté des Etats indépendants

CPI : Cour pénale internationale

EAU : Emirats arabes unis

FMI : Fond monétaire international

FSB : Федеральная служба безопасности Российской Федерации

GNL : Gaz naturel liquéfié

GNV : Gaz naturel pour Véhicules

HK : Haut-Karabakh

INSTC : International North-South Transport Corridor

ISTAR: Intelligence, Surveillance, Target, Acquisition and

Reconnaissance

LORA : Long Range Artillery

MNA: Mouvement national arménien

MRLS : Multiple Rocket Launcher System

OCS : Organisation de Coopération de Shanghai

OET : Organisation des Etats turciques

OMC : Organisation mondiale du Commerce

OTAN : Organisation du Traité de l'Atlantique nord

OTSC : Organisation du Traité de Sécurité collective

PC : Parti communiste

PIB : Produit intérieur brut

PLL : Pakistan LNG Limited

PO: Partenariat oriental

PTA : Preferential Trade Agreement

RA : République d'Artsakh

SAM : Sol-air Missiles

SCEEUS : Stockholm Center for Eastern European Studies

SOCAR : State Oil Company of Azerbaijan Republic

SPFS : Система передачи финансовых сообщений

SIPRI : Stockholm International Peace research Institute

RSSA : République socialiste soviétique d'Arménie

TASAM : Türk Asya Stratejik Araştırmalar Merkezi

TIKA : Türk İşbirliği ve Kalkınma Ajansı

TURKPA : Assemblée parlementaire des Etats turques

UE : Union européenne

UEEA : Union économique eurasiatique

URSS : Union des Républiques socialistes soviétiques

Introduction	12
Terminologies employées	12
Cadre spatio-temporel	14
Cadre méthodologique	15
Hypothèse, problématique et plan	18
Première partie	29
I - De Turkmantchaï à l'URSS – de la conquête à l'oblast, l'émergence d'un foyer de peuplement	30
1) La “question d'orient”, l'origine de la percée russe dans le Caucase	30
2) De la percée russe dans le Caucase à l'établissement de l'oblast d'Arménie	31
3) L'administration des confins de l'Empire : le cas de l'oblast d'Arménie	33
4) Une recomposition ethnique	35
5) D'une consolidation ethnique au refus de l'indépendance	37
II - L'URSS, le passage d'un Empire à l'autre	39
1) La politique industrielle de l'Empire	39
2) L'affaiblissement politique de l'Empire	40
3) De la première république arménienne à l'URSS	41
4) Un redécoupage territorial pour assurer une domination ?	44
5) Le développement industriel de la RSSA	46
III - La république d'Arménie et la Fédération de Russie, des liaisons dangereuses ?	52
1) La continuité des relations russo-arméniennes	53
a) La première guerre arméno-azérie, ou la formation d'un contexte historique favorable à la Russie	53
b) La Russie, un soutien arménien ?	58
c) De l'URSS à la Fédération de Russie, l'héritage en question	59
d) La doctrine Primakov et l'institutionnalisation de sa puissance militaire	60
2) Une alliance fragilisée à l'épreuve de la guerre	62
a) Une succession de guerres sans paix	64
b) Un abandon de la Russie ?	68
3) De l'Artsakh au Karabagh, la fin des relations russo-arméniennes?	70
a) La guerre de 2023	70
b) Des dialogues infructueux	72
c) Un point final des relations russo-arméniennes, et renouveau international ?	76
Conclusion de la première partie	79

Deuxième partie	82
I - Les relations russo-turques	84
1) Les hydrocarbures contre les high priority items	85
2) Les rivalités	90
a) La notion d'étranger proche	90
b) le pan-turquisme	92
II - L'Azerbaïdjan, le dénominateur commun	96
1) Les relations russo-azerbaïdjanaises : des relations d'apparence à faible niveau	97
a) Deux pays, un modèle dirigiste	98
b) Un commun intérêt, le cas des BRICS	99
2) Bakou-Ankara, l'affirmation d'un nouvel axe de coopération exclusif ?	101
a) La déclaration de Choucha, la confirmation de l'axe Bakou-Ankara	101
b) La déclaration d' "interactions alliés", satisfecit russo-azerbaïdjanais?	103
3) L'Azerbaïdjan, un point de rencontre des intérêts divergents	105
a) Le BTC, le point de rencontre russo-turque vers l'Europe	105
b) Entre Israël et les pays arabes, une diplomatie de funambule	108
III- Les relations russo-iraniennes	111
1) L'Iran, le troisième Empire?	112
2) La Russie : des relations stratégiques intensifiées par la guerre	114
a) Un alignement stratégique sans résultats probants	114
b) L'INSTC, route de la relance des relations ?	116
3) L'Azerbaïdjan, facteur déterminant la politique iranienne dans le Caucase sud ?	118
a) L'expansionnisme azéri, une menace existentielle pour l'Iran ?	118
b) Les intérêts de l'Iran sont les intérêts de la Russie en Arménie ?	120
Conclusion de la deuxième partie	124
Troisième partie	127
I - La dépendance arménienne à la Russie	128
1) Le complexe militaire, organisation des forces en présence	129
a) Organisation et répartition des forces militaires	129
b) Organisation des gardes-frontières	130
2) Les dépendance énergétiques	131
a) L'énergie gazière : Gazprom Armenia	132
b) L'énergie hydroélectrique : TASHIR	133

c) L'énergie nucléaire : Rosatom	135
3) Le secteur industriel et les activités tertiaires	136
a) Le secteur minier : Geopromining	136
b) Le secteur bancaire : VTB Bank	137
c) Le secteur ferroviaire : Russian Railways	137
4) Quel impact de cette dépendance sur les leviers de croissance ?	138
a) Une croissance soutenue par le secteur industriel jusqu'en 2022	138
b) L'expansion du secteur tertiaire	139
c) Les partenaires commerciaux	141
II - L'Arménie loin de l'UE, mais proche de l'Europe ?	144
1) Les organes de la politique étrangère de l'UE	146
2) Le partenariat oriental de l'UE et l'Arménie, deux réalités distinctes ?	146
3) Entre politique d'aide humanitaire et politique de renforcement sécuritaire, quelle évolution des États souverains ?	150
III - L'ouverture à l'Inde	155
1) La construction des relations indo-arméniennes	156
2) La formation de l'arc Ankara-Bakou-Islamabad, entre alliance et coopération stratégique	159
3) De la menace turque en Inde à la coopération avec l'Arménie	162
4) Les armes livrées par l'Inde	165
5) L'Arménie au cœur d'un nouvel axe de coopération ou de confrontation des relations russo-indiennes dans le Caucase sud ?	166
IV - Entre réformes militaires et politique de réarmement, quelle défense pour l'Arménie ?	171
1) La réforme de l'armée	172
2) Trois exemples de réformes en cours	174
3) De nouveaux systèmes d'armement	176
Conclusion de la troisième partie	181
Conclusion générale	183
Annexes	188
Annexes de l'introduction	188
Document 1 : Carte de l'Arménie de 1928, dressée dans un Atlas de l'Union soviétique	188
Document 2 : Tableau récapitulatif des employés d'APRI Armenia	189
Document 3 : Carte représentant le projet Crossroad of Peace	192

Annexes de la partie 1	193
Document 1 : Traité de Turkmanchai, 1828	193
Document 2 : Carte générale de la Transcaucasie russe établie en 1834 par l'état major d'un corps Caucasien	194
Document 3 : Relevé démographique établi par Ivan Shopen, commis de l'Empire Russe, entre 1826 et 1832, de la composition ethnique et religieuse de l'Arménie	195
Document 4 : Carte de la république d'Arménie revendiquée après la première guerre mondiale	196
Document 5 : Carte de la première république d'Arménie, dans les limites de ses frontières en 1922	197
Document 6 : Carte de la situation au front, septembre 2023	198
Document 7 : Relevé des principaux équipements perdus dans les deux camps lors de la guerre des 44 jours	199
Annexes de la partie 2	200
Document 1: Carte du Blue Stream	200
Document 2 : Cartes présentant deux versions de l'Azerbaïdjan de l'Ouest	201
Document 3 : Carte des enjeux territoriaux Arméno-Azéris	202
Document 4 : Carte du Pipeline Bakou - Tbilissi - Ceyhan (BTP)	203
Document 5 : Carte de l'INSTC	204
Document 6 : Carte du réseau de chemin de fer iranien	205
Document 7 : Liaisons portuaire russo-iraniennes	206
Document 8: Carte des foyers ethniques Azéris entre l'Azerbaïdjan et l'Iran	207
Annexes de la partie 3	208
Document 1 : Répartition des sites de gardes-frontières russes le long du corridor de Zanguezour	208
Document 2 : Carte du réseau de transmission de gaz géré par Gazprom Armenia	209
Document 3 : Carte de la localisation des sites stratégiques contrôlés par la Russie	210
Document 4 : Évolution de la croissance arménienne sur huit ans	211
Document 5: Relevé de la balance commerciale arménienne en 2022	212
Document 6 : Diagramme présentant la répartition du secteur tertiaire arménien	213
Document 7: Diagrammes des partenaires commerciaux de l'Arménie	214
Document 8 : Modèles d'arsenal arménien de 2020	215
Bibliographie	217
Livres	217

Ouvrages de recherche	217
Articles d'experts	218
Articles de presse, agences de presse, différents médias	220
Sites gouvernementaux - sources officielles	227
Sources économiques	230

Introduction

Terminologies employées

Caucase sud : le Caucase est un espace, à l'intersection de l'Europe et de l'Asie. Il est composé de deux ensembles montagneux distincts, la Ciscaucasie au nord, et la Transcaucasie au sud.

La Ciscaucasie se situe essentiellement en territoire russe. Elle est représentée par huit provinces¹ administrées localement selon leur nature respective de république fédérée, autonome ou de kraï, bien que toutes soient unies entre-elles par leur rattachement administratif à la Russie et sa capitale, Moscou.

La Transcaucasie s'apparente à une région à la définition plus équivoque. Débutant dans le bassin de la Rioni et de la Koura, elle est composée d'un ensemble montagneux homogène qui s'étend sur près de cinq pays : elle débute en Géorgie et en Azerbaïdjan, et s'achève en Turquie et en Iran. Au cœur de cet ensemble montagneux, entre ces quatre pays mentionnés, se trouve l'Arménie.

Quand nous emploierons le terme de "Caucase sud", nous nous référerons donc à cet ensemble partant des plaines de la Géorgie et de l'Azerbaïdjan, comprenant l'Arménie, et se prolongeant jusqu'aux confins orientaux turcs de Kars, d'Igdir et de Van, et jusqu'aux régions iraniennes d'Azerbaïdjan de l'ouest, de l'est et d'Ardabil.

Azerbaïdjanais/Azéri : nous employons le terme "azerbaïdjanais" pour référer à la population de la république d'Azerbaïdjan, en insistant sur la portée administrative de ce terme ; tandis que nous employons le terme "azéri" en insistant sur la portée ethnique auquel il renvoie.

¹ Le Daghestan, l'Ingouchie, la Tchétchénie, l'Ossétie du nord, la Kabardino-Balkarie, la Karatchaïévo-Tcherkessie, la république d'Adyguée, le Kraï de Stavropol et le Kraï de Krasnodar.

Le Haut-Karabakh : comme indiqué précédemment, nous utiliserons l'abréviation (HK) pour désigner la région du Haut-Karabakh, quand nous ferons référence à cette région sous l'ère soviétique², après 2023, ou quand nous voudrions mentionner la région d'une façon générale, afin de faciliter la lecture de ce travail.

Toutefois, notons que la désignation de cette région en arménien est rendue par le terme Արցախի Հանրապետություն, “Arcàxi Hanrapetowtyown”, autrement appelé Արցախ “Artsakh”. En deçà de la question linguistique, chacune des deux désignations correspond à une entité politique distincte : l'*Artsakh* renvoie à la république d'Artsakh (RA), qui était une république autoproclamée selon le droit international. Non reconnue, mais soutenue par Erevan, la RA contrôlait et administrait la région depuis la chute de l'URSS en 1992 à 2023, jusqu'à sa reprise par l'Azerbaïdjan.

Le terme francisé de Haut-Karabakh ou Nagorno-Karabakh, provient quant à lui du russe *Нагорный Карабах*, “Nagorni Karabakh”, qui est une translittération provenant elle-même du turc *Dağlıq Qarabağ*, “Davli Karabakh”.

Parmi l'ensemble des autres potentiels vecteurs de confusions, nous avons retenu celui du changement de nom des villes : la capitale est nommée *Stepanakert* en arménien, et *Khankendi* en langue azérie ; l'ensemble des autres villes ont également changé de nom, parmi lesquelles celle de *Chouchi*³, en arménien, désormais appelée *Choucha*⁴ en langue azérie, ou encore *Martakert*⁵, en arménien, désormais renommée, *Aghdara*⁶, en langue azérie.

² Voir annexes de l'introduction, document 1.

³ Շուշի

⁴ Şuşa

⁵ Մարտակերտ

⁶ Ağdərə

Cadre spatio-temporel

Nous avons composé notre étude entre un cadre de long et de plus court terme. Nous pensions que l'analyse de la diversification arménienne impliquait de saisir les grands aspects de sa relation avec la Russie, jusqu'alors décrite comme son principal partenaire en matière de coopération stratégique. Aussi avons-nous évoqué à cette fin, certains aspects de la présence historique de la Russie dans le Caucase sud et en Arménie, depuis la phase de conquête qui s'établit dans le cadre de la question d'Orient au début du XIXe siècle, jusqu'à sa phase de retrait, ou du moins, de distanciation prise, et correspondant à l'irruption simultanée de nouveaux acteurs dans la région, qui correspond à une période allant de 2020 à aujourd'hui. En effet, ce second cadrage perceptible dans notre étude correspond à une période où se succèdent à la fois les guerres du HK (2016, 2020, 2023), où émergent d'anciens acteurs de la région – la Turquie et l'Iran – et où d'autres font irruption – notamment l'Inde. D'un point de vue politique, cette période où s'accélère la diversification stratégique et diplomatique arménienne, correspond au mandat de l'actuel Premier ministre arménien Nikol Pachinian, soit, une période allant de 2018 à aujourd'hui.

Ce double cadrage temporel correspond au choix méthodologique de diversifier les approches sur notre sujet pour en faire ressortir la complexité et en cerner les différents enjeux. Aussi avons-nous eu recours à plusieurs niveaux d'analyses pour établir notre cadre spatial :

- Un niveau national proprement arménien nous a servi à mettre en relief l'organisation du territoire et de ses ressources.
- Un second comprenant les pays du Caucase – Arménie, Azerbaïdjan, Russie, Turquie, Iran – a constitué le socle de l'analyse géopolitique de l'Arménie et

dans son environnement régional, à l'instar du groupe 3+3 mentionné ultérieurement.

- Un troisième, nous a permis d'ancrer l'Arménie et son conflit avec l'Azerbaïdjan, dans un cadre transcontinental eurasiatique, et par là-même, de cerner les cercles de coopération en matière militaire et commerciale, dont les effets sont significatifs. Aussi incluons-nous à notre analyse l'Inde, le Pakistan, Israël, l'UE et ses pays membres, notamment, l'Allemagne, la France et la Grèce.
- Nous évoquons le rôle joué par les Etats-Unis en Arménie et dans la région, sans entrer plus en détail sur ce dernier acteur. De même, nous évoquons le rôle joué par la Chine et par certains acteurs du Moyen-Orient dans le domaine diplomatique, et commercial, sans le décrire davantage car le rôle joué par ces trois pays – sphères d'influence sur l'évolution politico-militaire arménienne – ne nous paraissait pas être d'une importance suffisante pour être mentionnée dans cette étude.
- Enfin, la Géorgie n'apparaît dans notre écrit qu'au travers de son rôle joué dans le cadre de la politique d'influence russe en Abkhazie, par son rôle dans le passage des flux d'hydrocarbures du BTC, et par son implication dans les échanges liés à l'INSTC. Même si, pour l'Arménie, la Géorgie est un acteur clef d'un point de vue territorial, lui garantissant son unique frontière ouverte vers le Nord, les relations entre les deux pays dans les domaines sécuritaire et stratégique restent pour le moins marginales.

Cadre méthodologique

Sources primaires : les discours, les déclarations, les doctrines, les traités et les cartes ont été les principales sources primaires utilisées. Notons que leur numérisation et leur accès sur internet ont grandement facilité notre enquête, à l'instar des 26 pages composant le traité de Turkmanchai de 1828 qui, quelques décennies auparavant nous eût été inaccessible depuis Paris.

Les données économiques et financières proviennent essentiellement des organismes internationaux tels que le FMI, l'OMC ou la Banque mondiale. Nous avons aussi utilisé certains sites gouvernementaux pour trouver des données spécifiques ou des traités de coopération, comme les sites des ministères arméniens, azerbaïdjanais, turcs ou russes, de l'économie ou des Affaires étrangères.

Sources secondaires : nous avons choisi de donner la priorité dans cet ordre aux sources secondaires : livres et parutions scientifiques, pour le cadrage et les données de fond de notre sujet ; articles d'experts, pour les données de fond sur des domaines plus précis ; et articles de presse, pour la recherche de données correspondant à des évènements ou à des phénomènes ayant un impact ponctuel.

Parmi la liste d'ouvrages cités en bibliographie, certains auteurs nous ont permis de cadrer la partie historique de notre propos, notamment Michel Heller et Étienne Peyrat pour leur respective histoire de la Russie et du Caucase au XIXe et XXe siècle. De même, la dernière parution de Gaïdz Minassian retraçant l'histoire des guerres du HK de 1988 à novembre 2023 a constitué un ouvrage de référence dans la description des théâtres d'opérations successifs ; nous en avons notamment repris les données concernant l'évolution géographique du front et du mouvement des troupes lors des assauts prenant place dans chacune des guerres du HK.

Plusieurs travaux universitaires publiés dans le cadre de thèses comme de mémoires nous ont servi à nous introduire ou à approfondir des données dans certains domaines précis. Notons notamment le travail de Jeffrey Mankoff, qui a été central dans notre étude, pour comprendre l'héritage culturel et historique de chacune des puissances post-impériales du Caucase – Turquie, Russie, Iran.

La plupart des articles scientifiques proviennent d'instituts, de centres de recherche ou d'autres *think tanks* apparentés. Nous avons essayé d'adopter systématiquement le point de vue des acteurs impliqués dans les thématiques traitées par notre sujet. Par exemple, quand nous traitons des relations russo-azerbaïdjanaises ou arméno-indiennes, nous avons insisté sur la lecture d'experts russes et azerbaïdjanais, et arméniens et indiens, sur les sujets en question. Aussi à l'échelle de notre mémoire avons-nous utilisé des articles en provenance d'experts de *think tanks* arméniens, azerbaïdjanais, indiens, iraniens, russes et turcs.

Concernant les articles de presse, nous avons donné la priorité aux dépêches des agences de presse pour retracer des événements ponctuels, notamment Armenpress, Azertac, Reuters et Ria novosti. Pour les articles plus thématiques, nous avons utilisé la plupart des journaux internationaux accessibles en ligne, ainsi que la plupart des médias arméniens: Civil.net, Heqt, Azatyun et HAYK media.

Entretiens : lors de notre stage effectué en Arménie chez APRI Armenia⁷, nous avons eu l'occasion d'échanger trois mois durant avec l'équipe de ce *think tank* composée d'experts de l'Arménie sur des questions de géopolitique régionale. Au cours de ce stage, nous avons aussi pu rencontrer certains experts étrangers et nous entretenir de façon informelle sur leur vision de la situation. Enfin, au cours d'un second stage, cette fois-ci effectué au ministère des Affaires Étrangères, nous avons eu l'occasion de rencontrer plusieurs rédacteurs ou d'anciens diplomates français en poste dans les pays de notre étude, et d'échanger avec eux sur leur expérience personnelle et leur vision de l'évolution de la région.

⁷ Voir annexes de l'introduction, document 2.

Hypothèse, problématique et plan

L'élection de Nikol Pachinian en 2018 fut perçue comme une nouvelle ère de réformes pour l'Arménie. Certains médias occidentaux associaient même son élection à une “révolution de velours⁸”, qui eût conduit l'Arménie vers la réalisation d'un idéal démocratique sur la base des standards européens. À cet égard, en juillet 2020, soit quelques mois avant l'opération “poing d'acier” lancée par l'Azerbaïdjan pour reprendre le HK, l'ancien ministre arménien des Affaires étrangères en fonction Armen Grigoryan, avait fait paraître un plan de sécurité nationale⁹. La lecture de ce document inédit révèle l'ensemble des domaines répertoriés comme “stratégiques” pour le développement de l'Arménie au regard de sa situation géographique, de son histoire et de son identité nationale ; à telle enseigne, il constitue une feuille de route à partir de laquelle nous établirons une partie de notre analyse. Les objectifs mentionnés dans ce plan sont désignés par un spectre élargi à des domaines multiples, allant de la protection de la démocratie, du respect du droit international, et de la coopération technologique, à un programme d'ouverture diplomatique, et de modernisation des forces armées. Ce dernier visait notamment à préparer les forces armées à la menace azerbaïdjanaise portant sur l'Artsakh et l'Arménie. Mais à l'aune de l'évolution des guerres et des acquis territoriaux de l'Azerbaïdjan, la question des réalisations de ce plan, notamment d'un point de vue militaire, peut aisément être posée. De plus, ce plan préparant une ouverture diplomatique à de nouvelles puissances rivales, et parfois concurrentes de la Russie, constitue en lui-même un véritable projet de diversification des partenariats stratégiques de l'Arménie.

⁸ GAVRILOF Élodie, *La “révolution de velours” arménienne*, <https://sms.hypotheses.org/16728>, 17 décembre 2018, consulté le 11 février 2025.

⁹ Government of Armenia, *Armenia 2020 National Security Strategy of the republic of Armenia, a resilient Armenia in a changing world*, july 2020 <https://www.mfa.am/filemanager/security%20and%20defense/Armenia%202020%20National%20Security%20Strategy.pdf>

Force est de constater que depuis 2020, et *a fortiori*, depuis fin 2023, les relations entre la Russie et l'Arménie sont à un niveau critique. Pourtant présentés comme deux partenaires historiques, partageant une langue commune, et ayant une nombreuse diaspora dans les deux pays respectifs, Erevan et Moscou étaient assimilés aux deux plus grands alliés du Caucase sud. Depuis son indépendance, l'Arménie s'est associée aux axes de coopération économiques et militaires que la Russie utilise comme outils de projection de son influence. Au sortir de l'URSS, l'Arménie et la Russie décident de poursuivre leurs relations dans le cadre d'une jeune organisation militaire : l'OTSC. Reflet de l'OTAN, l'OTSC prévoit de garantir la sécurité de chacun de ses membres en cas d'agression. En adhérant à cette organisation dès 1992, l'Arménie a perpétué implicitement une tradition de dépendance militaire contre une garantie de sécurité héritée. Elle comprend notamment le déploiement de bases et de militaires russes en territoire arménien ; en échange, la Russie conserve son influence dans le Caucase sud, et fait de l'Arménie un avant-poste aux portes du Moyen-Orient.

Mais, si pour l'Arménie, la Russie constituait l'espoir d'une garantie de sécurité, pour la Russie, l'Arménie représentait un acquis géopolitique. Les relations russo-arméniennes se caractérisent par une asymétrie de nature qui constitue une divergence dans représentation respective que chacun a de l'autre : l'un est un État-continent de plusieurs millions de kilomètres carrés, l'autre est un pays enclavé dans le Caucase sud, replié au milieu d'un plateau montagneux. Cette asymétrie physique est l'un des critères retenus pour comprendre la nature des différends entre Moscou et Erevan. D'un point de vue historique comme stratégique, l'enjeu sécuritaire était pourtant au cœur de leurs relations : de l'Empire de 1828 à l'URSS, de 1917 à 1991, jusqu'à l'adhésion de l'Arménie à l'OTSC en 1992, les relations russo-arméniennes ont suivi une certaine continuité dans le domaine militaire, au point de constituer l'alliance mentionnée, à l'aube des années 1990. Seulement, la valeur accordée à cette même alliance constitue un point de rupture entre les deux États. Perceptible dès la première guerre du HK

au début des années 1990, puis lors des guerres qui ont suivi (2016, 2020, 2023), cette double vision d'une même réalité a révélé que l'Arménie pensait sa relation comme une alliance inébranlable avec la Russie, tandis que la Russie la concevait comme subordonnée au changement de ses intérêts dans la région.

Partant, du point de vue russe, la Transcaucasie est au carrefour de deux sphères de représentation géopolitique. Le Caucase sud dans son acception restrictive Géorgie, Azerbaïdjan et Arménie, appartient à la sphère de ce que la Russie nomme son “étranger proche” Ближнем зарубежье¹⁰. Il s'agit d'un ensemble de pays situés à ses frontières et anciennement membres de l'URSS, ayant un intérêt historique, linguistique et culturel particulier pour la Russie¹¹. Cette vision confère à l'Arménie une place particulière au regard de Moscou qui est *de facto* intégrée à cette première sphère d'influence. Mais l'Arménie se situe aussi à la jonction d'une seconde aire géopolitique par sa frontière commune avec l'Iran et la Turquie. Du point de vue russe, chacun de ces deux pays est intégré à un groupe désigné comme “le monde islamique”¹², исламский мир, ou bien “les États de la civilisation amicale islamique”, Государства дружественной исламской цивилизации, décrits comme un ensemble de “partenaires de plus en plus sollicités et fiables”¹³. La priorité est d'ailleurs accordée dans cet ordre à la République islamique d'Iran, dont les relations sont caractérisées par leur “interaction exhaustive” et leur “confiance”, et à la République de Turquie, dont les rapports sont décrits comme “multidimensionnels et mutuellement avantageux”¹⁴. Plus généralement, la Russie, la Turquie et l'Iran s'inscrivent dans

¹⁰ *Doctrine de politique étrangère de la Fédération de Russie*, https://france.mid.ru/fr/presse/doctrine_de_politique_etrangere_de_la_federation_de_russie/, consulté le 30 avril 2024.

¹¹ Voir cette notion détaillée plus en amont : deuxième partie, I.2.a) la notion d'étranger proche.

¹² *Ibid.*

¹³ *Op.cit*

¹⁴ « *Doctrine de politique étrangère de la Fédération de Russie* », art cit.

une logique commune que Jeffrey Mankoff, dans sa thèse¹⁵, caractérise de logique “post-impériale”. Cette logique consiste en une vision adoptée par chacun des pays¹⁶, comme allant au-delà du tracé de leurs frontières actuelles. Elle consiste à promouvoir une vision du monde fondée sur un héritage associant le culturel, l’historique, le religieux et le linguistique, et à l’utiliser comme un vecteur d’influence sur la sphère continentale eurasiatique. Dans cette logique, les relations établies par la Russie avec l’Arménie, et plus largement dans le Caucase, sont confrontées aux visions portées respectivement par l’Iran et la Turquie, en raison de l’héritage perse et ottoman de la région.

Dans cet ordre, l’analyse de l’évolution des relations russo-arméniennes nous conduit à étudier les relations avec les autres puissances de la région. Comment la Russie peut-elle réagir face à la politique d’influence promue par les acteurs turcs et iraniens ? Cette politique est-elle incompatible avec celle promue par Moscou ? Une organisation commune est-elle envisageable ou, au contraire, chacun de ces pays envisage-t-il l’établissement de sa puissance comme exclusif ? À l’intersection de plusieurs sphères d’influence, le Caucase sud requiert une compréhension plus large des intérêts commerciaux et stratégiques en jeu dans chacun des domaines, et par chacun des acteurs concernés. Si la Russie et la Turquie s’accordent pour développer des relations commerciales via la Géorgie, leurs intérêts sont en lice concernant l’Azerbaïdjan, car son importance s’est décuplée au cours des dernières années, et ses intérêts se sont rapprochés de ceux d’Anakra. Pays appartenant à la sphère des peuples turciques, mais disposant d’un héritage soviétique, l’Azerbaïdjan officie depuis 2020 comme un avant-poste de l’influence militaire turque dans le Caucase. À plus grande échelle, il constitue un pivot favorable à la projection de l’influence turque en Asie-centrale ; et d’un point de vue militaire, il est au cœur d’une relation de coopération trilatérale avec

¹⁵ Jeffrey MANKOFF, *Empires of Eurasia, How Imperial Legacies Shape International Security*, Yale University Press, 2022

¹⁶ La Russie, la Chine, la Turquie, l’Inde et l’Iran.

le Pakistan. Enfin, dans le cadre de l'INSTC¹⁷ l'Azerbaïdjan, là aussi, joue un rôle central en tant qu'espace de transit des marchandises pour l'ensemble des pays qui l'entourent, excepté l'Arménie.

En parallèle de cette nouvelle réalité géopolitique turco-azérie, l'absence de réaction de la Russie en faveur de l'Arménie, a été suivie d'un plan de restructuration de l'approche diplomatique de Erevan. Ce plan promeut la mise en oeuvre d'une diplomatie "proactive et efficace"¹⁸ visant à concourir au "développement d'un environnement plus favorable"¹⁹. Les axes d'ouverture prioritaire sont tracés de la manière suivante : accroître les relations avec la France et l'Allemagne, dans le cadre des relations entretenues avec l'UE ; maintenir la relation de coopération trilatérale avec la Grèce et Chypre ; approfondir la relation "amicale" avec la Chine ; approfondir la coopération multidimensionnelle avec l'Inde ; et étendre sa coopération avec les États du Moyen-Orient. L'objectif pour l'Arménie est bien de conjuguer ses relations d'intérêt historique, comme avec la France, la Grèce et Chypre, tout en développant ses intérêts avec les nouveaux pôles de puissance eurasiatiques, tels que la Chine et l'Inde. Enfin, ouvrir ses relations avec les différents États du Moyen-Orient – outre les intérêts économiques inhérents à toute relation d'échange – permettrait à l'Arménie de mettre en valeur sa relation historique dans les pays arabes, grâce à sa diaspora répartie de l'Irak à l'Égypte, et par-là même de trouver d'éventuels soutiens en mesure de faire face à la coalition turco-azérie – au cours de l'année 2024, l'Arménie a reconnu l'existence de la Palestine comme État²⁰.

¹⁷ Voir deuxième et troisième partie où nous traitons de cette route sous différents points de vue.

¹⁸ Ibid. §5.9 "*Armenian must conduct a proactive and effective diplomacy with conviction of effective multilateralism*".

¹⁹ "*The formation of a more favorable external environment*"

²⁰ *Arab League Secretary-General described Armenia's move to recognize Palestine as a courageous decision*, <https://armenpress.am/en/article/1194299>, 22 juin 2024, consulté

Cette expansion du réseau diplomatique ouvre la voie à une politique de diversification stratégique, et ce faisant, à l'ouverture de nouveaux secteurs de coopération dans l'ensemble des domaines économiques, technologiques et militaires. Sur ce point, le lancement du projet *Crossroad of Peace*, par le premier Ministre Nikol Pachinian en mars 2024²¹ a pour fin de faire de l'Arménie un nouveau *hub* eurasiatique de transit économique dans un environnement régional pacifié. Si les objectifs de ce projet peuvent paraître pour le moins optimistes, force est de constater que le rôle joué par certains acteurs s'ancre dans cette perspective de stabilité régionale : parmi l'ensemble des acteurs évoqués dans notre étude, l'Inde occupe une place particulière. En l'espace de quelques années, l'Inde est devenue l'un des pays moteur de cette réorientation des intérêts stratégiques de l'Arménie : la coopération de nature économique et militaire a fait passer le niveau de relation de simples partenaires, à celui de relation stratégique privilégiée entre les deux pays ; cette relation a ceci de particulier qu'elle n'exclut aucune autre relation entretenue par l'Arménie avec l'Europe, la Russie ou l'Iran. Outre les intérêts économiques recherchés par l'Inde, dans la projection commerciale en Arménie et dans le Caucase, la coopération militaire entre New-Delhi et Erevan trouve toute sa signification en réponse au premier axe mentionné Ankara-Bakou-Islamabad : pour entraver le développement de cet axe de coopération, l'Inde s'est associée à l'Arménie, située au milieu géographique de l'axe de coopération entre Ankara et Bakou. Cette nouvelle réalité a pour conséquence de positionner l'Arménie dans une nouvelle sphère géopolitique qui régit le contentieux historique entre l'Inde et le Pakistan.

L'Europe, quant à elle, constitue le second partenaire majeur, au cœur de la politique de réorientation des intérêts arméniens. Mais entre la politique de l'UE et la politique des États souverains, l'Arménie est confrontée à deux réalités

le 11 février 2025. Cette décision fut remarquée et saluée par le Secrétaire général de la Ligue des États arabes, Ahmed Aboul Gheit.

²¹ Voir annexes de l'introduction, document 2.

distinctes. La politique de l'UE suit le cadre du PO, commun à la Moldavie, l'Ukraine et la Géorgie. Seulement, outre l'incompatibilité de nature entre l'UE et l'UEEA où est engagée l'Arménie, un rapprochement avec l'UE suppose un éloignement simultané de ses relations entretenues avec l'Iran et la Russie, et ce, *a fortiori* depuis la guerre en Ukraine. Du point de vue de l'Arménie, l'UE se distingue comme une sphère économique dont l'approche du Caucase diverge de celle menée par les Etats souverains. Sur ce point, sa relation avec la France s'est particulièrement développée dans le secteur de la coopération militaire au point que Paris soit devenue le second exportateur d'armes de Erevan, et ait débuté d'autres projets de coopération dans secteur avec l'Arménie.

Toutefois, même si certaines métamorphoses sont à l'œuvre, la Russie n'en demeure pas moins le partenaire principal de l'Arménie, car Moscou est implanté au cœur de son système économique, énergétique, bancaire, logistique et sécuritaire depuis la chute de l'URSS. En ce sens, l'actuel projet arménien de diversification se heurte au manque d'alternatives capables de remplacer, ou du moins, de diminuer la part qu'y occupe la Russie. De même, à la question de la diversification, succèdent celles des objectifs poursuivis et des moyens pour y parvenir : si l'Arménie souhaite amoindrir sa dépendance à la Russie, quelle relation souhaite-t-elle conserver avec ce pays à l'avenir ? Dans le domaine sécuritaire, quelles réformes peut-elle effectuer et sur la base de quel modèle ? Comment l'Arménie compte-elle concilier sa relation avec l'Iran, l'Inde et certains pays européens, ou entre l'UEEA et l'UE ? En somme, vers quelles perspectives de diversification stratégique l'Arménie s'engage-t-elle, et vers quelle sphère d'influence politique, diplomatique et militaire se dirige-t-elle ?

Pour répondre à cette question, nous concentrerons notre approche sur l'analyse du secteur sécuritaire. Ce dernier est le plus abouti et permet ainsi de décrire les premières hypothèses du cap vers lequel s'oriente la politique de diversification stratégique arménienne. Cependant, nous mentionnerons aussi

certains secteurs clefs de l'économie, de l'énergie ou encore des nouvelles technologies, mais leurs résultats ayant été altérés par la guerre en Ukraine, les résultats de ces derniers seraient susceptibles de changer en cas de résolution de ce conflit.

Loin de prétendre à l'exhaustivité ni même à l'expertise que requiert le métier d'historien, nous avons pensé qu'il était nécessaire de retracer brièvement l'évolution des relations entre la Russie et l'Arménie, à travers le temps long, afin d'en mieux saisir le changement survenu au cours des dernières années. En partant de la période d'expansion impériale au cours du XIXe siècle jusqu'à la période la plus contemporaine suivant l'indépendance de 1991, nous accordons une importance particulière aux guerres et à leurs conséquences dans les réformes entreprises sur le plan administratif, territorial et industriel, pour comprendre quel a été le legs dont l'Arménie a hérité de l'Empire et de l'URSS.

Dans une première partie, nous suivons l'évolution des relations russo-arméniennes, de l'oblast de 1830 à l'actuelle troisième république d'Arménie. Nous montrons pour ce faire, la façon dont la Russie impériale a participé à l'émergence d'un foyer de peuplement arménien chrétien et majoritaire issu des khanats jusqu'alors à majorité musulmane. Nous abordons ainsi les prémisses d'un processus de rationalisation administratif du territoire engagé par la Russie à la fin de l'Empire (I). Puis, après une analyse de la réorganisation des découpages territoriaux, au sortir de la première guerre mondiale et de l'adhésion de l'Arménie à l'URSS, nous décrivons la façon dont cette même Union a fait entrer l'Arménie dans l'ère industrielle. Ce faisant, nous montrons que l'URSS s'inscrit dans le sillage laissé par l'Empire, en modernisant les infrastructures, en introduisant des moyens de communications modernes, et en développant des complexes industriels de part et d'autre du territoire (II). Enfin, nous traitons des relations russo-arméniennes au prisme des guerres du HK. À travers une approche

descriptive des événements de chacune des guerres (1988-1994, 2016, 2020 et 2023), du rôle et de la relation entretenue par les deux pays, nous remarquons que se profile une différence entre les objectifs respectifs de Erevan et de Moscou dans la région. Du point de vue arménien, l'objectif reste celui d'une recherche de garanties de sécurité, ce dont Moscou semble se détacher sans toutefois désirer rompre. Ce détachement aurait-il conduit à une mésinterprétation de l'Arménie sur le rôle joué par la Russie dans le Caucase ? (III)

Dans une seconde partie, nous décentrons notre approche russo-arménienne pour une appréhension plus régionale des relations entretenues par la Russie avec la Turquie, l'Azerbaïdjan et l'Iran. Notre étude de la Turquie nous conduit à mettre en relief que les relations de rivalités historiques entre Moscou et Ankara ont toutefois trouvé un point d'équilibre au cours des dernières années, dont l'une des hypothèse est le partage de l'influence dans le Caucase, l'Azerbaïdjan figurant comme le trait d'union des intérêts communs entre ces deux pays. (I) L'Azerbaïdjan constitue effectivement un intermédiaire de choix pour la Russie et pour la Turquie, au point que chacun trouve son intérêt dans le commerce avec ce pays et dans la relation que ce pays permet d'entretenir avec d'autres partenaires commerciaux, tels que l'UE, l'Iran et les pays d'Asie centrale. (II) Plus discret, l'Iran se démarque dans la région par ses relations alignées sur les intérêts arméniens et le maintien de sa frontière du Syunik. Dans ce jeu d'échecs à trois joueurs, l'Iran occupe le rôle de puissance d'équilibre pour la Russie face à la Turquie, comme de troisième Empire dont le rôle effacé au cours des dernières années, tend à refaire surface dans la région. (III)

Dans une troisième partie, nous décrivons l'évolution du processus de diversification stratégique entrepris par l'Arménie au cours des dernières années, en nous focalisant sur la variable diplomatique et militaire. Nous établissons l'ensemble des secteurs arméniens de dépendance stratégique vis-à-vis de la

Russie. Nous observerons que la Russie détient l'essentiel des vecteurs de croissance de l'Arménie situés dans le secteur secondaire de l'économie, mais que le développement du secteur tertiaire dans le marché du tourisme et de l'informatique constituent deux modèles d'indépendance économique (I). Membre de l'UEEA, l'Arménie est en outre membre d'une union économique dominée par la Russie. Nous observerons sur ce point, les efforts entrepris par l'Arménie pour se rapprocher de l'UE et essayer de se réorienter vers un nouveau bloc économique. Mais cette réorientation est-elle envisageable au regard de la politique menée par l'UE dans le Caucase ? Dans cette troisième partie, nous ferons la différence entre la politique de l'UE et celle menée par les États souverains, au cœur de laquelle se démarque celle de l'Allemagne, de la Grèce et de la France au cœur du projet de diversification d'armement (II). De même, l'Inde, par ses ambitions affichées et sa politique d'État non aligné, est devenue en quelques années un partenaire stratégique de l'Arménie. Nous verrons que sa relation d'intérêt avec l'Arménie réside dans le produit de sa volonté de projection géoéconomique sur le continent eurasiatique, et sa résistance au renforcement de l'axe de coopération Ankara-Bakou-Islamabad, qui constitue une menace en Asie centrale et du Sud pour New-Delhi (III). Enfin, nous aborderons plus précisément l'un des secteurs clef de ce projet de diversification, celui de la défense. En nous appuyant sur les projets et programmes de réformes publiés, nous décrirons l'évolution de ce modèle d'armée, à l'échelle institutionnelle et opérationnelle. Nous apporterons une attention particulière aux nouveaux systèmes d'armement acquis au cours des dernières années, et essaierons d'en déduire l'organisation de la nouvelle architecture défense arménienne à l'aune des dernières acquisitions (IV).

Première partie

Du traité de Turkmantchäi à 2023, quelles évolutions des relations russo-arméniennes dans le domaine stratégique ?



Photographies personnelles. De gauche à droite : Mosquée bleue d'Erevan construite au milieu du 18e siècle, sous le Khanat d'Erevan, dynastie Zand ; vue sur la Turquie, depuis l'Arménie, au bord de l'Araxe, vers Getap, Agarakstan.

I - De Turkmantchaï à l'URSS – de la conquête à l'oblast, l'émergence d'un foyer de peuplement

1) La “question d'orient”, l'origine de la percée russe dans le Caucase

Au sortir des guerres napoléoniennes, la Russie comptait parmi les plus grandes puissances militaires européennes aux côtés de l'Angleterre. Les armées françaises avaient été défaites à Waterloo. L'Europe était pacifiée ; les empires se consolidèrent et établirent un nouvel ordre européen à l'occasion du Congrès de Vienne de 1815. Alexandre Ier s'assura d'une entente cordiale avec l'Empire prussien et l'Empire d'Autriche-Hongrie, ce qui lui permit de consolider ses acquis territoriaux en Pologne et en Europe centrale, afin de redéployer ses forces armées en direction de l'Empire ottoman, l'enjeu était alors l'accès à Constantinople, autrement nommée *la Sublime Porte*.

L'Empire Ottoman était en effet assimilé à la question d'Orient²², qui tout au long du XIXe siècle fut la question cruciale pour la Russie. Il s'agit d'une question à portée historique, religieuse et symbolique remontant au mariage entre Ivan III de Russie avec Sophie Paléologue, qui hérita en 1472 de l'Empire Byzantin. Ce mariage s'établit alors même que l'Empire Byzantin avait été défait par les armées ottomanes vingt ans plus tôt, soit en 1453 au moment du siège de Constantinople. De cette union, provint l'idée d'une continuité historique légitime entre l'Empire romain d'Orient et celui de Russie, ce qui impliquait donc la revendication de Constantinople par Moscou. Aussi note-t-on que les armoiries de la dynastie Paléologue, l'aigle bicéphale, étaient arborées par la Russie comme emblème de l'Empire, et aujourd'hui encore, comme l'emblème des armoiries de la Fédération de Russie.

²² Michel Heller, *La Russie et son Empire*, Perrin, 2015, Deuxième partie, chapitre troisième “*Le siècle des Empereurs*”, 12 “*les guerres de Nicolas Ier*”, p. 1067 à 1105.

Outre l'aspect historique et symbolique, les campagnes militaires menées contre l'Empire ottoman étaient aussi motivées par deux aspects éminemment stratégiques : le contrôle du détroit des Dardanelles et du Bosphore, reliant la mer Noire à la mer Méditerranée, et garantissant l'accès au Proche et Moyen-orient, à savoir, une perspective commerciale à la jonction de l'Europe et de l'Asie.

Dès son origine, la conquête du Caucase s'inscrivait donc au sein de la question d'Orient.

2) De la percée russe dans le Caucase à l'établissement de l'oblast d'Arménie

En s'emparant du Caucase, l'objectif de Moscou était d'établir une percée garantissant l'accès à l'entrée du Moyen-Orient et, ce faisant, d'exercer une pression militaire sur la frontière orientale de l'Empire ottoman. Pour ce faire, Moscou commença par s'emparer du Caucase par le Nord, à l'occasion des guerres russo-persanes, puis fortifia ses positions et intégra les nouvelles terres conquises au système administratif de l'Empire.

Ces guerres correspondent à deux campagnes menées à dix ans d'intervalle au cours de la première moitié du XIXe siècle. Une première phase d'expansion débuta en 1805 et dura huit années. Les troupes d'Alexandre 1er commencèrent par prendre le quart Nord-est du Caucase, correspondant aux provinces du Daghestan, d'Ingouchi, de Tchétchénie et certains territoires de l'Azerbaïdjan actuel. Leur rattachement à l'Empire fut officialisé lors du traité de Golestan²³, ratifié en 1813.

Une seconde campagne militaire se déclencha en 1826, lorsque les troupes de l'Empereur perse Fath Ali Shah Qajar attaquèrent par surprise les positions prises par la Russie lors du dernier traité. Mais les troupes russes commandées par le Général Paskevitch mirent en déroute les armées perses qui subirent-là une

²³ Michel Heller, op.cit

seconde défaite et finirent par se rendre²⁴. Le Shah se vit dans l'obligation d'accepter un deuxième traité, aux fondements des relations russo-arméniennes : le traité de Turkmantchaï, ratifié en 1828²⁵.

Ce traité est central car il transforme le rapport de force de la région pour au moins quatre raisons :

- Il établit une paix durable entre les deux Empires russe et perse.
- Il octroie à la Russie une présence maritime exclusive en mer Caspienne.
- Il assure l'avancée des troupes impériales le long de la frontière orientale de l'Empire ottoman.
- Il intègre à l'Empire les anciens khanats d'Erevan et du Nakhitchevan qui deviennent une seule entité administrative : l'*oblast d'Arménie*.

À cet égard, les trois articles ci-dessous – extraits du traité original – illustrent les principaux changements dans la région :

- Article 1 : Cet article pose les fondements d'une relation d'amitié aux confins de l'Empire, et fait montre du désir de la Russie de ne pas s'engager plus en avant sur le territoire perse. Cette prédisposition est ainsi donnée en ces termes : “ *Sa Majesté le très-haut, très illustre, très puissant Empereur et Autocrate de toutes les Russies et sa Majesté le Pashâh de Perse, également animés par un sincère désir de mettre un terme aux maux d'une guerre entièrement contraire à leurs mutuelles dispositions et de rétablir sur une base solide les anciens rapports de bon voisinage et d'amitié entre les deux Etats* ”.

²⁴ Michel Heller, op.cit

²⁵ Voir annexes de la partie 1, document 1

- Article III : Les territoires correspondant approximativement au territoire de l'Arménie actuelle sont intégrés à l'Empire Russe : “ *Sa Majesté le Shah de Perse, tant en son nom qu'en celui des héritiers successeurs, cède en toute propriété à l'Empire de Russie, le Khanat d'Erevan, tant en deçà qu'au delà de l'Araxe et le Khanat de Nakhitchévan.*”

- Article VIII : La Russie s'ouvre au commerce maritime avec l'Empire perse en mer Caspienne, et s'octroie le droit exclusif d'y faire naviguer ses pavillons militaires ; ce faisant, elle entérine sa pleine domination de cet espace maritime au cœur de l'Eurasie. “ *Les bâtiments russes jouiront du droit de naviguer sur la Caspienne et le long des côtes et d'y caboter. Ils trouveront en Perse secours et assistance en cas de naufrage. (...) Quant aux bâtiments de guerre, (...) à l'exception de la Russie, aucune autre puissance ne pourra avoir des bâtiments de guerre sur la mer Caspienne*”.

3) L'administration des confins de l'Empire : le cas de l'oblast d'Arménie

Les changements impliqués par ce traité ont constitué l'épicentre historique et politique de la relation entre Moscou et le territoire de l'ancien khanat d'Erevan devenu l'“oblast d'Arménie”. À cette occasion, la Russie est devenue une puissance en bordure du Moyen-Orient et a conservé certains de ces héritages. À l'Est, elle jouissait d'une hégémonie militaire et commerciale exclusive en mer Caspienne et le long des côtes de l'Empire perse ; et à l'Ouest, elle exerçait une pression militaire le long des frontières orientales de son rival, l'Empire ottoman, via les nouveaux territoires conquis ou rattachés à l'Empire²⁶.

²⁶ La gouvernement de Géorgie est rattaché à l'Empire russe en 1801, après l'annexion de la région de Kartl-Kakhétie

En outre, l'Empire russe se différenciail de ses rivaux par sa politique de défense des peuples chrétiens, et par des politiques d'incitation à la migration arménienne²⁷ dans la nouvelle entité administrative constituée de l' "oblast d'Arménie". Ce dernier facteur sera déterminant dans l'évolution de la composition ethnique des nouveaux oblasts et dans leur gestion administrative. Situé aux confins de l'Empire russe, jouxtant l'Empire perse et l'Empire ottoman, cet oblast avait la particularité d'être isolé du reste des provinces de l'Empire. Sa pleine intégration était un enjeu crucial qui s'inscrivait au sein d'un processus d'administration et de consolidation, par un redécoupage territorial et une militarisation renforcée des positions. L'ensemble des territoires du Caucase-sud devinrent la grande région de "Transcaucasie", elle-même découpée en différents oblasts, parmi lesquels figura celui d' "Arménie" jusqu'en 1840²⁸. À cet égard, remarquons que la taille de ce nouvel oblast arménien était un peu plus étendue que ne l'est celle de l'actuelle République d'Arménie, puisqu'il comprenait deux sous-régions, à savoir, celle du Nakhitchevan et celle de l'Idgir, qui bordaient l'Empire ottoman du sommet de l'Ararat jusqu'aux rives orientales du lac Balik²⁹ – ces deux régions appartiennent aujourd'hui respectivement au territoire de la République de Turquie et d'Azerbaïdjan.

Le Général Paskevitch³⁰ était, dès 1828, le gouverneur de la région Transcaucasie et le responsable *de facto* de la politique menée dans cet oblast. Après la mise en œuvre du redécoupage précédemment décrit, il renforça la présence de contingents militaires dans la région. Pour ce faire, il établit une

²⁷ Ronald Grigor SUNY, *Looking Toward Ararat: Armenia in Modern History*, Indiana University Press, 1993.

²⁸ Voir annexes de la partie 1, document 2 : году Генеральная Карта Кавказского края составленная при Генеральном штабе отдельного Кавказского корпуса в 1834, *Русский: Генеральная Карта Кавказского края составленная при Генеральном штабе отдельного Кавказского корпуса в 1834 году*, s.l., s.n., 2017.

²⁹ *ibid*, document 2

³⁰ *Ivan Fyodorovich Paskevich | Russian Field Marshal, Viceroy of Poland | Britannica*, <https://www.britannica.com/biography/Ivan-Fyodorovich-Paskevich-Graf-Yerevansky-Knyaz-Varshevsky>, consulté le 11 juillet 2024.

liaison logistique avec le Caucase nord, depuis les oblasts de Kartl-Kakhétie traversant les plateaux de l'Arpi et du Lori³¹. En créant un pont logistique pour le ravitaillement des troupes, il enclencha le processus d'unification des territoires. Il déploya ses troupes et les répartit le long des nouvelles frontières avec l'Empire ottoman³². Aujourd'hui, il est possible de constater une partie de cet héritage par la forteresse Sev Berd de Gyumri, construite entre 1834 et 1847.

Enfin, il pourvut l'ensemble des postes de commandements régionaux, tant militaires que civils, de militaires ou de fonctionnaires russes ; quant à ceux des oblasts et des districts, ils furent laissés à la gouverne des élites locales chargées d'organiser une police et de lever l'impôt.

Ce processus d'administration et de militarisation systématique permit en dix ans de rationaliser la domination russe de la région, tout en développant le sentiment nationaliste arménien par le biais d'une recomposition ethnique du territoire.

4) Une recomposition ethnique

En effet, un bouleversement dans la composition démographique et ethnique se produisit à l'occasion de la conquête de l'oblast d'Arménie. Il consista en un recul considérable des populations musulmanes, essentiellement perses, turques et kurdes, au bénéfice des populations arméniennes et chrétiennes³³ ; ces dernières étaient favorables à l'Empire, et rendaient plus aisé le contrôle de l'oblast.

Avant comme après la conquête des khanats d'Erevan et de Nakhitchevan, des relevés³⁴ ethno-démographiques menés par Ivan Shopen, commis de l'Empire

³¹ op.cit, document 2. Voir, en particulier, les deux routes traversant le plateau d'Arpi et du Lori.

³² СЕРГЕЕВИЧ Зурначян Авак, « СИСТЕМА УПРАВЛЕНИЯ В ВОСТОЧНОЙ АРМЕНИИ В ПЕРВОЙ ПОЛОВИНЕ XIX ВЕКА », in , 2012.

³³ Voir annexes de la partie 1, document 3

³⁴ Ces relevés sont les seuls qui nous soient disponibles pour cette région à cette période. Ils ont été fondés sur la base d'entretiens effectués avec les populations locales et sur la base de

russe, ont attesté que les populations musulmanes représentaient la très grande majorité de la composition ethnique de la région, en une proportion avoisinant les 80%, contre environ 20% de Chrétiens arméniens dans l'oblast d'Arménie. Or, en moins de dix ans, s'est opéré un renversement de la composition démographique en faveur des populations arméniennes chrétiennes : celles-ci devinrent le groupe ethnique majoritaire et participèrent activement au façonnement politique du nouvel oblast³⁵. Ce changement s'explique aujourd'hui en grande partie par les flux massifs de vagues migratoires en provenance des Empires perses et ottomans, résultat de la politique russe favorable aux minorités chrétiennes.

Sur ce point, le traité de Turkmanchai fut suivi du rattachement d'environ 35 000 Arméniens³⁶ en provenance de Perse, et d'environ 20 000 Arméniens en provenance de l'Empire ottoman³⁷. Le khanat d'Erevan composé de 20 000 Arméniens en 1826, en comprenait près de 65 000 en 1832 ; et celui du Nakhitchevan, composé d'environ 2 500 Arméniens en 1826, comprenait près de 13 000 Arméniens en 1832. En seulement quelques années, l'ancien khanat devenu oblast d'Arménie connut ainsi une multiplication par cinq du nombre d'Arméniens.

À l'aube des années 1830, la proportion d'Arméniens chrétiens devint équivalente à celle musulmane multi-ethnique et représentait un total d'environ 160 000 sujets, répartis équitablement entre environ 80 000 Arméniens chrétiens et 80 000 musulmans de diverses ethnies. Ce nouvel équilibre régional, dont la tendance ascendante était favorable aux Arméniens, a motivé un sentiment d'unité nationale.

documents administratifs que l'Empire perse a légué après la conquête de ces régions à l'Empire russe.

³⁵ Bournoutian George A, « *The Population of Persian Armenia Prior to and Immediately Following its Annexation to the Russian Empire: 1826-1832* », in , avril 1980.

³⁶ op.cit, voir document 3.

³⁷ op.cit, voir document 3.

5) D'une consolidation ethnique au refus de l'indépendance

Le modèle d'organisation administratif de la Transcaucasie changea à partir de 1840. Sous demande de Paskevitch, la Transcaucasie fut réformée. Elle fut divisée en deux grandes unités administratives : la région de la Caspienne et la province de Géorgie-Imérétie. Ces unités régionales et provinciales étaient divisées en plusieurs Ouezds, eux-mêmes divisés en une multitude de districts. L'oblast d'Arménie et sa précédente unité administrative héritée des khanats de 1828 devint une partie intégrante de la Géorgie-Imérétie morcelée en plusieurs districts – le district d'Erevan, d'Alexandropol, de Nakhitchévan et d'Ordubad – désormais rattachés à la nouvelle capitale provinciale, Tbilissi.

Jusqu'à la première guerre mondiale et la révolution d'octobre 1917, le Caucase ne fut plus qu'une grande unité administrative correspondant à la vision portée par l'Empire russe sur cette région. Pour autant, cette réorganisation ne porta pas préjudice aux vellétés d'autodétermination arméniennes. Au contraire: la communauté arménienne se structura en différents mouvements politiques s'inspirant des mouvements nationalistes répandus à travers l'Europe³⁸, et s'unifia en réaction à l'oppression et aux massacres³⁹ perpétrés par l'Empire ottoman⁴⁰ à leur encontre. C'est durant cette période que naquirent les premiers partis politiques arméniens : le parti arménien, créé en 1855, à Van ; le parti social-démocrate *Hinchakian* fondé à Genève, en 1887, et la Fédération révolutionnaire arménienne (FRA), à Tbilissi en 1890⁴¹.

³⁸ Déclaration d'indépendance de la Grèce, en 1830 ; de la Roumanie en 1859 ; de la Serbie 1878.

³⁹ L'Empire Ottoman en déclin général, et particulièrement après une série de défaites contre l'Empire Russe entre 1877-1878, est confronté aux revendications indépendantistes de ses différentes minorités, notamment celles chrétiennes - arméniennes, estimées à plus d'un million. Les tensions entre les minorités et les autorités aboutissent à des révoltes durement matées par l'Empire, qui effectue une série de massacres à cette occasion dans les provinces où vivent une majorité d'Arméniens. Entre 1894 et 1897, plus de 100 000 Arméniens sont tués par les autorités ottomanes.

⁴⁰ Anahide Ter Minassian, *Les Arméniens au 20e siècle*, Vingtième siècle, revue d'histoire, n°67, juillet-septembre 2000, p.135-150

⁴¹ op.cit Anahide Ter Minassian

Mais ces velléités n'aboutirent à aucune réalité politique locale. À cela, s'ajoute que la volonté de l'Empire russe était moins de créer un État arménien que de consolider ses confins par une population ethniquement homogène. Si avant 1914 des volontés d'indépendance se répandirent à travers l'Europe, aucun parti arménien n'envisageait un avenir pour l'Arménie qui eût été indépendant à celui de l'Empire russe⁴².

*

Au cours du XIXe siècle, les relations russo-arméniennes furent le produit des guerres russo-persanes et russo-ottomanes ; elles permirent de constituer un bloc ethnico-culturel chrétien arménien aux confins de l'Empire. La place des Arméniens dans l'Empire russe resta stable jusqu'aux bouleversements du XXe siècle qui relancèrent un processus de relation avec la Russie ; mais le contexte fut cette fois-ci bouleversé par la première guerre mondiale, le génocide du peuple arménien et la révolution de 1917.

*

⁴² op.cit Anahide Ter Minassian

II - L'URSS, le passage d'un Empire à l'autre⁴³

Après avoir entamé une période de réformes à la fin du XIXe, le brutal changement de société libéralisée ne résista pas à la débâcle provoquée par la première guerre mondiale. La révolution bolchévique provoqua le premier grand isolement de la Russie au XXe siècle ; et les anciennes provinces conquises par l'Empire devinrent des États indépendants. Parmi elles, l'Arménie y eut accès, dans un contexte qui était celui d'une propagation du nationalisme turc, du génocide et de la reconquête entamée par les Bolchévique des anciennes provinces de l'Empire.

1) La politique industrielle de l'Empire

Doté de 129 millions de sujets en 1897, l'Empire russe était la puissance la plus peuplée de toute l'Europe. À cette même période, la Russie commençait une transformation radicale de son système économique, en introduisant, au séculaire modèle de paysannerie agricole, le renouveau dans son économie, incarné par le modèle industriel. Pour la Russie, l'enjeu était de rester dans le concert des puissances européennes, voire de s'affirmer, en menant une politique de puissance souveraine. Aussi Sergueï Witte⁴⁴ affirmait-il que *“créer notre propre industrie est une tâche fondamentale, c'est le fondement, la pierre angulaire de notre système de défense”*⁴⁵. Cette citation fut confirmée par l'entente cordiale, avec la France en 1894, et par la politique de réarmement menée sous l'égide du Général Obrouchev⁴⁶. À la fin du XIXe siècle, l'Empire développa son système industriel comprenant la production de plusieurs

⁴³ Michel Heller, op.cit., *De l'Empire à l'Empire*, pp.1365

⁴⁴ *Sergey Yulyevich, Count Witte | Russian Prime Minister, Reformer & Statesman | Britannica*, <https://www.britannica.com/biography/Sergey-Yulyevich-Graf-Witte> , 16 avril 2024, consulté le 16 mai 2024.

⁴⁵ Michel Heller, ibid, chapitre quatrième, 8 *“ Sur la voie du capitalisme”*, pp. 1223 à 1234.

⁴⁶ Michel Heller, ibid, 10 *“Vers “ l'Entente cordiale””*, pp.1241 à 1251.

consortiums dans les secteurs de la métallurgie, des minerais et des hydrocarbures, où étaient notamment produits de l'acier, du charbon, et du pétrole. La Russie impériale est ainsi devenue le géant industriel à envergure mondiale, qui, à cette époque, concurrençait les deux principales puissances en la matière: l'Empire britannique et l'Empire prussien. À telle enseigne, l'évolution du nombre de capitaux d'investissement de 1886 à 1898, passa de 462 sociétés par action à près d'un millier⁴⁷.

Mais cet effort, aussi significatif soit-il, n'en resta pas moins marginal à l'échelle du pays. Les écarts impliqués par la contraction d'un tel essor générèrent une société encore plus inégalitaire qu'auparavant, divisée entre ses élites bourgeoises résidant au cœur des villes industrialisées, et les campagnes où vivaient les masses paysannes, dont les outils de production conditionnant les rendements, n'avaient, eux, pas évolué : à peine libérée du servage en 1861, l'essentiel de la population russe était de condition paysanne. Cette dernière, travaillant la terre à la main, sans outils mécanisés, elle ne trouva d'autre choix que celui consistant à demander plus de terres pour compenser l'insuffisance de ses revenus.

2) L'affaiblissement politique de l'Empire

La révolution industrielle est un phénomène qui apparaît en Russie avec un siècle et demi de retard, en comparaison à celle apparue en Grande-Bretagne. Mais même si l'économie de la Russie fut modernisée, le système de gouvernement n'en resta pas moins autocratique, les protestations réprimées, et la presse, censurée. La révolution de 1905 constitua un événement particulier. Il révéla l'étendue de ce climat d'hostilités existant entre les masses ouvrières et l'Empereur, au point que Nicolas II donna l'ordre à sa garde impériale de faire feu

⁴⁷ op. cit Michel Heller

sur la foule : cette fusillade qui fit plusieurs milliers de morts, porte le nom de “dimanche rouge”⁴⁸.

En réponse, des heurts éclatèrent conduisant à de graves affrontements entre paysans et nobles, dans les campagnes, et entre ouvriers et policiers dans les villes. Dans ce contexte, l’Empire traversait une crise de légitimité auprès de ses sujets, et fut contraint d’être réformé : pour ce faire, Sergueï Witte ratifia le manifeste d’octobre 1905 qui transforma la Russie en un *Empire parlementaire*. S. Witte devint à cette occasion le premier Premier ministre de l’histoire de la Russie, et l’Empereur Nicolas II, après un revers contre l’Empire japonais en cette même année, un Empereur impopulaire et très affaibli politiquement. Non seulement la personne de l’Empereur, mais la structure même du régime avait été remise en cause au cours de ces révoltes. Dans ces circonstances, l’Empire russe, ébranlé par ses tourments internes, ne put résister longuement à l’épreuve de la première guerre mondiale.

Dès les premiers mois de la guerre, les troupes tsaristes furent défaites par les offensives allemandes en Europe de l’est, et résistèrent, non sans difficulté, contre l’Empire ottoman, sur le front oriental du Caucase. En effet, en 1915, l’armée du Tsar accuse quelque deux millions de victimes, blessées ou tuées. Les contestations affluent une fois encore au sein du régime réformé, et le pouvoir de Nicolas II s’amenuise jusqu’à son abdication en mars 1917, et son exécution et celle des membres de sa famille en 1918⁴⁹.

3) De la première république arménienne à l’URSS

Durant ces presque cinq années de guerre civile russe, l’Arménie devint une république autonome au cœur du Caucase.

Dans un contexte où lors de la première guerre mondiale, l’Empire ottoman était partiellement défait, l’Arménie obtint son indépendance en date du

⁴⁸ *Кровавое воскресенье*

⁴⁹ Michel Heller, *ibid*, 17, “*La chute de la maison Romanov*”, p. 1347 à 1365.

28 août 1918⁵⁰. Mais ses frontières n'étaient pas officiellement reconnues ; elles ne le furent qu'après la ratification du traité de Sèvres en août 1920⁵¹.

Simultanément à cette quête d'indépendance arménienne, en 1919, un mouvement nationaliste, galvanisé par la figure charismatique de Mustapha Kemal, émergea dans ce qui était encore appelé l'Empire ottoman. Il s'agissait d'un mouvement d'autodétermination nationaliste dont, parmi l'ensemble des objectifs, l'un d'entre-eux⁵² était la reconquête des territoires perdus contre la Russie, en particulier ceux correspondant aux régions de Kars et de Van, récemment acquis par la nouvelle république d'Arménie à l'occasion du traité de Sèvre.

Or, Mustapha Kemal ne reconnaissant pas la légitimité de ce traité, lança ses troupes dans une campagne de reconquête. L'armée de la première république d'Arménie submergée par l'armée turque, ne tarda pas à être défaite et à perdre la province de Kars et à signer un traité avec la nouvelle république turque autoproclamée : le traité d'Alexandropole ratifié en décembre 1920. Au même moment, les troupes soviétiques qui ont progressé depuis le nord du Caucase, s'emparèrent à leur tour de la république arménienne par le nord et l'est du pays, en contraignant le gouvernement de Erevan, à leur transmettre les pleins pouvoirs. Dès lors, la république d'Arménie était contrôlée entre la république turque à l'ouest, et l'URSS, dans le reste du pays. C'est pourquoi, ce traité d'Alexandropole signé à Gyumri le matin même de la prise de pouvoir par les Soviétiques, fut rendu caduc par le changement de régime décrété au même moment à Erevan.

⁵⁰ Voir annexes de la partie 1, document 4

⁵¹ LEYLEKIAN Laurent, *Le traité de Sèvres : de la Turquie à l'Arménie*, <https://www.revueconflits.com/turquie-traite-sevres-armenie-histoire-lausanne/>, 10 août 2020, consulté le 16 mai 2024. L'article 89 auquel fait référence la section VI déportée et dévolue à l'Arménie commence par l'article 88 qui affirme que « *La Turquie déclare reconnaître, comme l'ont déjà fait les Puissances alliées, l'Arménie comme un État libre et indépendant* ».

⁵² Outre la campagne visant à reprendre l'Anatolie orientale, une autre campagne fut menée à l'ouest, le long du littoral méditerranéen et des territoires acquis par la Grèce.

L'armée rouge débuta une nouvelle phase de négociations avec les troupes de l'armée de Turquie, afin de redéfinir les frontières du Caucase sud, et notamment de l'Arménie. Ces négociations russo-turques aboutirent à la ratification d'un nouveau traité. Ce dernier constitue encore aujourd'hui les frontières actuelles partageant le Caucase : il s'agit du traité de Kars. Le nouveau gouvernement autoproclamé de la grande assemblée nationale turque, ainsi que les gouvernements récemment conquis des républiques socialistes d'Arménie, de Géorgie et d'Azerbaïdjan, ratifièrent ce traité⁵³ en octobre 1921. Il considère comme nul et non avenue le précédent traité de Sèvres⁵⁴, ratifié par l'Empire ottoman – illégitime du point de vue de la république turque – et prévoit d'octroyer à la province du Nakhitchevan, le statut de république autonome, sous protection de l'Azerbaïdjan⁵⁵.

La carte en annexe⁵⁶, dressée en 1922, fait état de ces modifications territoriales : en bleu, depuis le littoral de Trabzon jusqu'aux frontières de la Perse, figurent les frontières de la république d'Arménie fixées selon l'article 89 du traité de Sèvres. Il garantit à l'Arménie un accès à la mer par le contrôle des vilayets d'Erzurum et de Trabzon, mais aussi le contrôle de Van et Bitlis situés à l'intérieur des terres. En rose, figure le territoire de la province de Kars ; cette province tout comme l'ensemble des vilayets de l'Empire ottoman, ont été repris par les nationalistes Turques. Enfin, le territoire violet, correspond à la RSSA "dans les limites de ses frontières"⁵⁷ ; en marron figure la province autonome du Nakhitchevan sous protection de la république soviétique d'Azerbaïdjan.

⁵³ *Traité de Kars - 1921 - Wikisource*, https://fr.wikisource.org/wiki/Trait%C3%A9_de_Kars_-_1921, consulté le 17 mai 2024.

⁵⁴ Op.cit, article 1, réitéré lors du traité de Lausanne en 1923

⁵⁵ Op.cit, article 5

⁵⁶ Voir annexes de la partie 1, document 5

⁵⁷ Op.cit, document 5.

La légitimité de cette succession de différents traités est encore débattue : lors de la signature du traité de Kars le 13 octobre 1921, les deux principaux signataires, la république de Turquie et l'URSS, n'étaient pas officiellement reconnus comme pays ou comme Union de plein droit: la Turquie kémaliste fut officiellement instituée à Ankara en octobre 1923, soit deux ans après le traité de Kars ; et l'URSS, bien qu'auto-instituée, fut reconnue sur la scène internationale plusieurs années après⁵⁸. Seulement, plusieurs pays, dont la France, la Grande-Bretagne et l'Italie, après la signature du traité de Kars, signèrent le traité de Lausanne en juillet 1923, ce qui eut pour effet d'annuler le programme décidé du précédent traité de Sèvres, et d'adapter le droit à la réalité des découpages russo-turcs établis dans la région.

4) Un redécoupage territorial pour assurer une domination ?

L'Arménie soviétique conquise fut intégrée au sein d'un plus grand ensemble : la République socialiste soviétique de Transcaucasie, à partir de décembre 1922. Ce groupe comprenait la République socialiste soviétique de Géorgie, et la République socialiste soviétique d'Azerbaïdjan, jusqu'en 1936, dans la continuité de la Transcaucasie impériale de 1830.

Au cours de cette période, plusieurs découpages territoriaux eurent lieu et décrivirent une nouvelle organisation de la région, dont l'héritage est, là encore, actuel, dans de nombreux cas : l'Abkhazie fut rattachée à la Géorgie ; l'Adjarie et l'Ossétie du Sud obtinrent le statut d'oblast autonome. L'Arménie et l'Azerbaïdjan ne dérogeaient pas à cette politique de reconfiguration territoriale, à l'instar du précédent cas de la province du Nakhitchevan, et de celle du Haut-Karabakh.

Le contentieux lié à cette dernière région est le produit d'un contentieux bureaucratique impliquant la personne de Joseph Staline, alors Commissaire aux

⁵⁸ La France reconnaît l'URSS en 1924 ; la Grande Bretagne, en 1924 ; l'Italie en 1924 ; le Japon, en 1925 ; et les États-Unis en 1933.

Nationalités⁵⁹. En date du 3 juin 1921, le Bureau du Caucase du Parti Communiste adopta la résolution selon laquelle le Nagorno-Karabagh devait faire partie intégrante de la RSSA. Mais la république d'Azerbaïdjan, dirigée par Sergueï Kirov, s'opposa à cette décision. Une commission spéciale fut alors envoyée pour juger du cas en l'espèce, sur la base de critères ethniques : la décision fut prise d'unifier la province du Haut-Karabakh à la RSSA⁶⁰ en raison de la majorité ethnique arménienne qui la constituait. Mais cette décision fut admise moins de 24 heures : dès le 4 juillet 1921, à l'occasion de la séance plénière du Bureau du Caucase du Parti Communiste, séance censée officialiser l'administration de cette région, une voix discordante se prononça ouvertement en opposition à la réalisation de cette unification territoriale. Cette voix était celle de Nariman Narimanov, alors Président du Commissaire des peuples de la République d'Azerbaïdjan. Son opposition à la décision prise eut pour effet d'envoyer le cas de la province du HK à l'adresse du Comité central du Parti Communiste, situé à Moscou ; et cette fois-ci, sous le poids de l'influence personnelle de Joseph Staline, il fut décidé que cette région serait rattachée à l'Azerbaïdjan. Elle obtint le statut de république autonome en 1923, et conserva le nom de Stepanakert comme nom de sa capitale.

Comment expliquer un tel revirement ? La démographie, très favorable aux Arméniens, devait être un argument rationnel pour le rattachement de cette région en faveur de l'Arménie⁶¹, ce choix qui d'ailleurs avait été formulé en première instance par la commission spéciale. Or, la décision contraire ayant été prise, les motivations de ce choix doivent être trouvées ailleurs. S'agissait-il d'une décision politique ou arbitraire? Était-elle fondée sur des motivations personnelles

⁵⁹ Il occupe cette fonction du 7 novembre 1917 au 26 Janvier 1923.

⁶⁰ La région du Karabakh était alors peuplée en très grande majorité d'Arméniens.

⁶¹ WELT Cory D, « Explaining Ethnic Conflict in the South Caucasus: Mountainous Karabagh, Abkhazia, and South Ossetia », 2004

ou bien sur des calculs visant à affaiblir les unités nationalistes par la division de leur unité territoriale ?

Nous retenons cette dernière hypothèse développée par Terry Martin⁶². Il montre la façon dont l'URSS a employé les minorités ethniques comme outil pour promouvoir un nationalisme local et affaiblir les tentatives d'unité nationale et territoriale au sein des républiques instituées. Partant, il explique que le nationalisme était considéré par les bolchéviques à la fois comme un phénomène dangereux, car il pouvait être le vecteur d'une unité idéologique entre les différentes classes sociales dans la poursuite commune d'objectifs nationaux, et le vecteur d'un rejet de l'Union. Mais, loin de nier tout intérêt aux capacités mobilisatrices du nationalisme, sa ferveur dont étaient empreintes les foules pouvait elle aussi être utilisée par le parti comme un vecteur de mobilisation permettant de masquer l'idéologie communiste dans les discours, et faciliter l'ancrage du nouveau régime lors des premières décennies de son instauration. Enfin, la promotion du nationalisme au sein des républiques non-russes de l'Union avait également pour effet d'affaiblir le nationalisme russe exacerbé⁶³ qui s'était développé depuis la fin de l'Empire au début du XXe siècle.

5) Le développement industriel de la RSSA⁶⁴

La RSSA fut dépourvue de gouvernement pendant un an. C'est seulement à l'occasion du premier congrès soviétique d'Arménie, le 30 janvier 1922, que la constitution de la RSSA fut décidée, pour être adoptée le 2 février de cette même année. Cette constitution qui devait être le cadre légal de la seconde république d'Arménie, était modelée sur un modèle commun à l'ensemble des républiques membres de l'Union.

⁶² Terry MARTIN, *The Affirmative Action, Nation and Nationalism in the Soviet Union, 1923-1939*, Cornell University Press, 2001

⁶³ Terry MARTIN, *ibid*, “ *the great Russian chauvinism* ”

⁶⁴ Mary Kilbourne MARTOSSIAN, *The Impact of soviet policies in Armenia, 1924-1936, Phd dissertation, (Stanford university, 1955)*

Le système de la RSSA s'articulait comme celui des républiques voisines d'Azerbaïdjan et de Géorgie, formant à elles trois la Fédération socialiste soviétique de Transcaucasie. À cette échelle fédérale, l'administration s'organisait entre les corps d'État, dont les corps suprêmes étaient en charge de l'organisation des plans et de la bonne application à l'échelle fédérale, à savoir :

- L'établissement du plan économique et du budget
- La régulation du commerce intérieur
- L'utilisation des territoires et l'emploi des ressources
- L'établissement comme l'application du droit
- L'organisation du système judiciaire
- L'éducation

Dans cet ordre, les soviets suprêmes de la RSSA étaient chargés de l'application des décisions prises à l'échelle fédérale. La république d'Arménie en elle-même était un territoire administré, de sorte que son découpage se répartissait entre 33 "districts", appelés *kavarag* ou *uschastok*, répartis en huit "comtés" *kvar* ou *uezd*⁶⁵.

La politique menée de 1921 à 1928 a consisté à l'implantation du nouveau régime et à le rendre légitime auprès de la population. Trois étapes se distinguent de ce processus : rétablir l'ordre au sortir des guerres ; rediriger les tendances nationalistes vers des objectifs communistes ; et populariser cette redirection des mentalités par la massification des contenus en langue russe et arménienne sur l'ensemble du territoire. En effet, suivant l'approche de Terry Martin, utiliser la langue locale comme outil de massification était un moyen efficace pour convaincre massivement les populations sur l'ensemble du territoire, de suivre les directives du parti. Ce principe d'utilisation du nationalisme comme base de légitimité s'appelait *коренизация*, ou *korenizatsia*, "enracinement", et pouvait

⁶⁵ Voir annexes de la partie 1, document 6

avoir plusieurs déclinaisons politiques, dont celle de nommer des locaux à des postes administratifs pour assurer une plus grande légitimité au régime.

À la suite de cette première phase d'implantation, une seconde phase prit place à partir de la fin des années 1920, début 1930. Il s'agissait d'un ensemble de réformes politiques et économiques planifiées depuis l'accès au pouvoir de Joseph Staline en 1927. Elles consistèrent en l'application d'un programme de grands projets industriels développé dans les différentes républiques de l'URSS. Il s'agissait du moment où l'Union poursuivait le dessein de modernisation de l'Empire lancé par S. Witte, en construisant des complexes industriels de production de métaux ou de minerais, et en réorganisant les fondements de la politique agricole par de nouvelles réformes⁶⁶ :

- Réforme de la production : le système agricole arménien se spécialise dans la production de la culture céréalière, de la culture du coton, du bétail et du tabac.
- Réforme des modes d'exploitation : au cours des années 1920, la méthode de production passe d'un modèle de culture traditionnelle et familiale, à un mode d'exploitation industrielle des grandes surfaces – permis notamment par l'introduction des machines outil.
- Réforme des domaines agricoles : répartition entre kolkhoze⁶⁷ et sovkhoze⁶⁸.

⁶⁶ Mary Kilbourne MARTOSSIAN, *The Impact of soviet policies in Armenia, 1924-1936*, Phd dissertation, (Stanford university, 1955)

⁶⁷ *Kolkhoz | Collective farming, Soviet Union, Communism | Britannica*, <https://www.britannica.com/topic/kolkhoz>, 17 janvier 2025, consulté le 10 février 2025.

⁶⁸ *Sovkhoz | Collectivization, Soviet Union, Communism | Britannica*, <https://www.britannica.com/topic/sovkhoz>, consulté le 10 février 2025.

Le secteur agricole s'industrialisa tant, que la surface des terres arables de 1935 s'étendit de 32% par rapport à celle de 1928, tant est si bien que les objectifs des premiers plans quinquennaux furent très largement remplis. De même, le développement des systèmes d'irrigation joua un rôle capital : de 1928 à 1933, la surface des terres irriguées passa de 119 000 à 190 000 ha⁶⁹.

Les réformes industrielles bouleversèrent aussi la société arménienne. À l'issue des deux premiers plans quinquennaux de 1927 à 1937, plus de 18 nouvelles industries commencèrent à opérer dans divers domaines de l'économie. Parmi elles, certaines devinrent secteurs de spécialisation de la RSSA, comme le textile, la soie et le ruban synthétique, pour l'industrie légère, et l'exploitation de minerais, la production de ciment, et de produits chimiques, pour l'industrie minière et chimique. Ces derniers secteurs contribuèrent grandement au développement des réseaux d'infrastructures sur toute la surface du territoire. Ainsi, suite au développement des réseaux de routes goudronnées, des réseaux d'irrigation, et suite à la construction de barrages hydrauliques, au cours des années 1920, s'ajouta la construction d'un réseau de chemin de fer, reliant les républiques de Transcaucasie entre-elles et jusqu'à Moscou. Dans ce réseau, le tronçon Tbilissi-Julfa fut achevé en 1926 : il relie la Géorgie au Nakhitchevan, en traversant l'Arménie par Gyumri, Massis et Ararat⁷⁰. Cette modernisation s'accompagna d'un développement massif des systèmes de communication: les liaisons téléphoniques passèrent de 30 en 1928, à 303 en 1935 ; le nombre de téléphones, de 800 en 1928, à plus de 5 000 en 1935 ; les stations radio de transmission télégraphique, de 2 en 1932, à 9 en 1935 ; et les établissements de distribution des postes, de 28 en 1928, à 166 en 1934. Plus largement, le développement du système industriel contribua au changement de statut de la main-d'œuvre, participant activement à un changement de la composition

⁶⁹ Mary Kilbourne MARTOSSIAN, *The Impact of soviet policies in Armenia, 1924-1936, Phd dissertation, (Stanford university, 1955).*

⁷⁰ Ce tronçon existe encore, mais s'interrompt aujourd'hui à la frontière du Nakhitchevan, à la ville de Yeraskh.

socio-professionnelle de la RSSA. Le nombre de travailleurs ouvriers dans les industries évolua de 4 900, en 1922, à 20 361 en 1928 ; de même, le nombre de travailleurs manuels passa de 845 à plus de 5 000 entre 1923 et 1926. La société arménienne, jusqu'alors essentiellement paysanne, devint aussi une société industrielle. Le fonctionnement qui la régissait l'incorpora aux circuits administratifs de l'URSS. D'un point de vue agricole, à cette même période, les quatre-cinquièmes des domaines appartenant aux paysans propriétaires terriens furent collectivisés. D'un point de vue industriel, en 1935, la valeur de la production agricole augmenta à +650% par rapport à celle de 1928. Le nombre d'ouvriers s'accrut, quant à lui, de 42 473 en 1928, à plus de 100 000 en 1935.

Un deuxième essor industriel eut lieu après la seconde guerre mondiale, toujours dans le domaine des industries extractives et sidérurgiques : en 1949, à Sevan, se construisit une centrale hydroélectrique souterraine ; en 1958, à Alaverdi, plusieurs centrales de production de superphosphates virent le jour, ainsi qu'une usine de polyvinyl à Erevan ; des centrales thermiques furent construites dans le quart nord de l'Arménie, à Erevan, Vanadzor et Hrazdan ; et de 1961 à 1981 un canal de 50 kilomètres de long fut construit pour relier la rivière Arpa à Sevan. Enfin, le projet dont a hérité l'actuelle république arménienne, et peut-être le projet le plus emblématique de son époque et de la région, fut celui de la construction de la centrale nucléaire de Metsamor. Ses travaux débutèrent en 1960 et s'achevèrent en 1979. En dépit du risque lié aux tremblements de terre et de son âge désormais avancé, cette centrale est aujourd'hui la principale source de production d'électricité du pays⁷¹.

En dernier lieu, d'un point de vue ethnique la république d'Arménie était une société regroupant l'ensemble des composantes ethniques de l'URSS. Si les Arméniens représentaient 90% des habitants du pays, la première minorité de cette époque, n'était pas la minorité russe – représentant 2,3% de la population en 1979, pour environ 70 000 habitants – mais bien la minorité azérie, représentant

⁷¹ Voir Troisième partie, I.2).c) L'énergie nucléaire.

5% de la population, soit près de 150 000 habitants. Notons également que la minorité kurde était la quatrième ethnie la plus nombreuse, pour 1,7% soit environ 50 800 habitants.⁷²

*

En somme, ni l'éclatement des Empires ni la multiplication des traités n'ont changé l'organisation de la région qui est restée dominée par la Russie, sous un autre régime. L'URSS a participé activement à la modernisation de l'Arménie dans le secteur industriel, et à sa reconstitution territoriale administrative, au gré des traités effectués avec la Turquie et des décrets de rattachement du Nakhitchevan et du HK à l'Azerbaïdjan. Mais si les tensions historiques furent mises entre parenthèses pendant l'URSS, par le fait de la nature même du régime, ces dernières ne disparurent pas pour autant. Dès la chute de l'URSS, les conflits ethniques et territoriaux ont ressurgi entre les républiques azérie et arménienne. De même, le rôle de la Russie dut être redéfini à l'épreuve de la réalité. À défaut d'être la puissance organisatrice de la région, elle se positionna naturellement comme la puissance intermédiaire utilisant les foyers de tensions inter-ethniques à des fins de consolidation de sa présence désormais remise en question dans la région.

*

⁷² V.V.Pokshishevskiy, *Soviet Census: a demographic evaluation*, Akademische Verlags-Gesellschaft, Wiesbaden 1980.

III - La république d'Arménie et la Fédération de Russie, des liaisons dangereuses ?

Le conflit dans le Haut-Karabagh est le principal foyer de tension qui structure les actuels rapports de force dans le Caucase sud. Depuis la dernière guerre d'automne 2023, la république d'Artsakh a cessé d'être. Cet État *de facto* et le territoire qu'il occupait, appartiennent désormais à l'Azerbaïdjan. Même si la capitulation de Stepanakert a été admise par Erevan, un processus de négociations en vue d'une paix est toujours en cours.

Parmi l'ensemble des éléments constitutifs de la complexité de cette région, l'une d'entre-elle est son statut juridique : la RA était juridiquement un État *de facto*, au regard du droit international, c'est-à-dire, autoproclamé depuis la première guerre qui suivit la défaite de l'Azerbaïdjan de 1994. Depuis lors, son statut n'avait été reconnu par aucun pays, hormis trois États *de facto*, dont la reconnaissance demeure elle aussi discutée⁷³. La république d'Arménie n'avait, quant à elle, reconnu le statut de cet État *de facto* que d'une façon officieuse, en entretenant continûment des relations avec elle, et en la représentant systématiquement lors des différentes phases de négociations avec l'Azerbaïdjan. Du point de vue de l'Azerbaïdjan, le statut du HK était établi sans hésitation : cette région avait toujours fait partie intégrante de son territoire, et, le considérant comme occupée par des "séparatistes" ou des "terroristes", ce qui était une conquête du point de vue de Erevan, était une reconquête du point de vue de Bakou. Enfin, même si la Russie n'avait pas officiellement reconnu le statut de l'Artsakh comme république autonome, elle y envoya des contingents militaires, chargés de sa protection.

Dans un contexte d'éclatement de l'URSS, la Russie affaiblie désire conserver ses intérêts dans le Caucase. Pour ce faire, elle conserve ses relations

⁷³ La république autonome de Transnistrie ; la république autonome d'Ossétie du Sud-Aleni ; et la république autonome d'Abkhazie.

avec l'ensemble des acteurs du Caucase : l'Azerbaïdjan et la Géorgie, comme espace d'entrée dans la région et de lutte contre l'influence occidentale, et l'Arménie, comme le seul territoire où l'essentiel de son arsenal militaire régional était conservé. En somme, dès les années 1990, les objectifs de la Russie étaient répartis dans la région, et ne faisaient aucune exception. Entre garantie de sécurité du point de vue arménien, et présence militaire garantie, du point de vue russe, comment les relations russo-arméniennes se sont-elles organisées au gré des différentes guerres du HK ?

*

1) La continuité des relations russo-arméniennes

a) **La première guerre arméno-azérie, ou la formation d'un contexte historique favorable à la Russie**

L'indépendance et la création de la République d'Arménie s'est effectuée dans un contexte de guerre contre l'Azerbaïdjan pour la reprise du HK. Au printemps 1987 des mouvements sécessionnistes virent le jour en pleine Glasnost, et conduirent à des affrontements entre Arméniens et Azéris : plus de cinquante années après le découpage opéré par Staline, l'avenir de cette région restait une question brûlante dans la conscience nationale arménienne. L'avenir environnemental lié à la réforme de la centrale de Metsamor déclencha des débats sur l'identité arménienne et de son territoire, qui remit la question historique du territoire du HK au coeur du débat public : *la poudrière caucasienne*⁷⁴ prit alors feu.

⁷⁴ Étienne PEYRAT, *Histoire du Caucase au XXe siècle*, Fayard, 2020

La première guerre arméno-azérie⁷⁵ (1988-1994) prit place dans un contexte de guerres post-impériales, issues des conflits territoriaux et inter-ethniques se multipliant au moment de l'indépendance. En effet, des massacres d'Arméniens avaient eu lieu à Soumgaït⁷⁶ lors du 28-29 février 1988, rappelant les massacres pré-génocidaires de Bakou en 1905. L'URSS affaiblie, comme l'était l'Empire tsariste en son temps, et ne donna aucune réponse à ces massacres ou affrontements propagés partout à travers l'Union⁷⁷. Loin d'être une guerre isolée, des affrontements eurent lieu en république de Moldavie, entre les forces moldaves et transnistriennes dans le cadre de la guerre du Dniestr, en 1992 ; la guerre d'Ossétie en 1991-1992, opposa les Ossètes et les forces géorgiennes, en république de Géorgie ; la guerre d'Abkhazie qui la suivit, en 1992-1993, opposa les forces armées russes et abkhazes, contre les forces armées géorgiennes ; enfin, dans les balkans, la guerre de Yougoslavie opposa les forces serbes, bosniaques et croates de 1991 à 1996.

Le territoire du HK est essentiellement montagneux, vallonné, et composé de villages qui jalonnent des routes étroites entourées de forêts densément boisées. Si cette topographie rend les combats difficiles comme le déploiement massif de troupes mécanisées, elle est propice aux manœuvres tactiques et furtives des troupes au sol, notamment aux mouvements de guérilla.

Les deux armées étaient de niveau équivalent en termes de connaissance du terrain et d'équipement. Seulement, pour des raisons de proximité géographique, les forces azéries contrôlaient les pourtours du HK, représentant les zones de plaines, tandis que les troupes arméniennes étaient concentrées dans les

⁷⁵ Gaïdz Minassian, *Arménie-Azerbaïdjan, une guerre sans fin ? Partie 1: La première guerre du Karabagh, Chapitre 2 : Faire la guerre*, Passés-Composés, février 2024.

⁷⁶ Massacre perpétré par les Azéris contre les minorités arméniennes de Soumgaït du 27 février au 1 mars 1988, à l'occasion duquel plusieurs centaines d'Arméniens furent tués, violés ou torturés en raison de leur appartenance ethnique.

⁷⁷ Étienne PEYRAT, op.cit

zones montagneuses, dans les villages ou dans les maquis environnants. Aussi le front se divisait-il de la sorte : les forces azéries furent regroupées dans la ville de Chouchi, et se déployèrent en attaquant depuis plusieurs fronts : depuis le Nord, en direction de Martakert ; depuis l'Est, à Aghdam ; à l'Ouest, depuis les hauteurs Chouchi ; et depuis le Sud, en couvrant un front depuis Fizouli. Les forces arméniennes étaient, quant à elles, retranchées dans les terres et progressaient en chassant les troupes azéries de villages en villages. Cette répartition du front permit aux Azéris de s'assurer d'un contrôle effectif du ravitaillement, de l'équipement, des munitions, et d'une meilleure coordination du mouvement des troupes. Le contrôle des hauteurs leur permit d'utiliser des systèmes d'artillerie pour bombarder les positions arméniennes restées à découvert. Concernant les forces en présence, les forces azéries étaient composées de certaines troupes d'élites, notamment celles des forces spéciales de l'OMON⁷⁸. Côté arménien, un ensemble de milices composait ses troupes les plus performantes, parmi lesquelles les forces de la Dashnakh⁷⁹ officiaient comme les plus aguerries. Le reste des recrues était un mélange hétéroclite composé de paysans, d'anciens militaires du PC et de membres de la diaspora provenant des pays étrangers.

Sur le terrain, l'Azerbaïdjan disposait d'un atout relatif en contrôlant les axes de communication des vallées environnantes. Grâce à cet avantage logistique et numérique, ils purent maintenir une pression répartie sur plusieurs fronts simultanés.

Ne disposant pas de l'avantage numérique⁸⁰ ni logistique, les forces arméniennes fonctionnaient sur un principe hiératique organisé à petite échelle, à l'image des traditionnels Feyadis⁸¹. Répartis par groupe de 10 à 15 combattants,

⁷⁸ *Отряд милиции особого назначения, ОМОН*, "OMON", signifiant "Forces de Police Spéciale".

⁷⁹ Mouvement révolutionnaire indépendantiste arménien, fondé à la fin du XIXe siècle.

⁸⁰ Le rapport de feu était d'environ 1 contre 3 en faveur des Azerbaïdjanais.

⁸¹ Groupes armés arméniens de l'Empire ottoman auto-constitués à la fin du XIXe, début XXe siècle.

ils gardaient le contrôle des petits villages, en se maintenant embusqués, afin de limiter les pertes humaines et de générer un effet de surprise sur l'adversaire.

Enfin, un troisième acteur se distinguait par sa présence sur le terrain: les forces de l'Armée rouge, qui devinrent en grande partie les forces de la fédération de Russie après 1992. Officiellement neutres, ces dernières avaient vocation à stabiliser la situation entre Arméniens et Azéris, en protégeant les civils et en s'interposant entre les groupes de belligérants. Mais leur rôle de force d'interposition fut mineur ; et leur action consista, en réalité, à protéger les installations militaires de la région, notamment le 366^e régiment de Stepanakert, et les caches d'armes réparties dans toute la région, qui furent abandonnées en 1992.

Dans les premières années de la guerre, l'armement utilisé était rudimentaire en raison de son obtention illégale. Mais, au fur et à mesure que les combats se poursuivirent, et que leur intensité s'accrut, l'ensemble de la gamme d'équipement de l'armée soviétique fut utilisée des deux côtés. Dans les premiers temps de la guerre, l'État-Major soviétique du Caucase conserva le contrôle du matériel lourd ou à haute technologie, pour éviter toute escalade et prolifération de l'armement dans la région. Toutefois, cette restriction n'empêcha pas l'approvisionnement illégal auprès d'autorités soviétiques, achetées ou assaillies, ni le développement d'armes de fabrication artisanale. Mais si une restriction, bien que galvaudée, était de mise sous l'URSS, à partir de son éclatement la prolifération d'armements n'étant plus entravée par les autorités, se multiplia dans la région. Ainsi, les troupes russes du 366^e régiment de fusiliers motorisés durent abandonner leur base en 1992, en y laissant tous leurs équipements. De même, dès 1993, le dépôt d'armement d'Aghdam fut pris d'assaut par les forces azéris, ce qui permit aux forces de Bakou de disposer de blindés et d'armes lourdes. Les réseaux étrangers participèrent également à cet effort de guerre, en fournissant de l'argent ou de l'armement aux combattants engagés, parfois en fournissant des soldats. L'Azerbaïdjan recruta ainsi d'anciens combattants de la guerre

d’Afghanistan, et reçut des livraisons d’armes en provenance de l’Asie centrale, de l’Iran et de la Turquie.

Malgré l’avantage numérique et logistique de l’Azerbaïdjan, une offensive lancée depuis Vardenis permit finalement aux forces arméniennes de reprendre les principales villes du HK, à savoir Kelbadjar, Zanguelan, mais aussi Aghdam, Fizuli, Ghoubatli, Djebraïl et Horadiz, et d’infliger une succession de défaites à l’armée azérie. À ces défaites s’ajoutèrent le déplacement de quelque 700 000 civils azerbaïdjanais. Pris entre une débâcle militaire, et un exode civil massif, la situation politique à Bakou devint telle, qu’un soulèvement politique eut lieu, conduisant au renversement du Président Abulfaz Elchibey, par deux hauts cadres de l’armée : Surat Huseynov⁸² et Heydar Aliev.⁸³ A. Elchibey ayant fui le pays, H. Aliev ne tarda pas à obtenir la destitution du Président par vote du parlement en date du 26 août. À peine un mois après avoir repris le contrôle de l’Azerbaïdjan, il fit adhérer l’Azerbaïdjan à la CEI le 22 septembre, avant de ratifier, moins d’une semaine plus tard, un accord de cessez-le-feu avec Serge Sarkissian, alors Chef du Conseil National de Sécurité le 28 septembre 1993.

Toutefois, cette interruption des combats ne fut qu’une pause de courte durée car une nouvelle offensive fut lancée au cours de l’hiver 1993-94 par les forces armées azerbaïdjanaises durant l’hiver. Mais, une fois encore, les combats s’enlisèrent, et l’offensive finit par échouer d’elle-même.

À la demande de la Russie, un nouvel accord de cessez-le-feu fut ratifié entre la république d’Azerbaïdjan, la république d’Arménie et la RA, en date du 5 mai 1994, à Mariehamn, en Finlande, puis un second, à Bichkek, au Kirghizistan, le 12 mai, sous l’égide de la CEI.

⁸² Surat Huseynov (1959-2023) était un colonel de l’armée azérie pendant la première guerre du Karabakh. Il devient notamment premier ministre de l’Azerbaïdjan de 1993 à 1994.

⁸³ Heydar Aliyev est premier secrétaire du parti communiste d’Azerbaïdjan de 1969 à 1982, puis devient Président de l’Azerbaïdjan de 1993 jusqu’à sa mort en 2003.

Le bilan de ces six années d'affrontement est estimé à environ 30 000 morts et 50 000 blessés du côté azerbaïdjanais ; et à près de 5 000 morts et 8 000 blessés du côté arménien.

b) La Russie, un soutien arménien ?

Le rôle de la Russie durant ces affrontements peut être qualifié d'ambigu. Jusqu'à aujourd'hui encore, la Russie ne s'est jamais positionnée officiellement en faveur de l'un ou de l'autre des deux belligérants, mais a conservé une attitude en retrait des combats jusqu'au cessez-le-feu de 1994. Est-ce à dire pour autant que la Russie adoptait une position de neutralité entre les deux pays ? Outre la posture de maintien de la paix, officiellement prônée par le régime, une certaine oscillation du soutien à l'un et l'autre camp, selon la convenance de Moscou, était déjà perceptible au cours des six années de guerre. La logique qui l'animait consistait à conserver son influence, en maintenant un équilibre instable entre les forces arméniennes et azerbaïdjanaises dans la région.

Au moment où émerge une volonté d'indépendance en RSSA, des mesures furent prises en faveur de la république d'Azerbaïdjan. Ainsi, après la victoire du MNA à Erevan en 1990, les forces soviétiques soutinrent les forces azéries de l'OMON et participèrent à des opérations de déplacement de populations, de réquisition d'armes et de prise de positions⁸⁴. Ce phénomène de "sanction" qui suivit les velléités indépendantistes arméniennes, fut réitéré en août 1990, lorsque l'Arménie indépendantiste rejeta les modalités d'un traité émis par Mikhaïl Gorbatchev : la coalition constituée des forces de l'armée rouge et des troupes autonomes azéries lança une offensive, l'*opération Anneau*, dont l'objectif était de reprendre le contrôle intégral du HK.. Mais cette opération fut un échec pour la coalition russo-azérie qui fut repoussée par les forces arméniennes retranchées dans les villages. Enfin, après l'éclatement de l'URSS, la Russie, devenue une fédération, soutint une fois encore les troupes

⁸⁴ Prise de l'aérodrome de Pertazor, Gaïdz Minassian, Ibid.

azerbaïdjanaises en 1992 : le 12 juin, une colonne de plus d'une centaine de chars russes soutenus par des hélicoptères Mi-24 effectuèrent une offensive contre les Arméniens entre les villes de Chaoumian et de Matakert au profit des forces azéries⁸⁵ – produisant le déplacement de près de 30 000 Arméniens de cette région au nord du HK.

Toutefois, au début de cette même année 1992, la Russie s'était également rapprochée de l'Arménie au mois de février, pour empêcher que celle-ci ne choisisse de se tourner vers l'Iran ou vers la France pour y trouver un nouveau partenaire, et, partant, éviter que de nouveaux acteurs ne se joignent au conflit. En se joignant aux forces russes et arméniennes, les forces russes conservèrent ainsi une place au cœur des opérations menées dans la région.

c) De l'URSS à la Fédération de Russie, l'héritage en question

L'effondrement de l'URSS est l'effondrement d'un espace de 22 millions de km² où la Russie, principale puissance de l'Union, assurait sa domination. En parallèle des réformes économiques et diplomatiques mises en œuvre par Boris Eltsine visant à se rapprocher des pays occidentaux⁸⁶, la Russie n'en a pas moins conservé une nette influence sur la politique de ses anciennes républiques.

Depuis décembre 1991, la Russie est devenue l'État successeur de l'URSS: l'héritage de l'URSS lui est attribué sur la base des différents traités de dissolution de l'Union, et formalisé par l'ONU qui lui a attribué le siège occupé par l'URSS au Conseil de sécurité. Cette désignation fut établie dès la dissolution de l'URSS, sur la base de la reconnaissance de la Russie comme de l'espace où étaient implantées et regroupées les principales activités de l'Union d'un point de vue politique, économique et culturel.

⁸⁵ Gaïdz Minassian, Ibid.

⁸⁶ Accord de coopération avec les États-Unis, 1992 ; accord avec le FMI, 1993 ; participation au G7, 1994 ; déclaration de partenariat avec l'Otan, 1994 ; accord de partenariat avec l'UE, 1994.

Cependant, la question de l'héritage de l'arsenal militaire se posa : la Russie devenue l'État successeur, devait-elle hériter de tout l'arsenal militaire de l'URSS ou le partager avec d'autres États? Comment organiser la répartition de ces armes ? La gestion des forces conventionnelles, et de l'arsenal militaire, y compris des armes nucléaires et des infrastructures dispersées dans toute l'Union devint une question stratégique majeure, au cœur des débats sur la prolifération d'armes de destruction massive.

Le traité de Tachkent de 1992, a instauré la répartition de cet arsenal entre les différents pays⁸⁷ : l'essentiel des armes nucléaires furent octroyées à la Russie qui, en dépit de sa faiblesse économique, a *de facto* hérité des principaux attributs de la puissance soviétique. Mais le maintien de cette puissance de feu dans un nouvel environnement impliquait une nouvelle évaluation stratégique du rôle de la Russie sur l'échiquier eurasiatique, à l'aune de l'éclatement de l'Union et de l'indépendance de ses anciennes républiques.

d) La doctrine Primakov et l'institutionnalisation de sa puissance militaire

L'URSS disloquée, les Etats-unis étaient la seule et véritable hyperpuissance mondiale. Il s'agit du moment où l'ordre mondial est qualifié d'"unipolaire", *unipolar moment*⁸⁸. Pour autant, la Russie ne renonça pas à établir une politique de puissance. À cet égard, la doctrine Primakov fut élaborée par Evgueni Primakov (1929-2015)⁸⁹ au cours des années 1990. Cette doctrine pose les fondements d'une nouvelle politique russe de puissance sur l'échiquier eurasiatique, pour contrer l'influence américaine.

⁸⁷ CHENEY Dick, « Soviet Military Forces in Transition », in *American Intelligence Journal*, n° 3, vol. 12, 1991, p. 35-40.

⁸⁸ KRAUTHAMMER Charles, « *The Unipolar Moment* », in *Foreign Affairs*, n° 1, vol. 70, 1990, p. 23-33.

⁸⁹ *Yevgeny Primakov | Biography & Facts | Britannica*, <https://www.britannica.com/biography/Yevgeny-Primakov>, consulté le 18 avril 2024.

Pour ce faire, elle promeut le développement d'un ordre mondial multipolaire aux côtés des États-Unis et de la Chine, afin d'éviter tout déséquilibre en leur faveur. Elle vise également à mettre un terme à l'extension de l'OTAN vers l'Est tout en conservant son hégémonie dans les pays constituant la ceinture de son *étranger proche*. En ce sens, elle projette d'établir une politique, consistant à se greffer au groupe des puissances mondiales, à contenir l'expansion américano-européenne à ses frontières occidentales, et à maintenir l'hégémonie qui était la sienne, dans ses anciennes républiques devenues indépendantes, notamment celles de l'espace continental correspondant au *Heartland*.⁹⁰

À partir des années 1990, la Russie a entrepris la création de plusieurs organisations et institutions qui aujourd'hui sont devenues centrales dans l'appréhension des sphères d'influences en Eurasie, et dont l'Arménie fait partie intégrante. Parmi elles, figure l'OTSC. Il s'agit d'une alliance défensive fondée sur un modèle identique à celle de l'OTAN, visant à unir chacun de ses membres autour d'une commune garantie de sécurité en cas d'agression extérieure⁹². Dans la continuité du Pacte de Varsovie, cette alliance crée un cadre d'interopérabilité entre les forces armées des États membres, impliquant la constitution d'un arsenal militaire et industriel unique, tout comme des critères défensifs semblables pour

⁹⁰ *The Primakov (Not Gerasimov) Doctrine in Action*, <https://carnegieendowment.org/research/2019/06/the-primakov-not-gerasimov-doctrine-in-action?lang=en>, consulté le 19 mai 2024.

⁹¹ *Heartland | Eurasia, Theory, & History | Britannica*, <https://www.britannica.com/place/heartland>, consulté le 19 mai 2024.

Concept émis par le politologue et géographe anglais Halford Mackinder au début du XXe siècle, qui reconnaît dans cet espace, le pivot géopolitique mondial – la domination des mers n'est plus suffisante pour contrôler le monde.

⁹² COLLECTIVE SECURITY TREATY, dated May 15, 1992, https://en.odkb-csto.org/documents/documents/dogovor_o_kollektivnoy_bezopasnosti/#loaded, consulté le 10 février 2025.

Article 4 of the Treaty states: "If one of the States Parties is subjected to aggression by any state or group of states, then this will be considered as aggression against all States Parties to this Treaty. In the event of an act of aggression against any of the participating States, all other participating States will provide him with the necessary assistance, including military, and will also provide support at their disposal in exercising the right to collective defense in accordance with Article 51 of the UN Charter."

caractériser une menace commune. L'Arménie y adhère depuis 1992, ce qui fait d'elle l'un des membres fondateurs, ainsi qu'un allié de la Russie. Elle rejoint ainsi la Biélorussie, le Kazakhstan, le Tadjikistan et le Kirghizistan, devenus membres à part entière de l'organisation. Elle officialise à cette même date la présence de forces russes sur son territoire pour une durée de 30 ans renouvelables via la présence de la 127e division d'infanterie motorisée, à Gyumri, et via la présence de gardes frontières. L'Azerbaïdjan, la Géorgie et l'Ouzbékistan, après avoir rejoint le groupe en 1994, n'ont, quant à eux, pas renouvelé leur engagement dans l'organisation en 1999, et n'en font désormais plus partie.

2) Une alliance fragilisée à l'épreuve de la guerre

Dix années se sont à peine écoulées depuis le cessez-le-feu de 1994 qu'un nouveau facteur fit irruption dans la région : le pipeline Bakou-Tbilissi-Ceyhan (BTC). Ce pipeline dont le projet, les enjeux, la construction, les acteurs et les conséquences mériteraient une étude à part entière, est l'oeuvre d'un rapprochement entre une partie du bloc ouest, incarné par les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France, et certains pays post-soviétiques, dont l'Azerbaïdjan et la Géorgie. À mains égards, il incarne la constitution d'un nouvel axe géopolitique majeur qui exclut la Russie pour la première fois en près de deux siècles du Caucase sud, et hisse l'Azerbaïdjan au rang de puissance pétrolière et gazière incontournable de la région.

Mûri en pleine guerre du HK, au moment où les forces azerbaïdjanaises sont sur le point d'être défaites par les troupes arméniennes, le premier document qui décrit le projet du BTC fut présenté à Ankara, le 9 mars 1993, entre les représentants turcs et azerbaïdjanais. Cinq ans plus tard, le 29 octobre 1998, le projet fut adopté à l'unanimité par le Président Heydar Aliiev (Azerbaïdjan) ; le Président Eduard Shevardnadze (Géorgie) ; le Président Süleyman Demirel (Turquie) ; le Président Nursultan Nazerbaïev (Kazakhstan) ; et le Président Islam

Karimov (Ouzbekhistan). Notons que les Etats-Unis, en la présence du Secrétaire du département des Énergies, Bill Richardson, soutinrent très activement ce projet. La construction du pipeline débuta cinq ans plus tard, en avril 2003, et s'achèva en 2005. Des entreprises grecques, françaises, turques, britanniques et américaines participèrent aux travaux. Le 25 mai 2005, au terminal Sangachal, au sud de Bakou, le Président géorgien, Mikhaïl Sakhachvili, et le Secrétaire du département des énergies américain, Samuel Bodman se déplacèrent pour célébrer l'inauguration. Au total, plus de dix pays et entreprises figurent comme membres du consortium, parmi lesquels les filiales anglaise *BP* et azerbaïdjanaise *SOCAR* représentent respectivement 30 et 25% des parts de marché.

Outre le renouveau géostratégique colossal que ce pipeline a produit à l'échelle de la région, sa mise en fonction correspond à la période d'enrichissement accru de l'Azerbaïdjan. Si jusqu'au début des années 2000, le PIB de l'Azerbaïdjan restait comparable à celui de la Géorgie et de l'Arménie, à partir de 2005, ce dernier commença à surclasser celui de ses voisins : grâce à l'exportation de ses hydrocarbures via ce pipeline, l'Azerbaïdjan a connu une période d'enrichissement sans précédent. Sa croissance économique atteignit des sommets historiques à +28% en 2005 et +34,5% en 2006. Cet enrichissement massif a même doublé le PIB du pays qui, en 2014, était équivalent à environ 75 milliards de dollars. Ainsi, en 2016, l'Azerbaïdjan était prêt à poursuivre un effort de guerre conséquent, grâce à des moyens décuplés. À titre de comparaison, le PIB respectif de ses voisins géorgien et arménien, était alors compris entre 15 et 10 milliards de dollars.

L'épreuve de la guerre des quatre jours de 2016, puis des 44 jours de 2020, est le fruit d'une préparation de long terme menée par l'Azerbaïdjan. L'objectif qui sous-tend cette préparation est la reprise du HK.

L'analyse des deux guerres décrit deux parties d'une même approche. Dans un premier temps, la guerre de 2016 s'apparente à un test de l'ennemi et de

ses capacités de résistance face aux nouvelles technologies militaires acquises, afin, dans un second temps, quelques années plus tard, de lancer une opération de plus grande envergure et reprendre le contrôle complet du HK.

L'Arménie tant dans ses capacités militaires que dans ses relations d'alliance est testée sur ce qui était devenu son terrain depuis bientôt 30 ans. Mais son armée qui ne s'était pas modernisée depuis la dernière guerre pouvait-elle raisonnablement résister face à l'équipement d'une armée adverse dotée des dernières avancées technologiques ?

a) Une succession de guerres sans paix

La deuxième guerre du HK, la guerre des quatre jours, du 31 mars au 2 avril 2016⁹³

Cette guerre prit place dans un contexte d'escalade des tensions entre les deux belligérants. En 2012, 5 972 violations de cessez-le-feu furent répertoriées à la frontière du HK ; en 2013, 12 986 ; en 2014, 37 535 ; et en 2015, 14 opérations de diversion furent menées par l'Azerbaïdjan.

L'Azerbaïdjan lança une attaque surprise le 31 mars, depuis la région nord de la RA, au niveau du village de Terter et Talish, et sur le flanc sud-est, au niveau de Horadiz et Leletepe. Une contre-offensive fut menée par l'Arménie environ deux jours plus tard, entre le 2 et le 4 avril : les trois villages furent repris et les forces armées azerbaïdjanaises, repoussées vers leurs positions initiales.

Cette opération de petite envergure fut interrompue par la Russie, qui appela les chefs d'État-Major des deux armées officiellement reconnues, à savoir celles d'Azerbaïdjan et d'Arménie, à cesser les hostilités. Les négociations à Moscou aboutirent à un *statu quo* entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie, qui prit acte dès le lendemain, en date du 5 avril 2016.

⁹³ Gaïdz MINSASSIAN, Ibid, Partie II - La Deuxième guerre du Haut-Karabagh, 1998-2016, chapitre 6: Des combats sans vainqueurs ni vaincu

Bien que cette guerre ait été de courte durée, elle n'en coûta pas moins la vie à près de 100 soldats arméniens, et à environ 500 azerbaïdjanais.

Si cette guerre n'a pas de conséquences géopolitiques directes, elle est la première survenant vingt ans après le cessez-le-feu de 1994, prolongeant l'expérience acquise par une autre génération plus de 20 années auparavant, à une nouvelle génération de combattants. La maîtrise des airs, par bombardements massifs, par l'utilisation de d'armement israélien et par l'assaut sur trois fronts simultanés constituent des caractéristiques tactiques de l'armée azerbaïdjanaise.

Troisième guerre du HK, “opération point d’acier” ou “guerre des quarante quatre jours”, le 27 septembre 2020

Il s'agit d'une guerre caractérisée par le déploiement massif de troupes azerbaïdjanaises sur le HK. L'essentiel de son armée y fut impliqué, regroupant plus de 30 000 soldats côté azerbaïdjanais, auxquels s'ajoutent plusieurs milliers de contingents officieux issus des milices djihadistes, syriennes, et des forces spéciales pakistanaises et turques, estimées à environ 5000 hommes.

Côté arménien, environ 20 000 soldats d'auto-défense du HK furent déployés, et environ 10 000 soldats contingents du service national furent mobilisés.

Les armements utilisés provenaient en grande majorité de la Russie, de la Turquie et d'Israël. Les deux armées comportaient avec elles une base substantielle de matériel datant de l'époque soviétique des années 1970-1980. Mais, là où cette composante soviétique représentait encore l'essentiel de l'équipement arménien, l'Azerbaïdjan disposait de cette même base, et du produit de ses achats effectués auprès des groupes turques et israéliens. La Turquie a fourni les drones Bayraktar TB-2, dont le rôle fut décisif pour les forces armées azerbaïdjanaises, en tant qu'il leur assurait un complet de l'espace aérien. ce drone d'attaque possède, en effet, un système de reconnaissance ISTAR⁹⁴ dotés de

⁹⁴ Intelligence, Surveillance, Target, Acquisition and Reconnaissance.

capteurs sensibles s'actualisant en permanence à l'évolution du terrain et des déplacements de l'appareil. Il peut ainsi prendre de nouvelles apparitions pour cible, en les transmettant les images de sa saisie au poste de commandement de façon instantanée et automatique⁹⁵. Ainsi, en théorie, chacune de ses frappes serait le produit d'une identification précise et choisie préalablement par le poste de commandement.

Israël a également contribué à l'effort de guerre en devenant, à partir de 2011, le troisième plus gros fournisseur d'armes de l'Azerbaïdjan, représentant 27% des dépenses de l'Azerbaïdjan. Parmi l'ensemble des systèmes d'armements fournis, figurent des missiles longue portée hypersoniques LORA⁹⁶, et des drones kamikazes et de reconnaissance, Harop, SkyStriker et Hermes-900⁹⁷.

Les combats débutèrent une offensive azerbaïdjanaise lancée en date du 27 septembre 2020. Les forces armées azerbaïdjanaises commencèrent par détruire une dizaine de postes antiaériens arméniens composés de missiles sol-air 9K33 Osa, et 9K35 Stela-10, par frappes de drones, ce qui eut pour effet d'annihiler toutes les capacités de riposte anti-aérienne de l'Arménie. Comme en 2016, les offensives eurent lieu sur plusieurs fronts simultanés : depuis le nord, en direction de Mouvrodag, et l'est, et le sud-est, depuis Fizuli, Hadrut et Jebraïl. Ce sont d'ailleurs ces districts et ces villes du sud-est que l'Azerbaïdjan parvint à reprendre : le district de Jebraïl tomba en premier, puis celui de Fizuli et de

⁹⁵ *Can Turkish Drones Bolster NATO's Eastern Flank Against Russia?*, <https://jamestown.org/program/can-turkish-drones-bolster-natos-eastern-flank-against-russia/>, consulté le 22 mai 2024.

⁹⁶ *Everything We Know About The Fighting That Has Erupted Between Armenia And Azerbaijan*, <https://web.archive.org/web/20201210113547/https://www.thedrive.com/the-war-zone/36777/everything-we-know-about-the-fighting-that-has-erupted-between-armenia-and-azerbaijan> , 10 décembre 2020, consulté le 11 août 2024.

⁹⁷ Ecozi Arie, *Azerbaijan-Armenia conflict could impact the Israeli-Russian relationship especially in Syria*, <https://breakingdefense.com/2022/09/azerbaijan-armenia-conflict-could-impact-the-israeli-russian-relationship-especially-in-syria/> , 15 septembre 2022, consulté le 12 août 2024.

Kashunik. Enfin, c'est à partir de la prise de Chuchi devenant *Choucha*, qu'un accord de cessez-le-feu fut signé entre les deux pays à Moscou, en date du 9 novembre 2020.

L'accord était composé de plusieurs paragraphes qui eurent pour effet de renforcer le rôle de la présence russe et turque dans le contrôle de la région. Cet accord stipulait notamment que 1 960 militaires russes, en charge du maintien de l'ordre, seraient déployés côté arménien, dans la RA, tout en évitant les zones sous contrôle azerbaïdjanais. Plusieurs autres patrouilles seraient envoyées au niveau du corridor de Latchin qui reliait l'Arménie à la RA. Un autre déploiement de troupes de police des frontières était prévu au niveau du corridor de Zanguezour, pour sécuriser les points de transit entre l'Azerbaïdjan et le Nakhitchevan.

Plus largement, la Russie et la Turquie se sont engagés à établir une mission de surveillance conjointe dans le HK, une décision approuvée par le Parlement turc⁹⁸.

Malgré sa supériorité en termes d'armement, l'Azerbaïdjan connaît un nombre de morts important, estimé à 2 800 soldats. Côté arménien, le nombre de soldats morts est estimé à environ 3 800. À ces pertes humaines s'ajoutent aussi d'importantes pertes en matériels et en équipements militaires⁹⁹. Concernant les territoires, l'Arménie est contrainte de céder de nouveaux districts à l'Azerbaïdjan, en plus des pertes territoriales liées à la guerre. Au nord, la région d'Akna est cédée. À l'ouest, la région du Karvatchar est perdue, ainsi que les deux principales routes qui reliaient Martakert à Vardenis ; au sud-est, l'ensemble des districts Kaskunik, Kovsakan, Jrakan et d'Hadrut furent conquis ; et au centre de la région du HK, la symbolique ville de Chouchi est elle aussi perdue.

⁹⁸ Ian Davis, *The interstate armed conflict between Armenia and Azerbaijan*, Europe p 127 à 132, *Armed conflict and conflict management*, SIPRI, 2020

⁹⁹ Voir annexes de la partie 1, document 8

Stepanakert resta la principale ville sous contrôle arménien. Mais sa localisation excentrée dans le HK, située à seulement quelques kilomètres de Chouchi, la rendait d'autant plus vulnérable, qu'elle n'était plus reliée à l'Arménie que par une seule route, dont le passage traversait une zone neutre, située au niveau du village frontalier de Latchine. Cette unique route devint un corridor géographique ainsi nommé "le corridor de Latchine" dont les forces russes devaient en assurer la sécurité¹⁰⁰.

b) Un abandon de la Russie ?

La Russie, une puissance régionale ?

Une recrudescence des tensions au sein des pays post-soviétiques est apparue à l'aube des années 2010. La Russie intervint militairement dans des régions situées en bordure de ses frontières. Elle soutint les forces séparatistes abkhazes et ossètes, à l'occasion des guerres en Géorgie, entre 2007-2008. Dans une séquence post-maïdan, en avril 2014, elle annexa la Crimée, et soutint simultanément les forces autonomistes du Donbass, contre les forces gouvernementales ukrainiennes ; et lors de cette même année, Barack Obama qualifia la Russie de "*puissance régionale*"¹⁰¹. Toutefois, c'est véritablement entre 2014 et 2019 que la Russie s'est révélée être capable d'une action décisive, en mesure de soutenir l'action portée par la coalition internationale contre le groupe terroriste Daesh qui sévissait alors au nord de la Syrie. La Russie intervint-elle en réponse à Barack Obama afin de prouver sa stature internationale? Son intervention n'en protégea pas moins ses intérêts¹⁰², et permit au régime de Bachar El-Assad, qui menaçait de s'effondrer, d'être maintenu encore quelques années.

¹⁰⁰ Voir annexes de la partie 1, document 7

¹⁰¹ *Obama: Russia a regional power - YouTube*, <https://www.youtube.com/watch?v=PkQUzeZbLEs>, consulté le 12 août 2024.

¹⁰² La Russie dispose d'une base militaire au bord des côtes syriennes, à Tartous. Il s'agit de sa plus grosse base dans la région. L'avenir de cette base est désormais au coeur des négociations entre la Russie et le nouveau régime syrien, depuis la fin du régime de Bachar el-Assad en décembre 2024.

Arménie-Azerbaïdjan, le bilan d'une domination militaire effective

Dans ce contexte de tensions croissantes en Ukraine et de conflit en Syrie, Moscou n'en a pas moins consolidé ses relations avec l'Arménie et l'Azerbaïdjan, tout en maintenant une posture en retrait des conflits.

D'un point de vue commercial et technologique, elle perpétua une politique non alignée visant à vendre de l'armement aux deux belligérants ; au sol, elle utilisa l'instabilité de la ligne de front pour justifier le déploiement de contingents ; et d'un point de vue juridique, elle conserva son rôle d'intermédiaire historique à la résolution des conflits entre ses anciens oblasts.

La Russie a joué un rôle indispensable dans la politique militaire de chacun des deux pays pour se procurer des armements. Les recherches de SIPRI¹⁰³ en la matière, établissent l'intérêt commercial de la Russie entre les deux pays: l'étude révèle qu'entre 2011 et 2020, la Russie représentait 93,7% des dépenses militaires de l'Arménie, et 60,1% de celles de l'Azerbaïdjan. Cette très nette domination des marchés lui permit de faire fonctionner ses industries de l'armement. Elle y vendit l'ensemble de ses technologies militaires en grosses quantités. Aussi Ilham Aliev affirma-t-il avoir acheté en 2018 pour 5 milliards de dollars d'équipement russe¹⁰⁴, soit une somme presque dix fois supérieure au budget militaire de l'Arménie. Ce dernier représentait environ 4,9% du PIB en 2020, soit 634 millions de dollars ; or, la Russie représentant 93% de ses dépenses, ses bénéfices peuvent être estimés à près de 610 millions de dollars avec l'Arménie, décrivant dès 2020, un écart de proportion entre les deux pays dans leur relation respective à la Russie.

¹⁰³ *Arms transfers to conflict zones: The case of Nagorno-Karabakh | SIPRI*, <https://www.sipri.org/commentary/topical-backgrounder/2021/arms-transfers-conflict-zones-case-nagorno-karabakh>, 30 avril 2021, consulté le 12 août 2024.

¹⁰⁴ *Азербайджан купил у России оружия на пять миллиардов долларов, заявил Алиев - РИА Новости, 03.03.2020*, <https://ria.ru/20180901/1527658900.html>, consulté le 12 août 2024.

D'un point de vue militaire, la Russie a accru sa présence au sol, car, dans le cadre de l'OTSC, la Russie doit se porter garante de l'intégrité territoriale arménienne. Après la défaite de 2020, elle a déployé près de 2000 hommes aux frontières nord de la république d'Arménie, au niveau du corridor de Latchin comme force d'observation chargée d'exercer un contrôle du cessez le feu¹⁰⁵.

Du point de vue des négociations, la Russie a conservé une attitude d'intermédiaire semblable à celle adoptée au temps de l'URSS. Les deux belligérants eurent recours au tiers-parti russe pour décréter le cessez-le-feu, en 2016, et pour le ratifier à Moscou, en 2020. Sur ce point, notons la symbolique mise en scène de la rencontre trilatérale entre Nikol Pashinyan et Ilham Aliyev, à Moscou, au bureau de Vladimir Poutine en novembre 2020, où, le chef du Kremlin siégeait en arbitre sentencieux, entouré des deux chefs d'Etat l'écoutant en silence délibérer sur leur conflit.

3) De l'Artsakh au Karabagh, la fin des relations russo-arméninennes?

a) La guerre de 2023

La quatrième guerre du Karabakh¹⁰⁶

La continuité entre la guerre de 2020 et de 2023 peut aisément être établie par l'ampleur de l'appareil militaire déployé et les objectifs stratégiques affichés par Bakou. La guerre s'était-elle même véritablement arrêtée? Les échanges de coups de feu permanents depuis 2020¹⁰⁷ forcent à admettre une hypothèse en ce sens. Nous avons toutefois choisi de présenter cette guerre séparément des deux

¹⁰⁵ *Three more Il-76 planes with Russian peacekeepers arrive in Armenia*, <https://tass.com/world/1222097>, consulté le 10 février 2025.

¹⁰⁶ Gaïdz MINASSIAN, *Ibid, Partie 3 La troisième guerre du Haut-Karabagh, 2017-2023*, Chapitre 9 : *Du Haut Karabagh à l'Ukraine, vers un nouveau monde ?*, ed. Passés Composés, 2024

¹⁰⁷ GURCOV Nichita, *Fact Sheet: Azerbaijan Moves to Retake Artsakh*, <https://acleddata.com/2023/09/21/fact-sheet-azerbaijan-moves-to-retake-artsakh/> , 21 septembre 2023, consulté le 10 février 2025.

autres, afin d'éclaircir plus distinctement les répercussions géopolitiques qu'elle a engendrées.

À partir du 12 décembre 2022, Bakou a fermé le corridor de Latchine reliant la province de la RA à l'Arménie, sous prétexte de raisons écologiques: des militants azéris s'opposaient à l'exploitation d'une mine de molybdène située à la frontière entre la province et l'Arménie. La route – l'unique accès – conduisant à Stepanakert fut donc fermée. Les quelque 120 000 habitants de la RA furent contraints de partir ou de survivre par leur propre moyens.

Le 19 septembre 2023, l'Azerbaïdjan lança une offensive qu'il justifia comme une réponse à une série d'attaques terroristes menée par des Arméniens. Il profita de cette occasion pour annoncer les cinq objectifs stratégiques de la reprise du HK:

- garantir les dispositions de la déclaration tripartite de 2020
- réprimer les provocations à grande échelle de la région du Karabakh
- désarmer et retirer les forces arméniennes du HK
- neutraliser leurs infrastructures militaires
- assurer le retour des populations civiles azéris dans la région¹⁰⁸

L'offensive se déploya en trois endroits : au sud, le long du corridor de Latchine ; au nord, aux environs de Mardakert ; et au centre, à partir de Stepanakert qui subit d'importants bombardements. La méthode utilisée fut la même qu'en 2020 : plusieurs fronts simultanés furent assaillis, et les systèmes anti-aériens, systématiquement bombardés par drones ou par feu d'artillerie¹⁰⁹.

¹⁰⁸ *Сообщение Министерства обороны Азербайджанской Республики*, <https://mod.gov.az/ru/news/soobshenie-ministerstva-oborony-azerbajdzhanskoj-respubliki-49349.html>, consulté le 12 août 2024.

¹⁰⁹ *Армяне Карабаха готовы сложить оружие после суток военных действий. Что дальше?*, <https://www.bbc.com/russian/articles/c3g9eq7mmd2o>, 20 septembre 2023, consulté le 12 août 2024.

Les dernières défenses de la RA ne tardèrent pas à être détruites, si bien qu'en date du 20 septembre 2023, la dissolution de la RA fut officiellement décrétée ; et depuis le 1er janvier 2024, Stepanakert est devenu Khankendi.

Les quarante-huit heures d'affrontement ont révélé de très violents combats, avec près de 200 morts estimés de chaque côté. La situation était cependant plus grave encore sur le plan humanitaire puisque des dizaines de milliers d'Arméniens furent contraints de quitter cette région et leur foyer : dans un contexte post-bombardements et de fermeture du corridor depuis près d'un an, l'état d'urgence humanitaire fut décrété pour des milliers de civils ; et leur rapatriement en république d'Arménie – essentiellement à Erevan – fut un nouvel enjeu pour les mois qui suivirent, et l'objet d'intenses négociations entre Bakou et Bruxelles.

b) Des dialogues infructueux

Une tentative de dialogue avec l'Azerbaïdjan

Depuis lors, les négociations sont en cours depuis le cessez-le-feu instauré le 20 septembre 2023. Au désarmement du HK s'ensuivent une série de préconditions devant conduire à ce qu'un traité de paix soit signé entre les deux pays. Mais ces dernières s'accumulent et sont toujours en négociation depuis plus d'un an. Outre l'abandon de villages situés dans le Tavush et le retrait des forces d'observation de l'UE aux frontières, les conditions imposées par Bakou comprennent la modification de la constitution arménienne, car celle-ci contiendrait des revendications territoriales hostiles à l'Azerbaïdjan, et l'ouverture d'une liaison terrestre sans contrôle entre le Nakhitchevan et l'Azerbaïdjan¹¹⁰ dans la région du Syunik, et de ce que l'Azerbaïdjan nomme le “corridor de

¹¹⁰ Robert Ananyan, *COMMENT : What Aliyev continues to block the chance of peace in the South Caucasus*, consulté en juin 2024.
<https://www.intellinews.com/comment-aliyev-continues-to-block-the-chance-of-peace-in-the-south-caucasus-323285/>

Zanguezour” – cette précondition d’I.Aliev éviterait l’actuel passage obligé par l’Iran¹¹¹, et imposerait que l’Arménie concède *de facto* sa souveraineté territoriale sur cette partie de son territoire à l’Azerbaïdjan, qui réaliserait le projet d’union de son territoire avec le Nakhitchevan.

Selon Benjamin Poghosyan cette accumulation de préconditions seraient une série de prétextes utilisés par l’Azerbaïdjan pour ne pas trouver d’accord de paix et perpétuer un climat d’hostilité avec l’Arménie¹¹². Il associe cet état de conflictualité avec l’Arménie comme un mode de fonctionnement de l’Etat azerbaïdjanais pour maintenir sa crédibilité auprès de sa population, ce qui expliquerait ainsi une série de provocations lors de l’année 2024. Parmi l’ensemble des provocations survenues au cours de l’année, notons la destruction systématique de l’héritage culturel et religieux arménien du HK, en date du 10 mai 2024¹¹³, et la menace plus récente, exprimée début janvier 2025, de destruction de “l’Etat faciste” arménien¹¹⁴.

Des processus de paix infructueux

Plus largement, les négociations se succèdent depuis quarante ans. Elles constituent un levier d’influence non négligeable pour le pays hôte ou en position de force lors des négociations, et pour qui, promouvoir la paix permet de légitimer sa stature. Aussi assiste-t-on à une rivalité des différents formats de groupe de

¹¹¹ Voir partie 2, III- Les relations russo-iraniennes

¹¹² NIKAMA, *What could push Baku to sign peace agreement with Armenia?*, <https://jam-news.net/what-could-push-baku-to-sign-peace-agreement-with-armenia/>, 17 décembre 2024, consulté le 10 février 2025.

¹¹³ *Azerbaijan: Baku is bulldozing Armenian legacy in Karabakh* | *Eurasianet*, <https://eurasianet.org/azerbaijan-baku-is-bulldozing-armenian-legacy-in-karabakh>, consulté le 10 février 2025.

¹¹⁴ Azertac : Le président de la République : *L’Arménie est en fait une source de menace pour la région*, le 07.01. 2025
https://azertag.az/fr/xeber/le_president_de_la_republique__larmenie_est_en_fait_une_source_de_menace_pour_la_region-3362995, le 07.01.2025 : « *L’État arménien indépendant est en réalité un État fasciste. Car si ce pays a été dirigé pendant près de 30 ans par des porteurs de l’idéologie fasciste, ces derniers ont formé ce pays à leur image. (...) C’est pourquoi il faut faire disparaître le fascisme. Soit ce sera fait par les dirigeants de l’Arménie, soit par nous. Nous n’avons pas d’autre choix* »

négociation entre un premier groupe dominé par les pays de l'Ouest, composé des Etats-Unis et de la France, et un autre, principalement dominé par la Russie.

Le groupe de Minsk est le plus ancien d'entre eux. Il est composé de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan, et co-présidé par les Etats-Unis, la France et la Russie. Créé en 1992, il s'agit d'un groupe dont le format multilatéral avait pour ambition de promouvoir la paix par l'adhésion à certains principes. Les réunions de ce groupe se sont succédées jusqu'à présent sans grand résultat de la façon suivante :

- 1994, réunion à Budapest, en Hongrie, afin de trouver un cadre pour le processus de paix.
- 2001, réunion à Key West, en Floride, aux Etats-unis – sans la Russie – où furent émises des propositions d'échanges territoriaux et d'ouverture de corridor entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan.
- 2007, réunion du Groupe de Minsk à Madrid. Six points pour résoudre le conflit furent présentés à l'issue des négociations, ce sont les “principes de Madrid” ; le plan qu'ils constituaient fut mis à jour en juillet 2009, à l'occasion d'un sommet en Italie.
- 2017, réunion à Berne, pour réduire les hostilités aux frontières entre les deux pays.
- 10 octobre 2020, dernière tentative pour relancer le groupe de Minsk. Celui-ci fut toutefois jugé inefficace par Ilham Aliyev en personne¹¹⁵.

Depuis la fin des années 2010, début 2020, la légitimité du groupe de Minsk a été considérablement remise en question. Après une première remise en

¹¹⁵ *Ilham Aliyev: « War Was Inevitable; Minsk Group Dead »*, <https://hetq.am/en/article/145646>, 16 juin 2022, consulté le 10 février 2025.

cause en 2022¹¹⁶, au I. Aliev a appelé à sa dissolution¹¹⁷ au cours de l'année 2024. Au cours de cette même période, un nouveau modèle de négociation a émergé, il s'agit du dernier en date. Il consiste en un format au modèle régional 3+3, regroupant les ministres des Affaires étrangères de la Turquie, de la Russie, de l'Iran, de l'Arménie, de l'Azerbaïdjan, moins celui de la Géorgie – ce dernier pays refusant de participer aux réunions. Ce groupe constitue un bloc réunissant les trois anciennes puissances impériales de la région, et les deux pays belligérants. Hautement symboliques, les réunions de ce groupe ont lieu une fois par an depuis novembre 2020. La dernière rencontre en date s'est tenue le 18 octobre 2024 à Istanbul¹¹⁸.

Ce groupe n'est toutefois pas dédié à l'établissement d'un processus de paix en tant que tel, mais entend répondre à un ensemble de problématiques plus générales concernant la région du Caucase et les intérêts des pays concernés. Le processus de paix entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan est abordé comme l'un des sujets parmi d'autres, parmi lesquels figurent le développement des relations diplomatiques, des relations politiques, ou encore, celui des routes commerciales. Ce nouveau format suggère qu'un règlement du conflit arméno-azerbaïdjanais serait envisageable dans un court ou moyen terme, grâce à l'entente de chacun des acteurs de la région, moins les Occidentaux.

¹¹⁶ Gunay Hajiyeva, *President Aliyev Says Talks About Minsk Group Make no Sens*, <https://caspiannews.com/news-detail/president-aliyev-says-talks-about-minsk-group-make-no-sense-2022-4-23-0/>, April 24, 2022

¹¹⁷ *Azerbaijani leader calls for dissolving OSCE Minsk Group*, <https://tass.com/world/1747775>, consulté le 10 février 2025.

¹¹⁸ Ministère des Affaires étrangères de Turquie, *NO : 216, 18 octobre 2024, Concernant la troisième réunion de la Plateforme de coopération régionale 3+3 pour le Caucase du Sud à Istanbul*, https://www.mfa.gov.tr/no_-216_-istanbul-da-duzenlenen-3-3-guney-kafkasya-bolgesel-isbirligi-platformunun-ucuncu-toplantisi-hk.fr.mfa#:~:text=S.E.%20Hakan%20Fidan%2C%20ministre%20des,Istanbul%20le%2018%20octobre%202024, consulté en décembre 2024.

c) Un point final des relations russo-arméniennes, et renouveau international ?

Le 7 septembre 2023, à Kiev, en Ukraine, la présence d'Anna Hakoyan, épouse de Nikol Pashinyan, à l'occasion du troisième sommet des premières dames, marquait le soutien officiel de l'Arménie à l'Ukraine. Elle participa à une cérémonie officielle de remise de peluches sur un site commémoratif pour les enfants ukrainiens victimes de la guerre, en compagnie d'Olena Zelenska, épouse de Volodymyr Zelensky. Ce déplacement symbolique marque une prise de position de l'Arménie pour l'Ouest, dans le conflit entre la Russie et l'Ukraine.

Depuis la quatrième guerre du HK, l'Arménie a multiplié les signes de désunion avec la Russie. Mais s'agit-il pour autant d'un rapprochement systématique avec l'Europe ? Force est de constater que depuis la dernière défaite contre l'Azerbaïdjan, et la perte de la RA, l'Arménie a multiplié les ruptures symboliques avec la Russie.

D'un point de vue juridique, le 8 février 2024, l'Arménie adhère officiellement à la CPI. L'Arménie avait officiellement déposé son instrument de ratification du Statut de Rome dès le 14 novembre 2023¹¹⁹, soit quelques jours après le cessez-le-feu. Cela signifie désormais que l'Arménie condamne juridiquement la guerre et les actions militaires conduites par l'État-Major et le gouvernement de Vladimir Poutine en Ukraine. D'après les textes, Vladimir Poutine ne pourrait donc plus se rendre en Arménie, sous peine d'être arrêté – un mandat d'arrêt contre sa personne ayant été émis en date du 17 mars 2023 par cette même Cour.

Cette décision juridique fut suivie d'une autre concernant le statut de la république d'Arménie dans le cadre de son alliance militaire : le 22 février 2024,

¹¹⁹ *La Cour pénale internationale accueille l'Arménie en tant que nouvel État partie | International Criminal Court*, <https://www.icc-cpi.int/fr/news/la-cour-penale-internationale-accueille-larmenie-en-tant-que-nouvel-etat-partie>, consulté le 13 août 2024.

Nikol Pashinyan a déclaré que l'Arménie gèlerait sa participation à l'OTSC¹²⁰, car, selon lui, “le bloc a laissé tomber l'Arménie¹²¹”. Toutefois, si l'Arménie “gèle”, c'est-à-dire, suspend sa participation aux réunions de l'OTSC avec les autres pays membres, cela ne l'exclut pas du groupe : l'Arménie est encore officiellement membre de l'OTSC. Comment pourrait-elle alors quitter l'OTSC, et en aurait-elle les capacités?

L'OTSC est la seule alliance militaire qui soit dans la région – exception faite de l'OTAN en Turquie – et quiconque désire quitter l'organisation doit rembourser l'ensemble du matériel acquis à prix réduit, à savoir, pour l'Arménie, du matériel russe acquis depuis près de quarante ans¹²². Le cas échéant, l'Arménie devrait rembourser à la Russie plusieurs dizaines d'années de matériel militaire, ce qui ne paraît pas être au programme du budget de la défense de l'Arménie. Nikol Pashinyan a pourtant récemment affirmé que l'Arménie quitterait l'OTSC¹²³, ce qui semble acter un départ prévu de l'organisation dans un court ou moyen terme.

En parallèle, les multiples rapprochements effectués avec de nouveaux acteurs comme la France et l'Inde, et plus récemment, les Etats-Unis, ont conforté l'argument en faveur d'une prise de distance de l'Arménie vis-à-vis de l'OTSC. La charte de coopération stratégique ratifiée avec les Etats-Unis lors de la

¹²⁰ « Armenia freezes participation in Russia-led security bloc - Prime Minister », in *Reuters*, 23 févr. 2024 p.

¹²¹ Reuters, *ibid*, “*Because the bloc has failed the country*”.

¹²² *COLLECTIVE SECURITY TREATY, dated May 15, 1992*, https://en.odkb-csto.org/documents/documents/dogovor_o_kollektivnoy_bezopasnosti/#loaded, consulté le 10 février 2025. Article 11 : “*Tout État est libre de quitter l'OTSC s'il en informe au moins six mois à l'avance ses partenaires et s'il remplit les obligations militaires et financières relatives à l'organisation*”.

¹²³ Gabriel Gavin, *Armenia to quit Russia's military alliance amid split with Putin*, le 12.04.2024, <https://www.politico.eu/article/armenia-ends-military-alliance-with-russia-pm-nikol-pashinyan-confirms/>

dernière semaine de l'administration de J. Biden, prévoit en ce sens une coopération accrue entre les deux pays¹²⁴.

Enfin, depuis le 1er mars 2024, les services de sécurité russe ont été invités à mettre fin à leurs fonctions de garde-frontières à l'aéroport de Zvartnots, et à les transférer aux forces arméniennes de protection des frontières. Cette décision s'est appliquée en date du 31 juillet 2024, et mit un terme à trente années de présence russe à cet endroit – les gardes-frontières russes étaient en poste depuis 1992¹²⁵. Quant à la population arménienne, les derniers sondages parus en mars 2024 affirmaient que la vision positive de la Russie en Arménie, serait lui aussi en déclin¹²⁶.

*

¹²⁴ *The signing of the Strategic Partnership Charter between the Republic of Armenia and the United States of America took place in Washington*, <https://www.mfa.am/en/press-releases/2025/01/14/the/13032>, consulté le 10 février 2025.

¹²⁵ *Le Service fédéral de sécurité de la Russie a transféré les responsabilités de la protection des frontières nationales au côté arménien à l'aéroport de Zvartnots*, <https://armenpress.am/fr/article/1196821>, 31 juillet 2024, consulté le 13 août 2024.

¹²⁶ *IRI Armenia Poll : increasing Negative Views of Russia, Strong Support for Nagorno-Karabakh Refugee Response*, 11. 03. 2024, <https://www.iri.org/news/iri-armenia-poll-increasing-negative-views-of-russia/#:~:text=The%20IRI%20survey%20found%20that,Director%20for%20Eurasia%20at%20IRI>.

Conclusion de la première partie

À travers une approche historique des relations russo-arméniennes dressée sur le temps long, nous avons montré que les deux pays poursuivaient une politique sensiblement différente, rendue plus visible à partir de l'indépendance au cours des années 1990. Dans un premier temps, le développement politique et économique de l'URSS perpétua l'élan de réformes lancées sous Witte visant à faire de la Russie impériale une puissance industrielle. Le processus de rationalisation de la société qui en a résulté, et qui vit son plein lancement au cours des années 1930, atteignit son apogée au cours des années 1950-1960 par le lancement de la politique nucléaire et de la centrale de Metsamor. En introduisant l'ère industrielle dans toute la région, la Russie a ainsi contribué à l'édification de l'Arménie moderne: les secteurs miniers, les corporations de métiers, les voies de communications, les barrages, la centrale nucléaire, les réseaux gaziers, d'irrigation et routiers, tout l'ensemble des infrastructures stratégiques dans différents secteurs constituent un héritage russe sur lequel s'est construite la troisième république d'Arménie.

Cette période, si elle fut décisive d'un point de vue économique et social, n'a toutefois pas résolu les conflits historiques de la région : l'URSS n'était pas seulement entrée en phase de déclin avancé que des affrontements entre communautés avaient ressurgi à travers l'Union, y compris dans le Caucase entre les populations arméniennes et azéries. De ce point de vue, l'URSS n'a eu le rôle que de simple interruption des conflits régionaux. Les soixante-dix années de soviétisation auraient-elles transformé le pays sans influencer la mémoire historique des peuples qui le composaient ? Enfin, la relation entretenue par la Russie avec l'Azerbaïdjan lors de chacune des guerres du HK, et le maintien de son rôle d'intermédiaire entre les deux pays belligérants révèle sans grande surprise que la politique de la Russie en Arménie consiste en un maintien pragmatique de ses intérêts. L'Arménie figure comme l'un des pays aux

avant-postes de cette projection géopolitique, à proximité de l'Iran, de la Turquie et du Moyen-Orient, et qui, prise dans son échelle régionale sud caucasienne, s'articule avec les autres positions russes en Abkhazie et en Ossétie du Sud. Mais dans l'actuel contexte de guerre en Ukraine, les intérêts de la Russie sont-ils toujours de conserver son assise géostratégique en Arménie, ou bien de favoriser le transit des routes commerciales par la Turquie et l'Iran via l'Azerbaïdjan ? Doit-on y voir la formation d'un nouveau modèle géopolitique pour la Russie, ou bien la pleine réalisation d'une politique de puissance eurasiatique en interaction avec celle de ses voisins ? En somme, quelle est la politique de Moscou à l'échelle régionale, et comment s'articule sa relation avec Bakou dans cette architecture ?

Deuxième partie

L'Arménie, quelle place entre l'*étranger proche* et le *monde islamique* ?



Réunion¹²⁷ format 3+3 (moins la Géorgie), à Téhéran, octobre 2023. De gauche à droite : Ararat Mirzoyan, ministre des affaires étrangères d'Arménie ; Jeyhun Bayramov, ministre des affaires étrangères d'Azerbaïdjan ; Hossein Amir-Abdollahian, ministre des affaires étrangères d'Iran ; Sergei Lavrov, ministre des affaires étrangères de Russie ; Hakan Fidan, ministre des affaires étrangères de Turquie.

¹²⁷ *Tehran Hosts 3+3 Discussions to Foster Regional Cooperation*, <https://caspiannews.com/news-detail/tehran-hosts-33-discussions-to-foster-regional-cooperation-2023-10-24-58/>, consulté le 14 août 2024.

I - Les relations russo-turques

Les relations russo-turques sont séculaires et remontent aux relations entretenues par Moscou et Constantinople du temps de l'Empire ottoman. Modernisée à partir de 1922, la République de Turquie contemporaine se définit en continuité avec la Turquie kémaliste, héritière de l'Empire ottoman par ses traditions islamiques et son influence géographique sur le Caucase et le Proche-orient¹²⁸. Sa doctrine de politique étrangère nommée «*le siècle de la Türkiye*¹²⁹ » consiste à articuler ses intérêts nationaux et internationaux au travers d'une «*politique étrangère robuste et entre tradition et avenir*»¹³⁰. Elle emploie plusieurs leviers d'influence qui ont vocation à promouvoir cette unité culturelle, historique et géographique, par les moyens institutionnels, tels que les organisations multilatérales, dont la plus connue d'entre-elles est l'Organisation des États Turciques¹³¹ (OET). Il s'agit d'une organisation intergouvernementale regroupant le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, le Kirghizistan et l'Azerbaïdjan, autour de communs projets de coopération économique et culturelle¹³².

Assumant cette continuité de l'Empire à la République, la question est donc celle de la manière dont la Turquie envisage ses relations avec la Russie dans le Caucase. Si des affrontements directs comme entre l'Empire ottoman et l'Empire russe sont devenus improbables à l'heure actuelle, comment donc peuvent se caractériser les rivalités entre les deux pays dans cette région? Moscou peut-elle accepter un partage de son hégémonie, et ce faisant, tolérer un duopole

¹²⁸ LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE NATIONALE DU « SIÈCLE DE LA TÜRKİYE » / Ministère des Affaires étrangères de la République de Türkiye, <https://www.mfa.gov.tr/vue-generale.fr.mfa>, consulté le 29 mai 2024. La continuité de la politique étrangère actuelle turque et celle de l'Empire ottoman au moment du règne d'Oman 1er est officiellement établie.

¹²⁹ *Ibid.*

¹³⁰ *Ibid.*

¹³¹ [Updating](https://www.turkiestates.org/en/turk-konseyi-hakkinda) <https://www.turkiestates.org/en/turk-konseyi-hakkinda>

¹³² La Hongrie et le Turkménistan ont le statut de membres observateurs de cette organisation.

avec Ankara ? Quels éléments bilatéraux peuvent s'inscrire en faveur d'une telle hypothèse ?

*

1) Les hydrocarbures contre les high priority items¹³³

La Russie est le premier pays exportateur de la Turquie : en 2022, la Russie représentait 58% des importations turques¹³⁴, et 45,6% en 2023. Outre cette baisse, en apparence conséquente, de -12,4% en un an, la réalité derrière les chiffres présentés semble être moins pessimiste. Près de 70% de ces exportations vers la Turquie sont assurées par les hydrocarbures - pétrole, gaz et GNL – 14% par les produits métallurgiques et 11% par l'exportation de produits agroalimentaires. Les hydrocarbures occupent sans conteste un rôle clef dans les relations entre les deux pays. À telle enseigne, entre 2022 et 2023, les volumes exportés vers la Turquie se sont accrus : la part de pétrole est passée de 19,3 à 25 millions de tonnes ; la part du gaz, de 21,6 à 25,2 milliards de m³ ; et la part du GNL, de 9,5 à 16,9 tonnes, réalisant, en somme, une hausse d'environ +10% dans des exportations d'hydrocarbures. Cette augmentation a notamment permis à la Turquie de soutenir sa croissance industrielle, dans les secteurs qui en dépendent le plus – les secteurs de l'automobile, des transports et du bâtiment public. Ainsi la Turquie a pu atteindre l'un des records d'exportation entre 2022 et 2023 à près de 250 milliards de dollars annuel, ayant contribué à la réduction de son structurel déficit commercial de -2,8%¹³⁵.

¹³³ Nicolas Mazzuchi, *Russie-Turquie, un défi à l'Occident ?*, collectif sous la direction d'Isabelle Façon, Passé composés, 2022

¹³⁴<https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/TR/commerce-exterieur-turc>, consulté le 3 mai 2024.

¹³⁵ OMC | Turquie - Renseignements par Membre, https://www.wto.org/french/thewto_f/countries_f/turkey_f.htm, consulté le 3 mai 2024.

L'ensemble de l'industrie de l'automobile, du transport et du voyage représentent environ 97 milliards de dollars annuel, soit l'essentiel des exportations industrielles et de la production des services non-commerciaux.

L'énergie nucléaire représente un second axe de coopération stratégique. La construction de la centrale d'Akkuyu par la filiale turque éponyme *Akkuyu Nuclear JSC* supervisée par l'entreprise russe *Rosatom* a permis à la Turquie d'acquérir la première centrale nucléaire de son histoire¹³⁶. En décembre 2023, eurent lieu les opérations de démarrage et de réglage du premier réacteur. Depuis lors, les travaux se poursuivent. Le 11 novembre 2024, la construction du dôme du réacteur de l'unité 1 a été achevée ; et le 20 novembre, plusieurs dizaines d'étudiants turcs sont partis en Russie pour y finir leurs études en ingénierie nucléaire en master, à l'Université Nationale de Recherches sur le Nucléaire de Moscou¹³⁷. Si la centrale est achevée en 2026, celle-ci devrait être capable de produire une puissance d'environ 1200 MW¹³⁸, soit une puissance de production énergétique sans comparaison à l'échelle de la région. La Russie s'impose une fois de plus sur ce marché par trois moyens : en détenant 100% des parts de marché, en imposant ses normes technologiques et en formant sur son territoire, le personnel turc à l'utilisation de ses technologies. Jusqu'à présent, près de trois cents ingénieurs turcs auraient bénéficié de ce programme de formation de master en trois ans¹³⁹.

La Russie dispose en outre de capacités logistiques attractives permettant de doubler le système d'approvisionnement par voie maritime depuis le port de Novorossiisk jusqu'à atteindre Samsun, en passant sous la mer Noire par le pipeline *Blue Stream*¹⁴⁰. La logistique comprenant l'ensemble du réseau de

¹³⁶ *Rosatom State Atomic Energy Corporation ROSATOM global leader in nuclear technologies nuclear energy*, <https://www.rosatom.ru/en/press-centre/news/clean-area-for-controlled-reactor-assembly-arranged-at-akkuyu-npp-un-t-1/>, consulté le 3 mai 2024.

¹³⁷ AKKUYU NUCLEAR JSC Communications Service, *Russian universities will train a new group of engineers from Akkuyu NPP (Türkiye)*, 18.11.2024 <https://akkuyu.com/en/news/russian-universities-will-train-a-new-group-of-engineers-for-akkuyu-npp-t-rkiye>

¹³⁸ « Rosatom State Atomic Energy Corporation ROSATOM global leader in nuclear technologies nuclear energy », art cit.

¹³⁹ Ibid source au-dessus.

¹⁴⁰ Voir annexes de la partie 2, document 1.

pipeline en provenance de la Russie, tels que le *Bluestream* et le *Turkstream*, sont nés du besoin d'alimenter l'Europe depuis le Sud, en passant par la Turquie, afin de diversifier les liaisons Est-Ouest, et de créer une alternative aux pipelines *Brotherhood* et *Soyuz* traversant l'Ukraine vers l'Europe. Notons cependant, qu'en dépit de la guerre en Ukraine, *Brotherhood* et *Soyuz* n'ont pas cessé de fonctionner. Leur flux fonctionne de façon réduite, mais constante, à destination de certains pays de l'UE¹⁴¹. L'autre part manquante a été redirigée par le *Turkstream* vers l'Europe, partant du port russe d'Anapa en mer Noire, jusqu'à Lüleburgaz, ville turque frontalière de la Bulgarie ; ce faisant ce pipeline contribue activement à la revalorisation du rôle de la Turquie comme d'un *hub* indispensable au transit gazier pour les partenaires européens¹⁴².

Plus largement, les relations commerciales entre les deux pays témoignent d'un déséquilibre net en faveur de la Russie: en effet, la Russie est le premier exportateur de la Turquie¹⁴³, à hauteur de 56 milliards de dollars, ce qui représente 12,6% du total des importations – dont les deux tiers sont des hydrocarbures. À l'inverse, la Turquie ne représente que 4,3% des importations de la Russie.

Pour autant, la Turquie demeure un partenaire nécessaire à la Russie, concernant l'accès à certaines technologies sous sanctions. Les *high priority items*¹⁴⁴ constituent un ensemble de biens à haute valeur ajoutée, et produits par

¹⁴¹ Q&A | *Russian Gas Transit through Ukraine* - Center on Global Energy Policy at Columbia University SIPA | CGEP %, <https://www.energypolicy.columbia.edu/qa-russian-gas-transit-through-ukraine/>, consulté le 3 mai 2024.

Notamment à destination de l'Autriche, la Hongrie, la Slovaquie, la Moldavie, la Croatie et l'Italie.

¹⁴² VAKULENKO Sergey, *The Final Countdown: Will Russia and Ukraine Renew Gas Transit Deal?*, <https://carnegieendowment.org/politika/91649>, consulté le 3 mai 2024.

¹⁴³ Bien que la tendance affichée par les chiffres de l'année 2023 montre une baisse d'environ 20%.

¹⁴⁴ « List of common high priority items », in .
https://finance.ec.europa.eu/document/download/5a2494db-d874-4e2b-bf2a-ec5a191d2dc0_en?filename=list-common-high-priority-items_en.pdf

les Occidentaux dans différents domaines tels que ceux des composants électroniques, radio ou de communication, qui servent notamment au secteur industriel russe de l'armement, dans la confection des systèmes de guidage des missiles balistiques. L'achat de ces composants par la Russie sur le marché turque a bondi de +46% depuis 2021, et de +14,5% en 2023¹⁴⁵ ; de même, les exportations de ces produits aux autres pays post-soviétiques et frontaliers de la Russie a plus que doublée, notamment au Kazakhstan, au Kirghizistan et en Géorgie, suggérant qu'une part considérable de ces composants est par suite redirigée vers la Russie sans être comptabilisée.

Mais les relations russo-turques ne se limitent pas à l'aspect commercial. Pour la Turquie, la Russie est une alternative à l'Ouest, quand, pour la Russie, la Turquie est un terrain de rencontre privilégié avec l'Occident. Dans le cadre de la présente guerre en Ukraine, cette relation si particulière entre les deux pays s'est illustrée de différentes manières: la Turquie s'est positionnée comme le partenaire indispensable¹⁴⁶ à la Russie, en refusant d'appliquer les sanctions des occidentaux, en continuant ses projets de coopération stratégiques, en accueillant les deux premières tentatives de négociations russo-ukrainiennes, le 10 et le 29 mars 2022, à Antalya et à Istanbul, et enfin, en acceptant sur son sol plusieurs dizaines de milliers de réfugiés russes et ukrainiens¹⁴⁷.

Nouvel espace de transit et de rencontre entre l'Europe et la Russie, les relations russo-turques se sont tant développées depuis la guerre qu'entre 2022 et

¹⁴⁵ <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/TR/commerce-exterieur-turc>, consulté le 3 mai 2024.

¹⁴⁶ *La Turquie et la guerre en Ukraine, ou le retour à une politique du grand écart :: Note de la FRS :: Fondation pour la Recherche Stratégique :: FRS*, <https://www.frstrategie.org/publications/notes/turquie-guerre-ukraine-retour-une-politique-grand-e-cart-2022>, consulté le 10 mai 2024.

¹⁴⁷ *Le nombre d'immigrés russes en Turquie en hausse de 218%, selon Al-Monitor*, <https://www.lorientlejour.com/article/1344437/le-nombre-dimmigres-russes-en-turquie-en-hausse-de-218-selon-al-monitor.html>, 25 juillet 2023, consulté le 26 mai 2024. En 2022, sur les 400 000 étrangers acceptés sur son sol, les Russes représentaient environ un quart des nouveaux arrivants ; les Ukrainiens sont quant à eux estimés à près de 40 000.

2023 le nombre de touristes russes en Turquie est passé de 5,5 à 7 millions, impliquant une augmentation de près de 40%¹⁴⁸ du nombre de vols hebdomadaires entre Moscou et Ankara, passant de 120 à 750. Le secteur des compagnies aériennes turques incarné par *Turkish airlines* et *Pegasus* a généré au cours des trois dernières années les plus gros bénéfices depuis la création des deux compagnies, ce qui participe au développement du secteur touristique des deux pays.

Mais cet essor touristique et stratégique peut-il être viable dans une perspective de long terme? Si la guerre en Ukraine a mis en lumière les intérêts qui liaient ces deux pays, jusqu'à montrer qu'une coopération économique et un alignement diplomatique étaient envisageables, la Russie et la Turquie n'en sont pas moins rivaux dans de nombreuses régions du monde et sur de nombreux aspects. La domination du Caucase et de la mer Noire sont deux régions où s'établissent une lutte historique des intérêts entre les deux pays, auparavant deux Empires. Sur ce point, la question de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan représente un enjeu majeur pour chacun d'eux. L'Asie centrale est également un espace au cœur d'une rivalité d'influence. Auparavant domaine réservé de la Russie sous l'Empire, et de l'URSS, cette zone de confins bordant la Chine est aujourd'hui l'un des espaces de projection de l'influence turque, sur la base de critères ethniques, religieux et culturels. Enfin, bien que son statut de puissance intermédiaire en fasse un pays à part, la Turquie n'en demeure pas moins membre de l'OTAN, et ce faisant, appartient à la sphère de projection occidentale en mer Noire et dans le Caucase sud.

Si la guerre en Ukraine a donné un nouvel élan à leurs relations, les deux partenaires rivalisent toujours d'influence quant aux questions de domination territoriale sur la base de motifs idéologiques. Le Caucase, et à plus forte raison,

¹⁴⁸ Ruiz Mauricio, *Russia and Türkiye agree to increase flights to more than 1300 per week*, <https://traveltomorrow.com/russia-and-turkiye-agree-to-increase-flights-to-more-than-1300-per-week/>, 2 mai 2023, consulté le 11 février 2025.

sa déclinaison arméno-azérie, constitue un espace qui est l' "étranger proche" du point de vue russe vers le Moyen-Orient, et le *continuum* pan-turcique, du point de vue turc, vers la mer Caspienne. Entre espace de rencontre des intérêts et d'opposition hégémonique, quelle place pour le Caucase Sud dans la projection de géostratégie russe et turque ?

2) Les rivalités

a) La notion d'étranger proche

La notion d'étranger proche que nous mentionnions précédemment correspond à une vision, non pas éthérée des relations de la Russie avec son voisinage, mais à une perception très pragmatique de ses intérêts géostratégiques, regroupant l'ensemble des intérêts géoéconomiques dans les secteurs industriels et technologiques de sa périphérie, et au-delà. La doctrine de politique étrangère revue en mars 2023 fait mention au §49.1 de la nécessité d'assurer la stabilité régionale et la paix à ses frontières afin de prévenir tout type de conflit armé et de déstabilisation politique sur le modèle des révolutions de couleur ayant eu cours au début des années 2000 dans plusieurs pays de l'espace post-soviétique¹⁴⁹. Ces révolutions ont été perçues par Moscou comme autant de tentatives d'ingérence des puissances étrangères hostiles à la Russie, que comme des manœuvres visant à déployer l'alliance otanienne dans certains de ces pays. Assurer le maintien de la stabilité, y compris par la répression, est une perspective envisagée. Si la Russie considère que ses intérêts sont menacés dans ces espaces, Moscou se réserve le droit d'y intervenir. En sauvegardant une *pax russica* dans son étranger proche, la Russie s'assure, comme écrit en §49.5.7 et 9, du maintien de ses intérêts industriels, technologiques et logistiques, et de son intégration eurasiatique, qui représentent à eux deux, le second pilier géoéconomique de cette doctrine. "L'emploi du potentiel économique du bon voisinage" avec les États de

¹⁴⁹ Révolution des roses, Géorgie, 2003 ; révolution orange, Ukraine, 2004 ; révolution des tulipes, Kirghizistan, 2005.

la sphère de l'UEEA, ont pour but de former un “*large contour d'intégration en Eurasie à long terme*” en créant de multiples espaces de coopération : aussi la mer Caspienne est-elle mentionnée comme l'une des sphères de coopération au cœur de cet ensemble prioritaire. De même, au lendemain de l'éclatement de l'URSS, la création d'organisations multilatérales, telles que la CEI et l'OTSC avaient vocation à conserver ce système d'intégration politico-économico-militaire hérité de l'URSS et de l'Empire. Rassembler les intérêts de chacun des anciens pays membres du Pacte de Varsovie, sous l'égide de Moscou, s'apparentait à la continuation d'une domination passée par d'autres moyens. Il n'était donc pas étonnant que l'essentiel des pays membres fussent les mêmes que ceux de la précédente union. Toutefois, l'indépendance acquise par chacun devint le creuset d'une nouvelle quête d'indépendance, de plus en plus différenciée des intérêts de la défunte union. Loin d'une politique unie sous le régime d'une même matrice, Moscou dut mener une politique différentielle sur cet ensemble eurasiatique bordant ses frontières aux confins de l'Asie centrale, du Caucase et de l'Europe orientale.

En ce sens, l'étranger proche est moins un espace délimité qu'une dynamique de gestion des intérêts de la Russie. Cette gestion, loin d'un processus monolithique et standardisé, est un modèle fonctionnant au cas par cas : les exemples historiques de l'Abkhazie, de l'Ossétie du Sud, et actuellement, de l'Ukraine, mettent en exergue cette double logique de sécurisation des frontières, par rejet de la progression du bloc occidental, et de maintien des intérêts géoéconomiques dans chacun des espaces concernés.

Le cas arménien exprime, quant à lui, une déclinaison particulière de cette notion. L'Arménie appartient à cette sphère d'intérêts de Moscou, mais se situe dans un contexte régional où la Russie entretient aussi de bonnes relations avec chacun de ses États voisins, dont l'Azerbaïdjan et la Turquie. Y aurait-il donc une exception arménienne aux intérêts russes ? Les dernières années attestent d'une

réponse négative à cette question. La Russie adapte ses intérêts aux enjeux concernés et les hiérarchise selon l'intérêt des pays de son étranger proche. *De facto*, la dernière guerre du Karabakh a montré que Moscou ne considérait pas l'Arménie comme l'une de ses priorités ; ou plutôt, qu'elle considérait ses relations avec Bakou – et son entente avec la Turquie par extension – comme plus avantageuse que ses relations avec l'Arménie. Outre les raisons officielles invoquées par la Russie pour n'être pas intervenue en septembre 2023, la conjonction de l'effort de guerre en Ukraine avec les intérêts géoéconomiques que la Russie partage avec l'Azerbaïdjan, ainsi que la nécessité – vitale – de conserver une liaison terrestre, pour rediriger ses flux logistiques par la Géorgie et la Turquie, rendait peu probable le potentiel d'une intervention russe en septembre 2023. Du point de vue de Moscou, les relations établies avec l'Azerbaïdjan importent plus que celles avec l'Arménie : d'un point de vue territorial, l'Azerbaïdjan jouit d'une frontière terrestre et maritime avec la Russie et permet l'accès à la Turquie et à l'Iran, deux pays clés du monde islamique "amical", selon Moscou¹⁵⁰.

b) le pan-turquisme¹⁵¹

Le "pan-turquisme" ou autrement appelé le "néo-ottomanisme" est une idée prônant l'influence turque dans les territoires d'ethnie turque. Elle suppose l'existence d'un arc culturel transcontinental qui associerait entre eux, pour des raisons ethniques, culturelles, religieuses et linguistiques, l'ensemble des pays répartis entre le Caucase et l'Asie centrale, que sont la Turquie, l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, le Kirghizistan, l'Ouzbékistan et le Turkménistan. Cette vision développée à la fin du XIXe siècle, est née de l'intérêt des orientalistes russes suscité par la multiplicité des minorités ethniques des peuples turcs dispersés dans

¹⁵⁰ Voir II - L'Azerbaïdjan, le dénominateur commun

¹⁵¹ Marion BRETTON, *Le rôle de la diplomatie culturelle et religieuse turque au Kazakhstan et au Kirghizistan depuis février 2022*, mémoire de Master 1, Paris Nanterre.

l'Empire. Plusieurs formes politiques et religieuses de cette idée se sont déclinées lors la première moitié du XXe siècle, parmi lesquelles, la branche pan-touranienne. Il s'agit d'un mouvement¹⁵² toujours en activité qui revendique, en conformité avec les mouvements de la fin du XIXe siècle décrits, l'union territoriale de ces différents peuples d'ethnie turque depuis les confins de l'Altai jusqu'au bord des côtes méditerranéennes, joignant dans cet ordre Istanbul à Bakou par une continuité territoriale unie depuis le Caucase.

Une autre branche de cette mouvance est une branche azérie, la *Qərbi Azərbaycan İcması* "Communauté de soutien à l'Azerbaïdjan de l'Ouest". Il s'agit d'une organisation dirigée par l'influent professeur Aziz Alekberli¹⁵³. Elle prône le droit à plusieurs centaines de milliers d'Azéris exilés de l'URSS et de la première guerre du Karabakh, de retrouver leurs terres natales en Arménie, désignée par le terme de *Western Azerbaijan*, "Azerbaïdjan occidental". L'Azerbaïdjan occidental est présenté comme la continuité territoriale et historique qui reviendrait de droit à l'actuelle République d'Azerbaïdjan. Les représentations cartographiques disponibles sur les sites internet qui promeuvent ce projet, montrent une carte du Caucase où l'actuelle République d'Arménie est soit incluse dans un grand khanat azerbaïdjanais, soit absorbée dans une multiplicité de districts - écrits en langue turque - qui rappellent les vilayets de l'Empire ottoman. En somme, l'Arménie devient une entité restreinte à Erevan ou bien disparaît dans un ensemble turco-azéri¹⁵⁴.

Enfin, c'est à partir de la présidence de Turgut Özal¹⁵⁵ en 1989, et de l'indépendance des anciennes républiques socialistes qu'une politique

¹⁵² *Pan-Turanianism | Pan-Turkic, Nationalism, Ideology | Britannica*, <https://www.britannica.com/event/Pan-Turanianism>, consulté le 3 juin 2024.

¹⁵³ Directeur exécutif de l'organisation *Western Azerbaijan Community*, et universitaire azéri, il est reconnu aujourd'hui comme l'un des penseurs de cette notion, et de ses promoteurs dans la sphère intellectuelle.

¹⁵⁴ Voir annexes de la partie 2, document 2.

¹⁵⁵ Président de la République de Turquie de 1989 à 1993.

“néo-ottomane” a été ouvertement promue et que sont apparues plusieurs agences et fondations chargées de promouvoir les relations culturelles entre les pays membres¹⁵⁶ telles que la TİKA¹⁵⁷ et la TURKPA¹⁵⁸. Ces deux entités sont les deux principales fondations turques affiliées à Ankara. Elles mènent une politique d’influence¹⁵⁹ par différents projets de coopération, tant économiques et sociaux que culturels et touristiques, qui s’articulent avec la politique menée par la République de Turquie.

Aujourd’hui, l’Asie-centrale figure comme un espace au cœur de cette politique pan-turquiste. Dans le cadre d’un échange universitaire de plusieurs mois au Kazakhstan nous avons visité plusieurs mosquées entièrement financées par la Turquie, et plusieurs complexes hôteliers, écoles de tourisme ou encore expositions permanentes au musée d’histoire nationale d’Astana qui étaient intégralement ou en partie pour certaines, financées par la Turquie. Aussi, lors de nos échanges quotidiens avec les étudiants¹⁶⁰ de l’université¹⁶¹, la préférence pour un avenir professionnel en Turquie plutôt qu’en Russie était un choix unanime et ce, malgré leur aisance linguistique en russe et leur méconnaissance de la langue turque. Ils justifiaient ce choix par des raisons culturelles et religieuses. Une proportion plus marginale revendiquait, quant à elle, son attachement à l’unité ethnique turque. Quoi qu’il en soit, par intérêt culturel ou ethnique, la Turquie

¹⁵⁶ Home Page - TİKA, <https://tika.gov.tr/en/>, consulté le 30 mai 2024. “ La Turquie et les pays d’Asie centrale se considèrent comme une seule et même nation répartie en plusieurs pays ; nous menons une politique multilatérale comme une compréhension proactive de la région”.

¹⁵⁷ *Ibid.*

¹⁵⁸ *Organization of Turkic States*, <https://www.turkicstates.org/en/turk-konseyi-hakkinda>, consulté le 29 mai 2024.

¹⁵⁹ « Home Page - TİKA », art cit. “*Dans le prolongement de l’effort mené par notre pays pour devenir un acteur important à l’échelle régionale et mondiale depuis les années 2000, notre conception de la politique étrangère a connu de nombreux changements.*” Notons que que la TİKA fut établie par décret ministériel du Ministre des Affaires étrangères, İsmail Cem, en 1999, et que ses financements sont également ministériels.

¹⁶⁰ Étudiant kazakhes, ouzbeks, azéris ou kirghizes

¹⁶¹ Université Maqsut Narikbayev

était le nouveau pôle d'influence incontestable où toute une génération semblait s'orienter à l'avenir.. Si à l'échelle d'un dortoir d'université l'opinion répandue était à ce point unanime, il est permis d'envisager qu'un rapprochement plus global entre les pays d'Asie-centrale et la Turquie s'accélère dans la décennie qui vient.

*

Les relations entre la Russie et la Turquie ont-elles pris une tournure nouvelle à l'aune de la guerre en Ukraine et du HK? En l'état actuel du conflit, comme en l'absence de normalisation entre Erevan et Bakou, répondre à cette question s'avèrerait prématuré. Ankara et Moscou semblent se concevoir non comme des alliés, ni des ennemis, mais comme deux partenaires dont la politique d'influence répond à celle menée par l'autre dans la région. Dans cette architecture commune, l'Azerbaïdjan occupe le rôle de pièce centrale du Caucase sud.

*

II - L'Azerbaïdjan, le dénominateur commun

Aux frontières de la Turquie et de la Russie se trouvent d'une part, la province autonome du Nakhitchevan, et de l'autre, l'Azerbaïdjan. L'Azerbaïdjan est le dénominateur commun des puissances du Caucase. Aux confins russes, turques et iraniens, ce pays est le produit d'un mélange historique des trois anciens empires : de tradition et d'ethnie turque, les langues turque et azérie y sont couramment parlées ; l'héritage soviétique et du tsarisme y a largement développé l'usage de la langue russe, deuxième langue la plus parlée dans le pays ; enfin, les siècles d'Empire perse ont imprégné ce pays de culture chiite. Cette triple identité fait de l'Azerbaïdjan une synthèse du Caucase, dont la particularité est avant tout géographique. L'Azerbaïdjan est le seul pays à disposer d'une frontière commune avec l'ensemble de ses voisins de la région: la Russie, l'Arménie, l'Iran, la Géorgie et la Turquie – via le corridor territorial large d'environ dix kilomètres situé au confin nord-ouest du Nakhitchevan.

L'Azerbaïdjan est aussi le seul pays à ne pas avoir d'unité territoriale¹⁶². L'exclave du Nakhitchevan que nous mentionnons, est séparée par une bande territoriale de 41 kilomètres de long, correspondant à la région du Syunik, appartenant à l'Arménie, dont la partie orientale correspond au corridor de Zanguezour. La province autonome du Nakhitchevan fait de l'Azerbaïdjan un pays au territoire à la fois déchiré comme à la jonction de tous les autres. Cette dernière composante en fait un espace de transit vers les différentes régions qu'il relie: l'ouverture vers l'Asie-centrale par la mer Caspienne, l'ouverture à l'Europe, via la Géorgie et la mer Noire, ou via la Turquie, ainsi que vers la Russie au Nord, et l'océan indien, via l'Iran ; se faisant, par la lecture du simple facteur géographique, tout plan d'architecture stratégique doit inclure l'Azerbaïdjan au coeur de sa réflexion.

¹⁶² Voir annexes de la partie 2, document 3.

Partant, si la frontière territoriale et maritime est au cœur de la relation entretenue par Bakou avec la Russie, cette composante ne peut être l'unique relation entre ces deux pays. Nous allons dès à présent observer les différentes manières dont se déclinent leurs relations sur le plan politique, économique et commercial, avant d'intégrer ces relations à leur architecture géopolitique régionale respective. Entre pays de transit, partenaire économique et variable d'ajustement, quelle place occupe l'Azerbaïdjan dans la projection de la puissance russe dans le Caucase? Peut-on y voir une clef de lecture de l'évolution des relations entre Moscou et Erevan ?

1) Les relations russo-azerbaïdjanaises : des relations d'apparence à faible niveau

Longue de 284 kilomètres, la frontière russo-azérie s'étend des sommets de Balakan jusqu'au bord de la mer Caspienne. En mer, l'espace maritime partagé entre les deux pays se prolonge sur environ 200 km. Entre les glaciers du Caucase et les rives de la mer, le réseau routier se limite à la route M1, seul axe majeur, et à la ligne Nord-Sud, reliant le Daghestan et la ville de Makhachkala à Bakou, du Nord au Sud, jusqu'à atteindre l'Iran. Il s'agit de la seule liaison ferroviaire transcontinentale, qui s'inscrit dans le cadre de l'INSTC dont nous traiterons ultérieurement¹⁶³.

Ces deux voies de communications représentent le fondement de leur interaction économique comme le reflet de sa faible proportion. Même si celui-ci s'est accru de 67% depuis le 24 février 2022, le volume des échanges russo-azerbaïdjanais est assez bas, passant de 2,9 à 4,36 milliards de dollars de 2021 à 2023. Il comprend respectivement, de la Russie vers l'Azerbaïdjan, des exportations d'hydrocarbures et de blé qui représentent 14% des importations du pays, plaçant Bakou en situation de dépendance agricole. Côté azerbaïdjanais, l'essentiel des exportations vers la Russie se limite à des produits

¹⁶³ Voir partie III - 2.b) L'INSTC, route de la relance des relations ?

agroalimentaires – essentiellement des fruits et légumes – , ainsi qu’à quelques produits chimiques¹⁶⁴. La balance commerciale penche structurellement en faveur de la Russie, en passant de 2 milliards de dollars d’exportations en 2021, à 3,1 milliards de dollars en 2023, contre une hausse de 0,9 à 1,2 milliards de dollars de 2021 à 2023 pour l’Azerbaïdjan¹⁶⁵.

a) Deux pays, un modèle dirigiste

Du modèle de régime politique, à son système électoral, en passant par l’organisation de son territoire et de son économie, la Russie semble être un miroir grossissant de l’Azerbaïdjan.

Le régime présidentiel qui organise chacun des deux pays est représenté par un système exécutif incarné en la personne du Président : la personne de Vladimir Poutine, en Russie, d’Ilham Aliyev, en Azerbaïdjan. Les élections se tiennent tous les quatre ans en Russie, et tous les sept ans en Azerbaïdjan¹⁶⁶. Hormis l’élection de Dimitri Medvedev (2008 - 2012), en Russie, et la présidence d’Ayaz Mutalibov (1990-1992), en Azerbaïdjan, les deux pays n’ont connu que deux dirigeants : Boris Eltsine et Vladimir Poutine (1999-), et Heydar Aliyev (1993-2003) et Ilham Aliyev (2003 -). Dans ces deux pays, le pouvoir s’hérite et se conserve : quand Poutine avait été désigné par Eltsine en 2000, Aliyev hérita du pouvoir légué par son père en 2003. Aussi ce pouvoir hérité exclut-il toute forme de contestation médiatique et tout opposant politique, si l’on en juge par

¹⁶⁴ *Russia (RUS) and Azerbaijan (AZE) Trade*, <https://oec.world/en/profile/bilateral-country/rus/partner/aze>, consulté le 11 février 2025.

¹⁶⁵ : State Customs Committee, ministry of Economy of Azerbaijan, *Foreign trade data of Azerbaijan by countries and country groups in 2021 (thousand US dollars)*, 2021 <https://economy.gov.az/storage/files/files/1589/KRynE6hQSnNTXBQSPWNyeZmLuG9usqIBP6BHQcSP.pdf>

¹⁶⁶ Le mandat présidentiel de cinq ans en Azerbaïdjan a été étendu à sept ans depuis 2018.

l'absence de média d'opposition, d'opposant politique, et par les résultats des dernières élections dans chacun des deux pays¹⁶⁷.

Cette prédominance d'un exécutif fort s'incarne aussi dans le dirigisme économique depuis lequel les territoires sont organisés. La Russie comme l'Azerbaïdjan suivent un modèle hyper-centralisé depuis la capitale où vit une part significative de la population, et où l'essentiel des richesses sont produites, créant un effet d'*archipelisation*¹⁶⁸ du territoire. Enfin, les richesses produites résultent, dans les deux cas, des grands consortiums d'État, à savoir, les géants des hydrocarbures qui se déclinent respectivement par les très célèbres *Gazprom*, *Lukoil* et *Rosneft* en Russie, et *SOCAR* et *Azerenerji*, en Azerbaïdjan, et dont leur économie respective est en grande partie dépendante : 64% de l'économie azerbaïdjanaise dépend de la rente des hydrocarbures, contre 23 % pour celle russe¹⁶⁹.

b) Un commun intérêt, le cas des BRICS

Le modèle suivi par chacun des deux pays se retrouve dans leur commune aspiration à un ordre mondial multipolaire. La Russie se positionne comme le porte-drapeau d'un modèle de gouvernance alternatif à celui promu par l'Occident depuis le discours de Munich de 2007, et renforcé depuis le commencement de la guerre en Ukraine. Ce modèle promeut les valeurs traditionnelles et un ordre du multipolaire, par opposition au modèle décrié de domination occidental-américain. Membre de l'UEEA et de l'OCS, la Russie est également l'un des pays membre et fondateur des BRIC, organisation multilatérale historiquement composée de la Chine, du Brésil et de l'Inde,

¹⁶⁷ I. Aliev a été réélu aux élections anticipées d'un an pour les sept prochaines années jusqu'en 2031 avec un score de 92% ; et V. Poutine a été réélu pour les quatre prochaines années jusqu'en 2028 avec un score de 87%.

¹⁶⁸ Jean-Robert RAVIOT, *Géographie de la Russie de 2010*, Hérodote, pp. 161 à 180, n°138, 2010

¹⁶⁹ *Beyond Petrostates*, <https://carbontracker.org/reports/petrostates-energy-transition-report/>, consulté le 10 juin 2024.

récemment devenue les BRICS + depuis le 1er janvier 2024, avec l'accession de l'Éthiopie, de l'Égypte, de l'Iran, et des Emirats arabes unis¹⁷⁰.

Absent de l'ensemble de ces organisations, l'Azerbaïdjan a présenté son intention au Président Xi Jinping de faire partie des BRICS¹⁷¹. Officiellement formulée le 20 août 2024, cette demande fait suite à l'adoption d'un partenariat stratégique avec la Chine, ratifié le 3 juillet 2024, où il est notamment question du rôle central que devrait jouer l'Azerbaïdjan dans les relations transcontinentales Est-Ouest¹⁷², dans le cadre du projet de la Ceinture et la Route, *Belt and Road Initiative*, (BRI). Outre son intérêt doctrinal, consistant à marquer son indépendance vis-à-vis des organismes mondiaux de coopération créés par les Occidentaux, l'intérêt pour l'Azerbaïdjan serait d'attirer les investissements dont son économie a besoin pour se diversifier de la rente des hydrocarbures¹⁷³. Entrer dans les BRICS lui permettrait d'harmoniser son insertion dans un groupe réunissant deux de ses voisins - la Russie et l'Iran - et de s'ouvrir au marché chinois, notamment par le transit de marchandises d'Est en Ouest, ce qui pourrait confirmer son rôle de pays *hub* au sein du Caucase, dans la redirection des produits par la Turquie vers l'Europe.

Cette demande de l'Azerbaïdjan est à mettre en perspective avec celle formulée par la Turquie, en octobre 2024. Après que Hakan Fidan, le ministre turque¹⁷⁴ des Affaires étrangères, se soit rendu en Chine au mois de juin 2024 - ce

¹⁷⁰ L'Arabie saoudite ayant été invitée à rejoindre le groupe, n'a toujours pas confirmée son acceptation.

¹⁷¹ STANDISH Reid, « Azerbaijan Moves Closer Toward China And Courts Investment Through New Deals », in *Radio Free Europe/Radio Liberty*, 07:12:40Z p.

¹⁷² *Azerbaijan Applies for BRICS Membership*, <https://jamestown.org/program/azerbaijan-applies-for-brics-membership/>, consulté le 11 février 2025.

¹⁷³ *Azerbaijan's BRICS Application Seeks to Strengthen its Position in Global Economy*, <https://jamestown.org/program/azerbaijans-brics-application-seeks-to-strengthen-its-economy/>, consulté le 11 février 2025.

¹⁷⁴ Nicolas Bourcier, *Le Monde*, « *La Turquie pourrait rejoindre les BRICS* », in , 3 sept. 2024

qui constituait le plus gros déplacement d'une délégation turque en Chine depuis 2012 - la demande d'entrée dans les BRICS aurait été formulée au Président Xi Jinping, avant d'être confirmée quelques mois plus tard, par le Président R.T. Erdogan, en août 2024. Le Président turc a justifié cette ouverture en affirmant que la Turquie ne *“pourrait atteindre ses objectifs en se tournant uniquement vers l'Occident”*¹⁷⁵.

Si pour la Turquie, faire partie des BRICS permettrait d'entrer dans un groupe alternatif de ceux jusqu'alors par les pays occidentaux, la volonté d'être reconnue comme l'un des acteurs principaux sur la scène internationale est au cœur de cette démarche. Pour l'Azerbaïdjan, le besoin d'entrer dans ce groupe répond davantage à une quête de nouvelles sources de développement économique autre que le pétrole et le gaz, afin de garantir une stabilité pour les décennies à venir. Moins idéologiques que pragmatiques, les arguments azerbaïdjanaïses se joignent aux intérêts des puissances de la région.

2) Bakou-Ankara, l'affirmation d'un nouvel axe de coopération exclusif ?

a) La déclaration de Choucha, la confirmation de l'axe Bakou-Ankara

La guerre des 44 jours entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan est une séquence clef où la Turquie s'est imposée comme un acteur politico-militaire dans la région : elle s'est notamment illustrée comme une puissance capable de fournir à Bakou de l'armement dernière génération¹⁷⁶ et un renfort humain composé de plusieurs

¹⁷⁵ Nicolas Bourcier, Le Monde, « La Turquie et la tentation des BRICS », in , 22 oct. 2024

¹⁷⁶ Notamment les drones Bayraktar TB2

centaines de mercenaires syriens¹⁷⁷¹⁷⁸. Le Karabakh fut reconquis aux deux tiers au prix d'environ 5000 morts de part et d'autre. À l'issue de cette guerre, la déclaration de Choucha fut ratifiée le 21 septembre 2021. Elle a officialisé le rapprochement turco-azérebaidjanais, comme celui d'un nouvel axe qui concurrence l'hégémonie russe dans la région. Erdogan avait déclaré à cette occasion¹⁷⁹ : « *Nos relations dans le domaine de l'industrie de défense se développeront désormais d'une manière différente. L'Azerbaïdjan aura également la possibilité de devenir un centre de production*, affirmant un rapprochement de la politique industrielle militaire entre les deux pays, avant de sceller leur l'union de leurs intérêts stratégiques : « *Notre force est celle de l'Azerbaïdjan, et la force de l'Azerbaïdjan est la nôtre* ». La question des intérêts de la Russie dans la région devient celle de son positionnement vis-à-vis de l'axe Bakou-Ankara, un axe cumulant à lui seul 95 millions d'habitants à la jonction des trois mers, qui peut rivaliser avec la puissance militaire russe.

Ce coup de force turco-azéri signifie-t-il pour autant la fin de l'hégémonie russe dans la région ? Loin de réagir de façon hostile ou contradictoire, la Russie semble avoir développé une stratégie de coopération active avec l'Azerbaïdjan et la Turquie d'un point de vue commercial et logistique. Loin d'une logique de confrontation, être partie intégrante des intérêts turco-azéri dans la région

¹⁷⁷ *Les filières turques de mercenaires syriens en Azerbaïdjan – Un si Proche Orient*, <https://www.lemonde.fr/blog/filiu/2020/10/18/les-filieres-turques-de-mercenaires-syriens-en-azerbaïdjan/>, consulté le 3 juin 2024. Il s'agit de la mouvance ANS (Armée Nationale Syrienne), s'opposant à Bachar el-Assad lors de la guerre civile syrienne. Récupérés par la Turquie à partir de 2017, ils sont déployés dans les zones d'intérêts turques, en Syrie et en Irak, contre les Kurdes, en Libye, en Azerbaïdjan. Leur nombre est estimé à plusieurs milliers de combattants.

¹⁷⁸ *Turkish-backed mercenaries | First batch of Syrian fighters arrives in Azerbaijan - The Syrian Observatory For Human Rights*, <https://www.syria.ohchr.com/en/185821/>, 27 septembre 2020, consulté le 3 juin 2024.

¹⁷⁹ ITPRO, *AZERBAÏDJAN-TURQUIE: LA DÉCLARATION DE CHOUCHA*, <https://paris.mfa.gov.az/fr/news/5155/azerbaïdjan-turquie-la-declaration-de-choucha>, consulté le 30 mai 2024. Foreign Minister Sergey Lavrov's interview with the radio stations Sputnik, Govorit Moskva, and Komsomolskaya Pravda, Moscow, April 19, 2024 - The Ministry of Foreign Affairs of the Russian Federation, https://mid.ru/en/foreign_policy/rso/1945189/, consulté le 25 avril 2024.

constitue une politique, sinon d'accroissement, du moins, de conservation de ses intérêts dans la région.

b) La déclaration d' "interactions alliés", *satisfecit* russo-azerbaïdjanais?

Est-ce que la participation de la Russie au développement des intérêts turco-azerbaïdjanais dans la région, peut expliquer son absence de réaction lors de la dernière guerre du Karabakh, du 19 au 20 septembre 2023? Quoiqu'il en soit, cette absence de réaction russe a été très largement décriée dans la presse occidentale : "trahison"¹⁸⁰ ou "lâcheté"¹⁸¹, les accusations à l'encontre de la Russie ou envers la personne de Vladimir Poutine ne manquaient pas de caractériser la politique russe vis-à-vis de l'Arménie. Les quelques 2000 militaires russes postés aux frontières de l'Azerbaïdjan, côté arménien, et qui n'ont effectivement pas réagi à l'offensive azerbaïdjanaise, sont retournés en Russie au mois d'avril 2024¹⁸². Des intérêts économiques auraient-ils été formalisés entre l'Azerbaïdjan et la Russie ? Outre sa présence formelle comme partie prenante de l'axe bakou-Ankara dans le Caucase sud, quel pouvait être l'intérêt de la Russie auprès de l'Azerbaïdjan ?

Un an et demi plus tôt, à la veille de la guerre en Ukraine, la Russie et l'Azerbaïdjan avaient ratifié une "déclaration d'interaction alliée", *Декларация о союзническом взаимодействии*¹⁸³. Il s'agit d'une feuille de route capitale qui

¹⁸⁰ « After Russia's "betrayal," Armenia seeks new allies to ensure its security », in , 27 nov. 2023 p. *Russia has 'betrayed' Armenians in Nagorno-Karabakh - Charles Michel*, <https://www.euronews.com/my-europe/2023/10/03/russia-has-betrayed-armenian-people-by-standing-aside-in-nagorno-karabakh-charles-michel>, 10:57:44 +02:00, consulté le 11 février 2025.

¹⁸¹ *Arménie : la trahison de Poutine*, https://www.lepoint.fr/monde/armenie-la-trahison-de-poutine-08-10-2023-2538474_24.php, 8 octobre 2023, consulté le 11 février 2025.

¹⁸² *Departure of Russian peacekeepers from Karabakh an outgrowth of strong ties between Baku and Moscow – Aliyev | Eurasianet*, <https://eurasianet.org/departure-of-russian-peacekeepers-from-karabakh-an-outgrowth-of-strong-ties-between-baku-and-moscow>, consulté le 1 mai 2024.

¹⁸³ *Декларация о союзническом взаимодействии между Российской Федерацией и Азербайджанской Республикой*, <http://kremlin.ru/supplement/5777>, 10 février 2025, consulté le 11 février 2025.

expose en une série de 43 paragraphes l'avenir des relations russo-azerbaïdjanaises, en y détaillant les différents points de coopération. Une attention particulière est accordée à la coordination entre les deux pays. Le sixième et septième paragraphe prévoient respectivement l'introduction d'un mécanisme de coopération permanent. Les deux pays s'engagent à des consultations régulières, afin de prévenir toute action qui porterait atteinte au partenariat. Mais, c'est aux paragraphes 29 et 30 que la coopération entre les deux pays prend tout son sens. Au paragraphe 29, la Russie et l'Azerbaïdjan s'engagent à promouvoir l'INSTC, et à garantir le fonctionnement de cette route logistique et commerciale de façon ininterrompue.

Quelle importance doit-on octroyer à cette déclaration ? S'il ne s'agit pas d'un traité d'alliance – en dépit de la mention au 13e et 14e paragraphe d'une coopération militaire – il s'agit pour le moins d'un texte formalisant une coopération sur deux axes majeurs : inter-administratif et commercial. Sa parution quarante-huit heures avant le début des hostilités en Ukraine pourrait aussi être interprétée comme une coïncidence ; il est toutefois permis de douter d'une telle coïncidence, au regard de l'importance de cet axe depuis le début de la guerre, importance que nous décrirons plus en détail ultérieurement¹⁸⁴. Quoiqu'il en soit, l'Azerbaïdjan est devenu un partenaire de première importance dans la région pour la Russie ; à peine deux ans plus tard, ce renouveau des relations russo-azerbaïdjanaises a été réaffirmé à l'occasion de la rencontre à Bakou entre V. Poutine et I. Aliiev le 19 Août 2024.

Selon le discours donné par les autorités russes, les raisons du non-engagement russe tiendraient à un quiproquo malencontreux, lié au fait que la Russie pensait la question de la délimitation territoriale entre l'Arménie et

¹⁸⁴ Voir III - Les relations russo-iraniennes

l'Azerbaïdjan résolue¹⁸⁵. Cependant, concernant l'implication des forces armées russes à la frontière avec l'Iran à Zanguezour, S. Lavrov s'est montré fermement opposé au départ des forces du FSB affirmant que ce départ n'avait pas été signé dans le protocole de 2020.

En somme, la position russe oscille apparemment entre le quiproquo et l'incompréhension, qui pourtant semble se résoudre sur la question des forces stationnées dans le sud du Syunik que Moscou entend conserver. La Russie a sécurisé ses intérêts géoéconomiques avec l'Azerbaïdjan et la Turquie, avant que ne commence la guerre en Ukraine, et cet accord affaiblit la prégnance de ses intérêts avec l'Arménie. Loin d'être exclusif, l'axe Bakou-Ankara inclut donc la participation de la Russie. Mais cette politique d'intermédiation de l'Azerbaïdjan est-elle viable dans ses implications ?

3) l'Azerbaïdjan, un point de rencontre des intérêts divergents

a) Le BTC, le point de rencontre russo-turque vers l'Europe

À l'échelle géopolitique, l'Azerbaïdjan constitue un pivot turc vers la mer Caspienne ; réciproquement, d'un point de vue commercial, il constitue un pivot russe vers l'Europe. Parmi les interactions susmentionnées, le BTC est un point d'interaction des intérêts russo-turco-azéris, qui incarne aussi la principale ligne d'interaction de Bakou vers les pays membres de l'UE. Bien que ce dernier soit d'ordinaire présenté comme une perte de contrôle de la Russie depuis sa construction en 2006¹⁸⁶, il aurait permis à la Russie de continuer d'exporter du gaz vers l'Europe, malgré la guerre en Ukraine. Dans un contexte figé où les gazoducs reliant la Russie à l'Europe ont été fermés ou détruits lors d'accidents malencontreux, l'Azerbaïdjan représente l'une des dernières possibilités

¹⁸⁵ *La République d'Arménie - Le Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie*, <https://mid.ru/fr/maps/am/>, consulté le 11 février 2025. Sergueï Lavrov a affirmé que les forces russes n'étaient pas intervenues en raison d'une absence de délimitation claire des frontières de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan.

¹⁸⁶ Voir annexes de la partie 2, document 4.

d'importation de gaz pour l'UE. Rappelons que ce pipeline, le pipeline BTC, Bakou-Tbilissi-Ceyhan, figurait comme l'un des plus gros chantiers au début du XXI^e siècle regroupant un consortium de plusieurs entreprises mentionnées précédemment¹⁸⁷. D'une longueur de 1748 km, il a une capacité de production estimée à 1,2 millions de barils par jour¹⁸⁸. Il représentait donc une alternative crédible à la Russie pour l'UE.

Cependant, dans le cadre de ce programme de diversification européenne, l'UE a cherché à s'approvisionner en urgence auprès d'un partenaire pouvant remplacer la Russie en urgence, et dans une perspective de long terme : l'Azerbaïdjan fut désigné comme l'un des principaux partenaires stratégiques dès 2022, si bien qu'un partenariat fut ratifié avec l'Union européenne, entre la Présidente de la Commission, Ursula von der Leyen et son homologue, le Président I. Aliev.

Suite à la signature de ce mémorandum de 2022, l'Azerbaïdjan s'est engagé à augmenter ses exportations vers l'UE à 12 milliards de m³, soit une augmentation de +44%. Cette augmentation significative ne serait pourtant que temporaire, étant donné l'objectif en matière d'exportation porté à près de 20 milliards de m³ à horizon 2027. Pour subvenir à une telle augmentation, le plan européen, *Solidarity Ring*, prévoit d'augmenter le débit de gaz livré à la Bulgarie et à la Roumanie pour le rediriger vers l'Europe centrale, notamment la Hongrie et la Slovaquie, qui dépendait jusqu'à présent de la Russie pour l'approvisionnement de leurs hydrocarbures via l'Ukraine. Enfin, rediriger ce pipeline vers l'Europe de l'est, notamment, vers l'Ukraine et la Moldavie constituerait un second objectif porté par ce projet, que l'UE prévoit de rendre possible afin de sortir de la dépendance russe. De nouveaux réseaux de gazoduc auraient été envisagés dès l'hiver 2022-2023 dont l'entrée en service est prévue en

¹⁸⁷ Voir partie 1. III. 2) Une alliance fragilisée à l'épreuve de la guerre.

¹⁸⁸ *Baku-Tbilisi-Ceyhan pipeline | Who we are | Home*, https://www.bp.com/en_az/azerbaijan/home/who-we-are/operationsprojects/pipelines/btc.html, consulté le 10 juin 2024.

2026, pour un coût estimé à 730 millions d'euros. Si ce projet est mené à bien, il accroîtrait considérablement le rôle romano-bulgare en tant que nouveaux *hubs* de transit de l'énergie en Europe, ainsi lié à la stratégie de l'Azerbaïdjan en Europe¹⁸⁹.

Toutefois, dès septembre 2022, le ministre azerbaïdjanais de l'énergie, Parviz Shahbazov, a annoncé que l'Azerbaïdjan n'exporterait que 11,5 milliards de m³ vers l'UE, sans donner plus de détails. D'après le géant britannique *BP* qui est le principal exploitant des gisements azéris de la Caspienne, les réserves du champ gazier de Shah Deniz¹⁹⁰, ne permettraient pas qu'une telle augmentation des exportations vers l'Europe ait lieu. Comment l'Azerbaïdjan peut-il alors honorer sa commande ? Faute de ressources gazières suffisantes, l'importation depuis un pays tiers constitue-t-elle une option envisageable? Deux mois plus tard, le 18 novembre 2022, Gazprom a annoncé qu'il livrerait un milliard de m³ de gaz à Socar pour novembre 2023¹⁹¹. Les soupçons de livraison de gaz russe à l'Azerbaïdjan se sont accrus : d'autres enquêtes ont mis en évidence la corrélation des exportations azéries, avec ses réserves et les importations faites à la Russie¹⁹²; cette corrélation a été réaffirmée après la demande officielle formulée par le Premier ministre slovaque, Robert Fico, au gouvernement ukrainien, si celui-ci accepterait que du gaz russe labellisé azéri transite vers l'Europe. Cette

¹⁸⁹ *Solidarity Ring: a step towards increasing Azerbaijani gas supplies to Central Europe*, <https://www.osw.waw.pl/en/publikacje/analyses/2023-05-11/solidarity-ring-a-step-towards-increasing-azerbaijani-gas-supplies> , 11 mai 2023, consulté le 11 février 2025.

¹⁹⁰ L'un des plus gros champs gaziers azerbaïdjanais.

¹⁹¹ *Azerbaijan's Russian gas deal raises uncomfortable questions for Europe* | *Eurasianet*, <https://eurasianet.org/azerbaijans-russian-gas-deal-raises-uncomfortable-questions-for-europe/>, consulté le 11 février 2025.

¹⁹² CIVILNET, *Is Azerbaijan selling Russian gas to Europe?*, <https://www.civilnet.am/en/news/681416/is-azerbaijan-selling-russian-gas-to-europe/> , 4 novembre 2022, consulté le 11 février 2025.

question provocante dans un contexte de guerre en Ukraine contre la Russie témoigne de la faisabilité de ce scénario d'importation de gaz russe labellisé azéri.

Que l'exportation de gaz russe labellisée azéri soit une rumeur ou un fait, les implications logistiques de la guerre en Ukraine constituent un levier d'influence supplémentaire pour la Russie et l'Azerbaïdjan vis-à-vis de l'Europe. Moins un frein qu'une entrave, cette situation permet à l'axe Moscou-Bakou-Ankara de se développer hors du contrôle occidental, et ce, au détriment de l'Arménie. Il place l'Azerbaïdjan comme le pays qui ouvre à la sphère géopolitique du "monde islamique allié". Approfondir les relations avec l'Azerbaïdjan permet un accès facilité de Moscou au Proche et Moyen-Orient ; cette particularité de la politique russe dans le Caucase, la rend également sujette aux conflits qui structurent le Moyen-Orient.

b) Entre Israël et les pays arabes, une diplomatie de funambule

La relation entretenue entre Bakou et Jérusalem a pour effet de transférer une partie des conflits du Moyen-Orient, dans le Caucase. L'Azerbaïdjan est l'un des seuls pays musulmans qui entretient d'étroites relations avec l'État hébreux. Ces échanges sont fondés sur la base d'un simple échange de gaz contre de l'armement. Discrets mais exponentiels, les échanges entre les deux pays ont dépassé les 1,7 milliards de dollars en 2023. Israël importe environ 40% de son gaz à Bakou, et lui vend des armes de haute technologie (missiles Harop, LORA et le système Barack MX) achetées en novembre 2023 pour 1,2 milliards de dollars, ainsi que deux satellites pour 120 millions de dollars¹⁹³.

En échange, l'Azerbaïdjan s'engage à ne pas critiquer Israël sur la scène internationale, en particulier concernant la question palestinienne, et accepte la présence diplomatique de l'Etat hébreux sur son sol, ce qui octroie à Israël une présence officielle à moins de 300 km des frontières de l'Iran. Le positionnement

¹⁹³ Dean Schmucl Elmas, « Azerbaijani oil continues flowing to Israel via Turkey », in *Globes*, 5 mai 2024 p.

distancié de Bakou vis-à-vis de l'Iran, et de l'Iran vis-à-vis de Bakou est l'une des multiples conséquences qui s'observe à l'échelle du Caucase sud, dans le conflit arméno-azéri.

À la fois membre de la communauté islamique et allié d'Israël, cette relation contraint l'Azerbaïdjan à exercer une diplomatie qui doit pondérer ses intérêts stratégiques avec Jérusalem, et ses relations cordiales avec l'Iran.

*

À l'échelle régionale, l'Azerbaïdjan est le seul pays du Caucase où la Russie se distingue par son absence. Par comparaison à ses voisins arméniens ou géorgiens, où elle affiche un monopole du secteur militaire¹⁹⁴ ou économique, l'Azerbaïdjan figure comme le pays du Caucase le plus indépendant de Moscou, capable de mener sa propre politique – en 2022, l'Azerbaïdjan avait bloqué *Sputnik* et *RIA Novosti* quelques jours, jugeant que ces médias ne respectaient pas l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan au Karabakh¹⁹⁵.

C'est avant-tout grâce à la guerre en Ukraine que les relations russo-azéries ont pu s'approfondir, notamment grâce au processus de redirection des routes logistiques, formant un axe Moscou-Bakou-Ankara par où circulent les marchandises.

Reste à savoir si cette position renforcée de l'Azerbaïdjan pourra continuer de tempérer les relations russo-turques dans le Caucase. L'affirmation

¹⁹⁴ *Planned Russian base in Abkhazia could threaten Georgia's Middle Corridor dreams* | *Eurasianet*, <https://eurasianet.org/planned-russian-base-in-abkhazia-could-threaten-georgias-middle-corridor-dreams>, consulté le 1 mai 2024. La Russie est même en train de construire un port en Abkhazie, qui vient s'ajouter à ses positions dans cette province et en Ossétie du sud.

¹⁹⁵ BADRIDZE Giorgi, MAMMADOV Mahammad, MELKONIAN Sergei, et al., *Russia in the South Caucasus: Losing, Adapting, Overcoming*, <https://sceeus.se/publikationer/russia-in-the-south-caucasus-losing-adapting-overcoming/>, 2 février 2024, consulté le 11 février 2025.

de la politique de Bakou dans le Caucase pourrait aussi exclure les intérêts de ses deux partenaires et alliés sur le plus long terme, à l'instar de ses relations entretenues avec Israël. Cette dernière serait en outre susceptible de créer un foyer d'instabilité supplémentaire vis-à-vis de l'Iran, qui pourrait revoir sa politique dans le Caucase sud, et compromettre le duopole russo-turc structurant les relations dans la région.

*

III- Les relations russo-iraniennes

Si la Russie se résigne au renforcement de l’alliance turco-azérie dans le Caucase, l’Iran perçoit ce même rapprochement d’une manière bien plus hostile. Ancienne province de l’Empire Qajar, le Caucase était sous contrôle perse depuis plusieurs siècles avant d’être envahi par l’Empire russe et de se séculariser à partir du traité de Turmanchaï de 1828.

Le Caucase est perçu comme un espace clef de l’Empire perse, qui ouvrait ce dernier à l’Europe via le commerce de la mer Noire, ainsi qu’un espace à dominante musulmane chiite. À l’échelle régionale, le pays regroupant cette population chiite est l’Azerbaïdjan, qui représente cependant un contre-modèle, par sa nature de régime laïque, et ses relations avec la Turquie, et sa discrète relation avec Israël, constituant les deux principales sources de déstabilisation pour l’Iran. L’affirmation de l’axe Bakou-Ankara a conduit l’Iran à maintenir de bonnes relations avec la Russie et à se positionner en faveur de l’Arménie afin d’équilibrer le rapport de force dans son conflit avec l’Azerbaïdjan, notamment sur les questions territoriales concernant la frontière partagée avec l’Arménie.

Une partie de nos recherches sur la question sont le fruit de notre entretien avec Majid Karimi¹⁹⁶, expert iranien du Caucase sud, avec qui nous avons pu échanger sur la question dans le cadre du forum 2024 organisé par le APRI, à Erevan, du 26 au 28 juin 2024.

*

¹⁹⁶ Spécialiste du Nakhitchevan et de la répartition de la diaspora azérie au Moyen-Orient, Majid Karimi est membre du *Peripheral Borders Studies Group*, et professeur à l’Université de Défense Nationale d’Iran. Il a participé au processus d’ouverture du consulat d’Iran à Kapan, dans le Syunik, en octobre 2022. Il parle le persan, le turc, l’arménien et l’anglais.

1) L'Iran, le troisième Empire?¹⁹⁷

Depuis la révolution islamique de 1979, la République Islamique d'Iran a développé ses leviers d'influence, dans le Moyen-Orient et dans le Caucase, à travers la promotion de l'islam chiite et de la révolution, comme un symbole national au fondement de sa légitimité.

Au cours du XXe siècle, sous le règne de la dynastie Pahlavie, les critères d'identification promus par l'Empire étaient ceux de l'Empire perse. L'influence de la Perse avait marqué l'ensemble du Caucase et du Moyen-Orient : d'un point de vue linguistique, la langue persane était couramment écrite et parlée dans les hautes sphères de l'administration ottomane, c'est pourquoi elle s'apparentait à la langue des élites. Ces héritages disséminés de l'Empire constituaient un commun champ d'identification au-delà des frontières. Sur les ruines des dynasties passées, cet ensemble disparate incarnait l'idée "perse", mélange d'accumulation des différentes dynasties et d'héritage laissé à l'abandon que la dynastie Pahlavie avait essayé de faire renaître. Jeffrey Mankoff reprend ainsi la dénomination de *Frontiers of mind*, "les frontières de l'esprit" pour décrire ce phénomène mémoriel de la Perse au cœur de l'identité iranienne contemporaine.

Après la révolution de 1979, sans abandonner entièrement l'héritage perse, la nouvelle République islamique a déplacé les critères d'identification des valeurs séculaires à celles d'identification à valeurs religieuses traditionnelles, et d'opposition aux valeurs de la modernités associés aux États-Unis et à son allié Israël, décrits comme deux incarnations diaboliques.

La dynamique d'influence iranienne se limite donc à un champ restreint d'identification au chiisme, soit, à un mouvement minoritaire au sein de l'islam. Seuls quelques groupes qui parsèment les pays du Moyen-Orient sont susceptibles d'être réunis sous l'égide de cette derrière bannière politico-religieuse, tels que le Hamas en Palestine, ou le Hezbollah au Liban ; les Houthis au Yémen ; ensemble,

¹⁹⁷ *L'Iran, des Perses à nos jours*, ouvrage collectif, collection pluriel histoire, février 2012.

ils forment un axe d'influence qui traverse le Proche et Moyen-Orient, via notamment le Liban, la Syrie et l'Irak, dont l'unité prétendue est aussi appelée celle de l'"arc chiite".

En deçà de cette manifestation politico-religieuse, l'Iran est une république multi-ethnique composée de plusieurs dizaines de minorités : les plus importantes d'entre-elles sont celles des Iraniens, suivie des Azéris, puis des Kurdes, Afghans, Baloutches et Turkmènes, pour ne citer que les principales d'entre-elles. L'absence d'homogénéité ethnique de l'Iran est le second facteur de déstabilisation, et qui contraint le pays à utiliser, d'une façon plus discrète, son passé millénaire, pour éviter l'émergence des mouvements séparatistes, à l'instar de ceux ayant cours dans la sous-région du Baloutchistan ou du Khorasan.

L'Iran se différencie par sa composition ethnique et son approche religieuse exclusive¹⁹⁸. Cette dernière ne lui permet pas d'exploiter une unité ethno-politique ou historique par comparaison aux deux modèles russes et turques précédemment décrits. Son influence politique dans les pays qui forment son voisinage en est affaiblie, et ce, particulièrement dans la région du Caucase où le nationalisme et l'ethnicité constituent deux critères de revendication au cœur des enjeux territoriaux. La relation entretenue par l'Iran avec l'Azerbaïdjan et la Turquie est donc autant le reflet de sa faiblesse d'être visible et audible dans la région, qu'une explication de son intérêt pour la Russie depuis quelques années. Mais cette situation est-elle viable? À défaut d'être le troisième Empire dans la région, l'Iran s'apparente à une troisième voix, dont l'écho politique peine à être entendu.

¹⁹⁸« *Islam is against nationality* » ou encore « *our country includes the muslim world* »
Jeffrey Mankoff

2) La Russie : des relations stratégiques intensifiées par la guerre

a) Un alignement stratégique sans résultats probants

Les relations russo-iraniennes se caractérisent par leur continuité. L'URSS était la première puissance mondiale à reconnaître la République islamique d'Iran au lendemain de la révolution, en février 1979. Mais les deux régimes proposant un modèle politique opposé l'un à l'autre, modèle théocratique contre modèle athéiste, leurs relations ne se développèrent qu'à l'aube des années 1990, après l'éclatement de l'URSS et l'apparition de la nouvelle Fédération de Russie. Depuis lors, une relation stable et continuelle s'est instaurée : elle se caractérise d'une part, par la promotion d'une commune vision du monde – rejet d'un monde dominé par l'hégémonie occidentale et de sa politique de sanctions – et par une active coopération dans certains domaines stratégiques que l'actuelle guerre en Ukraine a pour principal effet de renforcer.

Dans le domaine économique, que peut signifier l'entrée tardive de l'Iran dans l'OCS¹⁹⁹ le 5 Juillet 2023, après en avoir été membre observateur depuis 2005 ? Joindre cette organisation d'échange économique l'associe désormais à l'Inde, à la Chine et à la Russie. Elle avait pour ambition d'accroître le volume des échanges de l'Iran, en amoindrissant les barrières douanières. Quel impact a eu cette entrée de l'Iran dans l'OCS dans ses relations avec la Russie ? Le constat des relations est pour l'heure sans appel : très peu d'avancées réelles ont été actées entre les deux pays, malgré leur promotion médiatique respective et la ratification d'accords visant à simplifier les échanges commerciaux.

Dès 2019, un commun "accord d'échange commercial préférentiel" *Preferential Trade Agreement* (PTA) a été mis en place, afin d'appliquer des

¹⁹⁹ *Entrée de l'Iran dans l'OCS: vers une sortie de l'isolement diplomatique ?*, <https://www.iris-france.org/177020-entree-de-liran-dans-locs-vers-une-sortie-de-lisolement-diplomatique/>, consulté le 10 juin 2024.

tarifs réduits sur des centaines de produits sous sanction²⁰⁰ ; depuis 2023, ce partenariat économique a été étendu à plus de 8000 produits de consommation courante, à dessein de fluidifier les relations entre les deux pays. Cette ouverture à l'échange commercial entre les deux pays sous sanction fut rendu notamment possible grâce à l'utilisation d'un "système de messagerie financière" lancé en 2014, le *Система передачи финансовых сообщений* (SPFS), permettant de contourner le système *SWIFT*, et d'utiliser le rouble russe ou le rial iranien comme monnaie d'échange. Les deux pays ont depuis lors projeté d'atteindre un volume d'échanges équivalent à environ 10 milliards de dollars par an, affichant ainsi leur ambition de démultiplier leurs relations sur le long terme²⁰¹.

Pour l'heure, au-delà des effets d'annonce, la réalité des échanges russo-iraniens est restée à un niveau assez faible²⁰²: le volume de leurs échanges de 2022 à 2023 est seulement passé de 4 à 5 milliards de dollars, et celui-ci consistait en des échanges d'armement, essentiellement accrus par le besoin de l'armée russe lié à la guerre en Ukraine où plusieurs milliers de drones *Shahed* ont été vendus²⁰³ depuis deux ans et demi. La coopération nucléaire, coopération

²⁰⁰ KALEJI Vali, *Analytics*, <https://valdaiclub.com/a/highlights/banking-cooperation-between-iran-and-russia/>, consulté le 10 juin 2024.

²⁰¹ *Ibid.*

²⁰² *More Politics, Less Trade: Reality and Prospects of Iran-Russia Economic Ties*, <https://epc.ae/en/details/brief/more-politics-less-trade-reality-and-prospects-of-iran-russia-economic-ties>, consulté le 10 juin 2024.

²⁰³ YRASHED, *Iran is on its way to replacing Russia as a leading arms exporter. The US needs a strategy to counter this trend.*, <https://www.atlanticcouncil.org/blogs/iransource/iran-drone-uavs-russia/>, 2 février 2024, consulté le 11 février 2025. *How Iran's drones supercharged Russia's 1,000-day fight in Ukraine*, <https://www.iranintl.com/en/en/202411197064>, 19 novembre 2024, consulté le 11 février 2025.

Les estimations de drones vendus varient entre 5 000 et 8 000 sur la période juillet 2022 - juillet 2024 ; leur prix unitaire est estimé à un coût compris entre 20 000 et 40 000 dollars, si le *Shahed* est produit en Iran, et à 290 000 dollars, s'il est produit en Russie, en raison du coût de transfert de technologie et de la production plus restreinte qui amoindrit les économies d'échelle.

À titre personnel, dans le cadre d'un stage effectué au ministère des Affaires étrangères où nous étions en charge du suivi de l'activité quotidienne liée à la guerre en Ukraine de septembre 2024 à janvier 2025, nous pouvons attester que le nombre de drone *shahed* lancé chaque jour par la Russie sur le territoire ukrainien variait entre 60 et 100. En ne considérant que la moyenne basse de 60 *shahed* lancés par jour sur la période de quatre mois allant de septembre à

peu documentée, est quant à elle un autre marché de coopération effectif, au regard duquel nous n'avons pas trouvé de données économiques. Toutefois, considérant ce domaine comme stratégique pour les deux pays, nous pouvons suggérer que les intérêts seront publiés une fois le projet en question réalisé. En l'occurrence, Téhéran et Moscou auraient prévu de coopérer dans le cadre d'une série d'accords industriels de production de centrales : la centrale nucléaire de Bushehr et la centrale hydraulique de Sirik, dans la province d'Hormozgan, sont mentionnées par les experts russes, comme des projets de coopération en cours²⁰⁴. À titre d'exemple, la centrale de Bushehr devrait être dotée de deux nouvelles unités nucléaires dans les années à venir, employant donc la technologie de la filiale russe *Rosatom*.

Les relations existent donc, mais demeurent restreintes au niveau de l'armement ou de la coopération nucléaire, sans parvenir à prendre un réel essor dans les domaines civils. Ce dernier élément nous semble pertinent, afin d'étudier si les relations entre les deux pays peuvent raisonnablement s'établir sur le long terme.

b) L'INSTC, route de la relance des relations ?

L'un des projets en cours allant au-delà des simples relations bilatérales russo-iraniennes, est celui des voies de communications commerciales. L'INSTC²⁰⁵, est l'un des axes majeur de communication, qui consiste à relier la

fin décembre 2024, le nombre de *shahed* utilisés par la Russie serait égal à 6 720 drones, soit approximativement le nombre de drones lancés en deux ans et demi de guerre sur la période mentionnée allant de juillet 2022 à juillet 2024.

En considérant le produit de cette moyenne basse de 6 720 drones par le coût unitaire le plus élevé de 290 000 dollars par *shahed*, nous atteignons la somme de 1 943 000 000 milliards, soit environ 2 milliards de dollars dépensés pour la production de *shahed*, donnant une idée de la place occupée par le *shahed* dans les échanges russo-iraniens.

²⁰⁴ KALEJI, Vali, *Analytics*, <https://valdaiclub.com/a/highlights/iran-and-russia-cooperation-in-the-construction/>, consulté le 10 juin 2024.

²⁰⁵ Voir annexes de la partie 2, document 5.

Russie à l'Inde²⁰⁶. Il associe également l'Azerbaïdjan et l'Iran par voie terrestre, et comporte de multiples implications pour le Caucase sud et l'orientation politique de chacun des acteurs concernés.

Initialement lancé en 2000, ce projet s'est surtout développé sous l'impulsion de la guerre en Ukraine, en 2022, date à partir de laquelle les routes logistiques ont été redirigées par le Caucase et l'Asie centrale, vers la Russie. L'ancienne route employée reliant la Russie à l'Inde traversait l'Europe du nord au sud, avant de partir des ports ukrainiens, et de traverser la mer Noire jusqu'à atteindre la Grèce, et le port du Pirée. Par suite, la route maritime traversant le canal de Suez jusqu'au détroit de Bab el Mandel était la voie empruntée, permettant de rejoindre les ports de la côte ouest de l'Inde. Le coût estimé de la traversée par une telle route était de plusieurs milliers de dollars par conteneur, et variait à la hausse, au gré du risque de piraterie au large des côtes somaliennes.

La nouvelle route INSTC réduit non seulement les frais de transports maritimes et leurs potentiels risques, mais surtout, offre plusieurs alternatives : par voie routière ou ferroviaire, depuis les ports de Bandar-Abbas, Bouchehr ou Chabahar bordant le Golf Persique et le Golf d'Oman au sud de l'Iran²⁰⁷, les marchandises remontent jusqu'à Téhéran. Une fois la capitale iranienne atteinte, elles se dirigent par les voies routières traditionnelles traversant l'Azerbaïdjan jusqu'en Russie, en passant par Makhachkala. Par voie ferroviaire, depuis Téhéran, les marchandises sont affrétées vers la Russie, en passant par les villes de Rasht, en Iran, Astara et Bakou en Azerbaïdjan, et tout le réseau ferré russe depuis Makhachkala jusqu'à Moscou et Saint-Pétersbourg. Pour l'heure, la portion du tronçon irano-azérie reliant Rasht-Astara est en cours de travaux jusqu'en 2027, date à laquelle devraient s'achever les travaux permettant la

²⁰⁶ Voir partie 3. III - L'ouverture à l'Inde

²⁰⁷ KALEJI Vali, *Analytics*, <https://valdaiclub.com/a/highlights/iran-and-russia-cooperation-in-the-construction/>, consulté le 10 juin 2024.

continuité du réseau transiranien²⁰⁸. Une dernière alternative maritime à cette route traverse la mer Caspienne, évite l'Azerbaïdjan, depuis les ports iraniens d'Amirabad, Astra, Noshahr ou Astara, jusqu'à atteindre finalement les ports russes de Makhachkala, Olya, Solyanka et Astrakan²⁰⁹.

3) L'Azerbaïdjan, facteur déterminant la politique iranienne dans le Caucase sud ?

La position de l'Iran dans le Caucase sud résulte de la combinaison complexe de ses intérêts économiques précédemment décrits et de la crainte que l'Azerbaïdjan n'annexe sa frontière avec l'Arménie. Celle-ci est capitale : longue d'environ 35 km, elle est située le long du fleuve Araxe, aux confins de l'Azerbaïdjan, du Nakhitchevan. Malgré sa petite taille, il s'agit d'un carrefour des enjeux géopolitiques régionaux : essentiel pour accéder, via la Géorgie, à la mer Noire, cette frontière permet aussi à l'Iran de maintenir divisé l'Azerbaïdjan du Nakhitchevan, soit, d'éviter que n'apparaisse une continuité territoriale d'ethnie turque d'Ankara à Bakou, qui l'exclurait *de facto* du Caucase, en plus de l'enfermer dans ses propres frontières. À cette expansion territoriale s'ajoute l'enjeu de l'unité ethnique azérie, dont une part considérable de la population est située de l'autre côté de la frontière avec l'Iran, dans les provinces du nord-ouest iranien²¹⁰.

a) L'expansionnisme azéri, une menace existentielle pour l'Iran ?

La politique de l'Azerbaïdjan dans le Caucase est un facteur déterminant pour l'Iran.

La crainte de Téhéran serait qu'en cas d'invasion du Syunik arménien, sa propre sécurité intérieure soit remise en question. La perspective d'un

²⁰⁸ Voir annexes de la partie 2, document 6.

²⁰⁹ Voir annexes de la partie 2, document 7.

²¹⁰ Voir annexes de la partie 2, document 8.

encerclément turco-azéri de l’Iran est même décrite par les think tanks iraniens comme un “étranglement”, une “suffocation”²¹¹ à ses frontières.

Mais cette crainte n’est pas nouvelle, dès l’indépendance de l’Azerbaïdjan de l’URSS en 1991, le Président Abulfaz Elchibey avait appelé la diaspora azérie d’Iran à s’unifier avec celle de la République d’Azerbaïdjan, affirmant que cette union des peuples pourrait s’établir au cours des prochaines années. Depuis lors, la méfiance iranienne est restée, si bien qu’en 2020, avant que l’Azerbaïdjan ne reprenne l’intégralité du HK, les *think tanks* iraniens²¹² exprimaient cette crainte d’être encerclés par la “coalition turque” sur les quelques 1 100 km de frontière commune²¹³. D’un point de vue géopolitique, cette réalité réaliserait un accomplissement de l’unité territoriale pan-turcique, soit, la réalisation d’un axe Ankara-Bakou excluant autant l’Iran de la région qu’il affaiblirait le rôle joué par la Russie dans la région.

Outre qu’une telle annexion rendrait plus complexes les conditions d’accès à la mer Noire par voie terrestre, l’unité territoriale de l’Azerbaïdjan avec le Nakhitchevan serait également susceptible de déclencher un engouement autonomiste dans le quart nord-ouest de l’Iran où se trouve regroupée la minorité azérie d’Iran : il s’agit de la minorité la plus importante du pays, regroupant près de 25% de sa population, soit près de 20 millions d’habitants²¹⁴.

La conjonction du soutien occidental à la Turquie, et israélien à l’Azerbaïdjan auquel s’ajouterait la dévalorisation géopolitique à l’échelle

²¹¹ *Zangezur Corridor and options that are still on the table*, <https://ipis.ir/en/subjectview/742947/ipis.ir>, consulté le 29 mai 2024.

²¹² *Institute for Political and International Studies- Turkey’s Approach Toward the 2020 Karabakh War* <https://ipis.ir/en/subjectview/617975/Turkey%E2%80%99s-Approach-Toward-the-2020-Karabakh-War>, consulté le 10 juin 2024.

²¹³ La frontière irano-turque mesure 500km de long ; celle irano-azerbaïdjanaïse mesure 432 km sur la portion proprement azerbaïdjanaïse, et 179 km sur la portion du Nakhitchevan. La somme des trois frontières serait égale à 1 112 km de long, auquel s’ajouteraient les 35 km de frontière arménienne, en cas d’annexion azérie, soit un total de 1 147 km de long. À titre indicatif, la frontière partagée entre l’Iran et l’Irak mesure près de 1400 km de long.

²¹⁴ Selon les données de la Banque Mondiale, l’Iran comptait environ 84 millions d’habitants en 2023.

régionale, et les risques de contestations intérieures, constituent donc un ensemble de réactions qui, même si elles ne sont que plausibles, menacent l'existence même de l'Iran. La conjonction de ces différents facteurs permet de saisir les raisons du positionnement de l'Iran favorable à l'Arménie, ainsi que les raisons de ses efforts pour maintenir le *statu quo* des frontières entre Erevan et Bakou dans la région du Syunik.

b) Les intérêts de l'Iran sont les intérêts de la Russie en Arménie ?

En ce sens, pour l'Iran, la question de ses frontières avec l'Arménie est une question dont les enjeux vont bien au-delà de l'Arménie, et questionnent la place que désirerait occuper Moscou, seule puissance dont les intérêts ne sont pas fondamentalement opposés à ceux de l'Iran dans la région. En favorisant l'intégrité territoriale de l'Arménie, la Russie favoriserait sa relation avec l'Iran et affaiblirait la puissance de l'axe Ankara-Bakou. Mais en favorisant la position azérie sur la question arménienne, à savoir, la libre circulation des hommes et des marchandises sans contrôle aux frontières, la Russie contribuerait à cloisonner le quart nord-ouest iranien, au bon vouloir d'Ankara et de Bakou.

Cette hypothèse est d'autant plus plausible, que dans un article publié en septembre 2024, Mohammad Mehdi Mazaheri²¹⁵, fait ainsi part de cette crainte de l'Etat iranien d'être délaissé par la Russie au profit de l'axe Bakou-Ankara²¹⁶. La ratification de l'accord de coopération stratégique précédemment mentionné entre Moscou et Bakou, aurait, selon lui, préparé le terrain à une coopération à plus long terme. L'un des principaux enjeux évoqués serait le rétablissement de la voie de communication ferroviaire et routière traversant le Syunik arménien, afin de créer de nouvelles routes passant par le sud de l'Azerbaïdjan. Ces itinéraires

²¹⁵ Secrétaire général de l'établissement des Communauté humaines de la République islamique d'Iran, et professeur à l'Université de Téhéran.

²¹⁶ Mazaheri Mehdi Mohammad, IPIS, *Developments in the South Caucasus and the requirements of strategic relations between Iran and Russia*, <https://ipis.ir/en/subjectview/758604/ipis.ir>, consulté le 11 février 2025.

pourraient déboucher sur la Turquie et ainsi permettre une diversification des routes, contournant les sanctions. Il s'agirait de la route E002, actuellement interrompue par la frontière arménienne entre l'Azerbaïdjan et le Nakhitchevan, et de la ligne ferroviaire qui fonctionnait au temps de l'URSS. La Russie pourrait accroître ses flux commerciaux en direction de l'Europe et du Moyen-Orient, approfondir sa position de puissance commerciale, et rétablir plus symboliquement les routes construites au temps de l'URSS, et ce, au détriment des intérêts arméniens, et de l'exclusion probable de l'Iran.

Cette situation constitue-t-elle un obstacle irrémédiable aux intérêts iraniens dans la région? Comment l'Iran pourrait valoriser sa position lui permettant de garder un libre accès aux voies de communication dans le Caucase sud ? Depuis 2020, la stratégie de l'Iran était restée au seuil symbolique de la mise en garde. En octobre 2022, à l'occasion de l'ouverture du consulat iranien de Kapan, le ministre des Affaires étrangères iranien, Hossein Amir-Abdollahian, avait mentionné le *casus belli* que représenterait la remise en question de l'intégrité territoriale arménienne de la région du Syunik : “ *L'Iran ne permettra pas que sa route le liant à l'Arménie lui soit bloquée, et à cette fin, la République islamique d'Iran a lancé un wargame dans cette région.*”²¹⁷

Cependant, il semble que depuis la reprise intégrale du NK par l'Azerbaïdjan en 2023, l'implication iranienne dans les affaires du Caucase sud s'est intensifiée. Mehdi Sobhani, ambassadeur iranien en Arménie, a rappelé en novembre 2024, que l'Iran s'opposait formellement à tout changement géopolitique de la région²¹⁸, ce qui a pour effet d'intégrer *de facto* les revendications de l'Iran au sein du processus d'accord de paix toujours en cours entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan.

²¹⁷ “*Iran will not permit the blockage of its connection route with Armenia, and in order to secure that objective the Islamic Republic of Iran launched a war game in that region.*”

²¹⁸ *Iran opposes any geopolitical change and extraterritoriality, says envoy*, <https://armenpress.am/en/article/1204301>, 7 novembre 2024, consulté le 11 février 2025.

*

L'Iran force donc au constat d'un pays craignant l'expansionnisme turc autant que ses menaces intérieures²¹⁹. Les intérêts économiques et logistiques entre Bakou et Téhéran représentent cependant un frein quant à la poursuite de potentielles hostilités²²⁰. L'Azerbaïdjan dépend de l'Iran pour accéder à sa région autonome du Nakhitchevan, mais aussi pour maintenir sa relation avec le Pakistan ; réciproquement, l'Azerbaïdjan est le premier partenaire commercial de l'Iran parmi les trois pays du Caucase Sud, et l'intermédiaire inévitable pour le passage de ses marchandises vers la Russie par la voie terrestre. Le soutien affiché à l'Arménie dans la région, résistera-t-il au développement de ces relations commerciales promues par l'INSTC ?

Dès lors, la politique iranienne dans le Caucase Sud peut-être aisément qualifiée de défensive. Ses campagnes de promotion médiatique des excellentes relations avec la Russie montrent tout l'isolement de ce pays. Les intérêts prometteurs de l'INSTC ont ceci de paradoxal qu'ils ouvrent l'Iran dans toute l'étendue de ses relations avec Moscou, mais cette même ouverture à la Russie implique une dépendance logistique à l'Azerbaïdjan, que ne peut supporter Téhéran au regard de sa politique vis-à-vis de la Turquie. Entre influence régionale et transcontinentale, l'Iran doit choisir avec quel acteur il désire conjuguer sa politique sur le long terme. Loin de toute solution idéaliste, il semble que l'Iran soit à une croisée symbolique des chemins menant à Erevan ou à Bakou, chacun répondant à deux perspectives différentes pour le pays. Mais le

²¹⁹ *How Iran Perceives Turkey's Rise in the South Caucasus*, <https://eng.globalaffairs.ru/articles/iran-and-turkeys-rise/>, 2024, consulté le 12 février 2024.

²²⁰ *The complex web of interdependence and threat balancing that prevents war between Iran and Azerbaijan | IRAS | The Institute for Iran & Eurasia studies*, <https://www.iras.ir/en/the-complex-web-of-interdependence-and-threat-balancing-that-prevents-war-between-iran-and-azerbaijan/>, consulté le 10 juin 2024.

risque d'une ouverture incertaine peut-elle l'emporter face à la promesse d'un enrichissement soudain?

*

Conclusion de la deuxième partie

Les deux victoires successives de 2020 et 2023, auxquelles s'ajoutent la redirection des flux logistiques depuis la guerre en Ukraine ont fait passer l'Azerbaïdjan d'une situation de pivot à une situation de *hub* indispensable à chacun des acteurs de la région. Il est la nouvelle plateforme logistique du Caucase Sud, et permet l'accès aux marchés russes, iraniens, turcs et européens via la Géorgie et centrasiatiques, via la mer Caspienne. La Russie, en particulier, a semble-t-il redirigé ses intérêts géoéconomiques par ce pays, plutôt qu'elle n'a véritablement perdu sa place de puissance caucasienne. Sa présence en Arménie comme en Géorgie depuis quelques mois force à constater ce maintien hégémonique.

Est-ce à dire que l'Azerbaïdjan change de rôle dans la géostratégie de Moscou? Bakou dessert les pays formant l'axe du "monde islamique", et son alliance avec la Turquie a rehaussé son importance à l'échelle régionale, comme l'a montré la dernière visite de Vladimir Poutine à Bakou²²¹. À l'occasion de cette visite, les deux présidents ont affirmé le renforcement de leur coopération en matière économique et logistique, et ont également partagé leur commun intérêt à l'ouverture des frontières entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, Moscou affichant son alignement avec le projet azerbaïdjanais porté dans les négociations.

Ce contexte géopolitique favorable à l'Azerbaïdjan et à la Turquie conduit la Russie, actuellement en guerre, à accorder à la Turquie non pas une part de sa puissance, mais une présence accrue dans la région, tout en excluant les occidentaux, une décision qui s'impose comme un principe indiscutable. Cet anti-occidentalisme est d'autant plus marqué que chacune des puissances, Russie, Turquie, Iran, et désormais Azerbaïdjan, décrivent une ambition régionale sur la base de leur vision respective de leur passé impérial. La consistance de leurs

²²¹ *LIVE: Russian President Vladimir Putin Holds Bilateral Talks with Azerbaijani President Ilham Aliyev*, s.l., s.n., 2024.

échanges, renforcée par les routes commerciales qui les lient à l'Inde, à l'Europe, à l'Asie-centrale et au Moyen-Orient, se profile comme un facteur de long terme, dont la robustesse des interactions peut se faire au détriment de l'Arménie.

Dans ce schéma régional, l'Arménie est le pays lésé du Caucase. Entourée par l'axe turco-azéri avec lequel Moscou semble coopérer, la seule interaction régionale favorable à l'Arménie serait celle d'un rapprochement russo-iranien ; mais si son renforcement pourrait contrebalancer celui turco-azéri ce dernier bénéficierait également à l'Azerbaïdjan restant la seule ligne ferroviaire directe depuis Moscou jusqu'en Iran. Dans cette architecture régionale compromise, quelle diplomatie l'Arménie peut-elle entreprendre ? L'Arménie est-elle vouée à chercher un garant de sécurité ou bien peut-elle utiliser cette situation pour renforcer ses vecteurs d'influence stratégique ? Se hisser hors de ce qui constitue un verrou régional constituerait paradoxalement l'opportunité de développer sa souveraineté et de diminuer ses dépendances envers la Russie ? Pour l'heure, elle n'en reste pas moins en position d'étranger de moins en moins proche des intérêts de Moscou.

Dans le rapport de SCEEUS²²², le déclin de la Russie est décrit comme inévitable dans la région, en raison du développement de l'alliance turco-azérie. Mais s'agit-il d'un réel déclin, ou bien de l'effet de renforcement du rôle de l'Azerbaïdjan dans un contexte géopolitique donné ?

²²² G. Badridze, M. Mammadov, S. Melkonian, et al., « Russia in the South Caucasus : Loosing, Adapting, Overcoming », art cit.

Troisième partie

Vers une diversification des partenaires stratégiques ?



En haut, logo officiel de APRI Armenia ; en bas à gauche, radar GM200 français ; en bas à droite, missiles Pinaka indien²²³.

²²³ APRI Armenia | Applied Policy Research Institute of Armenia, <https://apri.institute/>, 26 novembre 2018, consulté le 11 février 2025 *GM2004.jpg* (640×480), <https://www.defense.gouv.fr/sites/default/files/eurosatory/GM2004.jpg>, consulté le 11 février 2025 *EUAFCDKNHJB2VDVRPUM2TYRPSM.jpg* (1024×681), <https://archetype-defense-news-prod.web.arc-cdn.net/resizer/v2/EUAFCDKNHJB2VDVRPUM2TYRPSM.jpg?auth=d5ced6b4b77c2de24ced1f601e265b7f1cb93baf4e072ede1764eefcf9161c9b&width=1024&quality=70>, consulté le 11 février 2025.

I - La dépendance arménienne à la Russie

Le déséquilibre qui caractérise la relation Moscou-Erevan se décline dans l'ensemble des secteurs stratégiques. Nous qualifions de “stratégique” un secteur, celui-ci influence l'ensemble des autres corps d'activité du pays, ou a des répercussions directes sur la souveraineté politique et la vie publique du pays concerné. Dans le cas de l'Arménie, cette dépendance se décline principalement dans le domaine militaire et sécuritaire, dans le secteur de l'approvisionnement énergétique, et dans les relations commerciales et les investissements économiques réalisés. Nous avons toutefois choisi de présenter cet ensemble en deux parties regroupant, pour la première, l'ensemble des effets militaires et sécuritaires, domaine répondant à ses propres normes ; et pour la seconde, l'ensemble des autres secteurs de dépendance qui concernent davantage la population civile, regroupant les secteurs de l'énergie, des investissements et de la logistique.

Les données militaires proviennent de diverses lectures sur ce domaine, et certains sites webs. Les données économiques que nous utilisons proviennent essentiellement de sources officielles, FMI, OMC, Banque mondiale, Armstats ainsi que de médias officiels arméniens pour ce qui concerne les évolutions les plus récentes. Du reste, la plupart des données publiées en 2022 prennent en compte les résultats de l'année 2021, soit la période précédant la guerre en Ukraine et suivant la phase de forte croissance post-covid-19. Elles décrivent certaines contractions liées aux guerres et aux vagues de réfugiés.

Sur ce point, notons que la guerre en Ukraine a influencé positivement l'économie arménienne entre 2022 et 2023. Les réfugiés russes ayant déménagé en Arménie, comme la redirection des flux logistiques, anciennement passant par l'Ukraine, par le Caucase sud via l'Arménie ont eu

un réel impact sur l'économie: non seulement, la croissance, mais encore, la valeur de la monnaie dram s'est très largement appréciée²²⁴.

*

1) Le complexe militaire, organisation des forces en présence

a) Organisation et répartition des forces militaires

La Russie est physiquement présente sur plusieurs bases. La plus célèbre d'entre-elles est la 102e base de l'ordre de Nevski²²⁵ située à Gyumri. Elle participe au programme de renforcement militaire opéré par la république d'Arménie, ayant rejoint l'OTSC en 1992, qui autorise la présence de troupes russes sur son sol²²⁶. Depuis, la présence des forces russes à Gyumri a été reconduite en date du 20 Août 2010 pour un contrat de plus de trente ans, jusqu'en 2044²²⁷. Cette base est composée d'environ 5 000 conscrits, et abrite plusieurs missiles longue portée de type S-300²²⁸.

L'aérodrome d'Erebouni, autrement nommé 3 624e base aérienne, par son appellation russe, est situé au sud-est de Erevan. Il est doté de chasseurs de type Su-30SM²²⁹, et d'hélicoptères d'attaque Mi-24P, et de transport

²²⁴ *Le ministre l'Economie s'inquiète de l'appréciation du dram*, <https://www.norharatch.com/archives/news/le-ministre-leconomie-sinquiete-de-lappreciation-du-dram>, consulté le 19 mai 2024.

²²⁵ CONSULAT GÉNÉRAL DE RUSSIE À GJUMRI, RÉPUBLIQUE D'ARMÉNIE, *102e base militaire russe*, https://web.archive.org/web/20200610091601/https://gyumri.mid.ru/ru/sootechestvenniki/102_aya_rossiyskaya_voennaya_baza/, 10 juin 2020, consulté le 25 avril 2024.

²²⁶ *Russian fighter aviation holds drills in skies over Armenia*, <https://tass.com/defense/1379637>, consulté le 11 février 2025.

²²⁷ *Vesti.Ru: Армения выслушала российскую оценку карабахского вопроса*, <https://web.archive.org/web/20190422114344/https://www.vesti.ru/doc.html?id=387102>, consulté le 25 avril 2024.

²²⁸ *Новости Р. И. А., Плановая смена военнослужащих-срочников началась на базе России в Армении*, <https://ria.ru/20160425/1419969662.html>, 20160425T2243, consulté le 11 février 2025.

²²⁹ *Russian airbase in Armenia will be re-equipped with Su-30SM fighter jets — source*, <https://tass.com/defense/1055069>, consulté le 11 février 2025. Le nombre exact n'est pas donné. Il

Mi-8MT²³⁰. Hormis cette présence au sol, une protection du ciel arménien serait assurée par le survol permanent d'un chasseur au-dessus du territoire.

Enfin, jusqu'à récemment et depuis trente deux ans, les forces russes étaient en charge du contrôle des frontières à l'aéroport de Zvartnots ; elles ont quitté les lieux fin juillet 2024²³¹.

b) Organisation des gardes-frontières

À cette présence dans les airs et sur terre, s'ajoute celle d'un détachement de plusieurs centaines de gardes frontières le long du corridor de Zanguezour, à la jonction de l'Arménie, de l'Iran, de l'Azerbaïdjan et du Nakhitchevan. Les effectifs russes sont rattachés au FSB. Ils sont répartis sur plusieurs sites depuis la signature du cessez-le-feu de 2020.

Le premier d'entre eux est une base située dans le quart est du corridor, au bord de la frontière avec l'Azerbaïdjan. Le second est à environ dix kilomètres du premier, le long de la route menant à Meghri, et au bord de l'Araxe.

Les autres sont localisés à l'autre bout du corridor, dans sa partie ouest. Au sud de Meghri, en retrait de la ville, est localisée une base militaire russe. Plus près de la frontière avec l'Iran, dans les montagnes, au Nord de la ville d'Agarak, se trouve une autre base de gardes-frontières. Enfin, plus à l'Ouest, dans le prolongement de la route qui mène au Nakhitchevan, se trouve la dernière base que nous avons recensée.

Dans le cadre de notre séjour en Arménie, nous nous sommes rendus dans cette partie du corridor, entre Meghri, Agarak et Araksahen où se trouve l'ancienne station de train de Meghri, du temps de l'URSS, désormais

est toutefois dit que les Soukoï ont remplacé les précédents 18 Mig-29, entre 2020-2021, laissant supposer un nombre similaire de chasseurs dans la base.

²³⁰ « Russian fighter aviation holds drills in skies over Armenia », art cit.

²³¹ *Russian border guards leave Yerevan's Zvartnots airport after 32 years of service*, <https://tass.com/politics/1823727>, consulté le 11 février 2025.

abandonnée²³². Nous avons marché le long de la route, et avons pu observer, à notre échelle, la façon dont était organisée une partie du système de sécurité frontalier. Celui-ci était organisé autour de miradors de dix mètres de haut, installés tous les deux-trois kilomètres le long de l'Araxe. Dans chaque mirador se trouvait un garde scrutant la vallée à l'aide de jumelles ; entre les miradors, un système de surveillance composé de caméras espacées tous les cinq-cent mètres, à environ cinq mètres de haut, filmait la route. Quant à la frontière, celle-ci était dotée de trois niveaux : une première clôture métallique en barbelés mesurant environ 1,5 m de haut sépare une seconde clôture grillagée et barbelée, mesurant environ 2,5 m de haut. Entre les deux, un espace de cinq mètres à découvert où se trouve un détecteur de mouvement. Enfin, une dernière barrière, celle-ci naturelle, sépare les deux pays : il s'agit d'un ensemble d'espaces marécageux bordant les rives de l'Araxe et du flot impétueux de cette rivière.

2) Les dépendance énergétiques

L'Arménie utilise principalement quatre sources d'énergie: l'énergie gazière, nucléaire, hydraulique et solaire. La part du secteur gazier qui est considérable, sert les usages industriels, et civils. Elle est une composante considérable de l'activité productrice et de la consommation arménienne.

L'électricité provient en grande partie des barrages hydroélectriques, du nucléaire et de panneaux solaires représentant à eux trois les deux-tiers de la production d'électricité annuelle²³³. Si l'approvisionnement hydraulique et nucléaire garantissent une source d'approvisionnement stable, l'intermittence propre aux énergies renouvelables implique qu'une source alternative de production d'électricité soit utilisée. L'activité gazière, et les projets de

²³² Voir annexes de la partie 3, document 2.

²³³ *Comprendre les énergies bas-carbone en Arménie avec les données | Low-Carbon Power*, <https://lowcarbonpower.org/fr/region/Arm%C3%A9nie>, consulté le 11 février 2025. Respectivement 25,1% de nucléaire et 30% d'hydraulique, en 2022.

nouveaux réacteurs nucléaires vont dans ce sens ; et la Russie est présente dans chacun de ces secteurs.

a) L'énergie gazière : Gazprom Armenia

*Gazprom Armenia*²³⁴ est l'une des filiales de la multinationale russe. Elle délivre et achemine 85% du gaz consommé en Arménie ; le reste est assuré depuis l'Iran, via un gazoduc dont *Gazprom* assure la maintenance . Le secteur gazier est clef, puisqu'il représente entre 30 et 40% de la production d'électricité pour les ménages et une part substantielle de la consommation du secteur industriel.

Les activités de Gazprom comprennent l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement : l'importation, la maintenance du réseau de distribution, la constitution de réserves, la production d'électricité, et la modernisation.

Le système totalise entre 1 500 et 1 700 km de long, et inclut des stations de distribution, des centres de mesures, des installations de protection, et des centres et stations de transformation.

Son réseau est organisé en un système de distribution à travers toute l'Arménie. Il part de la frontière azerbaïdjanaise située au Nord du Tavush, puis se dirige plus à l'Ouest jusqu'à Gyumri, et rejoint Erevan en suivant la ligne ferroviaire qui longe la frontière turque, en passant par Armavir et Massis. À partir de Erevan, la ligne se répartit en deux embranchements : une première branche remonte vers le Nord, en direction de Sevan pour se diviser en deux, l'une retournant se greffer au réseau depuis lequel elle était partie, en direction du Tavush et du Lori, et l'autre se dirige vers l'Est, en direction de Vardenis, ville excentrée située sur la rive orientale du lac Sevan. Une seconde branche descend vers le Sud et suit l'itinéraire de la route menant à Goris, Kapan, et Meghri jusqu'en Iran²³⁵. À cet égard, Gazprom a également effectué

²³⁴*Gazprom Armenia CJSC*, <https://armenia.gazprom.com/>, consulté le 11 février 2025.

²³⁵ Voir annexes de la partie 3, document 3.

la construction d'un gazoduc alternatif reliant l'Iran à l'Arménie et passant par un plateau montagneux à plus de 3000 mètres d'altitude sur une longueur de 190 km. L'ensemble de ces réseaux constitue l'actuel système arménien.

Un centre de constitution de réserve est situé à Abovyan, au Nord de Erevan. Il sert à prévoir les situations de pic, lors des phases de surconsommation, notamment en hiver.

Un centre de production d'électricité est localisé au Nord de Hrazdan. Il s'agit de la 5e unité de production d'électricité ouverte en Arménie par Gazprom.

Gazprom fournit également du GNV à usage civil, distribué dans un réseau de 346 stations services.

D'un point de vue économique et fiscal, il est l'un des principaux acteurs de l'économie arménienne car il constitue le premier employeur du pays ; ses investissements en Arménie se mesurent à hauteur de 950 millions de dollars, et l'entreprise prévoirait même d'investir 500 millions de dollars supplémentaires d'ici à 2030 ; enfin, il contribue aux rentrées fiscales de l'État arménien, et affirme ainsi payer de 130 millions de drams de taxes par jour, soit, un équivalent de 300 500 euros. Sur ce point, au cours de la période allant de janvier à juin 2024, Gazprom est même recensé troisième plus gros payeur du pays²³⁶.

b) L'énergie hydroélectrique : TASHIR

Le secteur hydroélectrique a été initié sous l'URSS, pendant les années 1920. L'ensemble des centrales construites ont pleinement participé au processus d'autonomie énergétique du pays. Les barrages sont très nombreux en Arménie ; ils sont répartis dans les régions humides et minérales de Sevan,

²³⁶ « Gazprom Armenia CJSC », art cit. À hauteur de 27 588 615 000 drams, soit environ 65 millions d'euros .

du Tavush, du Lori, et du Syunik, soit aux deux groupes de régions nord et sud, qui correspondent aux deux consortiums distincts chargés de la gestion de ces barrages.

Ainsi, la cascade Sevan-Hrazdan est un regroupement de plusieurs centrales achetées par un consortium russe *TASHIR*, en 2019-2010, pour la somme de 172,96 millions de roubles²³⁷ ; elle appartient à hauteur de 90 % à ce groupe²³⁸.

Elle est composée de sept centrales hydroélectriques :

- Sevan (4 MW)
- Hrazdan (81 MW)
- Argel (224 MW)
- Arzni (70 MW)
- Kanaker (102 MW)
- Erevan-1 (44 MW) et Erevan-3 (5 MW)

Il s'agit de l'unique consortium russe dans le domaine de production hydroélectrique. Notons que le second, le *Vorotan ContourGlobal Cascade* appartient à une holding américano-britannique, *ContourGlobal*, depuis 2015. Elle est le seul et principal concurrent du groupe *TASHIR* dans ce domaine. *Vorotan ContourGlobal Cascade* est notamment dotée de trois turbines hydroélectriques qui opère sur la rivière Vorotan, dans le Syunik.

²³⁷ Environ 1,5 millions d'euros.

²³⁸ *Tashir adds Armenia's largest energy producer to its portfolio*, <https://tashir.ru/en/media/news/2020/portfel-tashir-popolnilsya-krupneyshim-proizvoditelem-elektroenergii-v-armenii.html>, consulté le 11 février 2025.

c) L'énergie nucléaire : Rosatom

La centrale nucléaire de Metsamor située dans la vallée de la province d'Armavir, à une heure de Erevan, produit environ 40% de l'électricité du pays.

Historiquement composée de deux réacteurs sous l'URSS, ces derniers furent fermés, après le tremblement de terre de Spitak en 1988 ; six ans plus tard, en 1995, l'un des deux – l'unité 2 – ouvrit à nouveau pour combler la pénurie d'électricité. Cette réouverture ne devait être que provisoire, mais quarante ans plus tard, ce même réacteur est toujours en fonctionnement.

La centrale est gérée par le groupe *CJSC HAЕК* mais son fonctionnement dépend du géant du nucléaire russe *Rosatom*. Il a été reconduit jusqu'en 2026²³⁹, avant de l'être à nouveau pour 2036 l'an passé²⁴⁰. La question n'est aujourd'hui plus celle de sa fermeture, mais celle de la construction d'un nouveau réacteur plus puissant, plus sécurisé, et mieux adapté aux normes sismiques selon les critères contemporains. Le projet est en négociation ; si un mémorandum a été signé avec la Russie²⁴¹, un autre l'a été avec les États-unis²⁴².

²³⁹ *Rosatom State Atomic Energy Corporation ROSATOM global leader in nuclear technologies nuclear energy*, https://www.rosatom.ru/en/press-centre/news/head-of-rosatom-alexei-likhachev-and-prime-minister-of-the-republic-of-armenia-nikol-pashinyan-discu/?sphrase_id=5822969, consulté le 11 février 2025.

²⁴⁰ *Armenia to Pay Russian Company \$65M to Prolong Life of Metzamor Nuclear Plant*, <https://hetq.am/en/article/162817>, 13 décembre 2023, consulté le 11 février 2025.

²⁴¹ « *Rosatom State Atomic Energy Corporation ROSATOM global leader in nuclear technologies nuclear energy* », art cit.

²⁴² *U.S. or Russia? Armenia Discusses New Nuclear Power Plant with Both*, <https://hetq.am/en/article/167971>, 9 juillet 2024, consulté le 11 février 2025.

3) Le secteur industriel et les activités tertiaires

a) Le secteur minier : Geopromining

L'Arménie est un pays riche en minerais ; plusieurs dizaines de minerais ont été recensés par le ministère, notamment le molybdène, le cuivre, l'or, l'argent, l'aluminium et le fer. Ces richesses sont réparties sur 400 mines, dont 22 seulement sont exploitées sur le territoire²⁴³. Les plus considérables d'entre elles sont détenues par des compagnies russes , et une personne en particulier : le groupe *Geopromining* et la personne de Roman Trotsenko. Cet oligarque possède les cinq plus grosses mines du pays:

- La *Zangezur Copper-Molybdenum Combine*²⁴⁴ est la plus grande société minière d'Arménie qui opère sur la plus grosse mine du pays. Il s'agit d'une mine de cuivre et de molybdène, située à Kajaran, dans le Syunik. Elle a été rachetée en 2022 par le géant russe *Geopromining* qui détient plus de 60% des parts de la mine²⁴⁵. Cette société réalise à elle-seule 16% des taxes perçues par le pays, soit environ 350 millions d'euros²⁴⁶, et exploite environ 20 Mt/an.
- *Geopromining Gold* est une filiale du groupe qui détient la mine d'or arménienne de Sotk, village situé à la frontière entre le Gegharkunik et l'Azerbaïdjan. Il s'agirait de la deuxième plus grosse mine du pays.

²⁴³ *General Information - Mining Resources - www.minenergy.am*, <http://www.minenergy.am/en/page/472>, consulté le 11 février 2025.
Pg_0681899410_methanq.jpg (9780×7183),
http://www.minenergy.am/storage/files/pages/pg_0681899410_methanq.jpg, consulté le 11 février 2025.

²⁴⁴ *Zangezur Copper Molybdenum Combine*, <https://www.zcmc.am/>, consulté le 11 février 2025.

²⁴⁵ GOVERNMENT OF REPUBLIC OF ARMENIA, *This is the first step of a broader investment vision: The Government is a co-owner of ZCMC*, <https://www.gov.am/en/news/item/9991/> , 1 octobre 2021, consulté le 11 février 2025.

²⁴⁶ AVESTISYAN Ani, *Who are the Russian owners of Armenian mines*, <https://www.civilnet.am/en/news/758037/who-are-the-russian-owners-of-armenian-mines/> , 27 novembre 2023, consulté le 11 février 2025.

- L'*Agarak Copper-Molybdenum Mine* est une autre propriété de Roman Trotsenko. Elle est située dans la ville d'Agarak, à quinze kilomètres de celle de Karajan, et exploite du cuivre et du molybdène.
- Roman Trotsenko détient aussi l'*Ararat Gold Recovery Plant*, située au bord de la ville éponyme d'Ararat. Cette mine d'or en pleine expansion exploite 1 Mt d'or par an, et projette de doubler cette production dans les années à venir²⁴⁷.
- Enfin, la mine de Teghut est une mine de cuivre et de molybdène, située au nord du Lori, non loin de la frontière avec l'Azerbaïdjan. Elle est détenue par des capitaux russes, dont la banque russe VTB Bank qui opère également en Arménie²⁴⁸.

b) Le secteur bancaire : VTB Bank

VTB Bank Armenia est la plus grosse banque d'investissement en Arménie ; elle est aussi une filiale du groupe russe *VTB Bank*, dont le président du conseil de surveillance est Anton Silouanov, anciennement proche conseiller du Président V. Poutine, et récemment nommé ministre des Finances. Cette banque est aussi actionnaire majoritaire de la mine de Teghut, précédemment mentionnée.

c) Le secteur ferroviaire : Russian Railways

L'ensemble des lignes ferroviaires arméniennes, Erevan-Tbilissi, Erevan-Shorzha et Erevan-Yerashk sont dépendantes de la compagnie de chemin de fer arménienne South Caucasus Railway, elle-même gérée par des capitaux russes de la compagnie “ de chemins de fer russe”, *Российские железные дороги*²⁴⁹. Acquisée en 2008 pour 30 ans, et renouvelables pour dix

²⁴⁷ *Ararat Gold Recovery Plant to Increase Production; Tailings Dam Capacity at Issue*, <https://hetq.am/en/article/134880>, 23 août 2021, consulté le 11 février 2025.

²⁴⁸ Voir annexes partie de la partie 3, document 4.

²⁴⁹ La *Российские железные дороги* a obtenu en 2008 un contrat de gestion de la compagnie arménienne pour 30 ans.

ans, cette compagnie russe détient 100% de la *South-Caucasian Railway*. Elle permet d'effectuer le transit des hommes et des marchandises. Elle a donc un rôle capital dans les échanges de produits industriels au sein de l'Arménie, et ses échanges transfrontaliers avec la Géorgie.

4) Quel impact de cette dépendance sur les leviers de croissance ?

L'Arménie est un pays en plein essor économique. Son dynamisme est fortement lié aux secteurs de pointe à haute valeur ajoutée et à ses activités industrielles. La croissance qui en résulte suit une tendance haussière à plus de 7% par an depuis 2017, ayant même atteint un pic inattendu à 12,6% en 2022. En nous appuyant principalement sur les bases de données de la Banque mondiale et de l'OMC, nous avons effectué une analyse sectorielle de l'économie arménienne. Pour ce faire, nous avons retracé le profil économique de l'Arménie depuis 2015 et montré la part occupée par chacun des secteurs d'activité dans la croissance arménienne. Le secteur industriel est le secteur le plus lucratif de l'économie arménienne, mais le secteur tertiaire est en pleine expansion depuis 2022. Il représente le secteur par lequel l'Arménie envisage d'intensifier ses efforts, en vue d'une diversification de son économie.

a) Une croissance soutenue par le secteur industriel jusqu'en 2022

La croissance arménienne suit une augmentation constante à un niveau élevé depuis 2015. Le graphique et les données de la Banque mondiale²⁵⁰ mettent en évidence le dynamisme sur une période allant jusqu'en 2022, au cours de laquelle l'évolution annuelle du PIB a doublé passant 10,5 à 21,2 milliards de dollars en 2023. Comme l'inflation est contenue à un niveau stable de 3,4% depuis 2020²⁵¹, le niveau de pouvoir d'achat des ménages s'est

²⁵⁰ Voir annexes de la partie 3, document 5.

²⁵¹ *Taux d'inflation Arménie 2014-2024*, <https://fr.statista.com/statistiques/1037499/taux-d-inflation-en-armenie/>, consulté le 19 avril 2024.

maintenu à un niveau raisonnable pendant cette période. De même, l'augmentation de l'endettement public à environ 10% sur la période 2014-2023²⁵² n'explique pas à lui seul tout l'essor de cette croissance ni sa capacité à repartir après la crise du covid, ni enfin sa résistance aux évènements géopolitiques touchant directement l'Arménie comme les guerres survenues au Karabakh ; l'endettement public s'est même réduit de 2% entre 2020 et 2023²⁵³.

b) L'expansion du secteur tertiaire

L'essor économique n'est pas le produit de l'endettement artificiel, mais celui d'un réel dynamisme économique qui provient des exportations liées au secteur d'activité industriel jusqu'en 2022²⁵⁴. Si le secteur des produits agricoles²⁵⁵ est excédentaire, sa valeur ajoutée reste marginale. Le second secteur excédentaire est celui des fuels et des produits miniers²⁵⁶ par lequel l'Arménie assure l'essentiel de ses exportations ; ce secteur est aussi le plus gros contributeur de taxes payées à l'État.

Depuis 2022 et la guerre en Ukraine, la venue massive de populations russes a généré une augmentation massive du secteur des services à plus de 26%²⁵⁷. Leur implantation en Arménie s'est révélée profitable au secteur touristique, bancaire et du numérique.

²⁵² *Dette nationale brute par rapport au PIB Arménie 2014-2024*, <https://fr.statista.com/statistiques/717111/dette-nationale-armenie-par-rapport-au-produit-interieur-brut-pib/>, consulté le 19 avril 2024.

²⁵³ *Ibid.*

²⁵⁴ Voir annexes de la partie 3, document 6.

²⁵⁵ Essentiellement l'exportation de tabac et d'alcool, respectivement 320 et 292 millions de dollars.

²⁵⁶ Environ 1,147 milliards de dollars.

²⁵⁷ *Situation économique et financière de l'Arménie - ARMÉNIE | Direction générale du Trésor*, <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/AM/indicateurs-et-conjoncture>, consulté le 19 avril 2024.

Le secteur bancaire a suivi un doublement des transferts de fonds depuis l'étranger estimés à 1,9 milliards de dollars en 2022. La part de la Russie représente 61% de cette augmentation ; ils s'ancrent dans un schéma économique de développement du secteur tertiaire arménien. En effet, la diaspora arménienne de Russie est la plus nombreuse au monde, estimée entre 2,5 et 3 millions²⁵⁸ ; elle fournit les deux-tiers des transferts de fonds annuels vers l'Arménie estimés à plusieurs milliards de dollars annuels²⁵⁹. Elle participe activement au maintien du pouvoir d'achat des ménages, et donc à une augmentation de la demande. Au premier trimestre 2024, sur les près de 364 millions de dollars en provenance de la diaspora, 234 millions de dollars provenaient de la diaspora russe²⁶⁰.

Enfin, le secteur du numérique représente un nouveau secteur de pointe lié à la fuite d'auto-entrepreneurs russes venus s'établir en Arménie pour échapper à la mobilisation partielle décrétée dans le cadre de la guerre en Ukraine. Ce processus a contribué activement à la modernisation accélérée de l'ensemble du secteur tertiaire arménien du numérique, tant dans le développement de programmes et leur maintenance, que dans l'ingénierie de pointe et l'intelligence artificielle. Ainsi, en trois ans, la valeur du marché du numérique arménien a doublé, passant, en 2021, de 65 millions de dollars, à près de 132 millions de dollars, fin 2024²⁶¹. Les projections de ce marché supposent que sa valeur pourrait encore doubler d'ici à 2030, et atteindre les

²⁵⁸ *Cartographie. La diaspora arménienne en un coup d'œil*, <https://www.courrierinternational.com/grand-format/cartographie-la-diaspora-armenienne-en-un-coup-doeil>, 12 décembre 2020, consulté le 20 avril 2024.

²⁵⁹ *Russia's powerful economic levers over Armenia* | Eurasianet, <https://eurasianet.org/russias-powerful-economic-levers-over-armenia>, consulté le 20 avril 2024.

En 2022, sur les quelque 5,6 milliards de dollars, 3,6 milliards provenaient de la diaspora arménienne de Russie.

²⁶⁰ *Новости Армении и Спюрка/6 марта 2024*, s.l., s.n., 2024.

²⁶¹ *IT Services - Armenia* | Statista Market Forecast, <https://www.statista.com/outlook/tmo/it-services/armenia>, consulté le 11 février 2025.

200 millions de dollars²⁶². Des programmes de coopération bilatéraux entre ce marché et celui indien seraient même en cours de développement²⁶³.

Plus généralement, l'Arménie est un pays qui connaît une forte diversification de ses activités productives dans le secteur tertiaire²⁶⁴. Ce dernier est bénéfique à l'économie du pays, car il implique une population éduquée pour un travail à plus grande valeur ajoutée. Il contribue aussi à créer des emplois et des taxes pour l'Etat, dont l'une des conséquences est d'amoindrir la dépendance de l'Arménie envers les gros groupes russes. Le numérique et le tourisme représentent respectivement 20% et 61% du secteur tertiaire arménien, et constituent les deux secteurs d'activités privilégiés par l'actuel gouvernement qui mise sur leur évolution comme d'un d'indépendance²⁶⁵.

c) Les partenaires commerciaux

Cependant, en matière d'importation comme d'exportation, les partenaires commerciaux de l'Arménie sont assez homogènes. Les graphiques que nous présentons datent de 2022, et mettent en exergue l'importance de trois acteurs ; par ordre d'importance : la Russie, l'UE et la Chine. Ces partenaires sont les principaux tant à l'importation qu'à l'exportation, à l'exception des EAU. Parmi l'ensemble des acteurs, il ressort que la Russie est incontestablement le premier partenaire commercial de l'Arménie. Elle représente 30% de ses importations, et près de 38% de ses exportations²⁶⁶.

²⁶² *Ibid*

²⁶³ *Armenia, India discuss boosting high-tech cooperation*, <https://armenpress.am/en/article/1198650>, 30 août 2024, consulté le 11 février 2025.

²⁶⁴ Voir annexes de la partie 3, document 7.

²⁶⁵ WTO, Trade profile Armenia 2023, https://www.wto.org/english/res_e/statis_e/daily_update_e/trade_profiles/AM_e.pdf. De 2015 à 2022 le secteur du tourisme a connu une augmentation de +300%

²⁶⁶ Voir annexes de la partie 3, document 8.

L'ensemble de nos données datant de 2022, il est possible que certains changements soient survenus. Notre suivi quotidien de l'actualité arménienne décrit une tendance haussière des exportations vers les EAU²⁶⁷ au premier trimestre 2024 ; suivi d'un accroissement des échanges avec l'Iran²⁶⁸, avec le Kazakhstan²⁶⁹, ainsi qu'avec l'Inde²⁷⁰ et la France²⁷¹, dans un contexte particulier d'importation d'armements.

*

La dépendance arménienne envers la Russie est pour l'heure incontestable. L'ensemble des secteurs d'activité mentionnés ont une place structurant au sein de l'économie arménienne. Elles participent notamment à son faible coût de l'énergie, qui participe au développement commercial du secteur secondaire et tertiaire, et à soutenir la dynamique de croissance. Toutefois, au regard de la politique menée par le gouvernement arménien depuis ces dernières années, une dynamique de diversification est à l'œuvre. Les premiers effets de cette politique sont visibles dans certains secteurs de l'économie, et dans le départ des forces russes de certaines zones où ces dernières étaient jusqu'alors déployées.

Enfin, la part des nouveaux résidents russes arrivés depuis la guerre en Ukraine pose la question du devenir de ces populations sur le territoire

²⁶⁷ *Новости Армении и Спюрка/5 апреля 2024*, s.l., s.n., 2024*Новости Армении и Спюрка/20 февраля 2024*, s.l., s.n., 2024. Échanges commerciaux avec l'EAU estimés à 1,2 milliards de dollars au premier trimestre 2024

²⁶⁸ *Новости Армении и Спюрка/16 февраля 2024*, s.l., s.n., 2024. L'Arménie et l'Iran sont convenus d'une augmentation des échanges à hauteur de trois milliards de dollars annuel.

²⁶⁹ *Новости Армении и Спюрка/16 апреля 2024*, s.l., s.n., 2024*Новости Армении и Спюрка/15 апреля 2024*, s.l., s.n., 2024.

²⁷⁰ *Новости Армении и Спюрка/15 марта 2024*, s.l., s.n., 2024*Новости Армении и Спюрка/22 февраля 2024*, s.l., s.n., 2024.

²⁷¹ *Новости Армении и Спюрка/9 апреля 2024*, s.l., s.n., 2024*Новости Армении и Спюрка/5 апреля 2024*, s.l., s.n., 2024. op. cit.

arménien, en cas de résolution du conflit. L'augmentation significative du secteur bancaire, touristique et numérique liée à leur venue peut-elle perdurer, ou bien est-elle vouée à disparaître avec leur retour potentiel en Russie ? L'Arménie peut-elle maintenir un niveau de croissance tel qu'elle s'en est montrée capable entre 2022 et 2024 ? La question des prochaines années semble être celle de la fidélisation par le gouvernement arménien des expatriés étrangers sur son territoire. Comment l'Arménie peut-elle conserver ces cerveaux sur son territoire ? La diversification de son économie à de nouveaux partenaires représente-t-elle une alternative ?

*

II - L'Arménie loin de l'UE, mais proche de l'Europe ?

Membre du projet de partenariat oriental de l'UE depuis 2009, l'Arménie a toutefois rejoint l'UEEA en 2015²⁷². Cependant, depuis l'élection du nouveau gouvernement Pachinian II, après sa reconduction suite au référendum de 2021, les signes de rapprochement avec l'UE se sont multipliés, et ce, à plus forte raison depuis la défaite de 2023. Aussi, en mars 2024, le premier Ministre arménien a-t-il appelé au dialogue public concernant une éventuelle candidature de l'Arménie au processus d'Etat membre de l'UE²⁷³. Quelques jours auparavant, Ararat Mirzoyan avait lui-même déclaré que parmi l'ensemble des nouvelles opportunités offertes à l'Arménie, “le processus d'adhésion à l'UE” était l'une d'entre elles²⁷⁴ – ces deux propos furent tenus un mois après que l'Arménie ait rejoint la CPI²⁷⁵.

Qu'il s'agisse d'une simple séquence politique, en réaction à la perte du Haut-Karabakh, ou bien d'une réelle ambition politique pensée sur le plus long terme, l'Arménie a, semble-t-il, perpétué les signes en faveur d'un

²⁷² *Accession of the Republic of Armenia to the EAEU*, https://eec.eaeunion.org/en/comission/departement/dep_razv_integr/prisoedinenie-gosudarstv-k-eaes/ra.php, consulté le 13 février 2025.

²⁷³ *PM calls on Armenians to discuss EU membership*, <https://www.euractiv.com/section/enlargement/news/pm-calls-on-armenians-to-discuss-eu-membership/>, 14 mars 2024, consulté le 13 février 2025.

²⁷⁴ *Armenia mulling EU membership application, foreign minister says*, <https://www.politico.eu/article/armenia-mulling-eu-membership-application-foreign-minister-mirzoyan-says/>, 9 mars 2024, consulté le 13 février 2025.

²⁷⁵ *International Criminal Court welcomes Armenia as a new State Party | International Criminal Court*, <https://www.icc-cpi.int/news/international-criminal-court-welcomes-armenia-new-state-party>, consulté le 13 février 2025.

La Cour pénale internationale accueille l'Arménie en tant que nouvel État partie | International Criminal Court, <https://www.icc-cpi.int/fr/news/la-cour-penale-internationale-accueille-larmenie-en-tant-que-nouvel-etat-partie>, consulté le 13 août 2024.

rapprochement avec l'UE²⁷⁶²⁷⁷. Depuis lors, le maintien des observateurs de l'UE aux frontières avec l'Azerbaïdjan²⁷⁸, le lancement du dialogue visant à libéraliser le régime de visa et ses engagements à poursuivre des réformes économiques et sociales, relatives au plan de croissance 2027, et l'aide de 270 million d'euros fournie par l'UE à cette même occasion, représentent l'essentiel des gains de la relation entre l'Arménie et Bruxelles²⁷⁹.

Au-delà des promesses et des déclarations, cette perspective européenne de l'Arménie n'en reste pas moins suspendue à des facteurs institutionnels, géographiques et géopolitiques : membre de l'UEEA, l'Arménie ne peut prétendre être membre des deux unions économiques simultanément ; une entrée de l'Arménie dans l'UE impliquerait que l'UE soit frontalière de l'Iran, ce qui semble inenvisageable tant pour Bruxelles que pour Téhéran ; enfin, comme précédemment décrit, l'économie arménienne reste très largement dépendante de celle de la Russie, et plusieurs milliers de ses soldats restent basés sur son territoire.

L'Arménie paraît être à la croisée des chemins, entre adopter une politique d'intégration européenne, quoi qu'il en coûte, et accepter son statut géographique de pays eurasiatique, et se restreindre à des relations bilatérales avec les pays membres. Dans un contexte de relance de l'UE par la guerre en Ukraine, et de partenariat économique renforcé de cette dernière avec l'Azerbaïdjan, comment se positionne l'Arménie vis-à-vis de l'UE et de ses États souverains ?

²⁷⁶ ՌԴ «Ազատություն», « Russia Condemns Armenian Officials' Trip To Ukrainian Town », in «Ազատ եվրոպա/Ազատություն» հանդիպում, 11:25:40Z p.

L'Arménie envoie d'un diplomate arménien en Ukraine visiter Boutcha en juin 2024,

²⁷⁷ *EU and Armenia Launch Visa Liberalisation Dialogue*, https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/ip_24_4610, consulté le 13 février 2025.

²⁷⁸ AVETISYAN Ani, *Azerbaijan wants EU monitoring mission to leave*, <https://eurasianet.org/azerbaijan-wants-eu-monitoring-mission-to-leave>, 18 décembre 2024, consulté le 13 février 2025.

²⁷⁹ « EU and Armenia Launch Visa Liberalisation Dialogue », art cit.

*

1) Les organes de la politique étrangère de l'UE

A l'échelle de l'UE, au moins cinq structures²⁸⁰ sont chargées de mettre en place la politique extérieure de l'UE : le Conseil européen et le Conseil de l'Union européenne sont chargés de son élaboration ; leurs décisions doivent être prises à l'unanimité, sauf exception. Le Haut Représentant de l'Union, Josep Borrell, est chargé de la conduire et de la représenter. La Commission européenne, dont Ursula von der Leyen est la Présidente, dispose aussi de compétences en matière de commerce extérieur. Le rôle du Parlement européen est, quant à lui, de nature consultative. En matière de politique étrangère, sa fonction législative consiste à proposer, approuver ou empêcher une décision ; il vote aussi le budget de l'UE.

2) Le partenariat oriental de l'UE et l'Arménie, deux réalités distinctes ?

Les relations de l'UE avec l'Arménie et plus largement avec les pays du Caucase, sont le reflet de décisions prises par l'ensemble des vingt-sept membres représentants, Ministres ou Présidents. Ils votent l'orientation politique à suivre, s'il s'agit du Conseil européen ; ils votent la décision à

²⁸⁰ *Conseil européen – Rôles et pouvoirs | Union européenne*, https://european-union.europa.eu/institutions-law-budget/institutions-and-bodies/search-all-eu-institutions-and-bodies/european-council_fr, consulté le 13 février 2025.

Le Conseil de l'Union européenne, <https://www.consilium.europa.eu/fr/council-eu/>, consulté le 13 février 2025.

Le haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité - *EUR-Lex*, https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=legissum:high_representative_cfsp, consulté le 13 février 2025.

Politique étrangère: objectifs, instruments et réalisations | Fiches thématiques sur l'Union européenne | Parlement européen, <https://www.europarl.europa.eu/factsheets/fr/sheet/158/politique-etrangere-objectifs-instruments-et-realizations>, 31 mars 2024, consulté le 13 février 2025.

appliquer, s'il s'agit du Conseil de l'Union européenne. A cette échelle de l'UE, la question arménienne est l'une des questions au sein d'un dispositif plus large qui inclut l'Azerbaïdjan, Géorgie, la Biélorussie, la Moldavie et l'Ukraine, autrement appelé le *partenariat oriental*²⁸¹ (PO).

La politique mise en avant par l'UE repose essentiellement sur l'intégration de nouveaux membres et, pour ce faire, la promotion de normes censées rapprocher de l'UE chacun des pays les adoptant. Ce parcours d'intégration doit être accompagné par l'adoption de réformes politiques, économiques et juridiques dans les pays concernés, afin de promouvoir un système de gouvernance libéral et démocratique. Dans son mémoire sur la question, Pierre-Louis Lobel²⁸² met en exergue l'évolution de ce partenariat dix ans après son lancement. L'un des constats qu'il établit est que, si l'UE souhaite sécuriser ses frontières grâce au partenariat oriental, elle délimite par ce processus même les frontières de son extension. C'est par ce biais que l'UE se pense comme une puissance géopolitique. Toutefois, il reconnaît aussi que les instruments de l'UE pour l'application de cette politique d'extension sont limités aux secteurs normatif et au juridique, et, ce faisant, ne permettent pas le développement d'une véritable géopolitique européenne.

Les rapprochements établis avec l'ensemble des pays du Caucase se limitent effectivement à des simplifications de régime de visa, comme en Géorgie²⁸³, ou bien à l'adoption de normes économiques, comme en Arménie²⁸⁴.

²⁸¹ *Partenariat oriental*, <https://www.consilium.europa.eu/fr/policies/eastern-partnership/>, consulté le 13 février 2025.

²⁸² Pierre-Louis LOBEL, *La stratégie d'influence et la sécurisation économique et politique des frontières de l'Union européenne dans sa politique de voisinage à l'Est dans le cadre du Partenariat oriental*, mémoire de master 2, dirigé par Xavier Aurégant, ISIT intercultural school, 2021 <https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-03573464>.

²⁸³ Signature de l'ALECA en 2016, fournissant un assouplissement du régime des visas.

²⁸⁴ L'Arménie signe en 2017 un accord de "partenariat global renforcée" avec l'UE.

Cette première difficulté de l'avancement du processus d'adhésion, se double d'une contradiction, cette fois-ci, en provenance de l'UE et de ses relations avec les pays de la région. Le cas des relations de l'UE avec l'Azerbaïdjan met en relief l'une de ces contradictions. Pour Benjamin Poghosyan²⁸⁵, cette contradiction constitue un paradoxe qui s'incarne à deux niveaux : au niveau de l'UE, qui adopte des positions politiques en contradiction avec les principes qu'elle promeut ; et au niveau des relations avec les États membres, où certains n'appliquent pas la politique votée, qu'ils devraient pourtant suivre en leur qualité de membre.

Ce paradoxe se constate à l'échelle des relations établies entre l'UE avec l'Arménie et l'Azerbaïdjan. En juin 2022, Ursula von der Leyen a ratifiée un protocole d'accord en matière de coopération énergétique²⁸⁶ avec Ilham Aliev. Ce rapprochement fut motivé par le besoin de diversifier les sources d'approvisionnements de l'UE en matière d'hydrocarbures²⁸⁷. Cette décision fut ratifiée le lendemain par le Conseil²⁸⁸, à savoir, par les chefs d'Etats alors en poste. Or, à partir de décembre de cette même année 2022, le blocus du corridor de Latchin par les troupes azerbaïdjanaises a conduit à une crise humanitaire en république d'Artsakh. La situation s'est détériorée jusqu'au

²⁸⁵ *Perspectives from Armenia on Brussels summit - Benyamin Poghosyan, s.l., s.n., 2021.*

²⁸⁶ *L'UE et l'Azerbaïdjan renforcent leurs relations bilatérales, y compris leur coopération dans le domaine de l'énergie - Commission européenne, https://france.representation.ec.europa.eu/informations/lue-et-lazerbaïdjan-renforcent-leurs-relations-bilaterales-y-compris-leur-cooperation-dans-le-2022-07-18_fr, consulté le 13 février 2025.*

²⁸⁷ *“L'Azerbaïdjan a déjà augmenté ses livraisons de gaz naturel à l'UE et cette tendance se poursuivra: cette année, jusqu'à 4 milliards de mètres cubes de gaz supplémentaires seront fournis et, d'ici à 2027, les volumes devraient plus que doubler.” Kadri Simson*

²⁸⁸ *Conseil de coopération UE-Azerbaïdjan, <https://www.consilium.europa.eu/fr/meetings/international-ministerial-meetings/2022/07/19/>, consulté le 13 février 2025.*

déclenchement de l'offensive par les forces armées azerbaïdjanaises du 19 au 20 septembre 2023, et la reprise du Haut-Karabakh par l'Azerbaïdjan.

Cependant, en janvier 2023, alors que les forces azéries bloquent le corridor depuis deux mois, l'UE avait envoyé une *mission civile* le long de la frontière avec l'Azerbaïdjan dont les objectifs indiqués étaient de s'assurer de la "*stabilité*" et "*l'instauration d'un climat de confiance*"²⁸⁹ entre les deux partis. L'UE a finalement condamné le blocage ; et ses experts ont rapporté la détérioration de la situation humanitaire, malgré les convois humanitaires²⁹⁰. Au terme de ce constat, aucune décision ne fut pourtant prise²⁹¹.

Le parlement européen a condamné la situation de nettoyage ethnique et invité la commission européenne à établir des sanctions contre l'Azerbaïdjan²⁹² – soit le contraire de sa politique initiale. Depuis lors, une résolution parue le 13 mars 2024 a exprimé l'ultime engagement de l'UE en faveur d'une résolution pacifique entre les deux États belligérants par la voie diplomatique ; cette dernière résolution insiste également sur l'exclusion de la Russie de tout accord de paix entre les deux pays²⁹³.

²⁸⁹ *Arménie*, <https://www.consilium.europa.eu/fr/policies/armenia/>, consulté le 13 février 2025.

²⁹⁰ *Azerbaijan: Statement by High Representative Josep Borrell on the humanitarian situation on the ground | EEAS*, https://www.eeas.europa.eu/eeas/azerbaijan-statement-high-representative-josep-borrell-humanitarian-situation-ground_en, consulté le 13 février 2025.

²⁹¹ *Mount an airlift to feed Nagorno-Karabakh*, <https://www.politico.eu/article/eu-peace-deal-nagorno-karabakh-azerbaijan-armenia-lachin-corridor-blockade-airlift-hunger-human-rights/>, 15 août 2023, consulté le 13 février 2025.

²⁹² *Haut-Karabakh: le PE demande un réexamen des relations avec l'Azerbaïdjan | Actualité | Parlement européen*, <https://www.europarl.europa.eu/news/fr/press-room/20230929IPR06132/haut-karabakh-le-pe-demande-un-reexamen-des-relations-avec-l-azerbaïdjan>, 5 octobre 2023, consulté le 13 février 2025.

²⁹³ *Textes adoptés - Liens plus étroits entre l'UE et l'Arménie et nécessité d'un accord de paix entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie - Mercredi 13 mars 2024*, https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/TA-9-2024-0158_FR.html, consulté le 13 février 2025.

L'UE laisse envisager à l'Arménie l'évolution de son statut de candidat ; et l'Arménie multiplie réciproquement les rapprochements juridiques favorables à l'évolution de son statut. Sa puissance législative et financière s'incarne au travers de régulations et de soutiens financiers à des plans de développement. Mais comme la question sécuritaire demeure la priorité de Erevan, c'est avec les Etats souverains que l'Arménie traite de géopolitique.

3) Entre politique d'aide humanitaire et politique de renforcement sécuritaire, quelle évolution des États souverains ?

L'Arménie a des relations étendues à l'ensemble des pays de l'UE, à l'exception de l'Irlande, de la Slovénie, du Portugal, de la Hongrie, de l'Albanie, de Malte, de la Lettonie, de l'Estonie et de la Finlande qui n'ont ni consulat ni ambassade arménienne sur leur territoire.

Parmi l'ensemble des pays, la France occupe une place particulière. Son soutien à l'Arménie est historique et ses relations culturelles sont très souvent mises à l'honneur. L'Arménie dispose de deux consulats, un à Marseille et un à Lyon, ainsi qu'une ambassade à Paris. Cependant, la position de la France s'est parfois révélée ambiguë sur le sujet du HK: à l'échelle du Conseil de l'Europe, la France a voté en faveur dudit protocole de coopération stratégique avec l'Azerbaïdjan en 2022 ; par suite, la France a officiellement reconnue le HK comme partie intégrante du territoire de l'Azerbaïdjan. Mais, depuis sa politique de coopération militaire, de livraison d'armement, et de soutien accru à l'Arménie depuis 2023, des tensions diplomatiques entre Bakou et Paris ont émergé. Ces dernières sont devenues telles, que des tentatives d'ingérence azerbaïdjanaïses en Nouvelle-Calédonie ont été répertoriés au cours de l'été 2024. Sur ce point, à l'occasion de la conférence des Ambassadeurs, le 6 janvier 2025, et du rappel, par Emmanuel Macron, de ces ingérences perpétrées par l'Azerbaïdjan, le porte-parole du ministère

azerbaïdjanais des Affaires étrangères a réagi dès le lendemain, en réfutant ces accusations tout en pointant la “*politique néocoloniale insidieuse*” de la France²⁹⁴.

La Grèce et Chypre sont deux pays alignés de longue date sur la politique arménienne. Ils partagent notamment un commun rejet de la politique d’expansionnisme turc, sur la base de raisons historiques, pour la Grèce, et contemporaines, pour Chypre.

La relation avec la Grèce est historique²⁹⁵. Son évolution commerciale récente entre 2019 et 2023 a été profitable aux deux pays. Les exportations grecques vers l’Arménie ont été multipliées par 2,5, passant de 17, 5 à 53,8 millions de dollars ; tandis que celles depuis l’Arménie vers la Grèce l’ont été par huit, passant de 0,4 à 3,5 millions de dollars. Du reste, la coopération militaro-stratégique a une place d’une importance particulière entre les deux pays. Étant donné leur commune relation conflictuelle vis-à-vis de la Russie, et les nombreux accords en matière de coopération militaire : en 1996, le premier accord de coopération est ratifié entre les deux pays, suivi d’un second en février 1998, établissant l’entraînement de forces armées arméniennes en Grèce, notamment, la formation des forces spéciales et la formation des officiers arméniens dans les académies militaires grecques ; ce partenariat a été approfondi en 2011²⁹⁶. Les dernières rencontres entre Suren

²⁹⁴ “ *L’attribution à l’Azerbaïdjan des activités infructueuses de la France dans ses territoires d’outre-mer, qui sont une manifestation de sa politique néocoloniale insidieuse, atteste de la politique erronée de la France*”

²⁹⁵ *Greece - Bilateral Relations*, <https://www.mfa.am/en/bilateral-relations/gr>, consulté le 13 février 2025.

²⁹⁶ *AGREEMENT BETWEEN THE MINISTRY OF DEFENCE OF THE REPUBLIC OF ARMENIA AND THE MINISTRY OF NATIONAL DEFENCE OF THE HELLENIC REPUBLIC ON MILITARY COOPERATION*, <https://www.arlis.am/DocumentView.aspx?docid=115522> , 19 janvier 2011, consulté le 13 février 2025.

Papikyan et Nikolaos Dendia promeuvent un projet de coopération à l'échelle de la recherche et de l'innovation de technologies militaires²⁹⁷.

Chypre s'est distinguée cette année en projetant d'ouvrir une représentation permanente à Erevan²⁹⁸ et en ratifiant un programme de coopération militaire trilatéral avec la Grèce²⁹⁹ qui doit entrer en œuvre pour 2024. La rencontre³⁰⁰ entre l'Ambassadeur d'Arménie, Tigran Mkrtchyan, et le ministre de la défense chypriote, Vasilis Palmas, suivait cet objectif de renforcement de la coopération interarmées. D'un point de vue commercial, les exportations arméniennes ont été multipliées par dix de 2019 à 2023.

Enfin, l'Allemagne occupe plus discrètement la place de premier partenaire économique européen de l'Arménie. La politique allemande sur le plan des investissements économiques et de ses programmes de coopérations entrepreneuriaux et industriels est sans équivalent. Depuis le début des années 2000 16 accords de coopération de développement économiques ont été ratifiés entre les deux pays³⁰¹. Le *German Armenian Fund* officie comme l'un des outils privilégié pour mettre en place ces projets³⁰². Ces aides au développement se sont accrues depuis les dernières guerres : un plan rédigé en 2020 fut approuvé en 2022 pour financer à hauteur d'environ 116 millions

²⁹⁷ *Greece envisions successful collaboration with Armenia in innovative defense research*, <https://armenpress.am/en/article/1131695>, 4 mars 2024, consulté le 13 février 2025.

²⁹⁸ *Cyprus to open diplomatic representation in Yerevan - Cyprus Foreign Ministry*, <https://armenpress.am/en/article/1131971>, 7 mars 2024, consulté le 13 février 2025.

²⁹⁹ *Cyprus - Bilateral Relations*, <https://www.mfa.am/en/bilateral-relations/cy>, consulté le 13 février 2025.

³⁰⁰ *Cyprus Defense Minister's visit to Armenia to give new impetus to effective cooperation in military sector - Ambassador*, <https://armenpress.am/en/article/1194148>, 20 juin 2024, consulté le 13 février 2025.

³⁰¹ *Germany - Bilateral Relations*, <https://www.mfa.am/en/bilateral-relations/de>, consulté le 13 février 2025.

³⁰² *German Armenian Fund*, <https://gaf.am/index.html>, 1998, consulté le 13 février 2025.

d'euros le développement des petites et moyennes entreprises, et le développement des énergies renouvelables³⁰³. Début septembre 2023, deux millions d'euros pour l'aide aux populations arméniennes du HK³⁰⁴, se sont ajoutés aux 12 millions d'euros d'un plan de financement des énergies renouvelables voté une semaine plus tôt³⁰⁵. Après la guerre et le déplacement contraint des Arméniens du HK, une aide humanitaire de 9,3 millions d'euros³⁰⁶ est accordée à l'Arménie suivie d'un autre plan d'aide au développement pour le secteur des énergies renouvelables à hauteur de 85 millions d'euros sous forme de subventions et de prêts³⁰⁷. L'Allemagne est donc un partenaire financier majeur pour l'Arménie qui finance les secteurs où ses entreprises investissent : entre 2019 et 2023, les exportations allemandes vers l'Arménie ont ainsi bondi de 384 à 550 millions d'euros³⁰⁸. Plus qu'un partenaire économique, Berlin incarnerait même un modèle de régime parlementaire pour la république d'Arménie, d'après les mots de Nikol Pashinyan³⁰⁹

*

³⁰³ *Germany to provide 116 mln 400 thousand Euro financial aid to Armenia*, <https://armenpress.am/en/article/1080394> , 12 avril 2022, consulté le 13 février 2025.

³⁰⁴ *Germany provides ICRC with additional €2 million for Nagorno-Karabakh mission*, <https://armenpress.am/en/article/1119217> , 11 septembre 2023, consulté le 13 février 2025.

³⁰⁵ *Germany supports Armenian democracy, reforms - Chargé d'affaires Erik Tintrup*, <https://armenpress.am/en/article/1119503> , 14 septembre 2023, consulté le 13 février 2025.

³⁰⁶ *Germany to provide 9.3 million euros in humanitarian aid to Armenia*, <https://armenpress.am/en/article/1123484> , 3 novembre 2023, consulté le 13 février 2025.

³⁰⁷ *Germany to provide €84,6 million in aid to Armenia*, <https://armenpress.am/en/article/1124684> , 22 novembre 2023, consulté le 13 février 2025.

³⁰⁸ « Germany - Bilateral Relations », art cit.

³⁰⁹ *Germany is an important and successful model of parliamentarism for Armenia – Pashinyan*, <https://armenpress.am/en/article/1004874> , 13 février 2020, consulté le 13 février 2025.

La complexité des relations de l'Arménie avec l'Europe résulte de la confusion entre la politique menée à l'échelle de l'UE et celle menée à l'échelle des États membres, de façon souveraine. Nous avons différencié ces deux niveaux d'analyse pour mettre en valeur le fonctionnement de chacun et son évolution récente vis-à-vis de l'Arménie. À l'échelle européenne, Erevan n'est pas une priorité pour Bruxelles, mais seulement l'une des composantes du Caucase, voire d'un ensemble encore plus global incluant les pays d'Europe de l'Est où prime désormais la relation avec l'Ukraine et la Moldavie. À cet égard, l'actuelle guerre qui se déroule en Ukraine a pour effet de focaliser l'attention de l'UE sur la diversification de ses sources d'approvisionnement, dont l'issue naturellement favorable à l'Azerbaïdjan implique *de facto* que la question arménienne soit considérée comme une question de seconde importance pour Bruxelles.

À l'échelle des États souverains, l'Arménie conserve ses anciennes relations avec certains pays membres, voire accroît significativement le développement de certaines relations, comme le montrent les exemples grec, chypriote et allemand. Mais ces tendances suivent des relations établies depuis plusieurs décennies entre les différents pays, et s'apparentent plus à un renforcement qu'à un véritable renouveau. Sur ce point, le récent rapprochement franco-arménien dans le domaine militaire représente une donnée véritablement nouvelle qui incarne une forme de diversification dans un domaine stratégique.

*

III - L'ouverture à l'Inde

L'Inde se présente avant tout comme un pays pacifique, et menant une politique étrangère indépendante des systèmes d'alliance entre les puissances traditionnelles que peuvent incarner les États-Unis, l'UE, la Chine, et la Russie. Depuis son indépendance, l'Inde poursuit une politique de non alignement qui repose sur des fondements historiques et culturels profonds, et dont l'un des principes en vigueur est celui de la neutralité stratégique³¹⁰. Membre des BRICS et pays partenaire des pays occidentaux, l'Inde refuse de se positionner dans une logique adversative de "groupes" ou de "blocs". En ce sens, la politique menée par New-Delhi suit celle d'un ordre du monde multipolaire. Un exemple récent fut son refus de condamner à l'ONU l'invasion russe de l'Ukraine en 2022, en raison même de ce principe de neutralité et de non-interférence dans les contentieux entre pays étrangers. Cette politique du non alignement lui permet de construire un système de relations diplomatiques solides qui établit une perspective de long terme dans les relations. Chaque pays est envisagé comme un partenaire potentiel. Dès lors, l'Inde maintient des relations commerciales avec les États-Unis et les pays membres de l'UE, notamment la France, l'Allemagne, et l'Italie, et accroît même le volume de ses échanges commerciaux avec tous les pays du Moyen-Orient, la Russie, et la Chine, et ce, en dépit de leurs différents contentieux.

En somme, l'Inde est et se vit comme un pôle de puissance à part entière. Passée première puissance démographique du monde en mars 2023, avec près de 1 400 000 000 habitants, elle représente la plus grande démocratie du monde en termes numériques. Sa position géographique la place à l'intersection de la Chine et de l'Asie-centrale, via l'Himalaya ; du

³¹⁰ PANDYA Abhinav, *The U.S. Doesn't Understand Indian Diplomacy*, <http://usanasfoundation.com/the-us-doesnt-understand-indian-diplomacy> , 14 avril 2024, consulté le 13 février 2025.

Moyen-Orient, sur sa rive occidentale, via la mer d'Arabie ; et la projette en Asie du sud-est, depuis sa rive orientale, et le contrôle du détroit de Malacca par les îles Adaman et Nicobar, au Golf de Bengal. En maintenant un rythme de croissance compris entre 5 et 8% par an depuis 2010³¹¹ – hors covid – l'Inde a accumulé un PIB à 3 550 milliards de dollars en 2023³¹², ce qui la place au rang de cinquième économie mondiale derrière les États-Unis, (27 300 milliards de dollars), la Chine (17 700 milliards de dollars), l'Allemagne (4 400 milliards de dollars) et le Japon (4 200 milliards de dollars) – et plus symboliquement, devant la Grande-Bretagne (3 300 milliards de dollars)³¹³.

L'Inde est engagée dans une course pour la place de première puissance économique d'Asie. Un tel défi la contraint à décupler sa puissance économique, et à sécuriser ses routes commerciales, afin d'établir son propre réseau de partenaires stratégiques en Eurasie. Au cœur de ce dispositif en cours de construction, nous allons comprendre quelle est la place de l'Arménie pour l'Inde dans le Caucase sud. Quels sont les intérêts de l'Inde d'établir des relations à un tel niveau avec Erevan ? Quelles en sont les implications vis-à-vis des autres puissances du Caucase sud ?

*

1) La construction des relations indo-arméniennes

En 2021, l'Ambassadeur indien d'Arménie, Gaddam Dharmendra a réaffirmé l'importance que l'Inde accordait à l'Arménie au sein de l'INSTC³¹⁴

³¹¹ 2010, 8,5% ; 2011, 5,2% ; 2012, 5,5% ; 2013, 6,4% ; 2014, 7,4% ; 2015, 8% ; 2016, 8,3% ; 2017, 6,8% ; 2018, 6,5% ; 2019, 3,9% ; 2020, -5,8% ; 2021, 9,1% ; 2022, 7,2% ; 2023, 8,2% ; en 2024, les prévisions du FMI sont d'une croissance entre 6-7%.

³¹² La croissance de l'Inde en 2024 est estimée à +6%, ce qui reviendrait à un PIB à 3 700 milliards de dollars.

³¹³ Les données proviennent de la Banque mondiale.

³¹⁴ *India can view Armenia as transport gate to Russia and Europe, Deputy PM tells ambassador*, <https://armenpress.am/en/article/1046215> , 16 mars 2021, consulté le 13 février 2025.

; de même, l'ouverture d'un bureau de représentation permanente de l'Arménie dans le port iranien de Chabahar révèle la volonté réciproque de l'Arménie de s'impliquer dans les projets permettant de désenclaver son territoire et de nouer de nouveaux partenariats durables³¹⁵. Les relations commerciales sont au cœur de la politique entre les deux pays. Toutefois, l'essor de ces dernières est un phénomène récent, motivé par le besoin d'un développement de l'INSTC pour l'Inde, et d'un besoin de diversification pour l'Arménie post-guerre de 2020. Depuis lors, la coopération s'est accrue au sein des différents champs de l'économie. En 2019, le secteur de la pharmacologie et de la santé était l'un des premiers secteurs d'implantation de l'Inde en Arménie : le salon *India-Armenia Pharmaceutical Business Forum de 2019* dédié à la promotion de cette coopération, avait mis à l'honneur *PHARMEXCIL*, le géant indien du secteur pharmaceutique. Ce rapprochement économique fut suivi deux ans plus tard, en 2021, de la rencontre historique entre le ministre des affaires étrangères indien, Subrahmanyam Jaishankar, et son homologue arménien à Erevan³¹⁶. Il s'agissait du premier déplacement d'un ministre des Affaires étrangères indien sur le sol arménien depuis son indépendance en 1991. Moins d'un an plus tard, en 2022 l'essor des relations entre Erevan et New-Delhi a véritablement débuté : les relations commerciales et diplomatiques se sont approfondies, et les projets de coopération se sont multipliés et diversifiés à d'autres secteurs.

La coopération universitaire est l'un des secteurs où la présence des étudiants indiens est manifeste : en 2022, sur les quelques 2 000 étudiants de l'université médicale de Erevan, environ 800 étaient Indiens³¹⁷. Le domaine

³¹⁵ *Armenia to open representative office at Iran's Chabahar Port*, <https://armenpress.am/en/article/1201077>, 30 septembre 2024, consulté le 13 février 2025.

³¹⁶ *Indian FM to pay first ever visit to Armenia*, <https://armenpress.am/en/article/1065159>, 9 octobre 2021, consulté le 13 février 2025.

³¹⁷ *In Armenia like at home: How Indians found their new home miles away from India?*, <https://armenpress.am/en/article/1096988>, 11 novembre 2022, consulté le 13 février 2025.

touristique représente également l'un des secteurs en plein développement en Arménie. Selon les chiffres officiels, en 2023, sur près de 55 000 Indiens en Arménie, 34 000 étaient des touristes, présentant une forte augmentation par rapport au ratio de 2022 où, sur un total de 23 000 Indiens, 18 000 avaient été recensés comme touristes³¹⁸. L'autre partie de ces chiffres représente la population indienne non recensée comme touriste correspond en grande partie à celle des migrants économiques, venus en Arménie trouver un travail qui n'est généralement pas déclaré. Cette pratique s'est démultipliée au point que certains médias arméniens parlent désormais de "rêve arménien", *Armenian dream*³¹⁹. Si leur nombre est estimé entre 20 000 et 30 000, celui-ci reste difficile à établir, en raison des imprécisions et des fraudes qui existent entre le statut de "touriste" et celui de "travailleur non-déclaré". Que leur nombre soit de 20 000 ou de 30 000, cette nouvelle diaspora est désormais la seconde plus importante d'Arménie, après celle historique des Russes.

À titre personnel, nous avons pu constater l'inflation de ce phénomène migratoire et économique en deux ans de temps, notamment à Erevan et sa banlieue où réside la majeure partie des travailleurs Indiens. Ces derniers étaient surreprésentés dans des métiers tels que celui de livreur, de nettoyeur de voiture ou d'ouvrier dans le bâtiment. Quoi qu'il en soit, cette tendance devrait continuer à s'accélérer au gré de l'amélioration de la situation économique arménienne, et de son rôle actif au sein de l'INSTC.

Ce dernier point représente une autre explication de la dynamique de fond où s'accordent les relations indo-arméniennes. L'Inde partage le même intérêt que l'Iran concernant la souveraineté territoriale de l'Arménie dans le Syunik. L'Arménie représente, comme pour l'Iran, un lieu de transit de ses

³¹⁸ MGDESYAN Arshaluis, *Indian migrants reshape Armenia's labor market*, <https://eurasianet.org/indian-migrants-reshape-armenias-labor-market> , 21 avril 2024, consulté le 13 février 2025.

³¹⁹ *Indian Migrants: The Armenian Dream*, <https://hetq.am/en/article/164493> , 22 février 2024, consulté le 13 février 2025.

marchandises via la Géorgie, vers l'Europe. Défendre l'Arménie revient à défendre ses intérêts commerciaux en Eurasie, ainsi que son accès à l'UEEA – car l'Arménie est le seul pays du Caucase à être membre de l'UEEA³²⁰.

Le rôle de l'Arménie est donc crucial dans sa projection géoéconomique en Eurasie. C'est pourquoi, en juillet 2022, l'Inde s'est publiquement positionnée en faveur de la défense des intérêts arméniens dans le Caucase, et de la promotion de sa place dans l'INSTC. L'Ambassadeur indien en Arménie, Kishan Dan Dewal, a déclaré vouloir renforcer le rôle de l'Arménie dans le projet *Persian Golf - Black Sea Corridor*³²¹. Cette déclaration fut suivie un an et demi plus tard, en décembre 2023, par une autre où l'Inde affirmait être prête à participer au financement et à la construction d'infrastructures en Arménie³²². En février 2024, un forum spécialement dédié à la promotion des relations indo-arméniennes fut même organisé à New-Delhi³²³, laissant envisager que cette coopération bilatérale ne fait que commencer.

2) **La formation de l'arc Ankara-Bakou-Islamabad, entre alliance et coopération stratégique**

En deçà de ces déclarations, évènements et plans de coopération économiques, d'un point de vue sécuritaire, les relations indo-arméniennes suivent une logique d'alignement d'intérêts stratégiques. La Turquie et l'Azerbaïdjan sont alliés du Pakistan qui est en guerre contre l'Inde depuis

³²⁰ CHALIKYAN Nvard, POGHOSHYAN Benyamin et ISANIAN Verej, *The Geopolitical Aspects of the India-Armenia Partnership*, <https://www.orfonline.org/research/the-geopolitical-aspects-of-the-india-armenia-partnership>, 9 décembre 2024, consulté le 13 février 2025.

³²¹ *India has yet to receive official proposal from Armenian side about the*, <https://armenpress.am/en/article/1087895>, 8 juillet 2022, consulté le 13 février 2025.

³²² *India ready to participate in infrastructure development projects in Armenia*, <https://armenpress.am/en/article/1125562>, 5 décembre 2023, consulté le 13 février 2025.

³²³ *India-Armenia forum held during Raisina Dialogue in New Delhi*, <https://armenpress.am/en/article/1130866>, 22 février 2024, consulté le 13 février 2025.

plus de cinquante ans. La coopération entre la Turquie et le Pakistan n'est d'ailleurs pas nouvelle. Cette dernière s'est intensifiée depuis la tentative de coup d'Etat de l'actuel Président Erdogan³²⁴. À partir de 2016, la Turquie et le Pakistan ont lancé des programmes de coopération militaire hautement stratégiques. La Turquie a notamment en charge la modernisation de trois sous-marins pakistanais de modèle Agosta 90B³²⁵, et d'en faire des versions nucléaires ; en échange, une livraison pakistanaise d'avions de chasse de modèle chinois JF-17³²⁶, et la formation des pilotes turcs ont été assurées par les membres de l'armée pakistanaise. Plus récemment, le Pakistan a acheté plusieurs systèmes de drones turcs Bayraktar Akinci B³²⁷ pour les utiliser contre l'Inde dans le Kashmir³²⁸. Cette variante de l'Akinci A est une version améliorée, dotée d'une endurance et de capacités améliorées au vol en haute altitude³²⁹, offrant un produit adapté au théâtre opérationnel de l'Himalaya.

Entre alliance défensive et coopération stratégique, l'Azerbaïdjan se trouve au cœur de cette union entre Ankara et Islamabad. Au niveau politique,

³²⁴ N. CHALIKYAN, B. POGHOSHYAN et V. ISANIAN, « The Geopolitical Aspects of the India-Armenia Partnership », art cit.

³²⁵ PANDA Ankit, *Turkish Modernization of Pakistan's Agosta 90B Submarines Continues*, <https://thediplomat.com/2019/10/turkish-modernization-of-pakistans-agosta-90b-submarines-continues/>, consulté le 13 février 2025. Les compagnies turques STM et HAVELSAN ont ratifié ce contrat pour la somme de 350 millions de dollars.

³²⁶ *India and Pakistan's New Shadow Rivalry*, <https://thediplomat.com/2024/05/india-and-pakistans-new-shadow-rivalry/>, consulté le 13 février 2025.

³²⁷ *Pakistan's Acquisition of Turkish Drones and India's Options | International Centre for Peace Studies*, <https://www.icpsnet.org/comments/pakistan-acquisition-of-turkish-drones-091023>, consulté le 13 février 2025.

³²⁸ *Under The Emerging Turkey-Pakistan Strategic Alliance, Pakistan May Provide Turkey With Nuclear Weapons Capabilities*, <https://www.memri.org/reports/under-emerging-turkey-pakistan-strategic-alliance-pakistan-may-provide-turkey-nuclear>, consulté le 13 février 2025.

³²⁹ *High-Altitude Long Endurance (HALE)*

plusieurs réunions trilatérales se sont tenues dont l'une d'entre-elle en 2017, rassemblant à Bakou, les ministres des Affaires étrangères des trois pays partenaires. Cette dernière avait comme vocation officielle “*d’unir les efforts entre les pays, pour lutter contre l’islamophobie, la discrimination et la persécution des minorités musulmanes*”³³⁰. Cependant, hormis sa mission initiale, cette réunion avait aussi l’ambition de trouver une solution aux conflits gelés propre à chacun des pays concernés : en mer Égée, vis-à-vis de la Grèce et de Chypre, pour la Turquie ; dans le Kashmir, pour l’Inde ; et entre l’Arménie et l’Azerbaïdjan, concernant le Haut-Karabakh.

Cette coopération trilatérale fut mise en pratique lors de la seconde guerre du HK en 2020. Outre son rôle clef dans l’exportation de drones vers l’Azerbaïdjan, la Turquie avait été à l’origine du processus d’aguerrissement des forces armées azerbaïdjanaises depuis 2010. Elle avait formé ses cadres dans ses écoles militaires, et avait fait participer ses soldats à des exercices bilatéraux et multilatéraux répétés, censés former l’armée azerbaïdjanaise aux méthodes de combat et à l’équipement de combat turc³³¹. D’autre part, l’implication officielle de la Turquie s’est doublée d’une seconde – officieuse – par l’envoi aux combats de plusieurs centaines de mercenaires syriens recrutés par la société militaire privée SADAT³³². Les mercenaires déployés sur le front lors de cette guerre seraient en grande partie issus de l’Armée nationale syrienne, qui était alors un groupe rebelle du régime de Bachar al-Assad. Cette pratique du mercenariat fut condamnée par les instances de

³³⁰ *"joint efforts on combating Islamophobia, discrimination, and persecution of Muslim minorities."*

³³¹ *Turkey's Overlooked Role in the Second Nagorno-Karabakh War | German Marshall Fund of the United States*, <https://www.gmfus.org/news/turkeys-overlooked-role-second-nagorno-karabakh-war>, consulté le 13 février 2025.

³³² *Making Sense of SADAT, Turkey's Private Military Company*, <https://warontherocks.com/2021/10/making-sense-of-sadat-turkeys-private-military-company/>, 8 octobre 2021, consulté le 13 février 2025.

l'ONU, qui affirmaient³³³ que l'obtention d'un passeport turc ou d'une compensation financière avait été promise aux combattants à l'issue de leur participation à cette guerre.

La rôle du Pakistan est moins clairement établie que celui de la Turquie dans la guerre du Haut-Karabakh. Officiellement, Islamabad ne reconnaît pas l'existence de l'Arménie comme Etat : Erevan n'existe pas du point de vue du Pakistan. Dans ce cadre d'approche, comment envoyer des troupes faire la guerre contre une entité non-reconnue ou envoyer du matériel pour servir à éliminer ce qui n'existe pas ? Pour palier à ce paradoxe ontologique, Islamabad aurait envoyé près de 1000 jihadistes³³⁴ sur place, lui permettant de s'impliquer sans être directement engagé dans le conflit. Pourtant, lors de la célébration de la victoire, le drapeau pakistanais flottait aux côtés de ceux turcs et azerbaïdjanais dans les rues de Bakou³³⁵.

3) De la menace turque en Inde à la coopération avec l'Arménie

L'utilisation de la menace islamiste, et la radicalisation des minorités constituerait un élément central du *soft power* turc dans toute l'Asie du sud, y compris en Inde. Dans son étude publiée en février 2020 sur l'utilisation de l'islamisme par la Turquie³³⁶, Abhinav Pandya fait état des différents moyens

³³³ *Mercenaries in and around the Nagorno-Karabakh conflict zone must be withdrawn* – UN experts, <https://www.ohchr.org/en/press-releases/2020/11/mercenaries-and-around-nagorno-karabakh-conflict-zone-must-be-withdrawn-un>, consulté le 13 février 2025.

³³⁴ *Erdogan's Expansionism and Pakistan's Jihadism in the Caucasus: Undertaking the dynamics of Armenia- Azerbaijan Conflict - Usanas Foundation - Decode Diagnose Demystify*, <https://usanasfoundation.com/erdogans-expansionism-and-pakistans-jihadism-in-the-caucasus-undertaking-the-dynamics-of-armenia-azerbaijan-conflict>, consulté le 13 février 2025.

³³⁵ *Pakistan's Military Involvement In The Nagorno-Karabakh War*, <https://www.memri.org/reports/pakistans-military-involvement-nagorno-karabakh-war>, consulté le 13 février 2025.

³³⁶ Abhinav Pandya, *Turkey's islamist Agenda in India*, Vivekananda International Foundation, 2020 <https://www.vifindia.org/sites/default/files/turkey-s-islamist-agenda-in-india.pdf>

d'endoctrinement qui servent la cause du séparatisme en Inde. Parmi l'ensemble des exemples exposés dans son rapport, le *think tank* turc TASAM prône l'idée d'un retour de la Turquie au système de califat islamique et au séparatisme entre les communautés musulmanes et hindous. Ce *think tank* agirait comme un vecteur de désinformation et d'endoctrinement. Un autre exemple est celui de la chaîne *TRT world*, média télévisuel turc, qui contribue à la diffusion d'une information manipulée au détriment de l'Inde, et en faveur des intérêts du Pakistan. D'autres cas recensés de financements de groupes islamistes en Asie du sud, tels que *Jama-i-Islami*, ou d'imams indiens radicalisés dans certaines régions, révèlent la multiplicité des moyens utilisés par la Turquie, parfois secondée par l'aide du Pakistan, pour déstabiliser la société indienne.

Ce constat force Abhinav Pandya à observer que l'Inde et l'Arménie partagent un agenda commun en matière de politique sécuritaire et de défense pour les années à venir³³⁷, consistant à prévenir le risque d'une inflation de la menace turco-azéro-pakistanaise de part et d'autre de la mer Caspienne. Depuis la rédaction de son premier rapport en février 2020, s'ensuivit l'opération "point d'acier" en octobre-novembre 2020, et la conquête intégrale du Haut-Karabakh en septembre 2023. Le processus de nettoyage ethnique dont cette conquête fut suivie, a eu pour effet que l'ensemble des quelques 100 000 habitants de la région se soient réfugiés en Arménie. Cette première phase fut suivie d'une seconde consistant à nier l'existence passée des populations arméniennes de la région, en détruisant les lieux de mémoire, de culture et en changeant le nom des lieux, des villes et de la région elle-même. Une troisième phase au cœur du processus de négociation en cours pour la paix entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, est la demande de la non-revendication de

³³⁷ Usanas Foundation, REPORT: *Geopolitical Rationale of India–Armenia Relations*, 29.02.2024, <https://usanasfoundation.com/report-geopolitical-rationale-of-indiaarmenia-relations>

cette région et la reconnaissance du territoire azerbaïdjanais, demandé par Bakou à Erevan. Pour l'heure, le ministère arménien des Affaires étrangères a effacé la page web consacrée au Haut-Karabakh³³⁸. La pleine reconnaissance de cette région comme partie du territoire azerbaïdjanais est en cours de négociation.

Dès lors, cette appréhension de la guerre arméno-azérie au prisme de l'expansion de l'influence turque en Asie du sud, permet de cerner sa relation systémique avec le conflit en cours entre le Pakistan et l'Inde dans le Kashmir. En ce sens, il n'est donc pas étonnant que l'Inde ait soutenu l'Arménie dès la rupture des accords de cessez-le-feu en 2020³³⁹, et que cette coopération se soit accrue jusqu'à atteindre un niveau stratégique au cours des dernières années.

Plus symboliquement, une rencontre trilatérale turco-azerbaïdjano-pakistanaise s'est tenue le 3 juillet 2024 à Astana, en marge de celle de l'OCS. Il s'agissait de la première à avoir lieu au niveau des chefs d'Etats entre le Président R.T. Erdogan, le Président I. Aliev, et le Premier ministre Muhammad Shehbaz Sharif. Les relations entre l'Azerbaïdjan et le Pakistan ont particulièrement été saluées, et leurs résultats économiques des dernières années, célébrés : ces derniers ont été multipliés par 10 en deux ans, passant d'un volume de 13 millions de dollars, à plus de 100 millions en 2023. Cette évolution serait le produit de l'exportation massive de GNL azerbaïdjanais par SOCAR à PLL, la compagnie pakistanaise d'hydrocarbures, à des tarifs et à des conditions de paiement avantageux. Mais, outre les programmes de coopération dans le secteur de l'énergie, le secteur de la défense serait aussi impliqué dans le programme de coopération, par la vente d'avions de chasse JF-17, pour un montant dépassant un milliard de dollars –

³³⁸ Bedevian Astghik, « Karabakh Section Of Armenian Foreign Ministry Website Still Inaccessible », in «Ազատ եվրոպա/Ազատություն» ամսական, 17:40:47Z p.

³³⁹ *Welcome to Permanent Mission of India to the UN*, New York, <https://www.pminewyork.gov.in/IndiaatUNSC?id=NDc0MQ>, consulté le 13 février 2025.

cette vente s'ajoutant aux programmes d'exercices militaires trilatéraux, laisse envisager un accroissement de la relation entre les trois pays³⁴⁰.

4) Les armes livrées par l'Inde

Depuis le début des années 2020, les initiatives pour renforcer la coopération sur l'importation d'armements indiens se sont multipliées.

Dès 2022, l'Arménie est devenue le premier pays du monde à acheter des missiles Pinaka³⁴¹ pour la somme de 240 millions de dollars. Le 28 août, 2023, en pleine crise humanitaire liée au blocage du corridor de Latchine, une délégation du Collège de Défense national de l'Inde³⁴² s'est rendue à Erevan, suivie, trois semaines plus tard, le 20 septembre, soit en pleine guerre du Haut-Karabakh, d'un attaché militaire de l'*Indian Air Force*³⁴³. Le 27 octobre, cette délégation fut elle-même suivie de l'annonce de l'envoi de plusieurs lots d'armements³⁴⁴; ces derniers furent acheminés au cours de l'année 2024 : l'un tactique comprenait 150 000 grenades 30 et 40 mm³⁴⁵ ; l'autre, stratégique à l'échelle de l'armée arménienne, était composé de plusieurs véhicules anti-drones Zen, estimés à un total de 45 millions de dollars, et de 84 exemplaires de systèmes d'artillerie ATAGS (*Advanced Towed Artillery Gun System*), pour un coût estimé à 155 millions de dollars. Au cours de l'année

³⁴⁰ *Azerbaijan Strengthens Trilateral Cooperation With Pakistan and Türkiye*, <https://jamestown.org/program/azerbaijan-strengthens-trilateral-cooperation-with-pakistan-and-turkiye/>, consulté le 16 février 2025.

³⁴¹ *Armenia is first foreign buyer of Indian Pinaka long-range rocket-artillery system*, <https://armenpress.am/en/article/1093731>, 29 septembre 2022, consulté le 13 février 2025.

³⁴² *India's National Defense College delegation visits Armenia*, <https://armenpress.am/en/article/1118241>, 28 août 2023, consulté le 13 février 2025.

³⁴³ *Indian Air Force to post defense attaché to Armenia*, <https://armenpress.am/en/article/1120122>, 20 septembre 2023, consulté le 13 février 2025.

³⁴⁴ *India considers sending Armenia more weapons – The Economic Times*, <https://armenpress.am/en/article/1122933>, 27 octobre 2023, consulté le 13 février 2025.

³⁴⁵ *India to supply more arms to Armenia*, <https://armenpress.am/en/article/1124263>, 16 novembre 2023, consulté le 13 février 2025.

2024, un attaché militaire indien a été envoyé en Arménie à partir du mois d'avril³⁴⁶. Peu après son arrivée, 15 systèmes de défense Akash 1S ont été livrés, pour une somme estimée à 720 millions de dollars³⁴⁷.

5) L'Arménie, au cœur d'un nouvel axe de coopération ou de confrontation des relations russo-indiennes dans le Caucase sud ?

La présence de l'Inde au titre de nouvel acteur stratégique en Arménie, concurrence-t-elle les intérêts de la Russie? Le Caucase sud, et l'Arménie représente le nouveau lieu de rencontre des intérêts russes et indiens. Comment caractériser cette rencontre ? L'Inde se démarque en Arménie du point de vue de sa vente massive d'armement offensif ; de ce point de vue, elle a remplacé la place historique de la Russie. Pourtant, loin d'une concurrence, cette irruption dans le marché arménien de l'armement ne semble pas gêner Moscou.

Si d'un point de vue contextuel, la Russie est occupée par la guerre en Ukraine, la nature de l'Inde soit celle d'un pays extérieur à l'OTAN est un critère déterminant pour la Russie. De même, d'un point de vue géopolitique, l'irruption de l'Inde, soit, d'une puissance favorable à l'Arménie peut permettre d'équilibrer le rapport de force, favorable au couple Bakou-Ankara. Le soutien accru de l'Inde à la souveraineté arménienne ajoute du poids à la position iranienne précédemment décrite, ce qui n'est pas en contradiction totale avec les intérêts russes consistant à maintenir sa puissance dans la région.

Plus largement, la part des investissements indiens dans la région ne représente pas une menace pour la Russie : l'Inde commerce avec l'ensemble des acteurs de la région, dont la Géorgie et l'Azerbaïdjan. Elle a même

³⁴⁶ « Indian Air Force to post defense attaché to Armenia », art cit.

³⁴⁷ *India is set to commence the delivery of its indigenously developed Akash 1S air defence missile system to Armenia, its first foreign buyer*, <https://armenpress.am/en/article/1197329>, 8 août 2024, consulté le 13 février 2025.

décuplé ses relations avec chacun des pays au cours des dernières années : le volume commercial des échanges indo-arméniens est passé de 42 millions à 134 millions de dollars entre 2020 et 2023³⁴⁸ ; celui des relations indo-géorgiennes est passé de 94 à 432 millions de dollars³⁴⁹. Enfin, le ministère indien des Affaires étrangères ne donne pas de détails sur l'évolution du volume commercial d'échange avec l'Azerbaïdjan au cours des années 2020, mais mentionne seulement que les échanges entre les deux pays sont passés de 50 millions de dollars en 2005, à un volume ayant atteint 1,4 milliards de dollars en 2023³⁵⁰. L'Inde représenterait ainsi la troisième destination la plus importante pour les exportations de pétrole brut azerbaïdjanais.

En dépit de cette irruption fulgurante, le poids économique de l'Inde reste marginal dans la région, et la Russie reste le premier partenaire économique de la Géorgie et de l'Arménie, et l'un des principaux de l'Azerbaïdjan. Si la présence indienne dans le marché de l'armement arménien est effective, celle-ci reste donc marginale au regard des intérêts entretenus par New-Delhi et Moscou depuis des décennies.

En effet, les relations russo-indiennes sont stables et continues depuis leur établissement en 1947. Les deux pays sont membres historiques des BRICS, et sont alignés sur certains principes au cœur de leur vision géopolitique du monde : la promotion d'un monde multipolaire accompagné du rejet de sa domination par le bloc occidental. De surcroît, l'Inde se déclare être un pays *non-aligné*, et revendique ce principe désormais au cœur de sa diplomatie depuis sa création. Ce principe de la pensée diplomatique indienne

³⁴⁸ Indian ministry of foreign Affairs, Embassy of India in Erevan, Brief on India-Armenia relations , february 2024, https://www.mea.gov.in/Portal/ForeignRelation/India-ArmeniaFebruary_2024.pdf

³⁴⁹ Indian ministry of foreign Affairs, India-Georgia Billateral Brief, October 2023, <https://www.mea.gov.in/Portal/ForeignRelation/Georgia-October-2023.pdf>

³⁵⁰ Indian ministry of foreign Affairs, India-Azerbaijan relations, June 2024, <https://www.mea.gov.in/Portal/ForeignRelation/Azerbaijan.pdf>

s'est naturellement traduit en octobre 2022 par l'abstention de l'Inde au vote à l'assemblée générale de l'ONU, visant à condamner la Russie pour son invasion de l'Ukraine. La guerre en Ukraine et les sanctions occidentales contre l'importation de gaz russe en 2022, ont même considérablement profité aux relations entre Moscou et New-Delhi, au point qu'un programme plus ambitieux de coopération stratégique soit en cours d'établissement. D'après le département du commerce indien³⁵¹, le volume des relations commerciales entre les deux pays était d'environ 10,7 milliards de dollars par an entre 2017 et 2021. Or, en 2022³⁵², ce volume est passé à 38,2 milliards de dollars, et semble battre un nouveau record chaque année, avec en 2023, 57 milliards, et, en 2024, 66 milliards de dollars³⁵³. L'exportation de pétrole et de minerais occupe une place essentielle dans leurs relations³⁵⁴, au point qu'à partir du mois de juillet 2024, l'Inde est officiellement devenue le second plus gros importateur de gaz russe au monde à hauteur de 37%, derrière la Chine qui représente 47% des importations russes en la matière. Les échanges de biens ont aussi augmenté de + 23% par rapport à l'an passé, pour un total de 5,4 milliards de dollars, en juillet 2024³⁵⁵. Dans un tel contexte, les deux pays envisagent d'atteindre le cap des 100 milliards de dollars d'ici à 2030³⁵⁶, ce qui implique une augmentation continue du volume des échanges commerciaux à +10% par an. Ainsi, le 9 juillet 2024, à l'occasion de la venue

³⁵¹ *Embassy of India, Moscow (Russia)*, <https://indianembassy-moscow.gov.in/statistics.php>, consulté le 13 février 2025.

³⁵² CHAUDHURY Dipanjan Roy, « India-Russia trade volume touches 38.4 billion USD in 2022 », in *The Economic Times*, 30 mars 2023 p.

³⁵³ Indian ministry of foreign Affairs, *Russia-India Relations*, 21.10.2024, <https://www.mea.gov.in/Portal/ForeignRelation/India-Russia-Relations.pdf>

³⁵⁴ *Russian exports of oil, petroleum products to India double in 2023 — envoy*, <https://tass.com/politics/1759563>, consulté le 13 février 2025.

³⁵⁵ *Import of Russian goods to India up to \$5.41 bln in July — ministry*, <https://tass.com/economy/1829619>, consulté le 13 février 2025.

³⁵⁶ *India, Russia to reach \$100 bln trade turnover before 2030 — expert*, <https://tass.com/economy/1820867>, consulté le 13 février 2025.

de Narendra Modi à Moscou, Vladimir Poutine a qualifié la nature des relations entre les deux pays, de “stratégique et privilégiées”³⁵⁷ au regard de sa récente évolution.

*

Thomas Cana fut le premier arménien à avoir atteint les côtes de Malabar au VIII^e siècle après J-C ; et le premier livre écrit en langue arménienne sur l’Inde remonte au 13^e siècle³⁵⁸. Les relations arméno-indiennes ne sont donc pas nouvelles ; mais leur essor récent est le fruit d’une rencontre entre un besoin accru en armement, et un besoin de renforcer des routes commerciales alternatives dans un contexte international favorable à son développement. De plus, l’Inde est l’un des seuls pays avec lequel commerce Erevan, et dont le statut non-aligné, le rend acceptable tant aux Occidentaux qu’à la Russie et à l’Iran.

Les relations russo-indiennes s'apparentent ainsi à des relations de complémentarité. La fermeture des frontières de l’Europe à la Russie, a généré un basculement des routes commerciales depuis la Russie par le Caucase, et de son pétrole par les ports de l’Inde. Cette nouvelle redirection profite grandement aux deux pays dont l’intérêt est qu’une telle situation perdure. L’Inde s’est affichée comme puissance d’intermédiation entre la Russie et les européens. Son refus d’adopter les sanctions occidentales et de tirer profit de la vente du pétrole russe à destination des marchés occidentaux, révèle une réelle consistance dans sa *politique de puissance non alignée* ; ledit

³⁵⁷ *Putin commends privileged strategic partnership between Russia, India*, <https://tass.com/politics/1814533>, consulté le 13 février 2025.

³⁵⁸ CODINGEST, *Civilisational Linkages Between India and Armenia: An Exploration*, <http://usanasfoundation.com/civilisational-linkages-between-india-and-armenia-an-exploration>, 11 mai 2024, consulté le 13 février 2025.

développement des routes commerciales traversant l'Eurasie en direction de l'Europe et de la Russie, en est la singulière expression.

*

IV - Entre réformes militaires et politique de réarmement, quelle défense pour l'Arménie ?

Longtemps dépendante de la Russie pour assurer sa défense, la succession des trois guerres du HK a eu pour effet de métamorphoser cette vision arménienne qui, au travers des réformes engagées, semble s'orienter vers un système de défense diversifié.

Cette métamorphose n'a commencé qu'après la seconde guerre du HK, soit à partir du début des années 2020, et s'est accélérée après la dernière guerre de 2023 et la perte de l'Artsakh. D'un point de vue strictement comptable cet effort est soutenu par un accroissement significatif du budget militaire, passant de 712 millions d'euros en 2020, à 802 millions d'euros en 2022, à 1,2 milliards d'euros en 2023³⁵⁹, jusqu'à 1,67 milliard d'euros en 2024 ; ce qui représente plus qu'un doublement du budget général de la Défense en l'espace de quatre ans. Cette augmentation graduelle vise à remplir plusieurs objectifs précis en perspective d'un changement global de modèle d'armée.

Dans la partie concernant la “dissuasion et la neutralisation des menaces militaires”, en 4.17, le plan décrit les sept objectifs militaires suivant :

- Moderniser les forces armées
- Développer un système de commandement et de contrôle (des forces armées)
- Améliorer les capacités militaires
- accroître l'efficacité institutionnelle
- Protéger les infrastructures critiques
- Améliorer la sécurité cyber

³⁵⁹ Tableau SIPRI

- Soutenir le progrès scientifique et améliorer les projets industriels

Ce plan de 2020 identifie aussi l’Azerbaïdjan comme la principale menace de l’Arménie, et le désigne comme une “menace existentielle” pour l’Artsakh et sa population. Pour répondre à cette menace, l’un des objectifs mentionnés est le renforcement des capacités de neutralisation visant à être prêt, en cas d’une offensive d’un adversaire potentiellement “plus nombreux”, *quantitative advantage*.

Une partie des réformes a donc été entreprise dans différents domaines, et plus récemment complétée par la publication d’un “concept de transformation de l’armée³⁶⁰” mis en ligne par le ministère arménien des armées en novembre 2024. Compte tenu de ces plans de réforme, et de l’évolution du budget de l’Arménie alloué à la Défense.

*

1) **La réforme de l’armée**

Bien que la publication du plan de 2020 puisse être considérée comme datée, compte tenu de la guerre d’octobre-novembre 2020 et de 2023, la protection de la république d’Arménie demeure plus que jamais la priorité de Erevan. De ce point de vue, la reprise du Haut-Karabakh par l’Azerbaïdjan a eu pour effet d’accélérer ce processus de réforme.

Le 16 novembre 2024, un nouveau concept d’approche des forces armées arméniennes³⁶¹ a été publié par le ministère arménien de la Défense.

³⁶⁰ Republic of Armenia, Ministry of Defence, , Concept transformation of the Army, (main guidelines), november 2024, <https://mil.am/files/LIBRARY/CONCEPT%20TRANSFORMATION%20OF%20THE%20ARMY.pdf>

³⁶¹ Republic of Armenia, Ministry of Defence, , Concept transformation of the Army, (main guidelines), *ibid*.

Ce document expose plusieurs objectifs de transformation structurelle de l'armée à horizon 2035. Les objectifs désignés se composent d'une réorganisation de la structure administrative et de commandement, et du passage d'un modèle d'armée de conscrits à un modèle d'armée de métier.

L'enjeu est de constituer une armée de métier sur la base des standards militaires modernes. Pour ce faire, plusieurs mesures ont été envisagées pour rendre le statut militaire attractif à la société arménienne. Parmi ces mesures, la valorisation des compétences et du salaire occupent une place centrale. Un système de compensations financières attractives est prévu pour attirer une main d'œuvre qualifiée, et rendre compétitif le projet d'armée de métier. Cet objectif consiste à renforcer la cohésion de la relation armée-société civile : dans le secteur privée, en augmentant le nombre de collaborations entre des industries arméniennes de haute technologie et l'armée ; dans le secteur éducatif, en multipliant les formations de soldats et d'officiers à tous niveaux, et en accordant une importance particulière aux exercices de simulation - *wargame*.

De même, le rôle des femmes y est repensé. Il est indiqué que les femmes ne sont sujettes à aucune restriction. Elles peuvent s'engager librement dans le secteur opérationnel comme dans le secteur de la planification administrative ou logistique, selon leur choix personnel. Des compensations financières sont envisagées, pour favoriser leur situation familiale, ainsi qu'une prime d'engagement de 5 millions de drams, au moment de la signature du contrat d'engagement.

Une amélioration de l'organisation de la chaîne de planification et de commandement est l'un des objectifs principaux. Une attention particulière est donnée à la séparation de ces deux secteurs : l'un dépend du ministère, et est de nature administrative ; l'autre est opérationnel, et a une fonction combattante.

Le secteur administratif a une fonction politique, dans la mesure où son action dépend du programme et des objectifs stratégiques décidés par le gouvernement. Il comprend notamment des accords de coopération internationale, l'attribution du budget, et l'achat d'équipement militaire. Le secteur opérationnel est, quant à lui, chargé de mettre en œuvre la politique de défense préalablement établie par le politique avec les moyens accordés par celui-ci. Dans le cadre de la professionnalisation envisagée des effectifs, une attention particulière est portée à l'introduction d'un "corps d'officier spécialisés" *Non Commissioned Officer* (NCO). Son introduction dans les forces armées aurait dessein d'introduire un officier de liaison à l'échelle du groupe de combat dont l'expertise rendrait plus fluide la mise en pratique du cadre d'ordre sur le terrain. À cet égard, certains corps d'armée font l'objet d'une attention particulière, en particulier, les unités anti-aériennes, de drones, et de défense électronique.

Enfin, la fluidité du système de mobilisation est pensée par le développement d'un « *système d'organisation automatique et unifié des forces armées* ». Il s'agirait de créer une interface unique pour améliorer la coordination des forces engagées sur le théâtre d'opération.

2) Trois exemples de réformes en cours³⁶²³⁶³

La coopération militaro-industrielle : la république d'Arménie a lancé un programme de production de drones depuis la 2020³⁶⁴. L'entreprise *DAVARO* est chargée du développement de prototypes, dont plusieurs ont vu le jour en 2023. À cet égard, les premiers drones arméniens utilisés, le X-55 et le Krunk avaient des capacités inspirées sur le modèle de drone russe Petro

³⁶² *Armenia's Military Reforms: A Status Check*, s.l., s.n., 2024.

³⁶³ *Fortress Armenia: Armenia's Ongoing Military Reforms*, s.l., s.n., 2023.

³⁶⁴ Oryx, *Sky-High Ambitions: Armenia's Drone Programmes*, <https://www.oryxspioenkop.com/2023/01/sky-high-ambitions-armenias-drone.html>, consulté le 13 février 2025.

E-5, dont l'épreuve de la guerre de 2020 ne fut pas concluante. Une nouvelle gamme de drones mixtes a été développée sur la base des technologies des derniers modèles de drones russes (le Orlan-10, l'UL-300 et le Gryphon 12), et sur la base des carcasses de drones israéliens utilisés par les forces azerbaïdjanaises, retrouvés au sol après les combats. Le modèle DEV-3 de *DAVARO* emprunte plusieurs caractéristiques physiques de l'HAROP israélien.

Le dernier modèle offensif développé par *DAVARO* est l'Aralez UCAV : il s'agit d'un drone doté de fusées guidées qui en fait un aéronef s'approchant des standards des modèles produits actuellement, les plus performants disponibles sur le marché. Toutefois, si des prototypes apparaissent, ce programme n'en est qu'à ses débuts. L'intérêt de ce programme ne sera pleinement atteint que lorsqu'une chaîne de production industrielle sera développée depuis les fournisseurs jusqu'aux forces armées.

Une réforme opérationnelle : certains partenariats militaires ont été développés avec la France. Trente conseillers militaires (chasseurs-alpins) ont été déployés pour entraîner les troupes arméniennes aux techniques de combat dans les montagnes³⁶⁵, car malgré la nature essentiellement montagneuse de l'Arménie, ses forces armées ne disposaient jusqu'alors pas de troupes de montagnes spécialisées.

Des officiers spécialisés ont été envoyés pour former les troupes arméniennes à utiliser le matériel livré.

Suivant cette logique de transmission des savoirs, l'université militaire Vazgen Sargsyan est devenue partenaire de Saint-Cyr, ce qui lui permet d'envoyer chaque année plusieurs officiers arméniens pour s'y former.

³⁶⁵ *France to deliver armaments to Armenia on February 22*, <https://armenpress.am/en/article/1130884>, 22 février 2024, consulté le 13 février 2025.

Enfin, un officier français permanent conseillerait le ministre de la défense, Suren Papikyan.

Une réforme du processus de recrutement administratif : ces deux restructurations devraient être complétées d'une réforme du système de conscription. Ce dernier fonctionne via un commissariat chargé de recruter les conscrits. Or, les critères de recrutement et les modes de fonctionnement sont inchangés depuis l'époque soviétique. Outre son aspect procédurier, lent et parfois imprécis, ce système ne permettrait pas de différencier les profils des militaires recrutés. Sur ce point, Léonid Nersisyan suggère une informatisation du processus de recrutement, qui permettrait une approche automatique sans risque d'erreur, et ciblée des compétences individuelles – dans un contexte de déficit démographique structurel où les compétences individuelles sont indispensables à l'armée arménienne. Pour l'heure, la réforme de ce secteur de l'administration est suspendue à la métamorphose plus complète du système de conscription en un système de recrutement de militaires professionnels sous contrat.

3) De nouveaux systèmes d'armement

L'ancien arsenal militaire de l'Arménie était composé d'armement datant de l'époque soviétique. Les pertes subies au cours de la guerre de 2020 ont révélé toute la vétusté de cet équipement. À partir du relevé des pertes arméniennes, nous avons pu retracer un tableau récapitulatif de l'état des forces arméniennes de 2020³⁶⁶. Depuis lors, plusieurs systèmes d'armement ont été importés d'Inde et de France. Ils représentent tant un arsenal de dernière génération qu'un modèle de guerre à laquelle se prépare l'Arménie.

³⁶⁶ Voir annexes de la partie 3, document 9.

La gamme française répond à une quête d'exigence technologique³⁶⁷. L'ensemble de la gamme d'armement achetée, est dotée des dernières technologies du système de défense français. Les radars GM200³⁶⁸ de *Thales* ont une surface d'observation avoisinant les 250 km, et peuvent intercepter tous types d'objets aériens : avion, drone, ou missile. Cette aire d'observation étendue lui permet d'être déployé sur tout le territoire arménien, tout en couvrant l'ensemble des zones de contact avec les frontières azéries. À cette première capacité d'observation, s'ajoute celle de lunettes à vision nocturne dont le modèle n'a pas été spécifié.

Environ cinquante véhicules blindés de transport de troupes modèle ACMAT de la gamme Bastion³⁶⁹ conçu par *ARQUUS* ont également été livrés. Ils ont une capacité de transport de 8+2 personnels et le toit du véhicule peut être équipé d'une tourelle mitrailleuse. Le blindage, la puissance du moteur comme sa maniabilité ont été accrus.

Des missiles sol-air Mistral³⁷⁰ produits par *MBDA* ont été envoyés en Arménie. Il s'agit d'un missile courte portée, dont le système entièrement numérisé reconnaît la cible par guidage thermique. La fusée atteint sa vitesse maximale à mach 2,5. Il existe plusieurs versions de ce modèle³⁷¹. La dernière version, celle MANPADS, est transportable par le fantassin, et n'exige donc l'ajout d'aucun support supplémentaire. Elle est idéale pour les combats en terrain à bonne visibilité, où les véhicules ne peuvent pas facilement

³⁶⁷ BEDEVIAN Astghik, « France Reportedly Ships More Military Equipment To Armenia », in « Ազատ Եվրոպա/Ազատություն » ամսագիր, 18:10:43Z p.

³⁶⁸ « France to deliver armaments to Armenia on February 22 », art cit.

³⁶⁹ *France shipped Bastion armored personnel carriers to Armenia through Georgia*, <https://armenpress.am/en/article/1124078>, 14 novembre 2023, consulté le 13 février 2025.

³⁷⁰ *France to sell Thales GM 200 radars and Mistral air defense systems to Armenia*, <https://armenpress.am/en/article/1122654>, 24 octobre 2023, consulté le 13 février 2025.

³⁷¹ *MISTRAL MANPADS* | *MBDA*, <https://www.mbda-systems.com/products/force-protection/mistral-family/mistral-manpads>, consulté le 13 février 2025.

progresser, comme c'est le cas du Vayot-Dzor et du Syunik. Ces deux régions excentrées de l'Arménie ne sont pourvues que d'une seule route principale allant de Erevan à Kapan et de deux secondaires, conduisant à Agarak et à Shvanidzor, et d'une autre, la plus exposée, de Eghegnazor à Martouni.

Enfin, le Canon CAESAR³⁷² produit par *KNDS*, filiale de *Nexter*, est le tout dernier contrat³⁷³ signé avec la France en termes d'armement. Devenus célèbres depuis leurs performances remarquées en Ukraine, le CAESAR est un système d'artillerie ultramoderne réputé pour sa précision et maniabilité. Il peut atteindre des cibles situées jusqu'à une distance de 50 km. Son canon de 155 mm est doté d'une cadence de 6 coups par minute, dont la précision est le produit d'un ciblage balistique préétabli grâce à la présence d'un système de commande et de contrôle numérique intégré : le *Commander*, autrement appelé (C4I), est un autre système développé par *Thales* qui regroupe une base de données tactiques³⁷⁴. Sa transportabilité via un camion 6x6 ou 8x8, en fait une pièce d'artillerie mobile dont la capacité de franchissement est estimée à 1,2m.

Côté indien, le système d'artillerie ATAGS³⁷⁵, développé par *DRDO* et *KALTANI*, est lui aussi doté de caractéristiques nouvelle génération. Conçu pour le combat mobile et rapide, il se déploie en 150 secondes. Le système d'artillerie est fixe, et monté sur une remorque qui peut être intégrée par suite

³⁷² KNDS, *CAESAR 8x8 The future of a revolutionary concept, Main specifications*, https://www.knds.fr/sites/default/files/fichiers-catalogue-produit/CAESAR%208X8_2.pdf.

KNDS, *CAESAR 6x6, Déployé sur les théâtres d'opération depuis 2009*, https://www.knds.fr/sites/default/files/fichiers-catalogue-produit/CAESAR%206X6_0.pdf

³⁷³ *Armenia to acquire CAESAR artillery system from France*, <https://armenpress.am/en/article/1193907>, 18 juin 2024, consulté le 13 février 2025.

³⁷⁴ *Commande et Intelligence | Thales Group*, <https://www.thalesgroup.com/fr/worldwide/defense/notre-offre-joint-systems/commande-et-intelligence>, consulté le 13 février 2025.

³⁷⁵ Indian government, DRDO, Technology Focus, *155 MM X 52 CAL ADVANCED TOWED ARTILLERY GUN SYSTEM (ATAGS)*, August 2023, https://www.drdo.gov.in/drdo/sites/default/files/technology-focus-documrnt/TF_Aug2023.pdf

à tout type de véhicule terrestre. Sa portée est de 45 km, et sa cadence de 6 coups par minute ; le canon s'aligne automatiquement après chaque tir sur la cible grâce au système AGAPS³⁷⁶. Les munitions tirées peuvent aussi être à guidage thermique. L'Arménie serait intéressée d'en commander davantage³⁷⁷.

Les lanceurs Pinaka³⁷⁸ MRLS³⁷⁹ complètent l'usage des modèles d'artilleries ATAGS. Placés sur un camion, les Pinaka sont développés par DRDO et TASL. Dans leurs dernières versions, les missiles Pinaka tirent à une distance estimée entre 40 et 75 km, par salve de six fusées dont la capacité de saturation peut atteindre 12 fusées toutes les 44 secondes. Les fusées peuvent être auto dirigées, selon le modèle de lanceur, et leur système de pointage fonctionne aussi en AGAPS. Il peut être contrôlé à distance par ordinateur.

Les véhicules anti-drones conçus par *Zen Technologies*³⁸⁰ sont des systèmes tactiques dont la portée est estimée entre 2 et 5 km. Ils sont composés de systèmes de détection et de capture de vidéo du drone ennemi ; il peut également brouiller les signaux, les fréquences, voire, désactiver l'appareil à distance.

Leur corollaire, le Akash 1S³⁸¹, produit par *Bharat Dynamics Limited*, est un missile SAM de courte portée, entre 5 et 20 km, pouvant atteindre une cible située entre 100 m et 20 000 m d'altitude. Sa trajectoire peut être commandée à distance ou guidée par capteurs thermiques ; ses munitions sont

³⁷⁶ *Automatic Gun Alignment and Positioning System*

³⁷⁷ *Armenia interested in buying more ATAGS artillery systems from India*, <https://armenpress.am/en/article/1199651>, 12 septembre 2024, consulté le 13 février 2025.

³⁷⁸ *Search | Defence Research and Development Organisation - DRDO, Ministry of Defence, Government of India*, <https://www.drdo.gov.in/drdo/search/content?keys=pinaka>, consulté le 13 février 2025.

³⁷⁹ *Multiple Rocket Launcher System, MRLS*

³⁸⁰ *Anti Drone System - Counter Drone System - Counter Unmanned Aerial Systems (CUAS)*, <https://www.zentechnologies.com/anti-drone-system-counter-drone-cuas.php>, consulté le 13 février 2025.

³⁸¹ *Akash Weapon System | Official Website of Bharat Dynamics Limited (BDL) under the Ministry of Defence, Government of India*, <https://www.bdl-india.in/akash>, consulté le 13 février 2025.

dotées d'un système *Grouped Mode Autonomous*, qui permet à la fusée de se diviser afin d'atteindre plusieurs cibles en même temps. Son système de pointage et de réglage est entièrement automatisé. Sa courte portée complète celle du Mistral précédemment décrit dans la défense contre tout type d'aéronef.

*

Les contrats signés par l'Arménie avec la France et l'Inde sont conformes au programme de montée en puissance et de restructuration de l'armée arménienne. La réforme de l'armée a pour objectif de rendre celle-ci plus efficiente et ses militaires, de véritables professionnels. Sa montée en puissance suit donc un parcours logique de préparation aux menaces contemporaines, notamment celles aériennes incarnées par le drone. La diversité de l'armement acquis au cours des dernières années souligne toute l'importance accordée à cet objectif, d'un point de vue offensif comme défensif. L'ensemble de ces réformes en cours et à venir, représente l'un des exemples les plus avancés de la diversification arménienne d'un secteur stratégique.

Cependant, outre la question des quantités requises, si la qualité de ces armements doit être appréciée un jour, celle-ci ne pourra l'être que sur le long terme. La question de la réforme de l'armée arménienne est donc suspendue à l'incertitude de l'Azerbaïdjan : Bakou désire-t-il une simple ouverture des corridors, ou bien prépare-t-il une nouvelle offensive pour s'en emparer ? Les réformes entamées prendraient tout leur sens en cas d'invasion, mais poseraient une nouvelle fois, la question du temps de leur pleine effectivité : l'Arménie peut-elle attendre leur temps requis ?

*

Conclusion de la troisième partie

Les premiers résultats du renouvellement de politique diplomatique et stratégique semblent se profiler depuis 2022. Le champ des relations diplomatiques s'est élargi à l'Europe, l'Asie et au Moyen-Orient, conformément au plan de 2020. Pourtant, hormis certains pays qui figurent à titre d'exception comme la France et l'Inde, le reste des réorientations diplomatiques et stratégiques n'ont pour l'heure de réalité que symbolique. À l'échelle des relations avec l'UE, l'Arménie semble bloquée entre la promesse d'un idéal d'intégration européen, par l'adoption de normes, de juridictions ou le déploiement de missions d'observation, et une réalité où l'Arménie demeure sans soutien réel de cette même union qui continue d'acheter du pétrole à l'Azerbaïdjan.

Cependant, une certaine cohérence est à noter dans les politiques entreprises avec certains pays, dans le domaine des compétences régaliennes, en matière d'achat d'armement et de coopération militaire. À maints égards, le renouvellement de l'arsenal et la restructuration générale de l'armée sont deux objectifs historiques dûment menés jusqu'à présent, au rythme de la menace azerbaïdjanaise, en dépit des négociations en cours. Les investissements dans les systèmes antiaériens comme dans des armes offensives plus performantes laissent envisager le développement de capacités défensives et offensives sur le long terme, et la constitution d'un nouveau système d'armement hybride à dominance française et indienne.

Conclusion générale

De la question d'Orient à aujourd'hui, les relations entre l'Arménie et la Russie se distinguent par leurs différents regards portés sur la région. Pour la Russie, l'Arménie représentait un pays parmi d'autres dans le Caucase, tandis que pour l'Arménie, les relations avec la Russie étaient caractérisées par leur dépendance exclusive envers Moscou. Désormais, l'Arménie est lancée dans un processus de réorganisation de ses relations diplomatiques, de refonte de ses forces armées et de sa politique de défense, et d'ouverture à de nouvelles sphères économiques, de nouveaux partenaires et de nouveaux marchés. Nous avons vu que cette réorientation lancée à l'aube des années 2020 avait connu certaines réalisations substantielles, particulièrement visibles dans le secteur diplomatique et militaire.

Cependant, la question au cœur de cette politique, et laissée sans réelle réponse par Erevan, est celle des relations qu'elle souhaite positivement construire avec la Russie. Jusqu'à quel seuil l'Arménie envisage-t-elle de diversifier ses relations ? Si une rupture totale des relations avec Moscou paraît inenvisageable, pour des raisons économiques, militaires et politiques, quelles sont précisément les attentes de Erevan vis-à-vis de Moscou ? Ne souhaite-t-elle maintenir que des relations économiques dans le secteur énergétique, et culturel, pour conserver ses relations avec la diaspora arménienne de Russie, ou bien souhaite-t-elle rompre intégralement tout lien avec Moscou ? Comme nous l'avons vu, certains secteurs ont été sous le monopole exclusif de la Russie depuis bientôt quarante ans, ce qui peut interroger la faisabilité d'une potentielle intégration d'investissements étrangers dans ces secteurs.

À court terme, l'évolution des relations entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan pourrait constituer une réponse à certaines questions soulevées. Entre négociations de paix et craintes d'une nouvelle invasion, la relation entre ces deux pays pourrait s'avérer centrale pour l'avenir de la région. En cas de signature d'un

accord de paix et d'ouverture des frontières, une redistribution des cartes dans l'ensemble du Caucase sud se produirait, et le prolongement d'un axe Ankara-Bakou-Moscou, au détriment de l'Iran, et de sérieuses concessions arméniennes – que la population pourrait ne pas tolérer – pourrait avoir lieu. Le cas échéant, ce mécontentement des intérêts arméniens, conjugué aux revendications iraniennes, serait susceptible de révoquer cet éventuel accord, et ce faisant, de provoquer une nouvelle escalade de tensions menant à un nouveau conflit avec l'Azerbaïdjan.

Si ce risque est au cœur des discussions portant sur le repositionnement régional de l'Arménie et de sa relation avec Moscou, une analyse des dernières avancées arméniennes sur le plan militaire force à constater que Erevan se prépare à cette éventualité. Les récentes acquisitions décrites au cours de cette étude en matière de systèmes anti-aériens, ont vocation à ralentir, si ce n'est rendre caduque, la maîtrise du ciel par les forces armées azerbaïdjanaises ; quant aux systèmes de lance roquettes dernières générations acquis auprès de l'Inde, ou des prototypes de drones kamikazes, ces derniers pourraient déplacer une partie du conflit sur le territoire azerbaïdjanais. À cet égard, une étude dédiée à l'analyse approfondie des forces armées azerbaïdjanaises serait la bienvenue. Si sa supériorité technologique et quantitative ne fait aucun doute, plus le temps passe et plus l'Arménie se réarme, moins la domination militaire azerbaïdjanaise sera effective, et ce, sans compter sur d'éventuelles réactions étrangères.

Des variables, autres que celles mentionnées dans cet écrit, pourraient considérablement altérer la politique arménienne de diversification et sa place dans la région. À l'échelle mondiale et régionale, dans un scénario post-négociations de la guerre en Ukraine, outre les probables gains que la Russie aura générés à cette occasion, le retour d'une politique plus soutenue en Asie centrale et dans le Caucase de la part de Moscou pourrait être envisageable, après les avoir laissés au second plan depuis 2022. Ce faisant, depuis le changement de régime syrien apparu début décembre 2024, et le statut compromis de sa base

navale de Tartous en mer Méditerranée, les bases restant à la Russie en Arménie constituent ses derniers ancrages lui offrant une projection militaire et un relais possible en direction du Moyen-orient³⁸². La Russie est-elle sur le point de revaloriser sa relation avec Erevan afin de conserver ses acquis militaires d'Erebouni et de Gyumri ? Ou bien a-t-elle vocation à laisser déborder l'axe de coopération turco-azerbaïdjanais, et à s'effacer de facto de la région dans le domaine militaire ?

Également fruit des prochaines négociations entre Moscou et Washington, la question des sanctions économiques et du renforcement de l'INSTC est une variable au cœur de la politique stratégique russe et arménienne dans le Caucase. Sur ce point, une étude comparative plus approfondie sur les apports respectifs de l'UE et de l'UEEA à l'Arménie serait pertinente, et permettrait de mieux saisir les positions politiques prises par certains acteurs dans la région. Comme évoqué dans cet écrit, le rôle de l'Inde en Arménie et dans la région devrait s'accroître et contribuer au développement d'un modèle de système hybride d'armement des forces armées arméniennes, en plus des équipements français. Quant aux Etats-Unis, la politique de la nouvelle administration du Président D. Trump reste pour l'heure une source d'interrogation. La charte de coopération stratégique ratifiée lors des derniers jours de l'administration du Président J. Biden, prévoit des consultations militaires et des programmes d'assistance militaire au cours de l'année 2025³⁸³.

Plus que toute autre région, le Caucase sud est entrelacé dans les évolutions successives de l'ordre mondial. Le processus arménien de diversification stratégique, en dépit de sa simple vocation nationale et régionale, s'inscrit *de facto* dans une pluralité de sphères géopolitiques en concurrence les

³⁸² Excepté la base récemment acquise par la Russie au Soudan. *Russian naval base in Sudan to strengthen Russia's presence in region — expert*, 13. 02. 2025 <https://tass.com/defense/1912537>

³⁸³ MFA republic of Armenia, *The signing of the Strategic Partnership Charter between the Republic of Armenia and the United States of America took place in Washington*, 14. 02. 2025, <https://www.mfa.am/en/press-releases/2025/01/14/the/13032>. Charte ratifiée par Ararat Mirzorian et Antony Blinken.

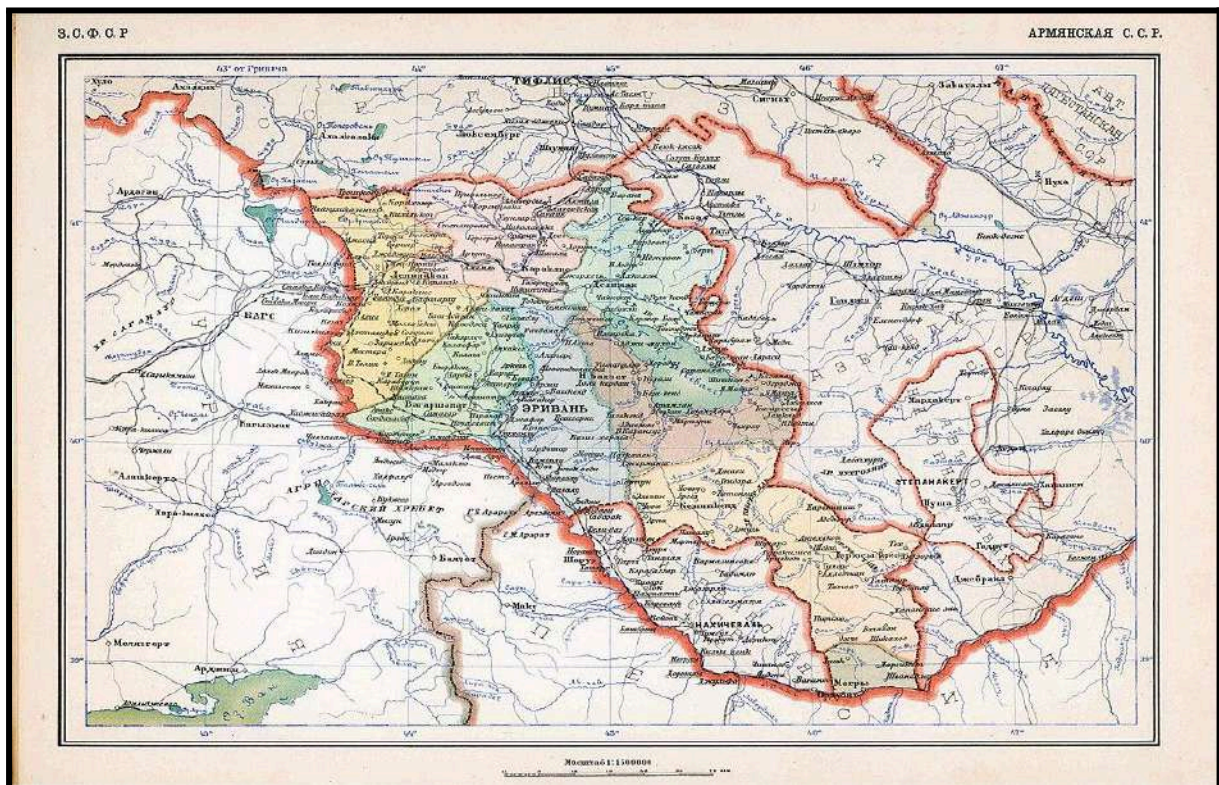
unes avec les autres, et englobe une multitude d'axes, d'unions, d'alliances ou de partenariats. L'Arménie est ainsi projetée au cœur des ambitions de plusieurs puissances régionales à vocation mondiale, parmi lesquelles figurent les trois puissances historiques, la Russie, la Turquie et l'Iran. Au croisement de trois Empires, le déterminant historique et géographique est au cœur des choix de l'Arménie contemporaine.

Alors que la Russie était lancée dans une phase d'expansion dans le Caucase sud depuis les années 1820, la pression turco-azérie pourrait bien clore ce chapitre, et débiter celui d'un lent déclin de Moscou dans la région. À l'échelle arménienne, si ce processus de diversification est mené à bien, il pourrait marquer la fin d'une ère dite "post-soviétique", et constituer le début d'une nouvelle dont le nom est encore en suspens.

Annexes

Annexes de l'introduction

Document 1 : Carte de l'Arménie de 1928, dressée dans un Atlas de l'Union soviétique³⁸⁴



³⁸⁴ Атлас Союза Советских Социалистических Республик, s.l., s.n.

Document 2 : Tableau récapitulatif des employés d'APRI Armenia

APRI Armenia



Présentation générale

Nous avons effectué un stage de deux mois et demi au sein de l'actuel plus gros think tank arménien, l'Applied Policy Research Institute of Armenia (APRI Armenia). Ce think tank a été créé en 2022. Il traite de questions géopolitiques, militaires et sécuritaires liées à la l'Arménie ou au Caucase. Ses locaux sont à Erevan, et situés dans ceux de sa maison-mère, l'Armenian General Benevolent Union (AGBU).

Les employés d'APRI

L'ensemble des employés qui composent APRI sont des Arméniens nés en Arménie, et en provenance de la diaspora de Russie, de France, des États-Unis ou d'Iran, ce qui permet au *think tank* de faciliter le développement de ses partenariats et de ses publications avec des pays du monde entier.

L'équipe qui d'APRI est composée de quinze personnes. Pour des raisons de clarté, nous avons choisi de les présenter sous la forme de trois équipes : l'équipe de direction ; l'équipe de recherche ; et l'équipe de fonction support.

L'équipe de recherche est composée de:

- **Leonid Nersisyan**, (Chercheur permanent, spécialiste sécurité-défense)
- **Benjamin Poghosyan** (Chercheur permanent, spécialiste des relations entre l'Europe et l'Arménie)

L'équipe de direction est composée de:

- **Lara Setrakian**, (Présidente)
- **Anahide Pilibossian** (Vice-Présidente, responsable de la stratégie et du développement)
- **Eduard Mkrtchyan** (Vice-Président, responsable des opérations)
- **Varej Isanians** (Responsable du pôle d'édition et du numérique)

Ils assurent la direction du *think tank* et les fonctions d'orientation de la politique éditoriale à suivre.

- **Sergei Melkonian** (Chercheur associé, spécialiste des relations entre l'Arménie et la Russie)
- **Nvard Chalikyan** (Chercheuse associée, spécialiste des relations entre l'Arménie et l'Inde)

Ils assurent l'écriture des articles, représentent le *think tank* lors de déplacements à l'étranger ; certains d'entre-eux dispensent aussi des cours à l'université.

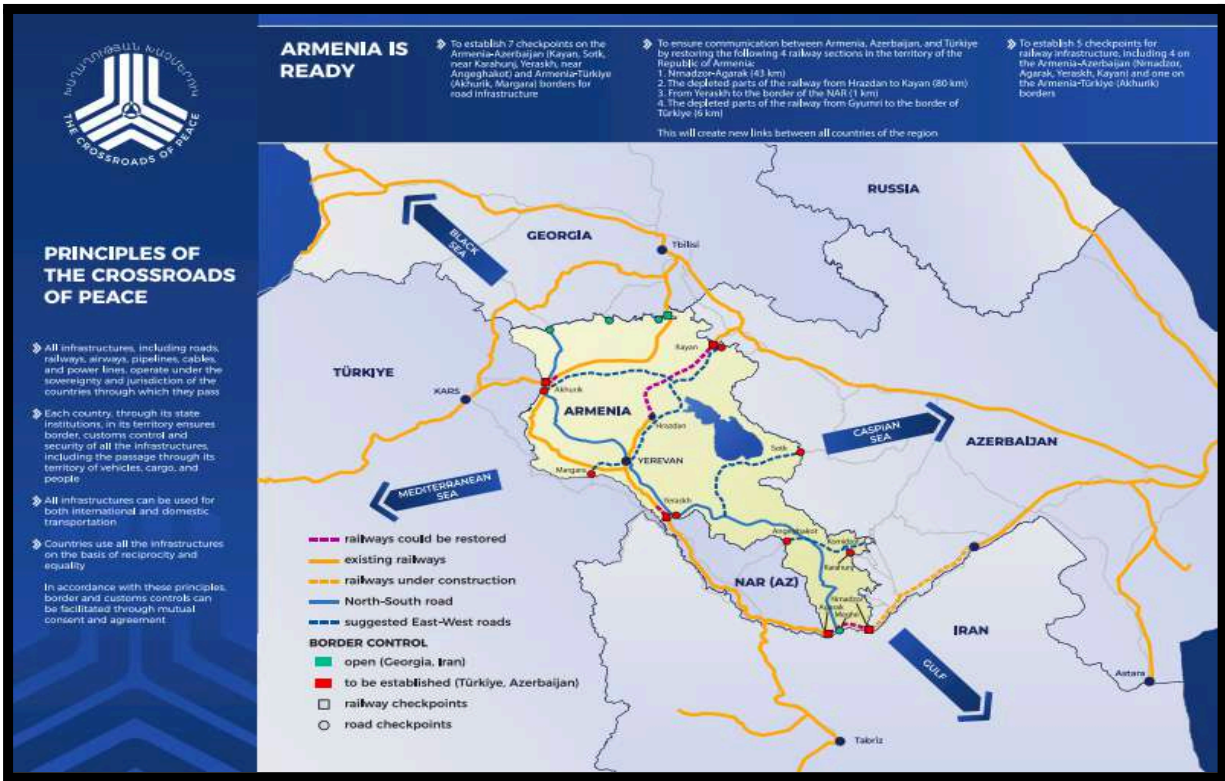
L'équipe de soutien est composée de :

- **Arpine Grigoryan**, (Chargée des opérations numériques)
- **Anush Hovseyan**, (Responsable des événements et des réunions stratégiques)
- **Greta Avetisyan**, (Responsable de la communication)
- **Sharmagh Sakounts**, (Responsable de la collecte de fonds et chargée de relations avec les donateurs)
- **Anush Hovakimyan**, (Cheffe comptable, directrice financier)
- **Anna Achoyan**, (assistante de l'équipe)

Ils assurent l'ensemble des fonctions relatives au fonctionnement intérieur et extérieur du *think tank*.



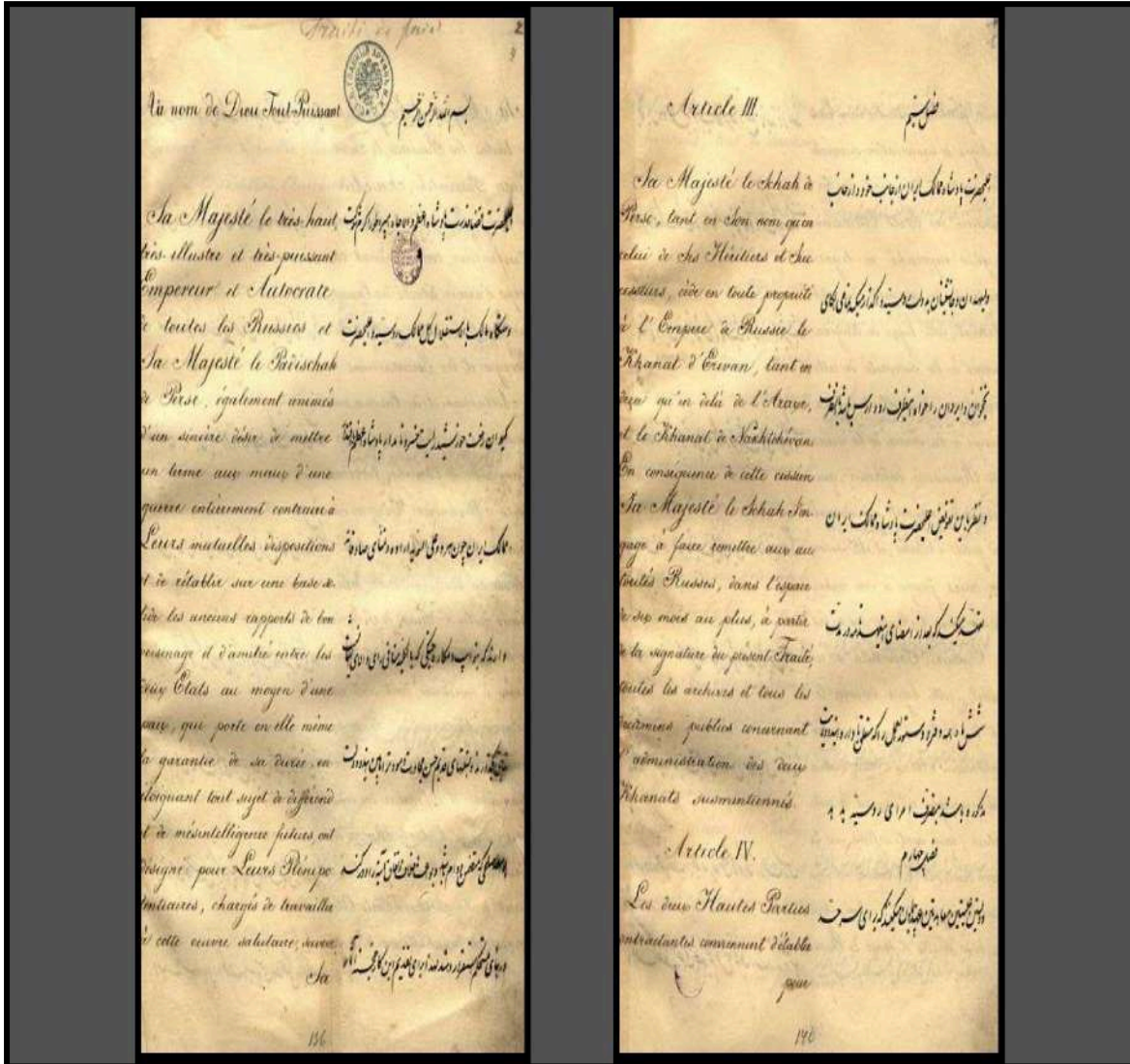
Document 3 : Carte représentant le projet *Crossroad of Peace*³⁸⁵



³⁸⁵ The Crossroad of peace, Government of republic of Armenia, Nikol Pachinian, Prime Minister, october 2023, https://www.primeminister.am/u_files/file/documents/The%20Crossroad%20of%20Peace-Brochure.pdf

Annexes de la partie 1

Document 1 : Traité de Turkmanchai, 1828³⁸⁶



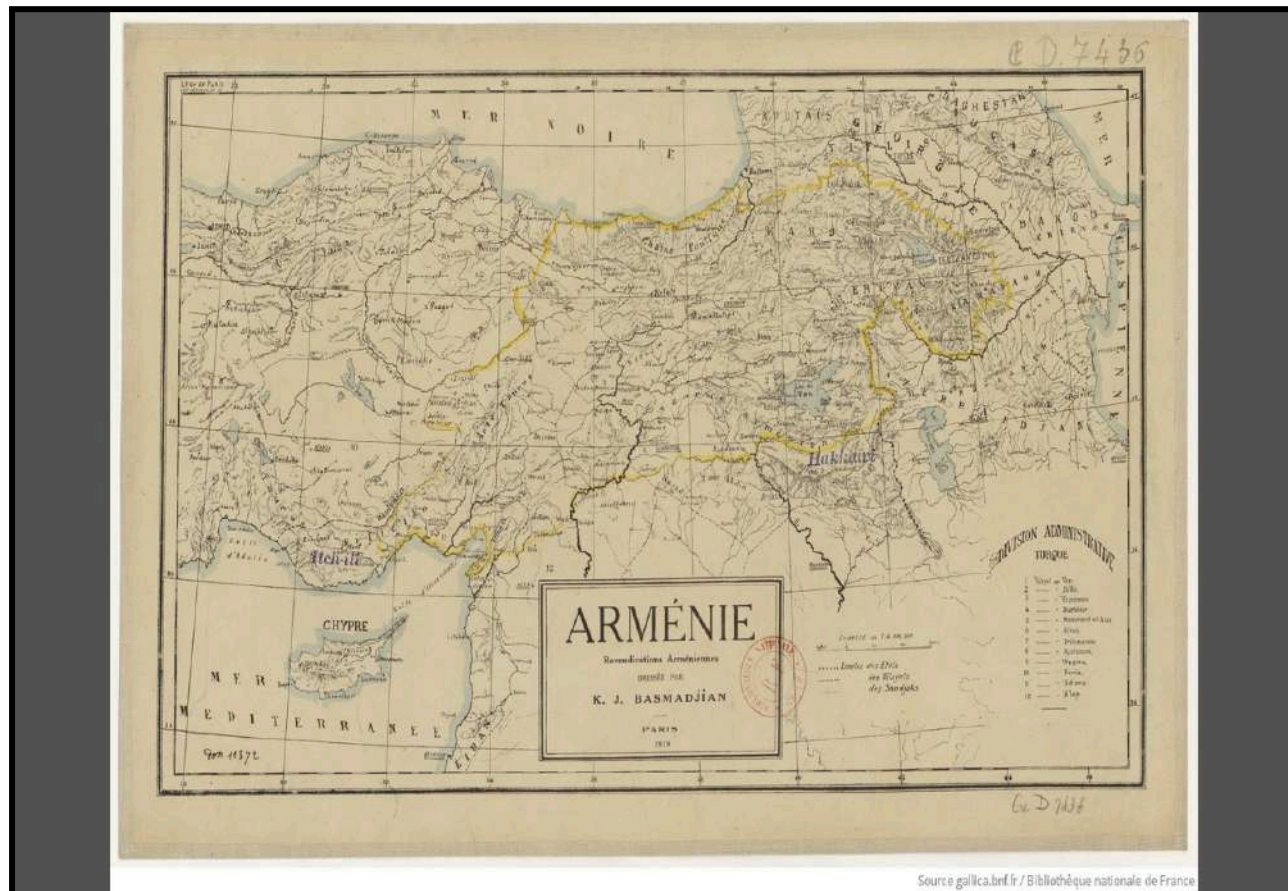
³⁸⁶ Archives du ministère des Affaires étrangères de Russie.

Document 3 : Relevé démographique établi par Ivan Shopen, commis de l'Empire Russe, entre 1826 et 1832, de la composition ethnique et religieuse de l'Arménie³⁸⁸

TABLE				
The Population of Eastern Armenia Before and After the Russian Conqu				
1826	KHANATE OF EREVAN			
Muslims	Families	Male	Female	Total
Persian elite/army	-	-	-	10,000
Turko-tatars (settled and semi-settled)	5,996	16,636	14,952	31,588
Turko-tatars (nomads)	3,913	12,539	10,683	23,222
Kurds	5,223	-	-	25,237
Armenians	3,498	10,450	9,623	20,073
	KHANATE OF NAKHICHEVAN			
Muslims				
Persian elite/army	-	-	-	3,000
Turko-tatars and Kurds (settled, semi-settled, and nomadic)	3,863	9,033	8,105	17,138
Armenians	530	1,404	1,286	2,690
	ORDUBAD			
Muslims	1,700	3,968	3,696	7,664
Armenians	400	1,204	1,184	2,388
Total	-	-	-	143,000 (estimated)
1832	ARMIANSKAIA OBLAST' (Kameral'noe Opisanie 1829-18)			
Muslims in Erevan Region				
Turko-tatars	9,196	26,625	23,250	49,875
Kurds	1,411	4,065	3,748	7,813
Armenians	11,731	34,348	30,932	65,280
Muslims in Nakhichevan	3,863	9,033	8,105	17,138
Armenians	2,675	7,062	6,307	13,369
Muslims in Ordubad	1,675	3,751	3,496	7,247
Armenians	650	1,902	1,826	3,728
Total	31,201	86,786	77,664	164,450
	Total Muslims in 1826		Total Armenians in 1826	
	117,849		-estimated- 25,151	
	Total Muslims in 1832		Total Armenians in 1832	
	82,073		82,377	
			(native 25,151	
			from Persia 35,560	
			from Turkey 21,666)	
Note:	As can be observed prior to the Russian conquest, the Armenians formed some 20% of the population while the Muslims approached 80% of the total inhabitants. Following the Russian annexation with the arrival of over 57,000 Armenian immigrants from Persia and the Ottoman Empire, the Armenian total formed 50% or more of the residents of Eastern Armenia.			

³⁸⁸ Établi par Ivan Shopen, commis de l'Empire Russe, entre 1826 et 1832, issu de l'article de George Bournoutian, op.cit. p.13

Document 4 : Carte de la république d'Arménie revendiquée après la première guerre mondiale³⁸⁹



Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

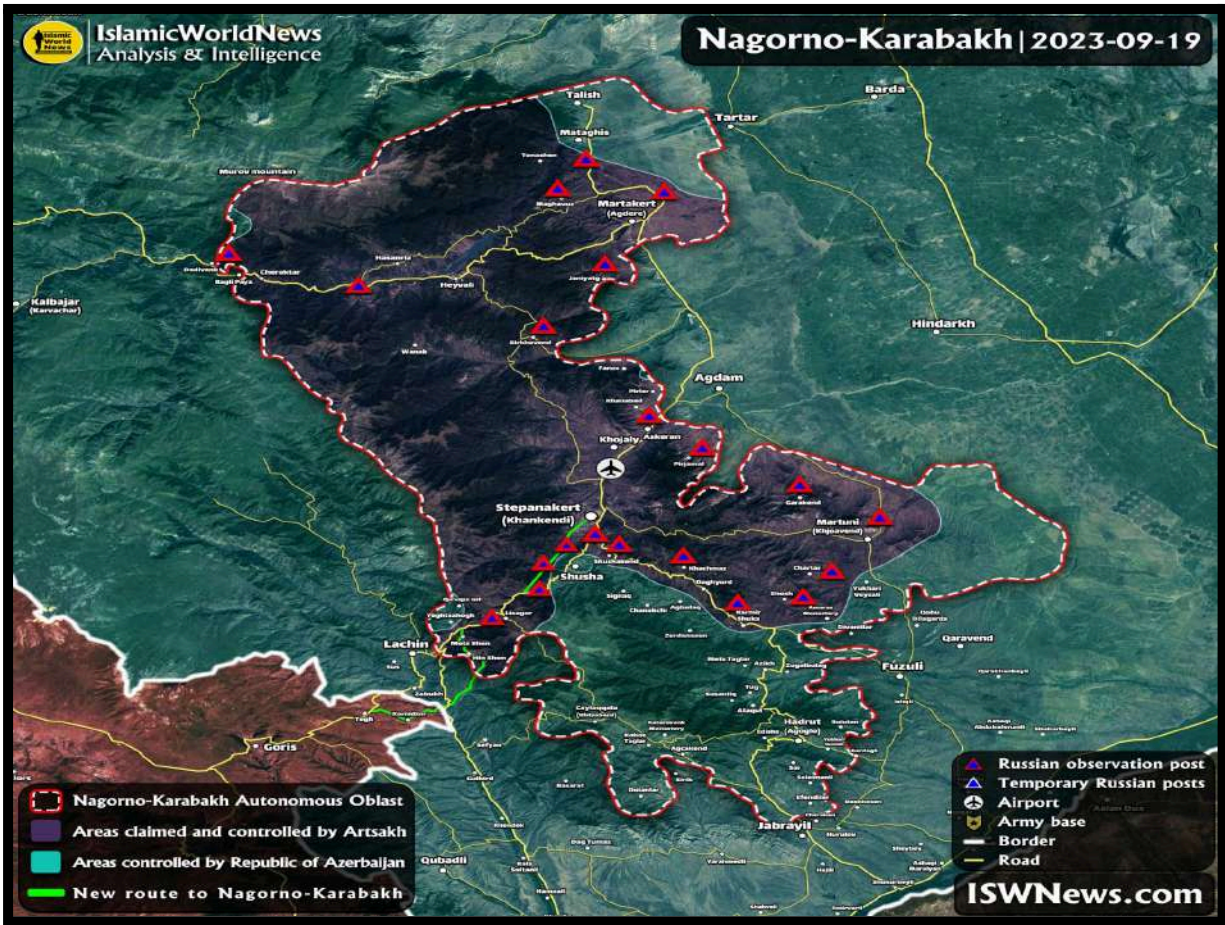
³⁸⁹ BASMADJIAN Garabed (1864-1942) Auteur du texte, *Arménie, revendications arméniennes / dressée par K. J. Basmadjian*, <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/btv1b8446311v>, 1919, consulté le 10 février 2025.

Document 5 : Carte de la première république d'Arménie, dans les limites de ses frontières en 1922³⁹⁰



³⁹⁰ Carte présentée par la délégation arménienne à la conférence de la Paix, avec l'indication de l'évolution des frontières et des revendications de 1914 - 1922, établie par le capitaine de corvette Z.Khazdarian, produite en 1921, impression Monroq, Paris, Archives du Ministère des Affaires étrangères, (166PAAP397).

Document 6 : Carte de la situation au front, septembre 2023³⁹¹



³⁹¹ Azerbaijan Launches New Offensive In Nagorno-Karabakh (Video) - Islamic World News, <https://english.iswnnews.com/30379/azerbaijan-launches-new-offensive-in-nagorno-karabakh-video/> , 19 septembre 2023, consulté le 10 février 2025.

Document 7 : Relevé des principaux équipements perdus dans les deux camps lors de la guerre des 44 jours³⁹²

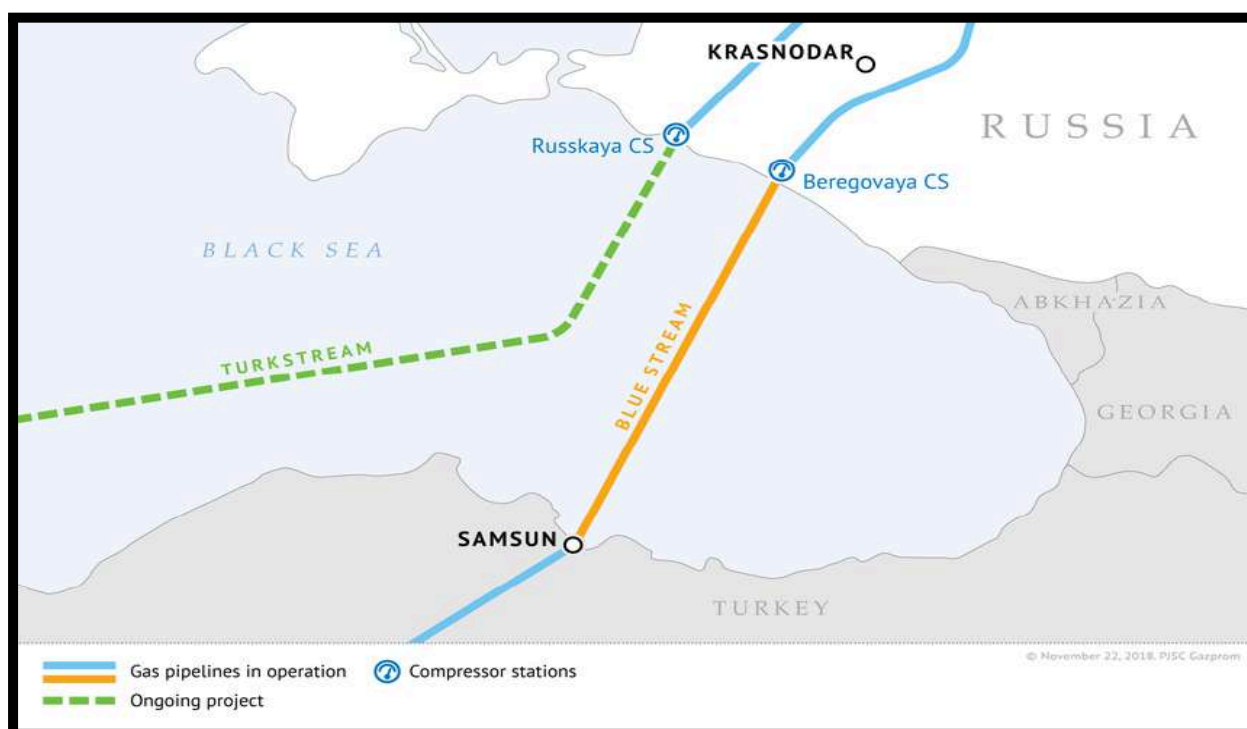
Azerbaïdjan	Pertes – détruits/abandonnés/capturés/ endommagés	Véhicules de transport logistique	46
Chars (différents modèles)	62	Radars et drones	4 (dont 3 Bayraktar turcs et l'aérostar israélien)
Véhicules d'infanterie (différents modèles)	72		
Véhicules d'infanterie mobile (israélien)	17		
Lances roquettes (pakistanaï)	2		
Avions et hélicoptères	2		

Arménie	Pertes, détruits/abandonnés/capturés	Lance missile (différents modèles)	84
Chars (différents modèles)	255	Missiles balistiques modèle Scub-B	2
Véhicules d'infanterie (différents modèles)	82	Missiles sol-air (différents modèles)	39
Véhicules blindés (différents modèles)	71	Radars	18
Systèmes d'artillerie (différents modèles)	250	Avions et hélicoptères	2
Système d'artillerie autopropulsée (différents modèles)	29	Véhicules de transport logistique	737

³⁹² ORYX, *The Fight For Nagorno-Karabakh: Documenting Losses On The Sides Of Armenia And Azerbaijan*, <https://www.oryxspioenkop.com/2020/09/the-fight-for-nagorno-karabakh.html>, consulté le 11 août 2024.

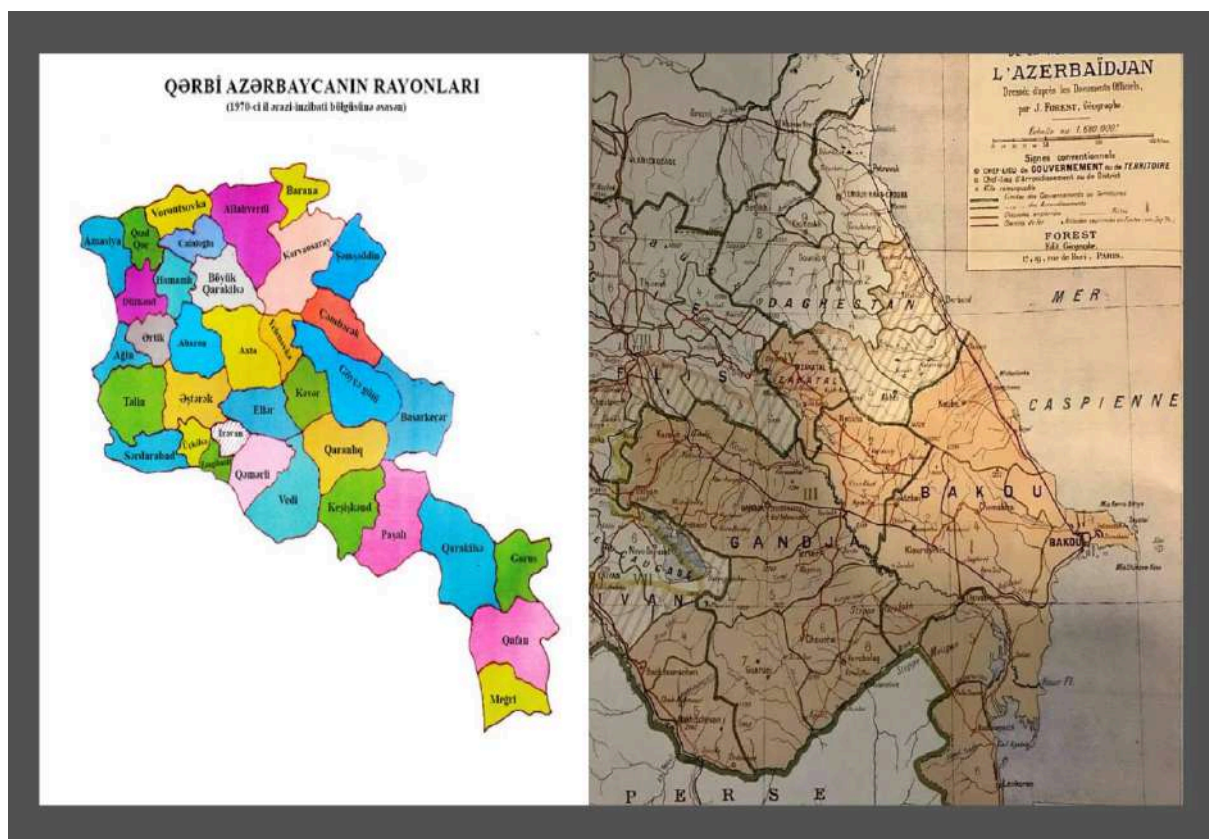
Annexes de la partie 2

Document 1: Carte du Blue Stream³⁹³



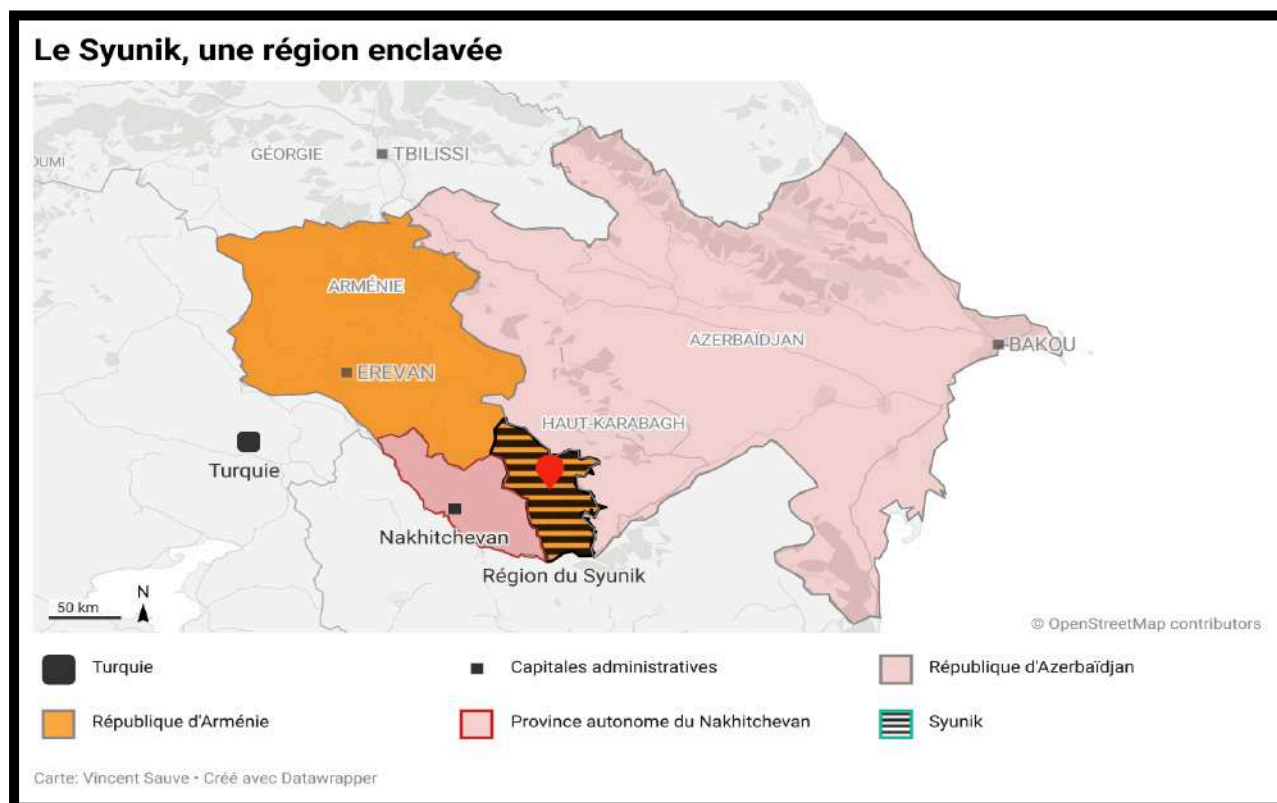
³⁹³ Figure 4. The Blue Stream pipeline, https://www.researchgate.net/figure/The-Blue-Stream-pipeline_fig2_335110329, consulté le 10 février 2025.

Document 2 : Cartes présentant deux versions de l'Azerbaïdjan de l'Ouest³⁹⁴

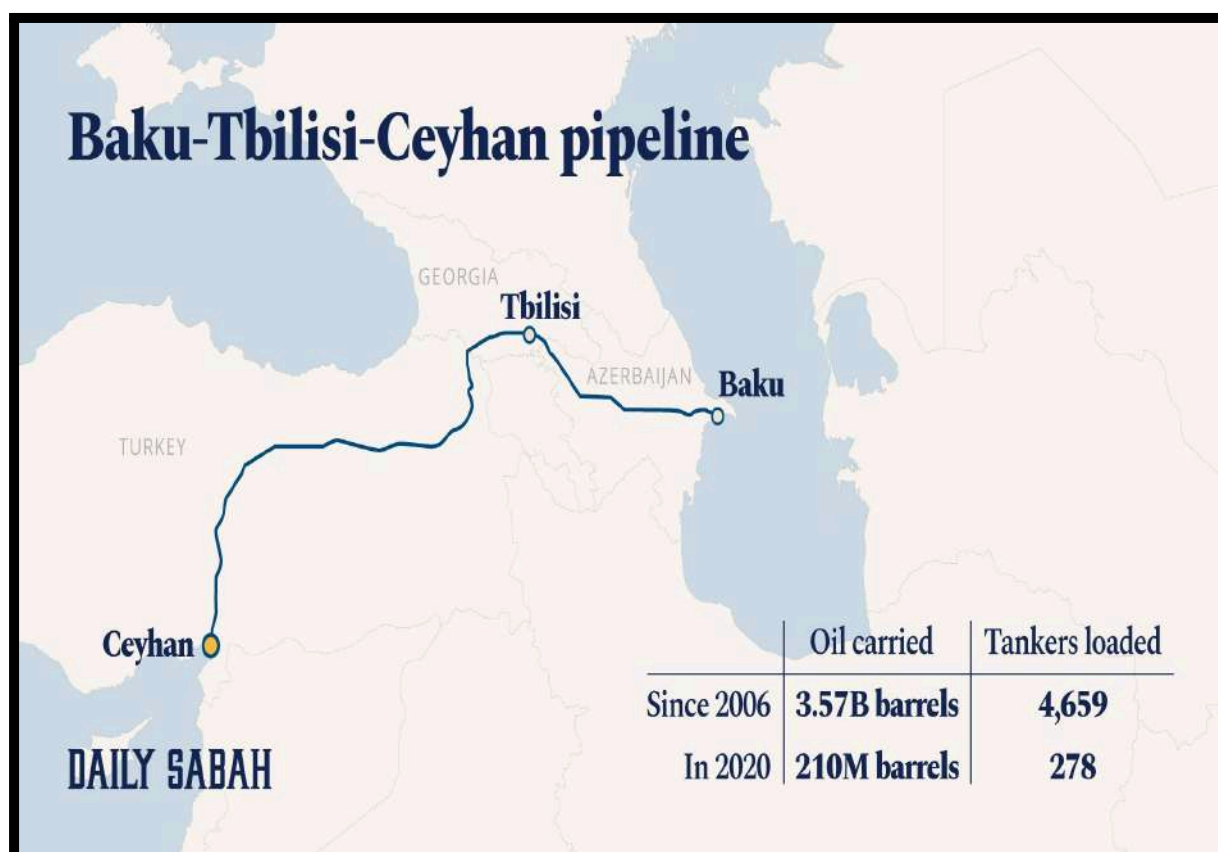


³⁹⁴ Première carte, issue des sites établissant la promotion de l'idée d'Azerbaïdjan occidental. La seconde carte représente les revendications territoriales formulées par la délégation de la Paix de la république d'Azerbaïdjan du Caucase, présentée à la conférence de Paris de la Paix, à Paris, et dressée par le géographe J. Forest, représentant les territoires "revendiqués par la république d'Azerbaïdjan" et ceux "sous son contrôle", archives du ministère des Affaires étrangères, Paris, 1919, (166PAAP397).

Document 3 : Carte des enjeux territoriaux Arméno-Azériis



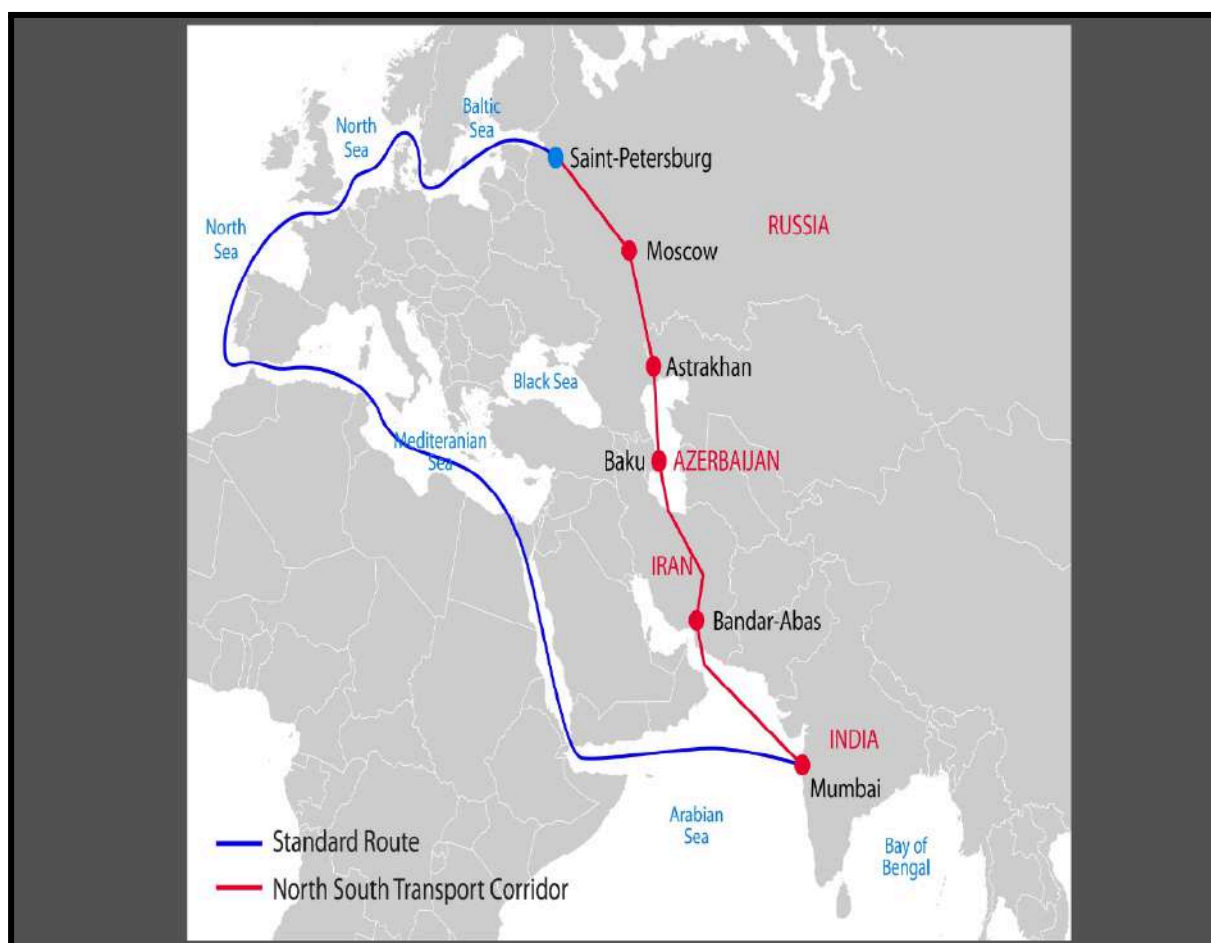
Document 4 : Carte du Pipeline Bakou - Tbilissi - Ceyhan (BTP)³⁹⁵



³⁹⁵ SABAH DAILY, *Caspian oil flow through Baku-Tbilisi-Ceyhan pipeline reaches 3.5B barrels at end of 2020*,

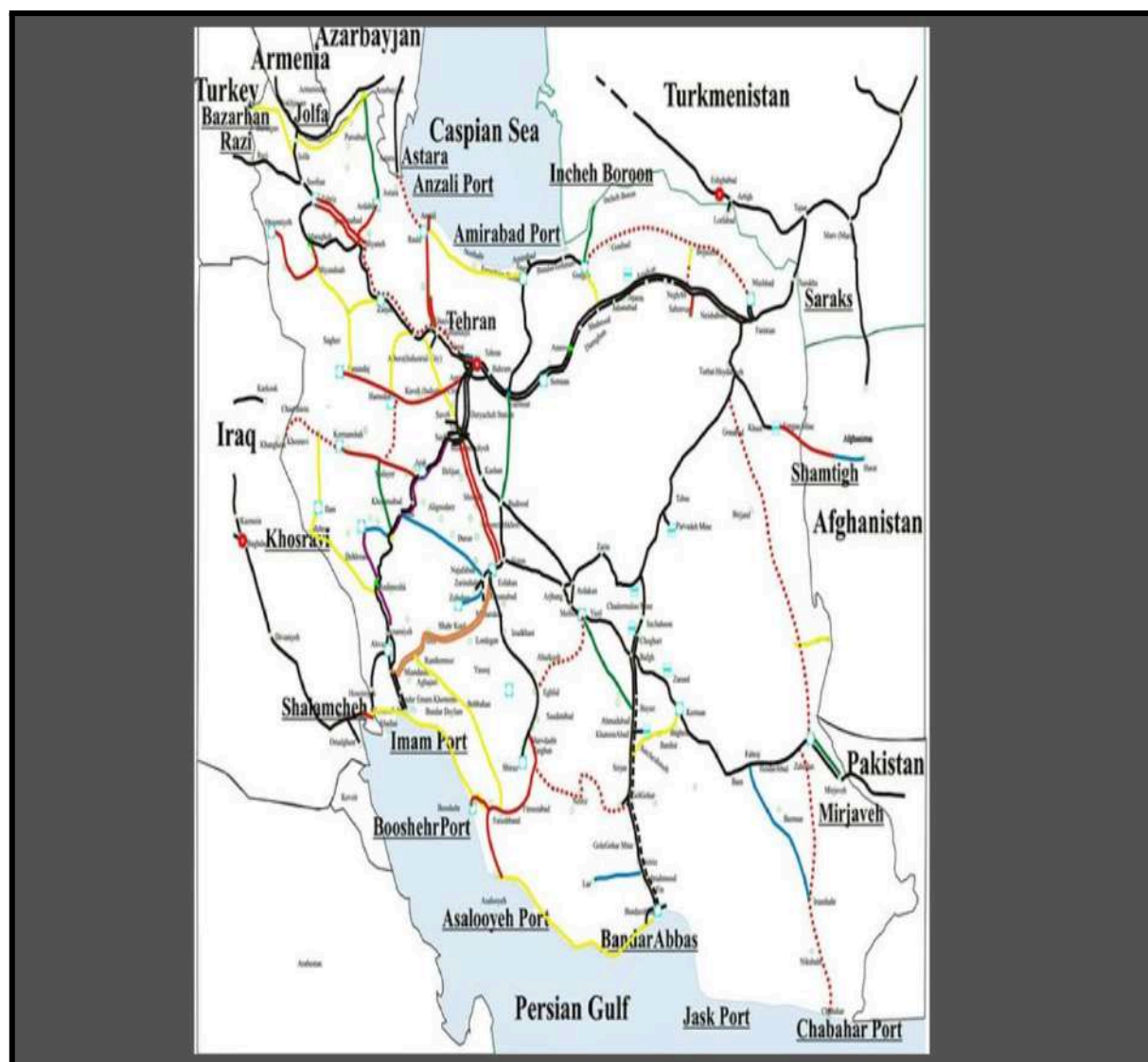
<https://www.dailysabah.com/business/energy/caspian-oil-flow-through-baku-tbilisi-ceyhan-pipeline-reaches-35b-barrels-at-end-of-2020> , 6 janvier 2021, consulté le 10 février 2025.

Document 5 : Carte de l'INSTC³⁹⁶



³⁹⁶INSTC: *A sanction-proof route with great economic prospects*, <https://www.tehrantimes.com/news/474677/INSTC-A-sanction-proof-route-with-great-economic-prospects> , 15 juillet 2022, consulté le 10 février 2025.

Document 6 : Carte du réseau de chemin de fer iranien³⁹⁷



³⁹⁷ *Iran Train Ticket* | <https://revealingpersia.com/iran-train-ticket/>, consulté le 10 février 2025.

Document 7 : Liaisons portuaire russo-iraniennes³⁹⁸

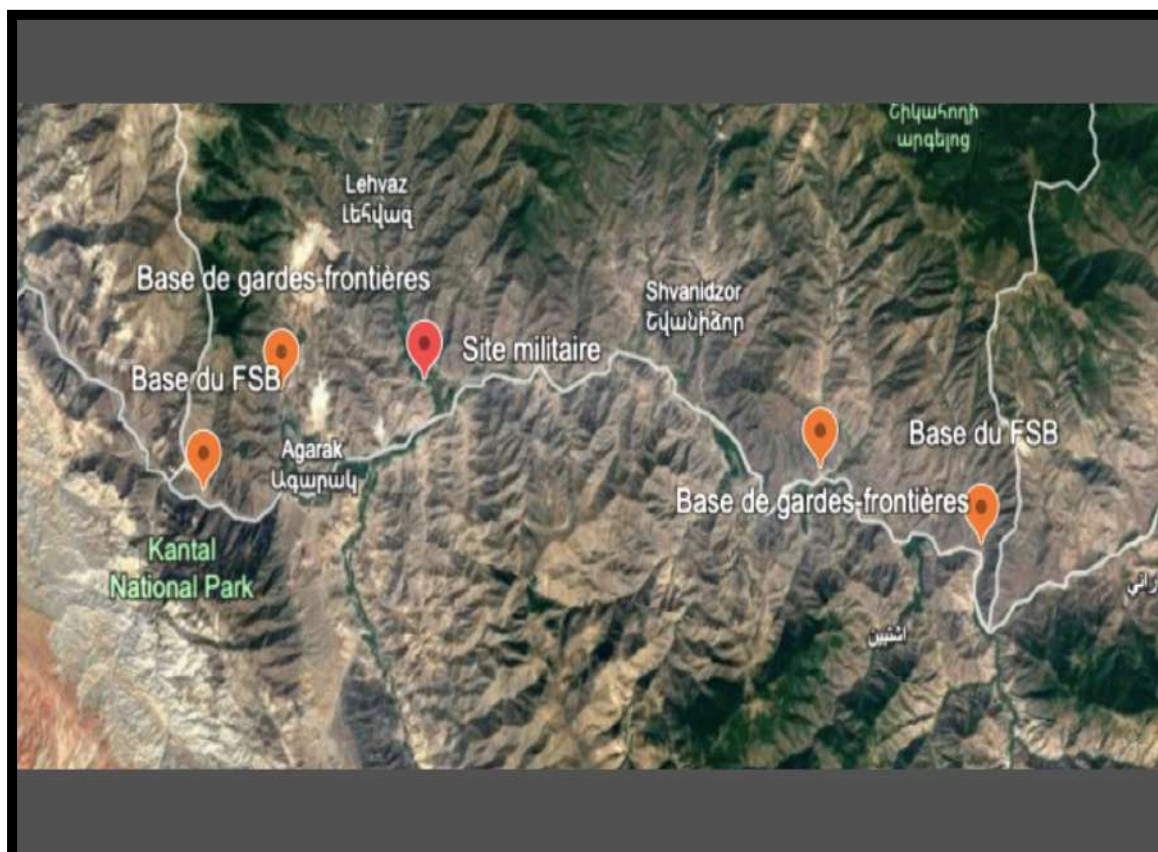
³⁹⁸ Carte personnelle.

Document 8: Carte des foyers ethniques Azéris entre l'Azerbaïdjan et l'Iran



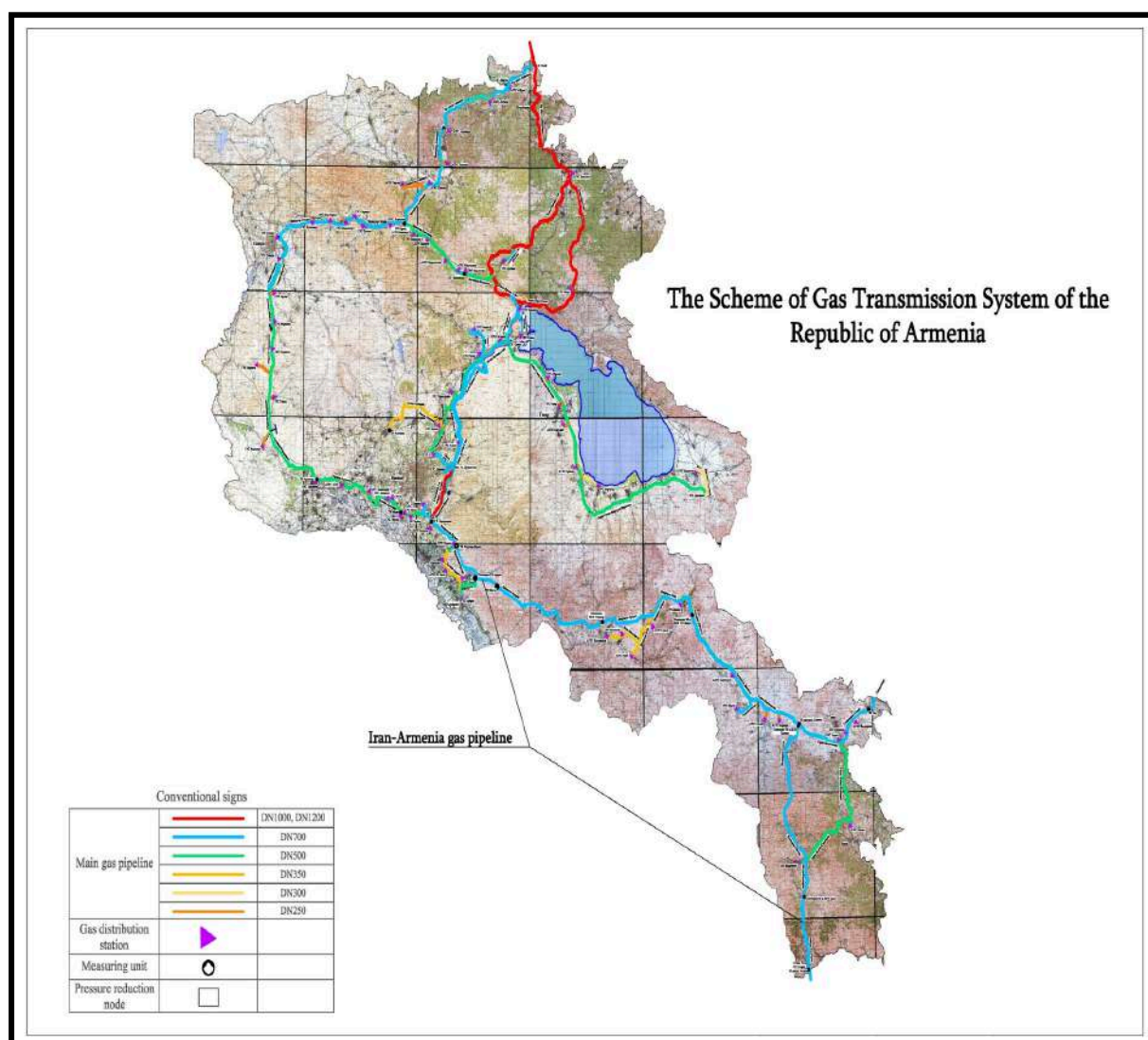
Annexes de la partie 3

Document 1 : Répartition des sites de gardes-frontières russes³⁹⁹ le long du corridor de Zanguezour

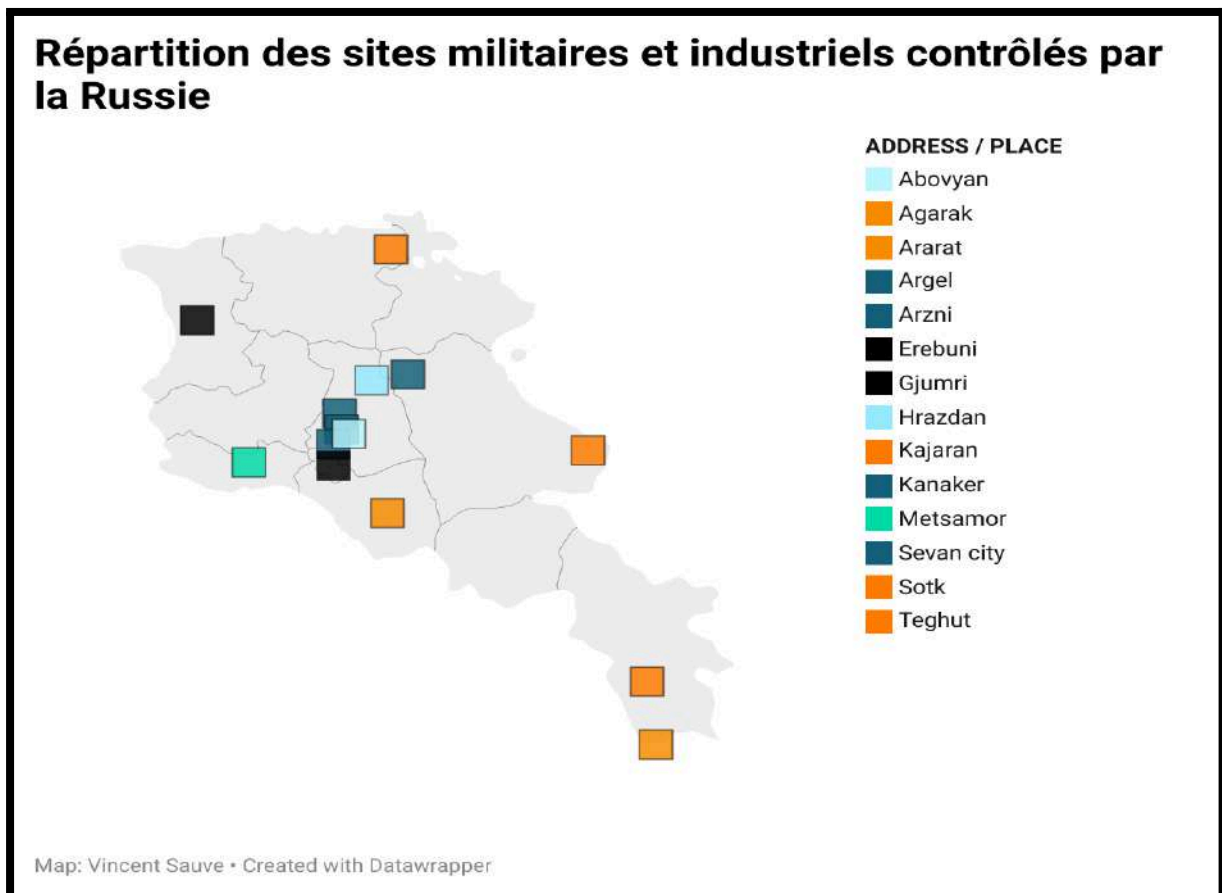


³⁹⁹ Carte personnelle et photographie prise lors de notre passage à Agarak, en juin 2024.

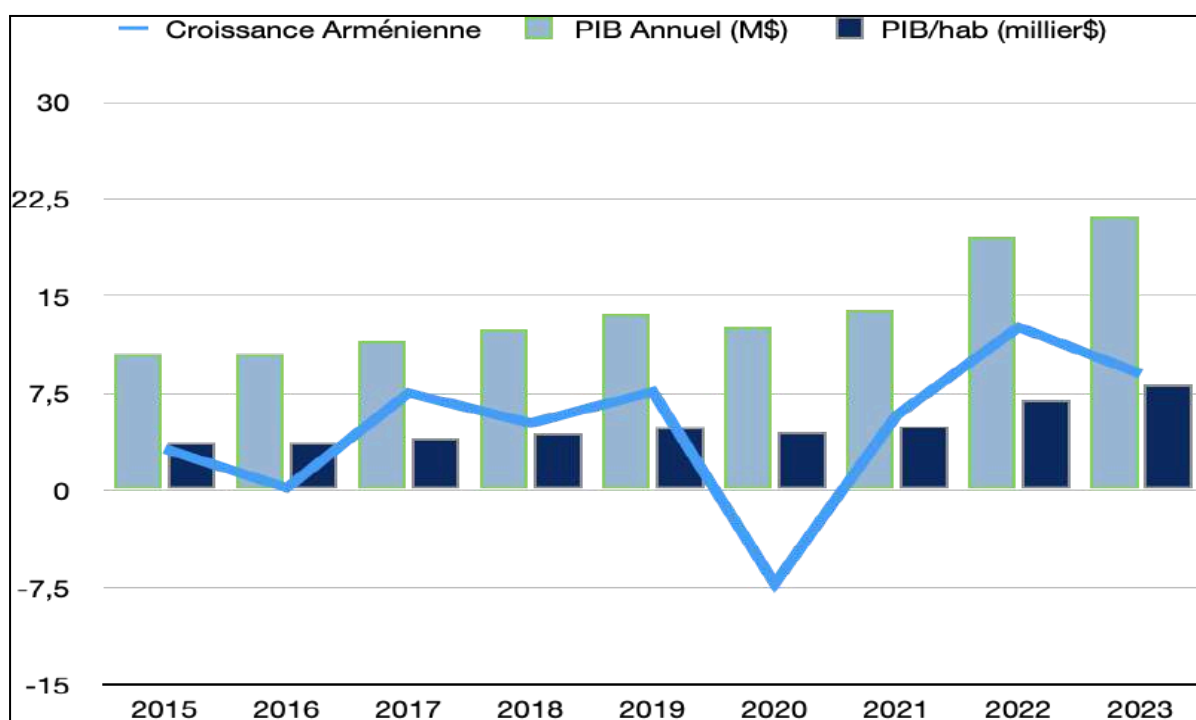
Document 2 : Carte du réseau de transmission de gaz géré par Gazprom Armenia⁴⁰⁰



⁴⁰⁰ Eng.jpg (2048×1453), <https://armenia.gazprom.com/d/textpage/7d/125/eng.jpg>, consulté le 10 février 2025.

Document 3 : Carte de la localisation des sites stratégiques contrôlés par la Russie

Document 4 : Évolution de la croissance arménienne sur huit ans⁴⁰¹



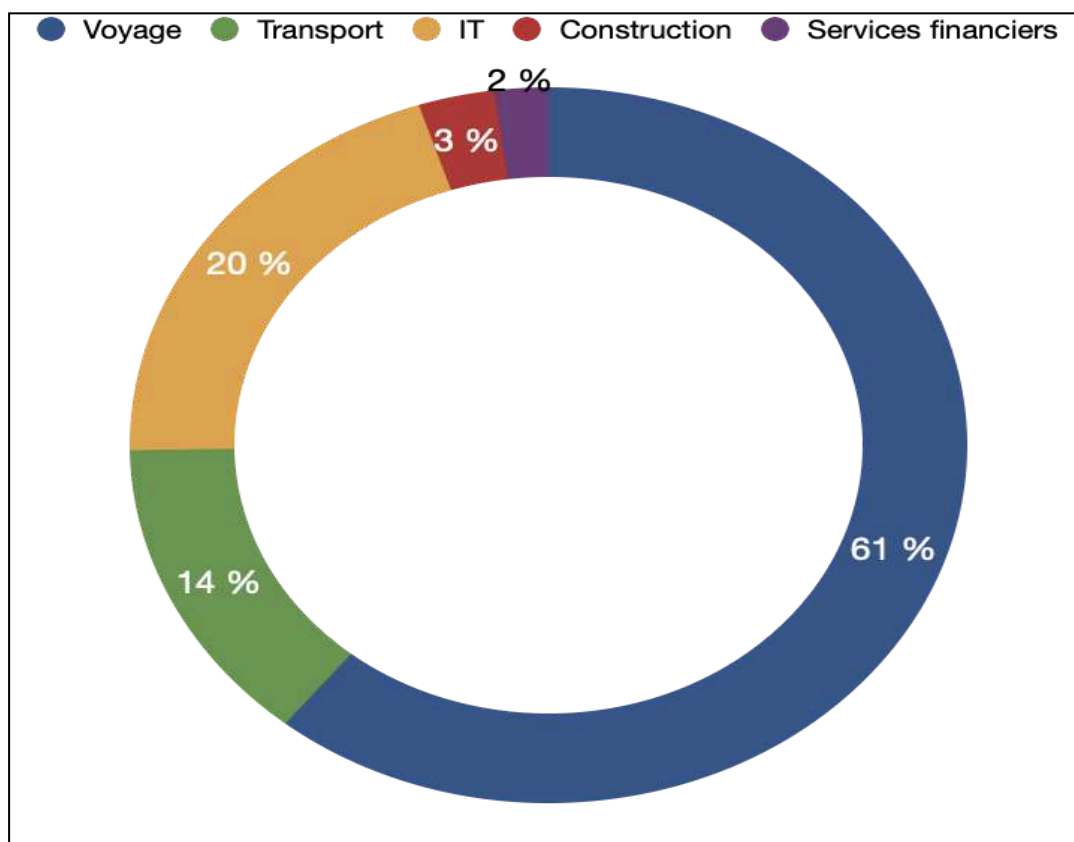
	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Valeur PIB en Mds USD	10,5	10,55	11,53	12,46	13,62	12,64	13,88	19,51	21,20
Croissance (en% du PIB)	3,2	0,2	7,5	5,2	7,6	-7,2	5,8	12,6	8,7

⁴⁰¹ Graphique et tableau personnel sur la base des données de la Banque mondiale.

Document 5: Relevé de la balance commerciale arménienne en 2022⁴⁰²

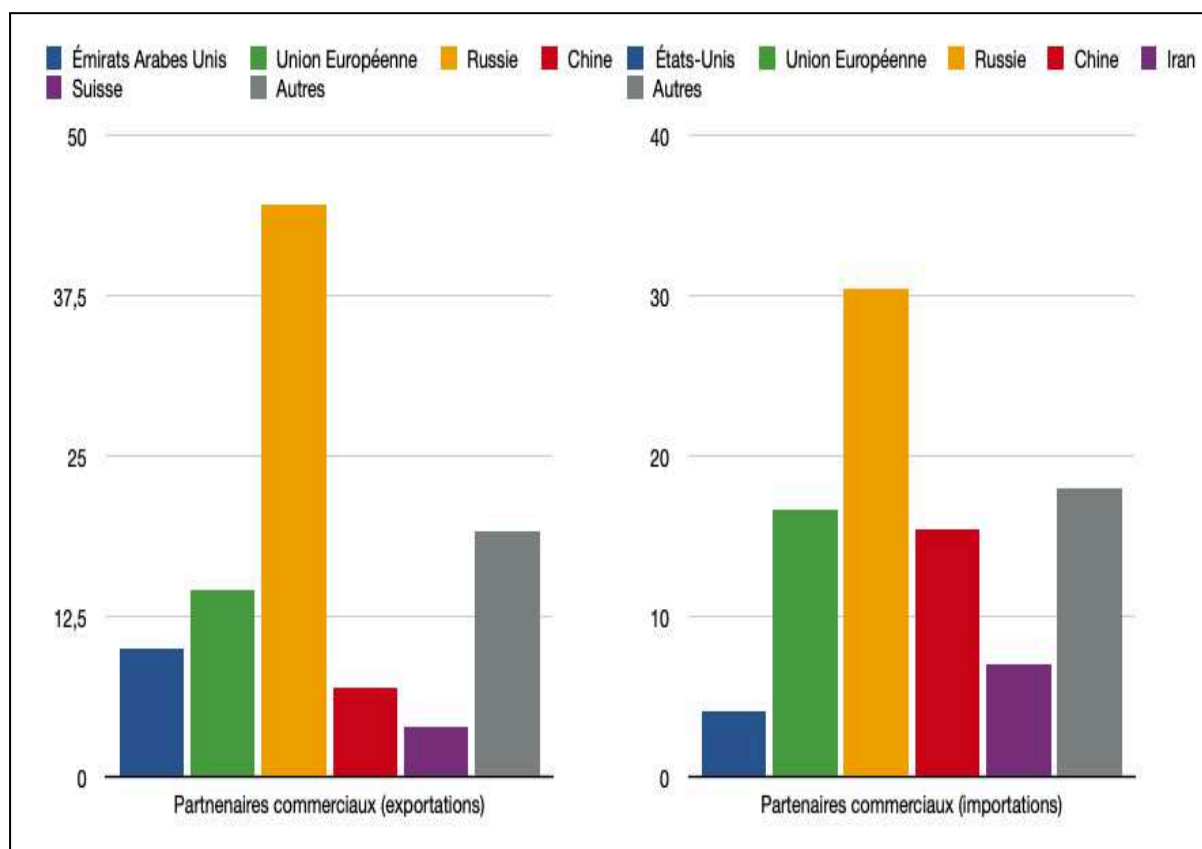
Secteurs d'activité commercial	Importations en 2022 (en %)	Exportations en 2022 (en %)	Total balance commerciale
Produits agricoles	18,4	28,8	10,4
Manufactures	60	26,7	-33,3
Fuels et produits miniers	19,3	38,2	17,1
Autres	2,4	6,4	4

⁴⁰² Données issues de la Banque mondiale

Document 6 : Diagramme présentant la répartition du secteur tertiaire arménien⁴⁰³

⁴⁰³ Données de l'OMC.

Document 7: Diagrammes des partenaires commerciaux de l'Arménie⁴⁰⁴



⁴⁰⁴ Données de l'OMC

Document 8 : Modèles d'arsenal arménien de 2020⁴⁰⁵

Véhicules terrestres	Systèmes d'armes à longue portée	Systèmes de défense aérienne
Chars	Artilleries	Systèmes missile sol-air
T-72	D44	Strela-10
Véhicules blindés de combat	KS-19AA	Osa 9K33
BRM-1K	M30	Kub3K12
MT-LB	D30	Krug 2K11
Véhicules d'infanterie	D1- M1943	M2KM Tor
BMP-1	D20-M-1955	Radars
BMP-2	2A36	P15
Missiles anti-char autopropulsés	2S1 Gvozdika	P18
9P148 Konkurs	Akatsiya	P19
9P149 Shturms-S	Lances roquettes	ST86U
Station de communication	BM21	SNR-125
BMP-1KSh	WM-80	5N63S Flap lid
	TOS-1	Pat Hand 19J6
	BM-30	1S91 SURN
	MRL	Avions
	Missiles balistiques	SU-25k
	Scub-B	

⁴⁰⁵ ORYX, *The Fight For Nagorno-Karabakh: Documenting Losses On The Sides Of Armenia And Azerbaijan*, <https://www.oryxspioenkop.com/2020/09/the-fight-for-nagorno-karabakh.html>, consulté le 11 août 2024.

Bibliographie

Livres

Michel HELLER, *La Russie et son Empire*, Perrin, 2015

Étienne PEYRAT, *Histoire du Caucase au XXe siècle*, Fayard, 2020

Sabine DUBLIN, *Histoire de l'URSS*, 2002

Russie-Turquie, un défi à l'Occident ?, Passé composés, 2022, ouvrage collectif sous la direction d'Isabelle FACON, comprenant un article de Nicolas MAZZUCHI.

Jean-Robert RAVIOT, *Le logiciel Impérial russe*, l'Artilleur, Paris, 2024.

Gaïdz MINASSIAN, *Arménie-Azerbaïdjan, une guerre sans fin ?*, Anatomie des guerres post-soviétiques, Passé Composés, février 2024

Armen KHACHIKYAN, *History of Armenia, a brief review*, Edit Print, 2017

Olivier BOUQUET, *Pourquoi l'Empire ottoman ? Six siècles d'histoire*, Gallimard, 2022

L'Iran, des Perses à nos jours, ouvrage collectif, collection pluriel histoire, février 2012.

Ouvrages de recherche

Mary Kilbourne MATOSSIAN, *The Impact of soviet policies in Armenia, 1924-1936, PhD dissertation, (Stanford university, 1955).*

Jeffrey MANKOFF, *Empires of Eurasia, How Imperial Legacies Shape International Security*, Yale University Press, 2022.

Terry MARTIN, *The Affirmative Action, Nation and Nationalism in the Soviet Union, 1923-1939*, Cornell University Press, 2001

Ronald Grigor SUNY, *Looking Toward Ararat: Armenia in Modern History*, Indiana University Press, 1993

Pierre-Louis LABEL, *La stratégie d'influence et la sécurisation économique et politique des frontières de l'Union européenne dans sa politique de voisinage à l'Est dans le cadre du Partenariat oriental*, mémoire de master 2, dirigé par Xavier Aurégant, ISIT intercultural school, 2021.

Marion BRETTON, *Le rôle de la diplomatie culturelle et religieuse turque au Kazakhstan et au Kirghizistan depuis février 2022*, mémoire de Master 1, Paris Nanterre.

Mary Kilbourne MARTOSSIAN, *The Impact of soviet policies in Armenia, 1924-1936, Phd dissertation, (Stanford university, 1955).*

Ronald Grigor SUNY, *Looking Toward Ararat: Armenia in Modern History*, Indiana University Press, 1993.

Articles d'experts

Anahide TER MINASSIAN, *Les Arméniens au 20e siècle*, Vingtième siècle, revue d'histoire, n°67, juillet-septembre 2000, pp.135-15

Jean-Robert RAVIOT, *Géographique de la Russie de 2010*, Hérodote, (pages 161 à 180), n°138, 2010.

V.V. POKSHISHEVSKIY (ed.): *Soviet Census: a demogr. evaluation*. Akademische Verlags-Gesellschaft, Wiesbaden 1980.

George A. BOURNOUTIAN, « *The Population of Persian Armenia Prior to and Immediately Following its Annexation to the Russian Empire: 1826-1832* », in , avril 1980.

Dick CHENEY, « *Soviet Military Forces in Transition* », in *American Intelligence Journal*, n° 3, vol. 12, 1991, p. 35-40.

KRAUTHAMMER Charles, « *The Unipolar Moment* », in *Foreign Affairs*, n° 1, vol. 70, 1990, p. 23-33.

The Primakov (Not Gerasimov) Doctrine in Action, <https://carnegieendowment.org/research/2019/06/the-primakov-not-gerasimov-doctrine-in-action?lang=en>, consulté le 19 mai 2024.

Can Turkish Drones Bolster NATO's Eastern Flank Against Russia?, <https://jamestown.org/program/can-turkish-drones-bolster-natos-eastern-flank-against-russia/>, consulté le 22 mai 2024.

EGOZI Arie, *Azerbaijan-Armenia conflict could impact the Israeli-Russian relationship especially in Syria*, <https://breakingdefense.com/2022/09/azerbaijan-armenia-conflict-could-impact-the-israeli-russian-relationship-especially-in-syria/> , 15 septembre 2022, consulté le 12 août 2024.

Ian DAVIS, *The interstate armed conflict between Armenia and Azerbaijan*, Europe p 127 à 132, *Armed conflict and conflict management*, SIPRI, 2020.

Arms transfers to conflict zones: The case of Nagorno-Karabakh | SIPRI, <https://www.sipri.org/commentary/topical-background/2021/arms-transfers-conflict-zones-case-nagorno-karabakh> , 30 avril 2021, consulté le 12 août 2024.

GURCOV Nichita, *Fact Sheet: Azerbaijan Moves to Retake Artsakh*, <https://acleddata.com/2023/09/21/fact-sheet-azerbaijan-moves-to-retake-artsakh/> , 21 septembre 2023, consulté le 10 février 2025.

Q&A | Russian Gas Transit through Ukraine - Center on Global Energy Policy at Columbia University SIPA | CGEP %, <https://www.energypolicy.columbia.edu/qa-russian-gas-transit-through-ukraine/>, consulté le 3 mai 2024.

VARULENKO Sergey, *The Final Countdown: Will Russia and Ukraine Renew Gas Transit Deal?*, <https://carnegieendowment.org/politika/91649>, consulté le 3 mai 2024.

La Turquie et la guerre en Ukraine, ou le retour à une politique du grand écart :: Note de la FRS :: Fondation pour la Recherche Stratégique :: FRS, <https://www.frstrategie.org/publications/notes/turquie-guerre-ukraine-retour-une-politique-grand-e-cart-2022>, consulté le 10 mai 2024.

Azerbaijan Applies for BRICS Membership,
<https://jamestown.org/program/azerbaijan-applies-for-brics-membership/>, consulté le 11 février 2025.

Azerbaijan's BRICS Application Seeks to Strengthen its Position in Global Economy,
<https://jamestown.org/program/azerbaijans-brics-application-seeks-to-strengthen-its-economy/>,
 consulté le 11 février 2025.

Solidarity Ring: a step towards increasing Azerbaijani gas supplies to Central Europe,
<https://www.osw.waw.pl/en/publikacje/analyses/2023-05-11/solidarity-ring-a-step-towards-increasing-azerbaijani-gas-supplies> , 11 mai 2023, consulté le 11 février 2025.

Entrée de l'Iran dans l'OCS: vers une sortie de l'isolement diplomatique ?,
<https://www.iris-france.org/177020-entree-de-liran-dans-locs-vers-une-sortie-de-lisolement-diplomatique/>, consulté le 10 juin 2024.

KALEJI Vali, *Analytics*,
<https://valdaiclub.com/a/highlights/banking-cooperation-between-iran-and-russia/>, consulté le 10 juin 2024.

YRASHED, *Iran is on its way to replacing Russia as a leading arms exporter. The US needs a strategy to counter this trend.*,
<https://www.atlanticcouncil.org/blogs/iransource/iran-drone-uavs-russia/> , 2 février 2024, consulté le 11 février 2025

How Iran's drones supercharged Russia's 1,000-day fight in Ukraine,
<https://www.iranintl.com/en/en/202411197064> , 19 novembre 2024, consulté le 11 février 2025.

KALEJI Vali, *Analytics*,
<https://valdaiclub.com/a/highlights/iran-and-russia-cooperation-in-the-construction/>, consulté le 10 juin 2024.

Kaleji Vali, *Analytics*,
<https://valdaiclub.com/a/highlights/iran-and-russia-cooperation-in-the-construction/>, consulté le 10 juin 2024.

Zangezur Corridor and options that are still on the table,
<https://ipis.ir/en/subjectview/742947/ipis.ir>, consulté le 29 mai 2024.

Institute for Political and International Studies- Turkey's Approach Toward the 2020 Karabakh War
<https://ipis.ir/en/subjectview/617975/Turkey%E2%80%99s-Approach-Toward-the-2020-Karabakh-War>, consulté le 10 juin 2024.

MAZAHERI Mehdi Mohammad, IPIS, *Developments in the South Caucasus and the requirements of strategic relations between Iran and Russia*,
<https://ipis.ir/en/subjectview/758604/ipis.ir>, consulté le 11 février 2025.

How Iran Perceives Turkey's Rise in the South Caucasus,
<https://eng.globalaffairs.ru/articles/iran-and-turkeys-rise/> , 2024, consulté le 12 février 2024.

The complex web of interdependence and threat balancing that prevents war between Iran and Azerbaijan | IRAS | The Institute for Iran & Eurasia studies,
<https://www.iras.ir/en/the-complex-web-of-interdependence-and-threat-balancing-that-prevents-war-between-iran-and-azerbaijan/>, consulté le 10 juin 2024.

Perspectives from Armenia on Brussels summit - Benyamin POGHOSYAN, s.l., s.n., 2021.

PANDYA Abhinav, *The U.S. Doesn't Understand Indian Diplomacy*,
<http://usanasfoundation.com/the-us-doesnt-understand-indian-diplomacy> , 14 avril 2024, consulté le 13 février 2025.

CHALIKYAN Nvard, POGHOSHYAN Benyamin et ISANIAN Verej, *The Geopolitical Aspects of the India-Armenia Partnership*, <https://www.orfonline.org/research/the-geopolitical-aspects-of-the-india-armenia-partnership> , 9 décembre 2024, consulté le 13 février 2025.

PANDA Ankit, *Turkish Modernization of Pakistan's Agosta 90B Submarines Continues*, <https://thediplomat.com/2019/10/turkish-modernization-of-pakistans-agosta-90b-submarines-continues/>

India and Pakistan's New Shadow Rivalry, <https://thediplomat.com/2024/05/india-and-pakistans-new-shadow-rivalry/>, consulté le 13 février 2025.

Azerbaijan Strengthens Trilateral Cooperation With Pakistan and Türkiye, <https://jamestown.org/program/azerbaijan-strengthens-trilateral-cooperation-with-pakistan-and-turkiye/>, consulté le 16 février 2025.

Pakistan's Acquisition of Turkish Drones and India's Options | International Centre for Peace Studies, <https://www.icpsnet.org/comments/pakistan-acquisition-of-turkish-drones-091023>, consulté le 13 février 2025.

Under The Emerging Turkey-Pakistan Strategic Alliance, Pakistan May Provide Turkey With Nuclear Weapons Capabilities, <https://www.memri.org/reports/under-emerging-turkey-pakistan-strategic-alliance-pakistan-may-provide-turkey-nuclear>, consulté le 13 février 2025.

Erdogan's Expansionism and Pakistan's Jihadism in the Caucasus: Undertaking the dynamics of Armenia- Azerbaijan Conflict - Usanas Foundation - Decode Diagnose Demystify, <https://usanasfoundation.com/erdogans-expansionism-and-pakistans-jihadism-in-the-caucasus-undertaking-the-dynamics-of-armenia-azerbaijan-conflict>, consulté le 13 février 2025.

Abhinav PANDYA, *Turkey's islamist Agenda in India*, Vivekananda International Foundation, 2020 <https://www.vifindia.org/sites/default/files/turkey-s-islamist-agenda-in-india.pdf>

Usanas Foundation, *REPORT: Geopolitical Rationale of India–Armenia Relations*, 29.02.2024, <https://usanasfoundation.com/report-geopolitical-rationale-of-indiaarmenia-relations>

CODINGEST, *Civilisational Linkages Between India and Armenia: An Exploration*, <http://usanasfoundation.com/civilisational-linkages-between-india-and-armenia-an-exploration> , 11 mai 2024, consulté le 13 février 2025.

Articles de presse, agences de presse, différents médias

GAVRILOF Élodie, *La “révolution de velours” arménienne*, <https://sms.hypotheses.org/16728> , 17 décembre 2018, consulté le 11 février 2025.

Arab League Secretary-General described Armenia's move to recognize Palestine as a courageous decision, <https://armenpress.am/en/article/1194299> , 22 juin 2024, consulté le 11 février 2025.

Leylekian Laurent, *Le traité de Sèvres: de la Turquie à l'Arménie*, <https://www.revueconflits.com/turquie-traite-sevres-armenie-histoire-lausanne/> , 10 août 2020, consulté le 16 mai 2024.

Ivan Fyodorovich Paskevich | Russian Field Marshal, Viceroy of Poland | Britannica, <https://www.britannica.com/biography/Ivan-Fyodorovich-Paskevich-Graf-Yerevansky-Knyaz-Varschavsky>, consulté le 11 juillet 2024.

Сергеевич Зурначян Авак, «СИСТЕМА УПРАВЛЕНИЯ В ВОСТОЧНОЙ АРМЕНИИ В ПЕРВОЙ ПОЛОВИНЕ XIX ВЕКА », in , 2012.

Sergey Yulyevich, Count Witte | Russian Prime Minister, Reformer & Statesman | Britannica, <https://www.britannica.com/biography/Sergey-Yulyevich-Graf-Witte> , 16 avril 2024, consulté le 16 mai 2024.

Welt Cory D, «Explaining Ethnic Conflict in the South Caucasus: Mountainous Karabagh, Abkhazia, and South Ossetia », 2004 .

Kolkhoz | Collective farming, Soviet Union, Communism | Britannica, <https://www.britannica.com/topic/kolkhoz> , 17 janvier 2025, consulté le 10 février 2025.

Sovkhoz | Collectivization, Soviet Union, Communism | Britannica, <https://www.britannica.com/topic/sovkhoz>, consulté le 10 février 2025.

Everything We Know About The Fighting That Has Erupted Between Armenia And Azerbaijan, <https://web.archive.org/web/20201210113547/https://www.thedrive.com/the-war-zone/36777/everything-we-know-about-the-fighting-that-has-erupted-between-armenia-and-azerbaijan> , 10 décembre 2020, consulté le 11 août 2024.

Yevgeny Primakov | Biography & Facts | Britannica, <https://www.britannica.com/biography/Yevgeny-Primakov>, consulté le 18 avril 2024.

Heartland | Eurasia, Theory, & History | Britannica, <https://www.britannica.com/place/heartland>, consulté le 19 mai 2024.

Obama: Russia a regional power - YouTube, <https://www.youtube.com/watch?v=PkQUzeZbLEs>, consulté le 12 août 2024.

Азербайджан купил у России оружия на пять миллиардов долларов, заявил Алиев - РИА Новости, 03.03.2020, <https://ria.ru/20180901/1527658900.html>, consulté le 12 août 2024.

Three more Il-76 planes with Russian peacekeepers arrive in Armenia, <https://tass.com/world/1222097>, consulté le 10 février 2025.

Армяне Карабаха готовы сложить оружие после суток военных действий. Что дальше?, <https://www.bbc.com/russian/articles/c3g9eq7mmd2o> , 20 septembre 2023, consulté le 12 août 2024.

Robert Ananyan, *COMMENT : What Aliyev continues to block the chance of peace in the South Caucasus*, consulté en juin 2024. <https://www.intellinews.com/comment-aliyev-continues-to-block-the-chance-of-peace-in-the-south-caucasus-323285/>.

nikama, *What could push Baku to sign peace agreement with Armenia?*, <https://jam-news.net/what-could-push-baku-to-sign-peace-agreement-with-armenia/>, 17 décembre 2024, consulté le 10 février 2025.

Azerbaijan: Baku is bulldozing Armenian legacy in Karabakh | Eurasianet, <https://eurasianet.org/azerbaijan-baku-is-bulldozing-armenian-legacy-in-karabakh>, consulté le 10 février 2025.

Azertac : Le président de la République : *L'Arménie est en fait une source de menace pour la région*, le 07.01. 2025

Itham Aliyev: « War Was Inevitable; Minsk Group Dead », <https://hetq.am/en/article/145646> , 16 juin 2022, consulté le 10 février 2025.

Gunay Hajiyeva, *President Aliyev Says Talks About Minsk Group Make no Sens*, <https://caspiannews.com/news-detail/president-aliyev-says-talks-about-minsk-group-make-no-sens-e-2022-4-23-0/>, April 24, 2022.

Azerbaijani leader calls for dissolving OSCE Minsk Group, <https://tass.com/world/1747775>, consulté le 10 février 2025.

« Armenia freezes participation in Russia-led security bloc - Prime Minister », in *Reuters*, 23 févr. 2024 p.

Gabriel Gavin, *Armenia to quit Russia's military alliance amid split with Putin*, le 12.04.2024
<https://www.politico.eu/article/armenia-ends-military-alliance-with-russia-pm-nikol-pashinyan-confirms/>

Le Service fédéral de sécurité de la Russie a transféré les responsabilités de la protection des frontières nationales au côté arménien à l'aéroport de Zvartnots, <https://armenpress.am/fr/article/1196821> , 31 juillet 2024, consulté le 13 août 2024.

IRI Armenia Poll : increasing Negative Views of Russia, Strong Support for Nagorno-Karabakh Refugee Response, 11. 03. 2024,
<https://www.iri.org/news/iri-armenia-poll-increasing-negative-views-of-russia/#:~:text=The%20IRI%20survey%20found%20that,Director%20for%20Eurasia%20at%20IRI.>

Tehran Hosts 3+3 Discussions to Foster Regional Cooperation, <https://caspiannews.com/news-detail/tehran-hosts-33-discussions-to-foster-regional-cooperation-2023-10-24-58/>, consulté le 14 août 2024.

Le nombre d'immigrés russes en Turquie en hausse de 218%, selon Al-Monitor, <https://www.lorientlejour.com/article/1344437/le-nombre-dimmigres-russes-en-turquie-en-hausse-de-218-selon-al-monitor.html> , 25 juillet 2023, consulté le 26 mai 2024.

Ruiz Mauricio, *Russia and Türkiye agree to increase flights to more than 1300 per week*, <https://traveltomorrow.com/russia-and-turkiye-agree-to-increase-flights-to-more-than-1300-per-week/> , 2 mai 2023, consulté le 11 février 2025.

Pan-Turanianism | Pan-Turkic, Nationalism, Ideology | Britannica, <https://www.britannica.com/event/Pan-Turanianism>, consulté le 3 juin 2024.

Beyond Petrostates, <https://carbontracker.org/reports/petrostates-energy-transition-report/>, consulté le 10 juin 2024.

Standish Reid, « Azerbaijan Moves Closer Toward China And Courts Investment Through New Deals », in *Radio Free Europe/Radio Liberty*, 07:12:40Z p.

Nicolas Bourcier, *Le Monde*, « *La Turquie pourrait rejoindre les BRICS* », in , 3 sept. 2024

Nicolas Bourcier, *Le Monde*, « *La Turquie et la tentation des BRICS* », in , 22 oct. 2024

Les filières turques de mercenaires syriens en Azerbaïdjan – Un si Proche Orient, <https://www.lemonde.fr/blog/filiu/2020/10/18/les-filieres-turques-de-mercenaires-syriens-en-azerbaïdjan/>, consulté le 3 juin 2024.

Arménie : la trahison de Poutine,
https://www.lepoint.fr/monde/armenie-la-trahison-de-poutine-08-10-2023-2538474_24.php , 8 octobre 2023, consulté le 11 février 2025.

Departure of Russian peacekeepers from Karabakh an outgrowth of strong ties between Baku and Moscow – Aliyev | Eurasianet,
<https://eurasianet.org/departure-of-russian-peacekeepers-from-karabakh-an-outgrowth-of-strong-ties-between-baku-and-moscow>, consulté le 1 mai 2024.

Azerbaijan's Russian gas deal raises uncomfortable questions for Europe | Eurasianet,
<https://eurasianet.org/azerbaijans-russian-gas-deal-raises-uncomfortable-questions-for-europe>, consulté le 11 février 2025.

Civilnet, Is Azerbaijan selling Russian gas to Europe?,
<https://www.civilnet.am/en/news/681416/is-azerbaijan-selling-russian-gas-to-europe/> , 4 novembre 2022, consulté le 11 février 2025.

Dean Schmucl Elmas, « Azerbaijani oil continues flowing to Israel via Turkey », in *Globes*, 5 mai 2024 p.

More Politics, Less Trade: Reality and Prospects of Iran-Russia Economic Ties,
<https://epc.ae/en/details/brief/more-politics-less-trade-reality-and-prospects-of-iran-russia-economic-ties>, consulté le 10 juin 2024.

Iran opposes any geopolitical change and extraterritoriality, says envoy,
<https://armenpress.am/en/article/1204301> , 7 novembre 2024, consulté le 11 février 2025.

LIVE: Russian President Vladimir Putin Holds Bilateral Talks with Azerbaijani President Ilham Aliyev, s.l., s.n., 2024.

Le ministre l'Economie s'inquiète de l'appréciation du dram,
<https://www.norharatch.com/archives/news/le-ministre-leconomie-sinquiete-de-lappréciation-du-dram>, consulté le 19 mai 2024.

Russian fighter aviation holds drills in skies over Armenia,
<https://tass.com/defense/1379637>, consulté le 11 février 2025.

Вести.Ru: Армения выслушала российскую оценку карабахского вопроса,
<https://web.archive.org/web/20190422114344/https://www.vesti.ru/doc.html?id=387102>, consulté le 25 avril 2024.

Новости Р. И. А., *Плановая смена военнослужащих-срочников началась на базе России в Армении,* <https://ria.ru/20160425/1419969662.html> , 20160425T2243, consulté le 11 février 2025.

Russian airbase in Armenia will be re-equipped with Su-30SM fighter jets — source,
<https://tass.com/defense/1055069>, consulté le 11 février 2025.

Russian border guards leave Yerevan's Zvartnots airport after 32 years of service,
<https://tass.com/politics/1823727>, consulté le 11 février 2025.

Comprendre les énergies bas-carbone en Arménie avec les données | Low-Carbon Power, <https://lowcarbonpower.org/fr/region/Arm%C3%A9nie>, consulté le 11 février 2025. Respectivement 25,1% de nucléaire et 30% d'hydraulique, en 2022.

U.S. or Russia? Armenia Discusses New Nuclear Power Plant with Both,
<https://hetq.am/en/article/167971> , 9 juillet 2024, consulté le 11 février 2025.

Armenia to Pay Russian Company \$65M to Prolong Life of Metzamor Nuclear Plant,
<https://hetq.am/en/article/162817> , 13 décembre 2023, consulté le 11 février 2025.

AVESTISYAN Ani, *Who are the Russian owners of Armenian mines*, <https://www.civilnet.am/en/news/758037/who-are-the-russian-owners-of-armenian-mines/> , 27 novembre 2023, consulté le 11 février 2025.

Cartographie. La diaspora arménienne en un coup d'œil, <https://www.courrierinternational.com/grand-format/cartographie-la-diaspora-armenienne-en-un-coup-doeil> , 12 décembre 2020, consulté le 20 avril 2024.

Russia's powerful economic levers over Armenia | *Eurasianet*, <https://eurasianet.org/russias-powerful-economic-levers-over-armenia>, consulté le 20 avril 2024.

Новости Армении и Спюрка/6 марта 2024, s.l., s.n., 2024

Armenia, India discuss boosting high-tech cooperation, <https://armenpress.am/en/article/1198650> , 30 août 2024, consulté le 11 février 2025.

Новости Армении и Спюрка/5 апреля 2024, s.l., s.n., 2024
Новости Армении и Спюрка/20 февраля 2024, s.l., s.n., 2024.

Новости Армении и Спюрка/16 февраля 2024, s.l., s.n., 2024.

Новости Армении и Спюрка/16 апреля 2024, s.l., s.n., 2024
Новости Армении и Спюрка/15 апреля 2024, s.l., s.n., 2024.

Новости Армении и Спюрка/15 марта 2024, s.l., s.n., 2024
Новости Армении и Спюрка/22 февраля 2024, s.l., s.n., 2024.

Новости Армении и Спюрка/9 апреля 2024, s.l., s.n., 2024
Новости Армении и Спюрка/5 апреля 2024, s.l., s.n., 2024

PM calls on Armenians to discuss EU membership, <https://www.euractiv.com/section/enlargement/news/pm-calls-on-armenians-to-discuss-eu-membership/> , 14 mars 2024, consulté le 13 février 2025.

Armenia mulling EU membership application, foreign minister says, <https://www.politico.eu/article/armenia-mulling-eu-membership-application-foreign-minister-mirzoyan-says/> , 9 mars 2024, consulté le 13 février 2025.

ՌԿ «Ազատություն», «Russia Condemns Armenian Officials' Trip To Ukrainian Town», in «Ազատ եվրոպա/Ազատություն» ասիական, 11:25:40Z p.

AVESTISYAN Ani, *Azerbaijan wants EU monitoring mission to leave*, <https://eurasianet.org/azerbaijan-wants-eu-monitoring-mission-to-leave> , 18 décembre 2024, consulté le 13 février 2025.

Mount an airlift to feed Nagorno-Karabakh, <https://www.politico.eu/article/eu-peace-deal-nagorno-karabakh-azerbaijan-armenia-lachin-corridor-blockade-airlift-hunger-human-rights/> , 15 août 2023, consulté le 13 février 2025.

Greece envisions successful collaboration with Armenia in innovative defense research, <https://armenpress.am/en/article/1131695> , 4 mars 2024, consulté le 13 février 2025.

Cyprus to open diplomatic representation in Yerevan - Cyprus Foreign Ministry, <https://armenpress.am/en/article/1131971> , 7 mars 2024, consulté le 13 février 2025.

Cyprus Defense Minister's visit to Armenia to give new impetus to effective cooperation in military sector -Ambassador, <https://armenpress.am/en/article/1194148> , 20 juin 2024, consulté le 13 février 2025.

Germany to provide 116 mln 400 thousand Euro financial aid to Armenia, <https://armenpress.am/en/article/1080394> , 12 avril 2022, consulté le 13 février 2025.

Germany provides ICRC with additional €2 million for Nagorno-Karabakh mission, <https://armenpress.am/en/article/1119217> , 11 septembre 2023, consulté le 13 février 2025.

Germany supports Armenian democracy, reforms - Chargé d'affaires Erik Tintrup, <https://armenpress.am/en/article/1119503> , 14 septembre 2023, consulté le 13 février 2025.

Germany to provide 9.3 million euros in humanitarian aid to Armenia, <https://armenpress.am/en/article/1123484> , 3 novembre 2023, consulté le 13 février 2025.

Germany to provide €84,6 million in aid to Armenia, <https://armenpress.am/en/article/1124684> , 22 novembre 2023, consulté le 13 février 2025.

Germany is an important and successful model of parliamentarism for Armenia – Pashinyan, <https://armenpress.am/en/article/1004874> , 13 février 2020, consulté le 13 février 2025.

India can view Armenia as transport gate to Russia and Europe, Deputy PM tells ambassador, <https://armenpress.am/en/article/1046215> , 16 mars 2021, consulté le 13 février 2025.

Armenia to open representative office at Iran's Chabahar Port, <https://armenpress.am/en/article/1201077> , 30 septembre 2024, consulté le 13 février 2025.

Indian FM to pay first ever visit to Armenia, <https://armenpress.am/en/article/1065159> , 9 octobre 2021, consulté le 13 février 2025.

MGDESYAN Arshaluis, *Indian migrants reshape Armenia's labor market*, <https://eurasianet.org/indian-migrants-reshape-armenias-labor-market> , 21 avril 2024, consulté le 13 février 2025.

Indian Migrants: The Armenian Dream, <https://hetq.am/en/article/164493> , 22 février 2024, consulté le 13 février 2025.

India has yet to receive official proposal from Armenian side about the, <https://armenpress.am/en/article/1087895> , 8 juillet 2022, consulté le 13 février 2025.

India ready to participate in infrastructure development projects in Armenia, <https://armenpress.am/en/article/1125562> , 5 décembre 2023, consulté le 13 février 2025.

India-Armenia forum held during Raisina Dialogue in New Delhi, <https://armenpress.am/en/article/1130866> , 22 février 2024, consulté le 13 février 2025.

Making Sense of SADAT, Turkey's Private Military Company, <https://warontherocks.com/2021/10/making-sense-of-sadat-turkeys-private-military-company/> , 8 octobre 2021, consulté le 13 février 2025.

Mercenaries in and around the Nagorno-Karabakh conflict zone must be withdrawn – UN experts, <https://www.ohchr.org/en/press-releases/2020/11/mercenaries-and-around-nagorno-karabakh-conflict-zone-must-be-withdrawn-un>, consulté le 13 février 2025.

Pakistan's Military Involvement In The Nagorno-Karabakh War, <https://www.memri.org/reports/pakistans-military-involvement-nagorno-karabakh-war>, consulté le 13 février 2025.

Bedevian Astghik, « Karabakh Section Of Armenian Foreign Ministry Website Still Inaccessible », in « Ազատ Եվրոպա/Ազատություն » ասպիտակյան, 17:40:47Z p.

Welcome to Permanent Mission of India to the UN , New York, <https://www.pminewyork.gov.in/IndiaatUNSC?id=NDc0MQ>, consulté le 13 février 2025.

Armenia is first foreign buyer of Indian Pinaka long-range rocket-artillery system, <https://armenpress.am/en/article/1093731> , 29 septembre 2022, consulté le 13 février 2025.

India's National Defense College delegation visits Armenia, <https://armenpress.am/en/article/1118241> , 28 août 2023, consulté le 13 février 2025.

Indian Air Force to post defense attaché to Armenia, <https://armenpress.am/en/article/1120122> , 20 septembre 2023, consulté le 13 février 2025.

India considers sending Armenia more weapons – The Economic Times, <https://armenpress.am/en/article/1122933> , 27 octobre 2023, consulté le 13 février 2025.

India to supply more arms to Armenia, <https://armenpress.am/en/article/1124263> , 16 novembre 2023, consulté le 13 février 2025.

India is set to commence the delivery of its indigenously developed Akash IS air defence missile system to Armenia, its first foreign buyer, <https://armenpress.am/en/article/1197329> , 8 août 2024, consulté le 13 février 2025.

Chaudhury Dipanjan Roy, « India-Russia trade volume touches 38.4 billion USD in 2022 », in *The Economic Times*, 30 mars 2023 p.

Russian exports of oil, petroleum products to India double in 2023 — envoy, <https://tass.com/politics/1759563>, consulté le 13 février 2025.

Import of Russian goods to India up to \$5.41 bln in July — ministry, <https://tass.com/economy/1829619>, consulté le 13 février 2025.

India, Russia to reach \$100 bln trade turnover before 2030 — expert, <https://tass.com/economy/1820867>, consulté le 13 février 2025.

Putin commends privileged strategic partnership between Russia, India, <https://tass.com/politics/1814533>, consulté le 13 février 2025.

Armenia's Military Reforms: A Status Check, s.l., s.n., 2024.

Fortress Armenia: Armenia's Ongoing Military Reforms, s.l., s.n., 2023.

Oryx, *Sky-High Ambitions: Armenia's Drone Programmes*, <https://www.oryxspioenkop.com/2023/01/sky-high-ambitions-armenias-drone.html>, consulté le 13 février 2025.

France to deliver armaments to Armenia on February 22, <https://armenpress.am/en/article/1130884> , 22 février 2024, consulté le 13 février 2025.

Bedevian Astghik, « France Reportedly Ships More Military Equipment To Armenia », in «Ազատ Եվրոպա/Ազատություն» հավիտիւյան, 18:10:43Z p.

France shipped Bastion armored personnel carriers to Armenia through Georgia, <https://armenpress.am/en/article/1124078> , 14 novembre 2023, consulté le 13 février 2025.

France to sell Thales GM 200 radars and Mistral air defense systems to Armenia, <https://armenpress.am/en/article/1122654> , 24 octobre 2023, consulté le 13 février 2025.

Armenia to acquire CAESAR artillery system from France, <https://armenpress.am/en/article/1193907> , 18 juin 2024, consulté le 13 février 2025.

Armenia interested in buying more ATAGS artillery systems from India, <https://armenpress.am/en/article/1199651> , 12 septembre 2024, consulté le 13 février 2025.

Sites gouvernementaux - sources officielles

Government of Armenia, *Armenia 2020 National Security Strategy of the republic of Armenia, a resilient Armenia in a changing world*, july 2020
<https://www.mfa.am/filemanager/security%20and%20defense/Armenia%202020%20National%20Security%20Strategy.pdf>

Doctrine de politique étrangère de la Fédération de Russie,
https://france.mid.ru/fr/presse/doctrine_de_politique_etrangere_de_la_federation_de_russie/,
 consulté le 30 avril 2024.

Traité de Kars - 1921 - Wikisource,
https://fr.wikisource.org/wiki/Trait%C3%A9_de_Kars_-_1921, consulté le 17 mai 2024.

COLLECTIVE SECURITY TREATY, dated May 15, 1992,
https://en.odkb-csto.org/documents/documents/dogovor_o_kollektivnoy_bezopasnosti/#loaded,
 consulté le 10 février 2025.

Сообщение Министерства обороны Азербайджанской Республики,
<https://mod.gov.az/ru/news/soobshenie-ministerstva-oborony-azerbajdzhanskoj-respubliki-49349.html>,
 consulté le 12 août 2024.

Ministère des Affaires étrangères de Turquie, *NO : 216, 18 octobre 2024, Concernant la troisième réunion de la Plateforme de coopération régionale 3+3 pour le Caucase du Sud à Istanbul*,
https://www.mfa.gov.tr/no_-216_-istanbul-da-duzenlenen-3-3-guney-kafkasya-bolgesel-isbirligi-platformunun-ucuncu-toplantisi-hk.fr.mfa#:~:text=S.E.%20Hakan%20Fidan%2C%20ministre%20des,Istanbul%20le%2018%20octobre%202024, consulté en décembre 2024.

La Cour pénale internationale accueille l'Arménie en tant que nouvel État partie | International Criminal Court,
<https://www.icc-cpi.int/fr/news/la-cour-penale-internationale-accueille-larmenie-en-tant-que-nouvel-etat-partie>, consulté le 13 août 2024.

COLLECTIVE SECURITY TREATY, dated May 15, 1992,
https://en.odkb-csto.org/documents/documents/dogovor_o_kollektivnoy_bezopasnosti/#loaded,
 consulté le 10 février 2025.

The signing of the Strategic Partnership Charter between the Republic of Armenia and the United States of America took place in Washington,
<https://www.mfa.am/en/press-releases/2025/01/14/the/13032>, consulté le 10 février 2025.

LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE NATIONALE DU « SIÈCLE DE LA TÜRKİYE » | Ministère des Affaires étrangères de la République de Türkiye,
<https://www.mfa.gov.tr/vue-generale.fr.mfa>, consulté le 29 mai 2024.

Home Page - TİKA, <https://tika.gov.tr/en/>, consulté le 30 mai 2024.

Turkish-backed mercenaries | First batch of Syrian fighters arrives in Azerbaijan - The Syrian Observatory For Human Rights, <https://www.syriaahr.com/en/185821/>, 27 septembre 2020,
 consulté le 3 juin 2024.

ITPRO, *AZERBAÏJDAN-TURQUIE : LA DÉCLARATION DE CHOUCHA*,
<https://paris.mfa.gov.az/fr/news/5155/azerbajdan-turquie-la-declaration-de-choucha>, consulté le 30 mai 2024. Foreign Minister Sergey Lavrov's interview with the radio stations Sputnik, Govorit Moskva, and Komsomolskaya Pravda, Moscow, April 19, 2024 - The Ministry of Foreign Affairs of the Russian Federation, https://mid.ru/en/foreign_policy/rso/1945189/, consulté le 25 avril 2024.

Декларация о союзническом взаимодействии между Российской Федерацией и Азербайджанской Республикой, <http://kremlin.ru/supplement/5777> , 10 février 2025, consulté le 11 février 2025.

La République d'Arménie - Le Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie, <https://mid.ru/fr/maps/am/>, consulté le 11 février 2025.

Consulat général de Russie à Gjumri, République d'Arménie, *102e base militaire russe*, https://web.archive.org/web/20200610091601/https://gyumri.mid.ru/ru/sootechestvenniki/102_aya_rossiyskaya_voennaya_baza/ , 10 juin 2020, consulté le 25 avril 2024.

International Criminal Court welcomes Armenia as a new State Party | International Criminal Court, <https://www.icc-cpi.int/news/international-criminal-court-welcomes-armenia-new-state-party>, consulté le 13 février 2025.

La Cour pénale internationale accueille l'Arménie en tant que nouvel État partie | International Criminal Court, <https://www.icc-cpi.int/fr/news/la-cour-penale-internationale-accueille-larmenie-en-tant-que-nouvel-etat-partie>, consulté le 13 août 2024.

EU and Armenia Launch Visa Liberalisation Dialogue, https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/ip_24_4610, consulté le 13 février 2025.

Conseil européen – Rôles et pouvoirs | Union européenne, https://european-union.europa.eu/institutions-law-budget/institutions-and-bodies/search-all-eu-institutions-and-bodies/european-council_fr, consulté le 13 février 2025.

Le Conseil de l'Union européenne, <https://www.consilium.europa.eu/fr/council-eu/>, consulté le 13 février 2025.

Le haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité - EUR-Lex, https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=legissum:high_representative_cfsp, consulté le 13 février 2025.

Politique étrangère: objectifs, instruments et réalisations | Fiches thématiques sur l'Union européenne | Parlement européen, <https://www.europarl.europa.eu/factsheets/fr/sheet/158/politique-etrangere-objectifs-instruments-et-realizations> , 31 mars 2024, consulté le 13 février 2025.

Partenariat oriental, <https://www.consilium.europa.eu/fr/policies/eastern-partnership/>, consulté le 13 février 2025.

L'UE et l'Azerbaïdjan renforcent leurs relations bilatérales, y compris leur coopération dans le domaine de l'énergie - Commission européenne, https://france.representation.ec.europa.eu/informations/lue-et-lazerbaïdjan-renforcent-leurs-relations-bilaterales-y-compris-leur-cooperation-dans-le-2022-07-18_fr, consulté le 13 février 2025.

Conseil de coopération UE-Azerbaïdjan, <https://www.consilium.europa.eu/fr/meetings/international-ministerial-meetings/2022/07/19/>, consulté le 13 février 2025.

Arménie, <https://www.consilium.europa.eu/fr/policies/armenia/>, consulté le 13 février 2025.

Azerbaijan: Statement by High Representative Josep Borrell on the humanitarian situation on the ground | EEAS,

https://www.eeas.europa.eu/eeas/azerbaijan-statement-high-representative-josep-borrell-humanitarian-situation-ground_en, consulté le 13 février 2025.

Haut-Karabakh: le PE demande un réexamen des relations avec l'Azerbaïdjan | Actualité | Parlement européen, <https://www.europarl.europa.eu/news/fr/press-room/20230929IPR06132/haut-karabakh-le-pe-demande-un-reexamen-des-relations-avec-l-azerbaïdjan>, 5 octobre 2023, consulté le 13 février 2025.

Textes adoptés - Liens plus étroits entre l'UE et l'Arménie et nécessité d'un accord de paix entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie - Mercredi 13 mars 2024, https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/TA-9-2024-0158_FR.html, consulté le 13 février 2025.

Greece - Bilateral Relations, <https://www.mfa.am/en/bilateral-relations/gr>, consulté le 13 février 2025.

AGREEMENT BETWEEN THE MINISTRY OF DEFENCE OF THE REPUBLIC OF ARMENIA AND THE MINISTRY OF NATIONAL DEFENCE OF THE HELLENIC REPUBLIC ON MILITARY COOPERATION, <https://www.arlis.am/DocumentView.aspx?docid=115522>, 19 janvier 2011, consulté le 13 février 2025.

Cyprus - Bilateral Relations, <https://www.mfa.am/en/bilateral-relations/cy>, consulté le 13 février 2025.

Germany - Bilateral Relations, <https://www.mfa.am/en/bilateral-relations/de>, consulté le 13 février 2025.

Republic of Armenia, Ministry of Defence, , Concept transformation of the Army, (main guidelines), november 2024, <https://mil.am/files/LIBRARY/CONCEPT%20TRANSFORMATION%20OF%20THE%20ARMY.pdf>

MISTRAL MANPADS | *MBDA*, <https://www.mbda-systems.com/products/force-protection/mistral-family/mistral-manpads>, consulté le 13 février 2025.

KNDS, *CAESAR 8x8 The future of a revolutionary concept, Main specifications*, https://www.knds.fr/sites/default/files/fichiers-catalogue-produit/CAESAR%208X8_2.pdf.

KNDS, *CAESAR 6x6, Déployé sur les théâtres d'opération depuis 2009*, https://www.knds.fr/sites/default/files/fichiers-catalogue-produit/CAESAR%206X6_0.pdf

Commande et Intelligence | *Thales Group*, <https://www.thalesgroup.com/fr/worldwide/defense/notre-offre-joint-systems/commande-et-intelligence>, consulté le 13 février 2025.

Indian government, DRDO, Technology Focus, *155 MM X 52 CAL ADVANCED TOWED ARTILLERY GUN SYSTEM (ATAGS)*, August 2023, https://www.drdo.gov.in/drdo/sites/default/files/technology-focus-documnt/TF_Aug2023.pdf

Search | Defence Research and Development Organisation - DRDO, Ministry of Defence, Government of India, <https://www.drdo.gov.in/drdo/search/content?keys=pinaka>, consulté le 13 février 2025.

Anti Drone System - Counter Drone System - Counter Unmanned Aerial Systems (CUAS), <https://www.zentechologies.com/anti-drone-system-counter-drone-cuas.php>, consulté le 13 février 2025.

Akash Weapon System | Official Website of Bharat Dynamics Limited (BDL) under the Ministry of Defence, Government of India, <https://www.bdl-india.in/akash>, consulté le 13 février 2025.

Sources économiques

Rosatom State Atomic Energy Corporation ROSATOM global leader in nuclear technologies, <https://www.rosatom.ru/en/press-centre/news/clean-area-for-controlled-reactor-assembly-arranged-at-akkuyu-npp-un-t-1-/>, consulté le 3 mai 2024.

AKKUYU NUCLEAR JSC Communications Service, *Russian universities will train a new group of engineers from Akkuyu NPP (Türkiye)*, 18.11.2024

Gazprom Armenia CJSC, <https://armenia.gazprom.com/>, consulté le 11 février 2025.

Tashir adds Armenia's largest energy producer to its portfolio, <https://tashir.ru/en/media/news/2020/portfel-tashir-popolnilsya-krupneyshim-proizvoditelem-elektroenergii-v-armenii.html>, consulté le 11 février 2025.

Rosatom State Atomic Energy Corporation ROSATOM global leader in nuclear technologies, https://www.rosatom.ru/en/press-centre/news/head-of-rosatom-alexei-likhachev-and-prime-minister-of-the-republic-of-armenia-nikol-pashinyan-discuss-phrases_id=5822969, consulté le 11 février 2025.

<https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/TR/commerce-exterieur-turc>, consulté le 3 mai 2024.

OMC | Turquie - Renseignements par Membre, https://www.wto.org/french/thewto_f/countries_f/turkey_f.htm, consulté le 3 mai 2024.

<https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/TR/commerce-exterieur-turc>, consulté le 3 mai 2024.

Russia (RUS) and Azerbaijan (AZE) Trade, <https://oec.world/en/profile/bilateral-country/rus/partner/aze>, consulté le 11 février 2025.

: State Customs Committee, ministry of Economy of Azerbaijan, *Foreign trade data of Azerbaijan by countries and country groups in 2021 (thousand US dollars)*, 2021.

Baku-Tbilisi-Ceyhan pipeline | Who we are | Home, https://www.bp.com/en_az/azerbaijan/home/who-we-are/operations/projects/pipelines/btc.html, consulté le 10 juin 2024.

General Information - Mining Resources - www.minenergy.am, <http://www.minenergy.am/en/page/472>, consulté le 11 février 2025.

Zangezur Copper Molybdenum Combine, <https://www.zcmc.am/>, consulté le 11 février 2025.

Government of republic of Armenia, *This is the first step of a broader investment vision: The Government is a co-owner of ZCMC*, <https://www.gov.am/en/news/item/9991/>, 1 octobre 2021, consulté le 11 février 2025.

Ararat Gold Recovery Plant to Increase Production; Tailings Dam Capacity at Issue, <https://hetq.am/en/article/134880>, 23 août 2021, consulté le 11 février 2025.

Accession of the Republic of Armenia to the EAEU,
https://eec.eaeunion.org/en/commission/departement/dep_razv_integr/prisoedinenie-gosudarstv-k-eaes/ra.php, consulté le 13 février 2025.

Taux d'inflation Arménie 2014-2024,
<https://fr.statista.com/statistiques/1037499/taux-d-inflation-en-armenie/>, consulté le 19 avril 2024.

Dette nationale brute par rapport au PIB Arménie 2014-2024,
<https://fr.statista.com/statistiques/717111/dette-nationale-armenie-par-rapport-au-produit-interieur-brut-pib/>, consulté le 19 avril 2024.

Situation économique et financière de l'Arménie - ARMÉNIE | Direction générale du Trésor, <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/AM/indicateurs-et-conjoncture>, consulté le 19 avril 2024.

IT Services - Armenia | Statista Market Forecast,
<https://www.statista.com/outlook/tmo/it-services/armenia>, consulté le 11 février 2025.

WTO, Trade profile Armenia 2023,
https://www.wto.org/english/res_e/statis_e/daily_update_e/trade_profiles/AM_e.pdf.

German Armenian Fund, <https://gaf.am/index.html>, 1998, consulté le 13 février 2025.

Indian ministry of foreign Affairs, Embassy of India in Erevan, Brief on India-Armenia relations, february 2024,
https://www.mea.gov.in/Portal/ForeignRelation/India-ArmeniaFebruary_2024.pdf

Indian ministry of foreign Affairs, India-Georgia Billateral Brief, October 2023,
<https://www.mea.gov.in/Portal/ForeignRelation/Georgia-October-2023.pdf>

Indian ministry of foreign Affairs, India-Azerbaijan relations, June 2024,
<https://www.mea.gov.in/Portal/ForeignRelation/Azerbaijan.pdf>

Embassy of India, Moscow (Russia),
<https://indianembassy-moscow.gov.in/statistics.php>, consulté le 13 février 2025.

Indian ministry of foreign Affairs, Russia-India Relations, 21.10.2024,
<https://www.mea.gov.in/Portal/ForeignRelation/India-Russia-Relations.pdf>
